

La veuve de Mao Tsé-toung

et ses « complices »

seront jugés

(LIRE PAGE 40)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
12 fr.; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
18 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 300 L.; Liban, 125 p.;
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 ct; Yougoslavie, 10 d.

Tarif des abonnements page 28
5, RUE DES ITALIENS
75227 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris n° 62072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le dialogue entre Paris et Ankara

Attendu ce jeudi à Paris, pour une visite de deux jours, le ministre turc des Affaires étrangères, M. Caglayangil, a assuré qu'il se proposait de « rétablir une meilleure compréhension et une coopération harmonieuse entre les deux pays ». Dans le langage diplomatique, si volontiers optimiste, la formule implique que, en dépit de la visite rendue à Ankara, il y a près d'un an par M. Sarvagazgar, alors à la tête de la diplomatie française, tout ne va pas pour le mieux entre la Turquie et Paris.

La crise du Chypre continue de tenir évidence, à poser sur ces relations, même si la très vive irritation ressentie naguère à Ankara à propos de la « partialité » de la France dans le conflit gréco-turc a été la place à une désapprobation plus nuancée. M. Caglayangil a tenu à ce propos, avant son départ pour Paris, à rappeler le mot d'« équidistance » qui, selon les Turcs, devrait caractériser l'attitude de leurs alliés au sein de l'O.T.A.N. La France se défend avec vigueur d'être un « camp » et de manifester la moindre hostilité à l'égard de l'ailié turc, mais il est bien évident qu'elle ne partage pas son analyse de la situation.

Après avoir pris des pages territoriales considérables dans l'île, la Turquie est désormais dans une position de force si minuscule, qu'une totale « équidistance » reviendrait à lui laisser tout le bénéfice de son action. Paris peut difficilement revenir sur la condamnation de la « décision » prise par Ankara, le 15 août 1974, de faire occuper par ses troupes de vastes parties de Chypre au-delà de la ligne sur laquelle s'étaient arrêtées les forces débarquées un mois plus tôt à la suite de la tentative de putsch lancée par la junte d'Athènes.

En raison de très anciennes sympathies pour la Grèce et d'une réprobation naturelle à l'égard des faits accomplis, la France attend aujourd'hui plus de concessions d'Ankara que d'Athènes. En novembre 1976, M. Sarvagazgar avait défendu l'idée d'un règlement « équilibré » par la création de deux régions autonomes vitales, réunies dans une fédération « entre les deux communautés, grecque et turque, de l'île couvrant ainsi la nature et les fonctions ».

Si les deux négociations, chypriotes — entre les capitales turques et les communautés — sont actuellement dans l'impasse, on trouve du moins en Turquie quelque raison d'espérer dans l'ouverture, le 2 novembre, d'une autre négociation, à la fois à Berlin et à Paris, sur les conflits armés et la délimitation du plateau continental en mer Égée. Le contentieux sur ce second point avait amené il y a quelques mois la Grèce et la Turquie au bord du conflit.

Mécontente de son statut d'« associée » à la Communauté européenne et de la dégradation constante de ses échanges avec elle, la Turquie a grand besoin d'une aide plus substantielle de la C.E.E. et d'une plus grande compréhension de ses partenaires européens. Les conversations agricoles de l'Élysée, les résolutions apportées par la République fédérale à la délimitation en mer Égée, les efforts turcs, ainsi qu'Ankara en moment même où la Communauté décide d'ouvrir des négociations pour l'adhésion pure et simple de la Grèce, ce qui aggraverait encore la position turque face aux Neuf. Or, du côté français, les débats de marchandises turques, qui avaient connu un net accroissement de 1972 à 1974, sont en recul depuis l'an dernier, alors que les exportations ne cessent de progresser, déséquilibrant la balance commerciale au détriment d'Ankara.

En toute hypothèse, Paris ne doit pas se résigner à ce que soient plus longtemps compromises ses relations avec un pays européen qui fait une large place à sa langue et à sa culture et qui, même dans les périodes de tension, n'a jamais renié ses sympathies françaises.

(Lire page 40.)

M. Gerald Ford va coopérer avec M. Jimmy Carter pour assurer « une transmission des pouvoirs en douceur »

Après sa victoire, M. Carter est parti prendre quelques repos dans son village natal de Plains, où il a été très chaleureusement accueilli. De son côté, M. Ford a remercié, mardi 3 novembre, au cours d'une conférence de presse, les millions d'Américains qui ont voté pour lui. Trop ému pour prendre la parole, le président a fait lire par Mme Ford le message dans lequel il reconnaît sa défaite. Il a téléphoné à M. Carter pour le féliciter et lui dire qu'il coopérerait avec lui pour assurer une « transmission des pouvoirs en douceur ».

Jusqu'au 20 janvier 1977, M. Ford continuera d'assumer dans leur plénitude, les pouvoirs de la présidence, mais selon la tradition, le chef de l'exécutif dont le mandat arrive à expiration tient constamment au courant de la marche des affaires, son successeur désigné. M. Carter devra constituer

une équipe pour assurer la liaison et faciliter la transition.

A l'étranger, la victoire de M. Carter est généralement accueillie avec circonspection : on se garde de porter un jugement sur un homme d'Etat encore inconnu.

En même temps que les élections à la présidence, au Congrès, aux postes de gouverneurs, des référendums ont eu lieu dans plusieurs États le 2 novembre. Les adversaires des centrales nucléaires ont subi une défaite. Les électeurs étaient appelés dans sept États à se prononcer sur des propositions visant à limiter ou à interdire la construction de centrales à énergie atomique dans l'État de Washington, l'Idaho, l'Arizona, l'Utah, le Colorado, l'Ohio, l'Alabama et le Montana. Ces propositions ont été repoussées. Elles n'ont été adoptées que dans le Missouri.

De notre correspondant

assumer sans heurt la transition. Le président élu a conscience, au lendemain d'une élection aussi serrée, qu'il doit maintenant présenter au pays non pas tant le visage d'un vainqueur que celui d'un leader national. Il ne peut ignorer qu'il n'a pas remporté la victoire que ses premiers succès pouvaient laisser espérer. Les engagements du scrutin ne peuvent que le pousser à la modestie, étant donné que dans le Sud il n'a pas obtenu la majorité des électeurs blancs et que dans les grands États industriels de l'Est il n'a pas tenu la majorité absolue des suffrages, mais seulement une simple « pluralité » dans trois États, suffisante pour faire jouer en sa faveur l'arithmétique du collège électoral.

Pour mieux illustrer la distorsion entre le vote populaire et le vote « électoral », les experts notent que si sa victoire dans l'Ohio est confirmée, M. Carter, avec deux millions environ de voix de plus que son adversaire,

aura, au sein du collège électoral, une majorité de 56 voix (297 contre 241). Mais un simple déplacement de 1.500 voix dans l'Ohio et de 3.500 voix à Hawaï aurait donné la victoire au président Ford. Telle est la règle implacable du jeu politique américain.

Malgré le désir d'unité et de conciliation entre la majorité de l'électorat et une minorité aussi importante ne démentira pas M. Carter de son intention de modifier sensiblement les structures et le fonctionnement de l'administration. Toujours méthodique, il a depuis longtemps confié à un de ses adjoints, M. Jack Watson, jeune avocat d'Atlanta la tâche de préparer la transition et même d'élaborer la nouvelle législation à cet effet. M. Watson a déclaré que l'état-major de la Maison Blanche serait plus réduit que celui des présidents de M. Carter, surtout qu'il n'aurait pas autorité sur les membres du cabinet et les responsables des départements ministériels.

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 2.)

Nouvelle tension entre M. Soares et la gauche du P.S. portugais

M. Mario Soares a accepté, le mercredi 3 novembre, la démission présentée par M. Antonio Lopes Cardoso, ministre de l'Agriculture. Le chef du gouvernement portugais a qualifié l'événement d'« incident de parcours » et a assuré qu'il ne remettrait pas en cause la cohésion de son équipe.

Le départ d'un ministre considéré comme le seul représentant de l'aile gauche du parti socialiste au sein du gouvernement n'en affaiblit pas moins un gouvernement qui ne disposait déjà que du soutien d'une minorité de députés à l'Assemblée. Survenant quelques jours après le congrès du P.S., cette démission confirme d'autre part les dissensions existant au sein de la formation de M. Soares, où l'aile gauche avait obtenu le quart des suffrages pour l'élection de la commission nationale.

Le départ de M. Cardoso, qui était en butte à de très sérieuses critiques des milieux conservateurs pour son action en faveur de la réforme agraire, illustre le glissement à droite du régime depuis un an et affaiblit la gauche portugaise.

De notre correspondant

Lisbonne. — M. Antonio Lopes Cardoso a présenté, le mercredi 3 novembre, sa démission du poste de ministre de l'Agriculture, qu'il occupait depuis juillet dernier dans le gouvernement socialiste de M. Mario Soares. Celui-ci l'a immédiatement acceptée. En attendant la désignation d'un nouveau titulaire, il est probable que M. Henrique de Barros, actuel vice-premier ministre et ancien président de l'Assemblée constituante, se verra confier la responsabilité du ministère de l'Agriculture.

M. Lopes Cardoso n'a pas fait de déclaration. Il devait réunir une conférence de presse ce jeudi 4. Deux des secrétaires d'Etat du ministère de l'Agriculture ont déjà annoncé leur intention de quitter le gouvernement, en signe de solidarité avec leur ministre.

Deux congressistes assis

La démission de M. Lopes Cardoso suit de quelques jours le congrès du parti socialiste, où son opposition à M. Mario Soares est apparue au grand jour. Au Palais des sports de Lisbonne, le 1^{er} novembre, une tempête d'applaudissements avait salué la réélection du secrétaire général du parti socialiste. Mais, apparemment impassible devant la foule en liesse, deux congressistes étaient ostensiblement restés assis : M. et Mme Lopes Cardoso.

JOSÉ REBELO

(Lire page 6.)

Un long entracte jusqu'au 20 janvier

par ALAIN CLÉMENT

A l'homme nouveau, politique nouvelle. On s'interroge donc aussitôt sur les intentions de M. Carter, on spéculé sur les nominations auxquelles il devra procéder, sur la physionomie qu'il va donner à son administration. Quel est le plus sérieux que cet empressement à scruter l'avenir ? Non pour le révéler mais pour l'écarter, il est bon de se rappeler que les États-Unis, où toute une littérature romanesque ou sociologique exalte le mouvement, la mobilité, voire la ruée (vers l'or, vers l'Orient, etc.) sont en réalité un pays aux transformations lentes, et pour cela même, irréversibles. De plus, leur régime politique n'a rien à voir avec la démocratie parlementaire, c'est une autre forme de démocratie, système où du jour au lendemain, une majorité en remplace une autre, et son équipe dirigeante s'installe sans transition au pouvoir.

Cette lenteur était tellement inscrite dans les mœurs publiques que pendant cent quarante ans, le président américain, élu tous les quatre ans, le premier mardi suivant le premier lundi de novembre, ne prenait officiellement ses fonctions que le 4 mars de l'année suivante. Ce hiatus chronologique était dû à une lacune de la Constitution, qui prescrivait seulement, dans les termes ci-dessus, la manière de calculer la date du scrutin présidentiel.

Pourquoi les « pères fondateurs » et leurs successeurs ont-ils adopté le 4 mars comme jour « inaugural » de la nouvelle présidence ? Il n'y a pas d'explication historique satisfaisante. Peut-être faut-il voir une survivance de la coutume britannique, qui ne se rallia au calendrier grégorien qu'en 1752.

Toujours est-il qu'il fallut une crise, et même une « grande crise » pour que ce « temps mort » apparaisse enfin comme un danger, un anachronisme. En pleine dépression, Franklin D. Roosevelt bat le président républicain sortant, Herbert Hoover, le 8 novembre 1932. Le respect des formes l'emportera sur l'urgence de l'action. Quatre mois s'écouleront avant que le vainqueur puisse entrer à la Maison Blanche et se mettre au travail. C'en était trop. En 1934, le Congrès vota une loi fixant au 20 janvier, à midi, l'expiration du mandat présidentiel, et donc la prestation de serment de l'élu (qu'il succède ou non à l'incumbent). C'est cette cérémonie, qui a lieu sur une estrade édifiée pour la circonstance sur l'escalier faisant face au Capitole, qu'on appelle « l'inauguration ». Le soir même, le nouveau président prendra son premier repas à la Maison Blanche.

Les échéances inévitables

De novembre à janvier, l'entracte est encore de deux mois. Ceux-ci ne sont pas condamnés à l'attente stérile : après quelques jours de récupération bien méritée, le président élu (aujourd'hui dans le cas où il n'agit pas d'une réélection) procède à des consultations informelles, reçoit, écoute, présente les personnalités qu'il voudrait associer à son œuvre. Certaines échéances d'ailleurs ne souffrent pas de retard. Le budget doit être soumis au Congrès au début de l'année (le document est imprimé dans les derniers jours de décembre), il résulte de plusieurs mois d'études et d'arbitrages. Il n'a rien d'insurmontable et un nouveau président ne manquera pas d'y appuyer sa marque. Mais les délais qui lui sont impartis ne lui permettent d'y apporter que des retouches.

Avant de céder sa place à M. Nixon, Lyndon Johnson envoya, dès le 5 janvier 1969, son budget au Congrès. M. Nixon le repoussa et n'en retrancha que 4 milliards de dollars (3 % des dépenses prévues) avant d'en publier sa version révisée. Ce fut, d'ailleurs, sa seule « bonne ar-

née » en la matière. L'héritage de Johnson n'était pas si calamiteux. Les exercices suivants enregistrèrent des déficits d'une ampleur sans précédent dans les annales américaines. Il faudra donc attendre le budget de l'année 1977-1978 pour prendre la mesure des « changements » introduits par M. Carter dans la répartition des masses budgétaires.

Plus immédiat, le choix des hommes pose des problèmes délicats. Le démocrate parlementaire impose des « dosages » qui ne facilitent pas toujours le respect des bénéficiaires de la fameuse « rotation des portefeuilles ». Aux États-Unis, où il n'y a pas de « personnel politique » à l'étranger, on ne peut pas du cabinet ne viennent pas du Congrès, la chasse aux « ministères » est illimitée. On se rappellera, par exemple, qu'en 1960, John Kennedy n'avait de sa vie rencontré M. McNamara avant de le convoquer et d'en faire un secrétaire à la défense qui prit le poids que l'on sait. Kennedy n'était pas un nouveau venu à Washington, il avait gouverné la présidence, il avait gouverné les affaires de la défense pendant quatre ans de Congrès derrière lui.

(Lire la suite page 2.)

LIRE PAGE 15 :
LES ÉTATS-UNIS
À TRAVERS LES LIVRES

AU JOUR LE JOUR

ENTREVUES ET VISITES

Tel qu'on connaît M. Chirac, il ne va certainement pas à l'Élysée comme on va à Canossa. S'il faut un précédent historique, on songe plutôt à l'empereur de l'Est, où deux empereurs cherchaient à s'entendre afin de se donner le temps d'être en mesure de se trahir.

Certes M. Chirac n'est pas encore empereur, et l'Élysée n'est pas un terrain neutre mais le cœur bien défendu d'un bastion à conquérir. Peut-être l'ancien premier ministre est-il simplement allé faire par avance le tour du propriétaire.

ROBERT ESCARPIT

Il y a les capitaux qui dorment.
Et ceux qui font rêver les femmes.

FRED Un expert. Un ami.

Chacun de nos diamants est vendu avec un Certificat d'Expertise.

6, rue Royale Paris 8^e Tél. 260.30.65 Boutique FRED 84, Champs-Élysées
Hôtel Byblos, Saint-Tropez Hôtel Louis, Monte-Carlo Aéroport d'Orly.

SIX VOLUMES DE MICHEL FOUCAULT

Une histoire de la sexualité

La répression du sexe ? On le répète à l'aise : l'Occident aurait étouffé, censuré, interdit de mille manières le sein exercé du plaisir. Et la libération sexuelle, devenue nécessaire, serait heureuse et subversive.

Professeur au Collège de France et l'un des grands « gurus » des jeunes philosophes, Michel Foucault refuse cette hypothèse aujourd'hui dominante comme une nouvelle idée reçue. Le silence, dit-on, fut imposé. Notre culture, répond-il, n'a cessé d'obliger chacun à tout dire. De l'inquisition à la psychanalyse s'est constituée, à travers les techniques religieuses, médicales, sociales, une « science du sexe », une « érotique de la vé-

rité », positive et diverse. Le projet de Michel Foucault est d'explorer cette configuration complexe, en montrant comment les mécanismes du pouvoir ont mis pendant des siècles coercition et incitation, plaisir de l'aveu et mortification.

Projet vaste, dont la réalisation ne demandera pas moins de six volumes. Le premier, intitulé « La Volonté de savoir », introduction générale à l'ensemble de l'œuvre, paraîtra aux Éditions Gallimard le 17 novembre prochain, dans la « Bibliothèque des Histoires ». À partir de 1977, les ouvrages suivants devraient sortir à un rythme relativement soutenu : « La Chair et le Corps » (t. 2), « La Croisade des enfants » (t. 3), « La Femme, la Mère et l'Hystérique » (t. 4), « Les Pervers » (t. 5), « Populations et races » (t. 6), retraceront à grands traits l'évolution des discours tenus sur le sexe depuis l'apparition du christianisme jusqu'à l'après-freudisme.

Michel Foucault a jusqu'à présent profondément modifié la vision de chacun des domaines qu'il aborde. Après « l'Histoire de la folie », après les « archéologies » d'un regard médical (« Naissance de la clinique »), des sciences humaines (« Les Mots et les Choses ») de la société disciplinaire (« Surveiller et punir »). Cette « Histoire de la sexualité » est aussi l'œuvre la plus volumineuse qu'il ait entreprise.

(Dans un texte inédit qu'on lira page 24 du « Monde des livres », Michel Foucault expose les grandes lignes de cette nouvelle recherche.)

Analyses et commentaires

L'ÉLECTION DE M. CARTER

M. Ford va coopérer avec M. Carter

(Suite de la première page.)

L'objectif de M. Carter, selon son conseiller M. Kirby, est au contraire de renforcer l'autorité et les responsabilités des chefs des départements ministériels, trop longtemps tenus en tutelle par ce qu'on a appelé la « garde prétorienne », les proches collaborateurs au service exclusif de M. Nixon. Quant au personnel appelé à assumer les responsabilités administratives, M. Jordan, « manager » de la campagne de M. Carter, a indiqué, mercredi, qu'en plus des personnalités connues pour leur compétence et leur expérience, le nouveau gouvernement recruterait surtout des jeunes, des femmes, des représentants des minorités ethniques encore inconnus du public. Il est clair que le président élu préfère s'entourer de collaborateurs sans trop d'antécédents, qu'il s'agit de recruter en mesure de contrôler que les anciens membres (à part quelques exceptions) des administrations démocratiques précédentes, désireux de revenir dans les aléas du pouvoir, dont ils ont été exclus pendant de longues années. M. Carter estime n'avoir contracté aucune dette politique au cours de cette campagne qu'il a essentiellement axée sur sa personnalité.

par comparaison aux 46 % soutenant M. McGovern en 1972). M. Carter aurait également recueilli 56 % du vote catholique. C'est plus que les 48 % obtenus par M. McGovern en 1972, mais loin des 76 et 78 % obtenus par Johnson et Kennedy. En revanche, les Irlandais, qui formaient jadis les gros bataillons démocratiques des grandes villes, ont été réservés et n'ont appuyé Carter que dans la proportion de 51 %. 57 % des Afro-Américains ont voté pour le candidat démocrate, mais pas d'une manière uniforme. Par exemple, à New York, ils ont voté en majorité pour M. Ford. Mais 90 % des Noirs et 75 % des Juifs auraient soutenu M. Carter, lui assurant la victoire dans les grands centres urbains. Enfin, le président élu aurait recueilli 46 % des suffrages des cadres et des professions libérales, 49 % des employés et obtenu les suffrages de 61 % des travailleurs manuels.

HENRI PIERRE.

LE TÉLÉGRAMME DE M. GISCARD D'ESTAING

M. Giscard d'Estaing a envoyé, mercredi 3 novembre, à M. Carter, le télégramme suivant :

« En vous adressant mes très cordiales félicitations pour votre élection à la présidence des États-Unis, je forme des vœux pour la haute mission que le peuple américain vient de vous confier. Je souhaite que vous puissiez développer entre nos deux nations, qu'associent depuis deux siècles tant de succès et d'échecs, une entente qui serve le progrès et la paix du monde. »

● M. de Guiringaud, dans un télégramme de félicitations à M. Carter, évoque les entretiens qu'il eut en mai et en juin dernier à New York. « Je suis convaincu, ajoute le ministre des affaires étrangères, que sous votre mandat les rapports entre la France et les États-Unis prendront le caractère exemplaire qui est le leur depuis deux siècles. »

Un long entracte

(Suite de la première page.)

Néanmoins, comme il le reconnaît lui-même et comme les événements le confirment, il est à faire, à la tête de l'exécutif, un apprentissage ardu et plein d'embûches.

Son « éducation » était-elle achevée quand, en novembre 1963, il tomba sous les balles de son meurtrier ? Le Kennedy plein d'illusions et de fougue impétueuse de janvier 1961, avait érotisé et endormi le pays. Il ne pouvait commencer à gouverner sans mesurer qu'après l'élection de 1964, qu'il ne vit jamais. Ses relations avec le Congrès — un Congrès à majorité démocrate dans les deux chambres, cependant — n'étaient pas tendues ; l'exécutif et le législatif au cours de dernières décennies, entre les élus du peuple et un président qui, statutairement, n'est pas « chef de la majorité ».

ALAIN CLÉMENT.

DOUZE AUTRES CANDIDATS ONT OBTENU UN NOMBRE VARIABLE MAIS TRÈS LIMITÉ DE SUFFRAGES

Les projecteurs étant braqués sur le duel Ford-Carter, on a un peu tendance à oublier que douze autres candidats à la présidence se présentaient. Ils avaient été retenus sur les deux cent sept (le chiffre le plus élevé de toute l'histoire américaine) qui avaient

postulé à la date du 15 octobre. Ils étaient présents dans différents États (aucun d'eux n'était inscrit dans tous).

M. Eugene McCarthy, ancien sénateur du Minnesota, qui se rendit célèbre par son opposition à la guerre du Vietnam, a obtenu 994 973 voix. M. Lester Maddox, ancien gouverneur de Géorgie, connu pour ses opinions ségrégationnistes, qui défendait les couleurs du Parti indépendant américain, a obtenu 187 552 voix.

UNE FEMME A ÉTÉ ÉLUE GOUVERNEUR DE L'ÉTAT DE WASHINGTON

Une femme a été élue, mardi 2 novembre, gouverneur de l'État de Washington (sur la côte ouest des États-Unis). Il s'agit de Mme Dix Lee Ray (démocrate), ancienne présidente de la commission de l'énergie atomique. Une autre femme est actuellement gouverneur, Mme Elia Grasso (démocrate), dans le Connecticut.

[Née à Tacoma (Washington) le 3 septembre 1914, Mme Ray a obtenu en 1938, à l'université Stanford (Californie), un « Ph.D. » (équivalent d'un doctorat) en sciences. Elle a été professeur de biologie à l'université de l'État de Washington de 1945 et 1972 et directrice du Centre scientifique du Pacifique de Seattle (Washington) de 1963 à 1972.]

Résultats globaux des élections du 2 novembre

SCRUTIN POUR LA PRÉSIDENTIE			SCRUTIN POUR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS	
Suffrages (en millions)	%	Mandats de grands électeurs (1)	Républicains	Démocrates
M. Carter 40 263	51	272	142	286
M. Ford... 38 512	49	235	158	286

(1) Les 31 mandats de l'Oregon et de l'Ohio, où les résultats très serrés font l'objet de vérifications, ne sont pas comptabilisés dans cette rubrique.

SCRUTIN POUR LE SÉNAT (33 sièges à pourvoir)			SCRUTIN POUR LES POSTES DE GOUVERNEURS	
Républicains	Démocrates		Républicains	Démocrates
Elus 11	29 (1)		Elus 5	9

Composition du Sénat après les élections : 58 républicains, 42 démocrates (sans changement).

(1) Le sénateur Harry Bird (Virginie) a été réélu avec l'unique indépendant. En fait, il siège avec les démocrates.

Après les élections du 2 novembre, il y aura aux États-Unis 15 gouverneurs républicains (— 1) et 37 démocrates (+ 1).

(14 postes étaient à pourvoir)

L'évolution des scrutins présidentiels

Années	Candidats	Grands électeurs	Suffrages populaires (en millions)	Pourcentage des suffrages exprimés
1948	M. Truman (démocrate) M. Dewey (républicain) M. Thurnmond (sudistes)	303 183 39	24 179 21 951 1 189	48,5 45,1 6,4
1952	M. Eisenhower (R.) M. Stevenson (D.)	442 83	33 936 27 915	55,1 44,9
1956	M. Eisenhower (R.) M. Stevenson (D.)	457 73	35 390 26 623	57,4 42,6
1960	M. Kennedy (D.) M. Nixon (R.)	393 219	34 227 24 108	58,7 41,3
1964	M. Johnson (D.) M. Goldwater (R.)	486 52	43 130 27 178	61,1 38,9
1968	M. Nixon (R.) M. Humphrey (D.) M. Wallace (indép.)	301 151 46	31 783 31 278 9 906	43,4 42,7 13,9
1972	M. Nixon (R.) M. McGovern (D.)	521 17	45 841 23 402	66,1 33,9
1976	M. Carter (D.) M. Ford (R.)	272 235 (1)	40 263 38 512	51 49

(1) Les résultats de l'Ohio (28 mandats) et de l'Oregon (4 mandats) ne sont pas comptabilisés ici car ils ne sont pas définitifs. Quelques milliers de voix seulement séparent les deux candidats dans ces États.

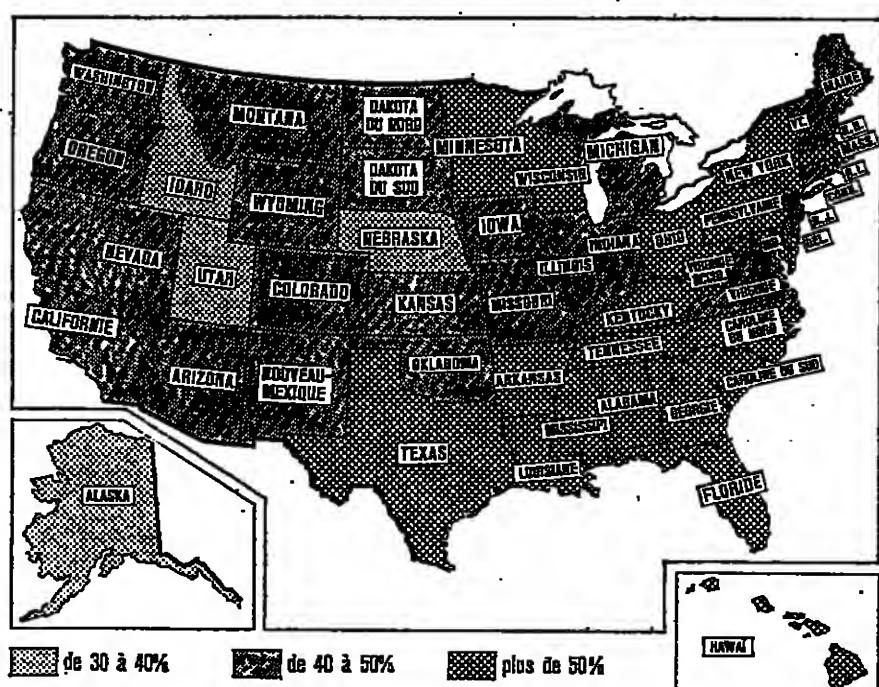
BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
80 Hectares
dont 67 hectares de
premiers crus et
grands crus



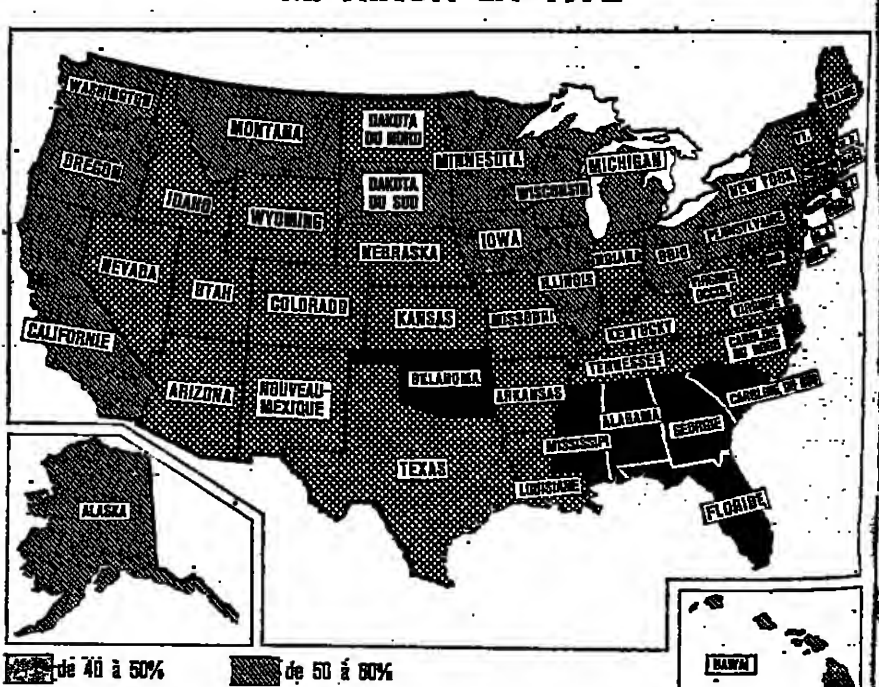
Documentation L.M.
sur demande à Maison
BOUCHARD PÈRE & FILS
Négociants au Château
21201 Beaune
Tél. (80) 22.14.41 +
Téléc. : 350330 F

Les pourcentages de voix obtenues par le vainqueur dans chaque État

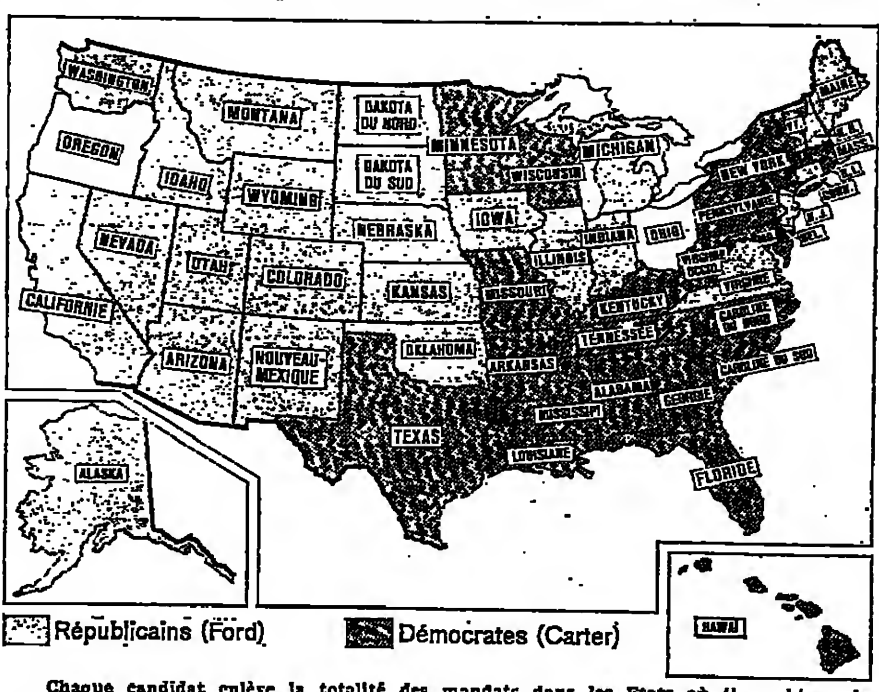
M. CARTER EN 1976



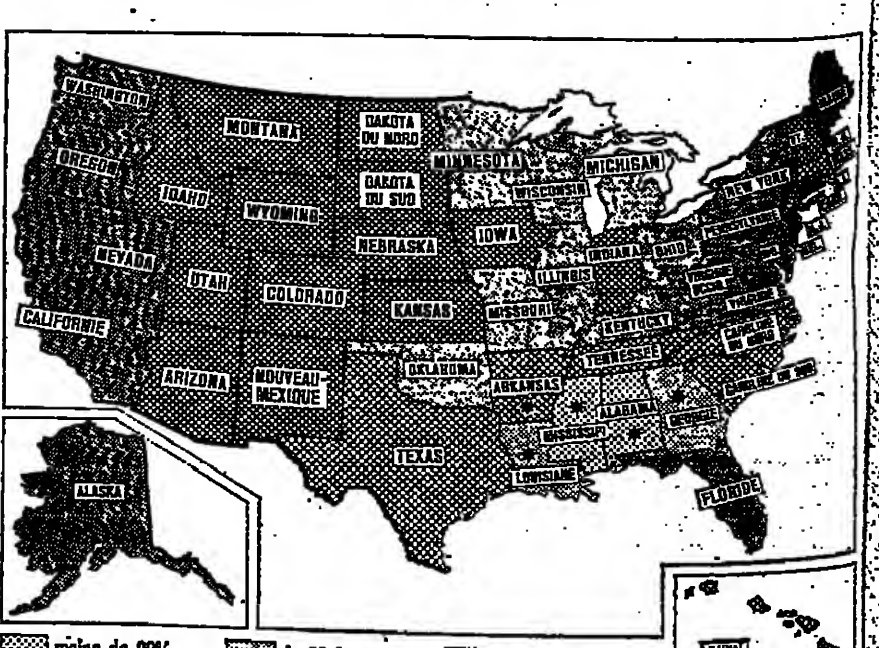
M. NIXON EN 1972



La répartition par État du vote du 2 novembre



M. NIXON EN 1968



Chaque candidat emporte la totalité des mandats dans les États où il a obtenu la majorité des suffrages. Cette carte montre que M. Carter a remporté ses succès à l'est et au sud. En Oregon et dans l'Ohio, où M. Ford et Carter se suivent de très près, les résultats ne seront acquis qu'après vérification.

الجمهورية العربية السورية

A LA PRÉSIDENCE DES ÉTATS-UNIS

Les réactions

DANS LES CAPITALES ÉTRANGÈRES

La prudence et la circonspection paraissent l'emporter largement dans les réactions suscitées à travers le monde par la victoire de M. Carter. En Europe comme dans le tiers-monde, nos correspondants rapportent les points de vue officiels ou ceux de la presse. Ils insistent sur les questions que pose à plus d'un dirigeant la personnalité somme toute mal connue du nouveau président.

● A MADRID, José Antonio Novais estime que les Espagnols attendent de Washington une politique étrangère « plus libérale ». Il ajoute que des membres de l'entourage du nouveau président ont notamment déclaré à un journaliste de Madrid que M. Carter « ne s'opposerait pas à la légalisation du parti communiste ».

● A STOCKHOLM, Alain Debove évoque l'espoir exprimé par le nouveau premier ministre, M. Thorbjörn Fälldin, dans son télégramme de félicitations à Washington, que les relations étroites entre la Suède et les États-Unis « seront encore approfondies ». M. Palme, leader de l'opposition, se félicite de son côté de la participation plus élevée que prévu, participation qui « indique que l'intérêt du peuple américain pour les affaires politiques semble renaître ». M. Palme, qui attend également des États-Unis une « politique étrangère plus active », insiste sur l'évolution de la situation en Afrique australe.

● A COPENHAGUE, le chef du gouvernement social-démocrate, M. Anker Jørgensen, a déclaré que, à son avis, il n'y aura sans doute pas « de différences marquantes dans la politique étrangère des États-Unis ».

Dans les capitales d'Europe orientale, on insiste volontiers sur les déclarations de M. Carter en faveur de la détente.

● A VIENNE, Anita Rind cite les propos du chancelier Bruno Kreisky, qui affirme que « les sociaux-démocrates européens se félicitent de la victoire électorale de M. Carter ». « Ce qui ne veut pas dire, ajoute-t-il, que le nouveau président soit social-démocrate ».

● A BUDAPEST, l'agence hongroise M.T.I. estime cependant que « les efforts du nouveau président vont se concentrer sur les problèmes de politique intérieure ».

● A VARSOVIE, nous rapporte Manuel Lucbert, le porte-parole du gouvernement polonais s'est déclaré convaincu que « rien ne fait obstacle à un développement fructueux des relations entre Washington et Varsovie ». « Cela correspond, a-t-il ajouté, à l'intérêt des deux nations, à l'intérêt de la détente et de la paix dans le monde ».

● EN MEDITERRANÉE, à Ankara, selon Artun Unsal, la victoire de M. Carter a été froidement accueillie — beaucoup de Turcs, en effet, estiment que Washington pourrait se départir de son attitude équilibrée entre la Grèce et la Turquie. Certains leaders, soucieux de rassurer, rappellent néanmoins que bien des déclarations faites par M. Carter durant la campagne ne seront pas suivies d'effet et que la politique américaine dans cette partie du monde « demeurera inchangée ». Le premier ministre, M. Demirel, a estimé d'ailleurs que les relations entre deux nations ne dépendent pas des hommes au

pouvoir et il souhaite que les Américains fassent preuve de « réalisme ».

● A ATHÈNES, où l'ensemble de la presse se réjouit ouvertement, le premier ministre grec, M. Caramanlis, a exprimé en revanche l'espoir que l'élection de M. Carter « marquera une évolution favorable ».

● A CHYPRE, rapporte Dimitri Andréou, Mgr Makarios, évoquant le « nouveau chapitre » ouvert dans les relations entre Nicosie et Washington, a rappelé que son peuple avait « considérablement apprécié » la position de M. Carter sur Chypre.

● DANS LE MAGHREB, on note peu de réactions et peu de passion. A Alger, écrit Paul Balta, on ne s'était guère intéressé à la campagne, et bien des Algériens estimaient qu'aucune différence ne distinguait M. Ford de M. Carter. « El Moudjahid » écrit que « le départ d'ici deux mois et demi de M. Kissinger, qui animait d'une manière très personnelle la diplomatie américaine, semble plus important que celui de M. Ford lui-même ».

● A TEHRAN, le chah d'Iran, dans son message de félicitations, s'est engagé à poursuivre ses efforts pour « renforcer les solides et heureuses relations » entre son pays et les États-Unis.

Peu de réactions sont, pour l'instant, enregistrées en Amérique latine. Dans plusieurs capitales, on rappelle néanmoins volontiers que M. Carter s'était engagé à faire preuve de fermeté au sujet de Panama, mais qu'il avait en revanche condamné la junte chilienne.

MOSCOU : un intérêt particulier pour l'entourage de M. Carter

De notre correspondant

Moscou. — La défaite de M. Ford n'a pas entraîné de regrets particuliers à Moscou. Même si au fond de leur cœur les dirigeants soviétiques auraient préféré continuer à traiter avec une administration républicaine, ils s'étaient faits depuis longtemps à l'idée d'une victoire de M. Carter.

Volont plus de deux ans que les relations soviéto-américaines traversent une mauvaise passe et plusieurs mois qu'elles sont pratiquement au point mort du fait de la campagne électorale et des incertitudes. Il ne fait pas de doute qu'on vent du côté soviétique, relancer le processus de la détente. M. Brejnev l'a encore confirmé la semaine dernière dans son discours devant le plénum du comité central.

Le changement d'administration à Washington va pourtant retarder de plusieurs mois la reprise du dialogue américain soviétique, qu'il s'agisse des problèmes de limitation des armements ou même du Proche-Orient. M. Carter n'entrera en fonctions que le 20 janvier et il est peu probable qu'il puisse tout de suite se pencher sur tous les problèmes en attente. Dans la mesure où le nouveau président ne passe pas pour un grand expert de politique étrangère (et cette impression des spécialistes soviétiques n'a pas été effacée par les études qu'ils

ont faites des débats télévisés de M. Ford et Carter), les Soviétiques attachent une grande importance aux collaborateurs dont va entourer le nouveau chef de la Maison Blanche. Si la personnalité de M. Averell Harriman constitue un élément rassurant (mais le doyen de la diplomatie américaine est âgé de quatre-vingt-cinq ans...), il ne manifeste aucun enthousiasme à la perspective d'avoir à négocier avec des hommes comme M. George Ball, qui a souvent reproché à M. Kissinger d'être trop conciliant dans ses rapports avec Moscou, ou comme M. Cyrus Vance, l'ancien sous-secrétaire à la défense qui a également effectué plusieurs missions diplomatiques pour l'ancien président Johnson. A toutes fins utiles, la presse a pourtant mis une sourde à ses attaques contre M. Brejnev, avec lequel, dit-on, M. Dobrynine, l'ambassadeur soviétique à Washington, aurait déjà déjeuné à plusieurs reprises. L'homme, pourtant, ne mesure pas loin de là : mais dans la mesure où il risque de participer bientôt au pouvoir, il se transforme insensiblement, pour les Soviétiques, d'« ennemi de la détente » en « interlocuteur valable ».

La nouvelle « bête noire » (mais

avec un point d'interrogation, car on s'interroge encore sur ses relations exactes avec M. Carter) n'est autre que M. Schlesinger, l'ancien chef de la C.I.A. et l'ancien secrétaire à la défense de M. Ford, chassé du Pentagone parce qu'il critiquait trop les « concessions » faites par M. Kissinger à la politique de détente. L'entrée de M. Schlesinger dans la nouvelle administration serait, sans aucun doute, considérée comme de mauvais augure par Moscou. Non seulement M. Schlesinger prône une politique de force dans les rapports avec l'U.R.S.S., mais il vient encore de se prononcer en faveur du rapprochement entre Washington et Pékin, même pour des ventes d'armes à la Chine. Pour que les choses soient bien claires, l'hebdomadaire Novosti vient une fois de plus d'attaquer l'ancien secrétaire à la défense, se félicitant, comme par hasard, du fait qu'« il n'occupe pas de poste officiel » dans l'administration de Washington. Ces incidents ressemblent étrangement à une mise en garde.

Quoi qu'il en soit, on ne s'attend pas à Moscou à trouver dans la nouvelle administration américaine l'homme très compréhensif. Les rapports avec Washington resteront délicats et difficiles, même si M. Carter procède à certains ajustements de la politique américaine. Le dossier que les Soviétiques voudraient reprendre le plus tôt possible est, bien sûr, celui des négociations de Genève sur la limitation des armements stratégiques SALT 2, bloquées depuis un an par la question du missile Cruise américain et du bombardier soviétique Backfire. M. Brejnev a déjà, la semaine dernière, aux États-Unis de faire traîner les choses et de n'avoir pas répondu aux dernières propositions soviétiques, qui monteraient au mois de mars 1976. L'élection de M. Carter retardera encore la solution de ces épineuses questions. La nouvelle administration voudra probablement reprendre les négociations à zéro.

Le problème de l'ambassadeur américain

Un autre dossier que Moscou voudrait ouvrir assez vite concerne les échanges commerciaux avec les États-Unis. La question est au point mort depuis deux ans déjà. A la fin de 1974, Moscou a présenté à Washington l'entente en application du traité de commerce signé avec Washington et renoncer à un bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, pour que de s'engager à libérer sa politique d'émigration, comme l'exigeait le Congrès américain. C'est dire que ce problème est lié directement à celui du respect des droits humains en U.R.S.S., une question qui relève, estime-t-on ici, de la seule compétence de l'U.R.S.S. Reste à savoir si M. Carter voudra — ou même pourra — obtenir du Congrès une révision de sa position. Ses déclarations à ce sujet ne devraient pas laisser grand espoir au Kremlin de parvenir à un accord sans quelques concessions significatives.

Par ailleurs, il faut enfin mentionner celui du nouvel ambassadeur américain en U.R.S.S. L'été dernier, M. Ford a fait savoir aux Soviétiques qu'il envisageait de nommer à Moscou, en remplacement de M. Stoessel, un autre diplomate de carrière, M. Malcolm Toon, un expert des affaires soviétiques, anciennement ambassadeur en Israël. Les Soviétiques n'ont toutefois pas, à cette date, donné agrément. M. Toon avait déjà été refusé, voilà trois ans, par l'U.R.S.S. Il avait été accusé, il y a plusieurs années, lors d'un séjour en tant que conseiller d'ambassade à Moscou, de trahison pour la C.I.A. Bien évidemment, on espère du côté soviétique que M. Carter proposera un nouvel ambassadeur peu après son arrivée à la Maison Blanche. Mais si tel n'était pas le cas, la reprise du dialogue soviéto-américain pourrait rapidement se heurter à ce problème de person-

ROBERT SOLÉ.

JACQUES AMALRIC.

BONN : les risques de l'inconnu

(De notre correspondant.)

Bonn. — Bien qu'il ait rencontré M. Carter une fois en 1973, M. Helmut Schmidt avait déclaré au magazine *Neuweek*, peu avant les élections américaines, qu'il ne pouvait « rien dire de positif ou de négatif » sur lui, car « il ne le connaissait pas ». Au contraire, le chancelier avait exprimé la « forte sympathie personnelle » qu'il éprouvait pour le président Ford : « J'aime vraiment notre président », avait-il dit, et je pense qu'il a réalisé beaucoup de choses... La veille du scrutin, cependant, il avait fait savoir à M. Carter, par l'intermédiaire de M. Rahn, membre du comité directeur du parti social-démocrate, qu'il entretenait traditionnellement des relations avec le parti démocrate américain, qu'il n'avait pas voulu s'immiscer dans la campagne américaine et qu'il ne favorisait pas M. Ford.

Il reste que pour les dirigeants de l'Allemagne fédérale, M. Carter représente l'inconnu et qu'ils auraient souhaité une victoire de M. Ford. Sans doute l'éventualité du succès du chancelier avait-elle été prévue à Bonn, mais la remontée du président sortant au cours des derniers jours avait conforté les Allemands dans l'opinion que rien ne changerait à Washington. C'est d'ailleurs sur la continuité de la politique américaine par rapport à l'alliance atlantique en général, et à l'Allemagne fédérale en particulier, que les hommes politiques de la majorité comme de l'opposition ont insisté dans leurs premiers commentaires. M. Schmidt a l'intention de se rendre aux États-Unis au printemps prochain pour rencontrer le nouveau président.

Des « changements dans les nuances »

La principale question que se posent aujourd'hui les dirigeants allemands concerne le futur responsable des affaires étrangères. La C.S.U. et la droite de la C.D.U. mettent l'accent sur des propos de M. Carter prouvant, selon elles, que le nouveau président est plus réservé que ses prédécesseurs vis-à-vis de la politique de détente avec l'Union soviétique. Les milieux gouvernementaux interrogés sur deux points : l'hostilité déclarée de M. Carter à la prolifération des industries atomiques, qui pourrait gêner les exportations allemandes de centrales nucléaires dans les pays du tiers-monde, et le risque pour la R.F.A. de se retrouver dans les négociations internationales, dans la mesure où elle était jusqu'à présent la seule, avec les États-Unis, à s'opposer aux revendications des pays pauvres. Un conseil interministériel doit, dès ce vendredi, réexaminer la politique allemande dans le tiers-monde.

DANIEL VERNET.

JÉRUSALEM : le respect des engagements

De notre correspondant

Jérusalem. — Tous les commentateurs rappellent la vieille tradition d'amitié des démocrates pour Israël et citent les « grands présidents » de ce parti, Truman et Johnson. Il n'empêche que c'est un républicain, M. Richard Nixon, qui est considéré, d'un point de vue israélien, comme ayant été l'un des meilleurs présidents américains.

En fait, Israël bénéficie aux États-Unis d'un fort crédit de sympathie et, en se défendant mercredi contre l'accusation d'avoir mis sur M. Ford, M. Imhak Rabin a pu aisément démontrer que l'amitié des États-Unis pour Israël a toujours été « bipartite ». Le premier ministre a rappelé que c'est le républicain Nixon qui a livré à l'État juif les Phantom promis par le démocrate Johnson, et il a affirmé sa conviction absolue que le démocrate Carter respectera scrupuleusement tous les engagements du républicain Ford. M. Rabin faisait allusion aux prochaines fournitures d'importants matériels militaires annoncées par le président au plus fort de la campagne électorale.

Une certaine appréhension

On n'en éprouve pas moins à Jérusalem quelque appréhension devant l'irritation qu'aurait éprouvée le nouveau président à l'égard de l'équipe dirigeante

israélienne. M. Moshe Dayan en a fait état dans une déclaration à la radio en rappelant que M. Carter avait refusé de rencontrer le ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Allon, lors de son séjour aux États-Unis, le mois dernier. Si M. Carter a vraiment des griefs contre les gouvernements israéliens, le paragraphe sur le Proche-Orient de la plate-forme électorale des démocrates s'identifie largement aux thèses de Jérusalem sur le conflit israélo-arabe. On insiste aussi à Jérusalem sur la réélection de sénateurs « inconditionnels », comme MM. Humphrey et Jackson, et l'élection à New-York de M. Moynihan, qui a annoncé qu'au Congrès « il défendra Israël avec la même chaleur qu'aux Nations unies ».

Plusieurs leaders, dont le général Dayan, se félicitent du départ de M. Kissinger à qui bien des Israéliens ne pardonnent pas les concessions qu'il a imposées aux pays. Deux raisons font croire à une action moins rude des Américains à l'avenir : le renforcement du « lobby » israélien à Washington, et les élections législatives en Israël à la fin de l'année prochaine. Il serait en effet difficile d'imposer des solutions impopulaires au gouvernement de Jérusalem à la veille du renouvellement de la Knesset.

ANDRÉ SCEMAMA.

LONDRES : inquiétudes pour l'emprunt au Fonds monétaire international

De notre correspondant

Londres. — Le premier ministre britannique n'a pas perdu de temps pour féliciter M. Carter. Il a aussi adressé un message personnel de réconfort au président Ford. Après avoir indiqué qu'il comptait sur la poursuite de « l'étroite coopération et de l'entente » qu'il avait marquée jusqu'ici les rapports entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, M. Callaghan a formulé l'espoir de rencontrer bientôt le nouveau président.

Le chef du gouvernement craint cependant que le succès de M. Carter ne retarde la remise en ordre de l'économie britannique.

Si certains officiels estiment que la reprise de l'économie américaine à des choses d'être accélérée par l'administration Carter, ce jugement est loin d'être partagé par tous. Devant le Conseil national de l'économie, économique, qui rassemble le patronat, les syndicats et le gouvernement, M. Callaghan a indiqué mercredi que le changement à la Maison Blanche va se traduire par une période d'« incertitude », alors que, dans le domaine économique et financier, une action concertée sur le plan international serait urgente.

JEAN WETZ.

ROME : satisfaction du parti communiste

De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste est visiblement satisfait de la victoire de M. Carter, et la démocratie chrétienne ne sait trop que penser. Voilà un peu schématisé le ton des premiers commentaires politiques italiens, qui ont cherché à valoir des remarques amères ou des prévisions pessimistes. Tout le monde semble se réjouir de la victoire de M. Carter, même si certains insistent sur le changement intervenu, et d'autres sur « les constantes de la politique américaine » qui interdiraient tout véritable changement. Même l'extrême droite participe à ce concert. « L'Europe n'a rien à craindre de l'élection de Carter », affirme le Mouvement social italien, qui met toutefois en garde contre « une déviation de l'Occident » pouvant encourager « de dangereuses tendances néo-isolationnistes » outre-Atlantique.

L'Italie était très attentive aux élections américaines, sachant combien sa propre situation économique était aussi politique — peut-être des États-Unis. Elle avait noté chez M. Carter deux attitudes qui la concernaient directement : une volonté de reprise économique et une certaine compréhension à l'égard du P.C.I. Tout en étant opposé à une entrée des communistes au gouvernement, le candidat démocrate donnait aux Italiens l'impression qu'il s'adaptait aux événements cherchant à les intégrer plutôt qu'à les contraindre. Mais que fera-t-il en tant que président ? C'est la question que se pose M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., lequel a cherché dans

un bref communiqué à inaugurer les meilleurs rapports possibles avec la nouvelle administration américaine. « La victoire de Carter, a-t-il déclaré, indique clairement que dans l'électorat américain a dominé une volonté de changement. Sur le plan des relations internationales, notre souhait est que les États-Unis développent une politique favorisant la coexistence pacifique, la détente, la réduction des armements et la coopération économique mondiale. Il faut souligner, en outre, que cessent des interférences et des pressions de tout genre exercées dans le passé par les administrations américaines dans la vie d'autres pays ».

Du côté démocrate chrétien, on aimerait en savoir davantage sur les intentions de M. Carter. Sa personne elle-même est appréciée par les partisans du nouveau secrétaire général, M. Zaccagnini, qui ne manquent pas de faire un parallèle entre les deux hommes, animés l'un et l'autre d'une foi religieuse profonde et désireux de changer les choses sans bouleversement. La déclaration de M. Zaccagnini est prudente : « La victoire de M. Carter est certainement un choix pour une politique nouvelle. Mon souhait est que les vives attentes suscitées par le nouveau président des États-Unis se traduisent en initiatives politiques avancées, modernes sur le plan intérieur, et qui aident sur le plan international à confirmer le rôle de guide des démocraties occidentales par la grande nation américaine (...) ».

ROBERT SOLÉ.

JACQUES AMALRIC.

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !



Chez Unidess, découvrez le nouveau calculateur de poche programmable HP-67, ainsi que sa version à imprimer, le HP-97. Et tous les calculateurs Hewlett-Packard en démonstration et vente sur stock.

unidess
tables à dessiner **Unic**

164 avenue du Général-de-Gaulle, Neuilly.
Tél. 747 48-00.
108 boulevard Richard-Lenoir, 75001 Paris.
Tél. 805 63-80.

AMÉRIQUES

Brésil

ALORS QUE LA RÉPRESSION OFFICIELLE S'EST APAISÉE

Le terrorisme de droite se développe en toute impunité

Rio-de-Janeiro. — Depuis plusieurs mois, un calme inhabituel règne dans les services chargés de la lutte « antisubversive ». Avocats, journalistes, ecclésiastiques, sont unanimes à constater qu'aucun cas de torture contre des prisonniers politiques n'a été signalé depuis longtemps. Les arrestations ont pratiquement cessé à Rio-de-Janeiro et São Paulo. Il en va de même, semble-t-il, dans le reste du pays.

La répression officielle semble donc au point mort. L'arrestation, en septembre à Rio, de quatre personnes accusées d'appartenir au P.C. pro-chinois n'efface pas l'impression laissée un peu partout : à savoir que, en comparaison des années antérieures, le Brésil connaît une période de tranquillité relative. São Paulo est la ville-témoin à cet égard : on n'y signale plus d'enlèvements et de tortures, comme à la fin de l'année dernière, où la « chasse » aux communistes avait atteint son point culminant et où les « suicides » de prisonniers se succédaient dans les locaux militaires.

Les optimistes créditent le gouvernement Geisel de ce retour momentané à la normalité. Selon eux, le président s'est proposé, dès le début de son mandat, de mettre fin aux « excès », mais il n'a pu y parvenir que récemment, en installant à la tête de trois des quatre armées qui tiennent le pays (São Paulo, Recife, Porto-Alegre), des généraux

De notre correspondant

qui ont son entière confiance, et en changeant la plupart des commandants militaires.

Les sceptiques — et ils sont les plus nombreux — avancent une autre explication : « Il n'y a plus de répression parce qu'il n'y a plus d'opposition clandestine », disent-ils. La P.C.B. a été totalement désarticulée. « La police a maintenant fiché 80 % des militants d'extrême gauche », affirme un avocat. La présence communiste dans la presse et dans d'autres milieux est désormais connue des autorités. L'instruction ouverte ces derniers mois contre sept militants du parti communiste brésilien de Rio a amené l'interrogatoire d'une dizaine de journalistes appartenant au comité directeur de l'Association brésilienne de presse.

Les milieux judiciaires reconnaissent que le nouveau commandant de la 1^{re} armée, basée à São Paulo, le général Dilemardo Montalvo, a fait une sérieuse « purge » dans les services du DOI-CODI, chargés de la lutte antiterroriste, pour éliminer les tortionnaires les plus notables. Ils ajoutent cependant : « La mécanique de la répression est arrêtée. Mais il peut être réactivé à tout moment. Il suffirait d'un enlèvement de diplomate pour que les tortures recommencent. »

Il est estimé, en effet, que la violence fait partie de « l'économie même du système », qui l'utilise pour assurer sa survie. « Tant qu'il n'y aura pas de garanties juridiques pour les personnes arrêtées, dit un avocat célèbre, il y aura des abus. Le problème fondamental, c'est l'insécurité juridique dans laquelle vit le pays. »

Une alliance anticomuniste

Est-ce parce qu'ils sont officiellement condamnés à l'insécurité que les « durs » de la lutte anticomuniste ont décidé de passer à l'action clandestine ? On peut le penser, puisque le terrorisme de droite n'a fait sa réapparition que récemment. Présent avant le coup d'État de 1964 et jusqu'en 1968, sous des noms divers (Mouvement anticomuniste, Commando de chasse aux communistes), il ne s'est pas manifesté, et pour cause, pendant le gouvernement du général Médici (1969-1974), qui a été le plus répressif de tous les récents présidents. Il est revenu à la surface l'an dernier, en prenant le nom d'Alliance anticomuniste brésilienne (A.A.B.), et a commis son premier attentat. Il y a deux mois, en posant une bombe au siège de l'Association brésilienne de presse.

Deux semaines après avoir enlevé et frappé l'évêque de Nova-Iguazu, Dom Adriano Hipólito, l'A.A.B. poursuit ses activités en toute impunité. Officiellement, on ne sait pas si l'alliance est à l'origine des cinq attentats commis dans la nuit du 5 au 6 octobre à Rio, les autorités ayant fait preuve de beaucoup de discrétion, mais il est permis de le supposer. Coup sur coup, cinq voitures ont explosé dans les quartiers de Botafogo et Copacabana. Les experts affirment que ces explosions ont été provoquées par des bombes. La police nie catégoriquement cette explication et annonce, sans autre précision, qu'il ne s'agit pas d'attentats terroristes.

Apparemment, personne n'a été

visé par ces incendies de voitures, sans doute destinés à créer un climat d'inquiétude. En revanche, l'A.A.B. continue sa campagne d'intimidation contre ses cibles préférées. Elle vient de menacer, à deux reprises, par téléphone, le secrétaire général de la C.N.E.B. (Conférence nationale des évêques du Brésil), Mgr Ivo Lorscheider. Plusieurs avocats, à Rio et São Paulo, ont été avertis de la même façon, le choix leur étant laissé de quitter le pays ou de s'exposer à des représailles. Récemment, des tracts signés de l'A.A.B. étaient lancés à l'entrée d'une prison de São Paulo, avec des menaces de mort à l'égard de treize prisonniers politiques.

La réaction ou plutôt l'absence de réaction des autorités ne laisse pas d'être inquiétante. Les tracts lancés par les terroristes après l'enlèvement de l'évêque ont été soigneusement tenus secrets par la police. Le gouvernement a interdit à la radio et à la télévision de donner de plus amples informations sur un événement qui mettait l'Église en position de martyr, et n'a d'ailleurs pas manifesté sa solidarité à la victime. Minimiser ou même étouffer les faits pourrait être de bonne politique si Brasília faisait tout pour stopper l'activisme de la droite et rassurer la population. Or c'est l'inverse qui se produit : après avoir fait preuve de discrétion pour arrêter plusieurs centaines de communistes coupables seulement de s'être réorganisés, les autorités se sont montrées, jusqu'à présent, incapables de découvrir les poseurs de bombes. Aussi les commentateurs vont bon train dans les milieux politiques : les auteurs d'attentats ne seront pas retrouvés, assure-t-on, et s'ils l'étaient, ils ne seraient sans doute pas poursuivis.

L'extrême droite, d'ailleurs, son organe officiel, O Expresso, publié depuis le début de l'année à São Paulo. Cet hebdomadaire a beau s'être spécialisé dans la défense de tortionnaires, la dénonciation des « rouges » ou de ceux qui y sont assimilés, l'antidémocratie et la délation, il a échappé, jusqu'ici, à la censure, laquelle s'exerce contre l'hebdomadaire de l'archidiocèse de São Paulo et plusieurs autres publications. Même les slogans racistes ont fait leur apparition au pays de la « tolérance raciale ». « Mort au communisme, vive l'apartheid », lit-on sur un mur de Copacabana. Et ailleurs : « Le Sud pour les Blancs, l'Amazonie pour les Noirs ».

CHARLES VANHECKE

Argentine

APRÈS LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE

Le gouvernement s'efforce d'exploiter à son profit les divisions de l'Église

De notre correspondant

Buenos-Aires. — La Conférence épiscopale argentine, qui vient de tenir sa réunion annuelle, ne s'est pas prononcée sur la question des violations des droits de l'homme. Divisés sur les moyens de faire entendre raison aux forces armées, les évêques, qui ne reprochent pas tous leurs méthodes de répression, se sont limités à rappeler dans un bref communiqué deux déclarations antérieures, émises l'une au mois de mai et l'autre de la précédente assemblée et l'autre après l'assassinat, en juillet, de trois prêtres et deux séminaristes de l'ordre irlandais des palotins.

La commission exécutive de l'épiscopat, que préside Mgr Raúl Primatesta, archevêque de Córdoba, préfère continuer d'exercer sur la junte militaire de discrètes pressions. Celles-ci n'ont jusqu'ici obtenu que de très maigres résultats. Mais la commission estime que c'est encore le moyen le plus efficace de faire connaître en haut lieu le point de vue de l'Église.

Dans leur déclaration du mois de mai, les évêques, avec beaucoup de chronophobie, avaient adressé un avertissement au gouvernement : « Ce serait une erreur que, pour rétablir un climat de sécurité, on procède à des arrestations massives, en maintenant pendant de longues périodes les prisonniers au secret et sans révéler leur lieu de détention. On ne respecte pas les garanties constitutionnelles. Ce serait une erreur que, pour rétablir les équilibres économiques, on mène les gens à la misère, et que, pour éviter les vices des moyens de communication, on s'empêche de dire la vérité. Enfin, ce serait aussi une erreur que l'on confonde avec le marxisme et la guérilla les généreux efforts, souvent d'inspiration chrétienne, pour défendre la justice, les déshérités et ceux qui ne peuvent faire entendre leur voix. »

Certains évêques participent à la croisade des militaires contre le communisme athée et apatride. Mgr Adolfo Tortolo, supérieur général aux armées, qui, malgré les centaines de témoignages reçus, émet publiquement des doutes sur les violations des droits de l'homme ; Mgr Víctorio Bonamin, son adjoint, pour qui « Dieu habite les soldats qui accomplissent leur devoir ». La plupart des évêques sont toutefois les déshérités et ceux qui ne peuvent faire entendre leur voix. Ils sont d'autant plus inquiets que l'Église elle-même a été victime des violences du régime militaire. Les cinq religieux palotins, deux prêtres, dont un français, ont été assassinés dans le diocèse de La Rioja. Une vingtaine de prêtres et de séminaristes sont en prison, certains accusés d'activités subversives. D'autres religieux, parmi lesquels un Améri-

calien et un Français, les Pères James Weeks et Jacques Renevot, ont été expulsés.

En recevant au mois de septembre les lettres de créance de l'ambassadeur d'Argentine auprès du Vatican, le pape Paul VI a manifesté son indignation, rappelant notamment que le meurtre des cinq palotins, perpétré, affirme-t-on dans les milieux ecclésiastiques, par des éléments de la police, n'avait pas été « suffisamment éclairci ». L'intervention du souverain pontife a ébranlé la junte militaire. L'épiscopat argentin, plutôt conservateur dans son ensemble, n'en a pas pour autant profité pour dire publiquement ce qu'il pense tout bas.

Le gouvernement, en outre, a habilement exploité les divergences de vues des évêques. A l'instigation du secrétaire d'État à la presse, certains journaux et publications ont engagé un débat polémique autour d'une édition latino-américaine annotée et illustrée de la Bible. Plusieurs prêtres se sont publiquement prononcés pour ou contre la Bible marxiste. L'épiscopat s'est rendu compte, mais un peu tard, qu'il avait été enfermé dans un piège. Contraint à la défensive, il a dû cacher un avis qui cache mal les tensions internes : « Pour préserver les nombreux aspects positifs du livre, il est nécessaire de le réviser et le compléter. » Un

PHILIPPE LABREVEUX.

du Liberté à l'Opéra,
il faut 12 minutes.

(12 mn de RER, c'est beaucoup moins que votre périplo quotidien)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Ferme mardi.

SI VOUS MESUREZ

1 m 80 OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)

SI VOUS ÊTES FORT

JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES

PRET-À-PORTER

Costumes serge, flanelle, cheviotte, tenniss, velours inoffensables.

Vestes sport, harris tweed, shetland etc...

Pardessus, impers, trench doubleur amovible.

Peaux laines, vestes, blousons, trench, cuir ou daim, exclusivité

MAC DOUGLAS.

Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche.

3000 VÊTEMENTS livrés immédiatement.

40, Av. de la République

Métro Parmentier

Parking gratuit

Tél. 355.88.00

en importation directe

de TURQUIE PERSE CHINE TAPIS

toutes tailles prix exceptionnels

Les Lisses de France

98 bd haussmann Paris 8^e

tél. 522 88 25 / 88 68

VELIZY 2 tél. 946 28 36

du Liberté à l'Etoile,
il faut 7 minutes.

(7 mn de RER. Le temps que vous prenez habituellement pour faire le plein)

du studio au 6 pièces

Le Liberté: 774.59.75

sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place : 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre. Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Ferme mardi.

LE CONSEIL EUROPÉEN

Energie : la danse sur le volcan

Les communistes au Parlement européen

L'austérité en Italie et en Angleterre

Dans le numéro de novembre de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM

RUE

VILLE

"99, rue de passy : la nouvelle boutique mode pour les grandes tailles"

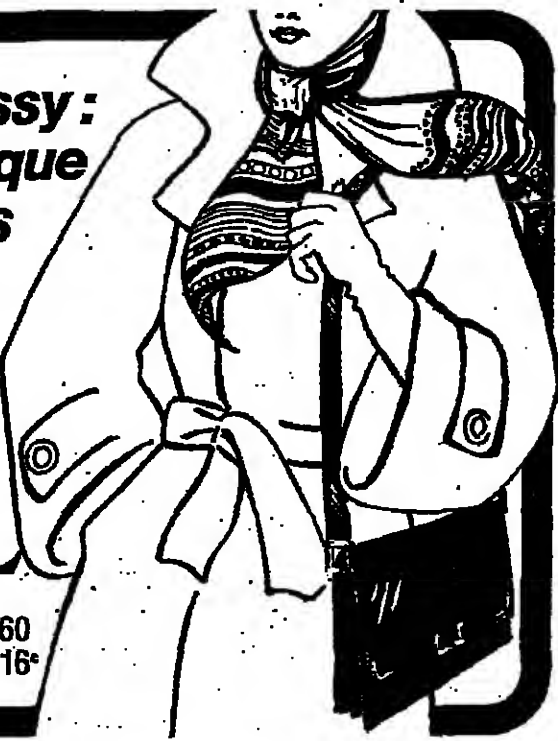
AUTEUIL

MODELES EXCLUSIFS

TAILLES 44 A 60

99, RUE DE PASSY-16^e

côté impaire



EUROPE

POINT DE VUE

Il y a vingt ans... Budapest

par YVES DE DARUVAR (*)

VINGT années se sont écoulées depuis cette semaine tragique qui vit l'écrasement de la révolte du peuple hongrois par les troupes soviétiques. Douze ans plus tard, les mêmes troupes soviétiques, en entrant en Tchécoslovaquie, allaient mettre un terme au rêve de ceux qui pensaient que l'on pouvait bâtir le socialisme dans la liberté. La révolution hongroise fut plus brutale, les circonstances étaient différentes. Les « événements » ont, laissé dans ce pays des blessures qui ne sont pas encore totalement cicatrisées. Il suffit, entre autres, de penser à ces cent soixante-dix mille Hongrois qui quittèrent leur pays en 1956 : hématome énorme si l'on songe qu'à l'échelle de la population française il s'agit d'une émigration de près d'un million de personnes en quelques semaines.

Quels furent les hommes de la révolution hongroise ? Oublierait-on que la masse de ces révoltés étaient des gens du peuple : ouvriers, étudiants, employés, paysans (et, parmi eux, beaucoup de communistes sincères), même si certains nostalgiques du régime passé se sont joints à eux. Tous ces gens se révoltaient contre l'oppression étrangère, le régime de terreur et de misère de Rakosi (les débuts des années 50 restent dans le souvenir des gens de ce pays comme les années les plus noires que connut la Hongrie).

Cette révolution échoua donc, brisée par les troupes étrangères appuyées matériellement à la rescousse par une poignée de « camarades » mégalomane par Moscou, et l'Occident, qui ne pouvait, ou ne voulait, intervenir, assés impuissant à ce drame. János Kádár était dans cette poignée d'hommes. Si, pour certains, son attitude en 1956 le classe parmi les « collaborateurs » ou les traîtres, il apparaît, avec le recul du temps, que son action au cours de ces vingt années a abouti à des résultats non négligeables pour son peuple. En Hongrie, le niveau de vie s'est élevé très sensiblement ; il n'y a plus encore de retard, voire même des injustices flagrantes, dans certains domaines (notamment le logement et la santé), il est incontestable que les Hongrois vivent de mieux en mieux. Ajoutons qu'il régnait, en Hongrie une liberté, toute relative pour nous Occidentaux, mais qui fait rêver bon nombre de citoyens des pays de l'Est.

Sous l'impulsion de Kádár, la Hongrie s'est beaucoup transformée, mais une donnée reste immuable, car ce changement ne dépend pas de la volonté des dirigeants de ce pays. Comme dans la plupart des pays d'Europe orientale, quatre divisions soviétiques, puissantes, suréquipées, stationnent sur le territoire hongrois, elles sont là depuis plus de trente ans, et nul ne peut prévoir leur départ. S'il y a une certaine liberté en Hongrie, c'est une liberté étroitement surveillée. Cette occupation militaire est pesante, omniprésente : elle gêne lourdement l'économie hongroise. Sa raison d'être, nul ne l'ignore, est en fait de maintenir l'ordre établi, de briser dans l'œuf toute velléité de changement qui n'aurait pas l'accord des dirigeants soviétiques.

Réfaire l'histoire n'est pas notre propos, mais on peut se prendre à rêver d'un autre destin pour la Hongrie si l'inconscience et l'aveuglement avaient un peu moins guidé

Tchécoslovaquie

Ancien ministre
des affaires étrangères

M. JIRI HAJEK EST PRIVÉ DE SA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

M. Jiri Hajek qui fut ministre des affaires étrangères durant le « printemps de Prague », vient d'apprendre qu'il avait perdu sa qualité de membre de l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie. C'est la première fois qu'un opposant est privé de son titre d'académicien dans un pays de l'Est européen.

La mesure a été annoncée à M. Hajek par une lettre du président de l'Académie qui ne fournit aucun motif, ni ne précise par quel ou dans quelles conditions elle a été prise.

M. Hajek qui avait dû abandonner son poste aux affaires étrangères peu après l'invasion d'août 1968, avait été exclu du P.C. tchécoslovaque au début de 1970. Il a fait l'objet de traverseries incessantes, surtout depuis qu'il avait écrit aux autorités de son pays pour leur demander de respecter les accords signés à Hôstín et de restaurer la souveraineté du pays en obtenant l'évacuation des troupes soviétiques. Au mois d'août il avait été attaqué par deux inconnus qui lui avaient volé sa serviette.

l'action des dirigeants occidentaux au lendemain de la première guerre mondiale. Les traités de Saint-Germain et de Versailles (dont on fait toujours mention dans les manuels scolaires), furent un désastre pour l'Europe. En un trait de plume, un empire vieux de quatre siècles et un royaume millénaire disparaissaient. Ils étaient remplacés par une Autriche macronéphale, une Hongrie mutilée, amputée des deux tiers de son territoire (dont une grande partie comprend encore à l'heure actuelle des populations hongroises), une Tchécoslovaquie créée de toutes pièces, étrange mariage de la coupe technique et du lapin sileux. La disparition de l'Autriche-Hongrie, important facteur d'équilibre en Europe, allait avoir des conséquences catastrophiques. Face à ces Etats divisés et même hostiles, l'Allemagne vaincue devenait, paradoxalement, la seule grande puissance d'Europe centrale. La suite, on la connaît : ce furent l'Anschluss, Munich, la guerre.

Après 1945, aucune de ces données ne changea fondamentalement. Si l'Autriche, grâce au traité d'Etat de 1955, sauvegardait miraculeusement son indépendance, les deux autres Etats changeaient de régime et aussi de maître. Il en était de même de la plupart des pays d'Europe orientale.

Ainsi, depuis 1919, l'Europe centrale a virtuellement disparu de la scène internationale. Aucun changement dans cette situation n'est prévisible. Mais, à vrai dire, il s'agit là d'une vue à court terme. L'histoire montre qu'aucun empire bâti sur la force des armes n'est assuré de la pérennité. Il en sera de même de cet immense empire qui va du détroit de Behring au cœur de l'Allemagne. Ce qui s'est passé à Budapest, puis à Prague, ou dans d'autres pays de l'Est, ce qui se passe actuellement à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique, montrent que les choses changent tôt ou tard : des facteurs extérieurs pourront intervenir, telle la présence de plus en plus active de la Chine dans le monde. Sans s'attendre à un bouleversement complet des régimes en place, on peut penser que de très importants changements interviendront en profondeur et que cet état qui enserrait les peuples de l'Est relâchera peu à peu son étreinte.

Aujourd'hui, pour la Hongrie et les autres nations d'Europe centrale, la voie sera ouverte pour reconstruire ce qui a été détruit. Elles choisiront librement leur régime et leur destin ; elles pourront bâtir, à la place de ce qui fut l'empire des Habsbourg, une fédération des nations d'Europe centrale. L'Europe centrale renaitra de ses cendres et fera entendre à nouveau sa voix dans le concert des nations.

(*) Compagnon de la Libération, auteur de l'ouvrage *Le Destin dramatique de la Hongrie* (Editions Albin, Paris, 1971).

Albanie

M. Hodja a expliqué au congrès du parti les raisons des épurations faites depuis trois ans

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — M. Enver Hodja, le premier secrétaire du Parti du travail albanais (P.T.A.), vient sans doute de réaliser une performance oratoire unique dans l'histoire politique contemporaine. La lecture de son rapport d'activité de deux cent cinquante pages, les lundi 1^{er} et mardi 2 novembre, devant le VII^e congrès du parti réuni à Tirana, lui a pris au total quinze heures. L'étude de ce long discours, diffusé mercredi dans son intégralité sous forme d'ouvrage imprimé, par les services diplomatiques albanais, permet de se faire une meilleure idée sur un point qui restait encore peu clair. Il a levé un coin du voile sur les raisons des épurations qui ont eu lieu depuis trois ans. En revanche, mystère demeure sur le sort qui a été réservé aux personnes éliminées.

M. Hodja a cité huit anciens dirigeants dont les activités hostiles au parti furent démasquées depuis le VI^e congrès, au cours desquels (juin 1972), quarante-huit (juillet 1974), sixième (décembre 1974) et septième (mai 1975) plénums du comité central.

Ces huit « traîtres », répartis en trois groupes différents, sont : MM. Fadil Pacarani, Todi Lubonja, Beqir Balliu, et Todi Dumi, qui furent accusés d'avoir mené « une vaste activité de sabotage dans le domaine idéologique et de la culture, dans l'armée, dans l'industrie, dans la science, dans le commerce, etc. », autrement dit, dans presque tous les secteurs de l'activité socio-politique. Selon M. Hodja, il s'agissait là « d'un crime, d'un acte de haute trahison », car ces hommes, « en étroite liaison et coopération entre eux et en coordonnant aussi leurs menées avec certains Etats réactionnaires, visèrent à liquider le parti, à renverser le pouvoir populaire, à ouvrir la voie au révisionnisme et à restaurer le capitalisme en Albanie ».

« Corrompre la jeunesse » S'ils sont associés dans la même opprobre, les huit « traîtres » se voient toutefois reprocher aujourd'hui des crimes de nature différente. Le groupe de Fadil Pacarani, Todi Lubonja, et Todi Dumi, visé en premier lieu, selon M. Hodja, a « corrompu la jeunesse et l'intelligentsia, a les lancés contre le parti et le socialisme, a essayé de liquider le parti, a renversé le pouvoir populaire, a ouvert la voie au révisionnisme dans les pays révisionnistes ». Éliminés en 1973, MM. Pacarani, Lubonja et Dumi furent accusés de « haute trahison » et de « propagande de la radio-télévision ».

Dans le secteur économique, MM. Kallit, Theodori et Ngjela et « conjoints » auraient notam-

ment voulu, a indiqué M. Hodja, introduire des « méthodes réactionnaires d'exploitation » et ils s'efforcèrent de réaliser une performance oratoire unique dans l'histoire politique contemporaine. La lecture de son rapport d'activité de deux cent cinquante pages, les lundi 1^{er} et mardi 2 novembre, devant le VII^e congrès du parti réuni à Tirana, lui a pris au total quinze heures. L'étude de ce long discours, diffusé mercredi dans son intégralité sous forme d'ouvrage imprimé, par les services diplomatiques albanais, permet de se faire une meilleure idée sur un point qui restait encore peu clair. Il a levé un coin du voile sur les raisons des épurations qui ont eu lieu depuis trois ans. En revanche, mystère demeure sur le sort qui a été réservé aux personnes éliminées.

Les accusations les plus graves sont portées contre MM. Balluku, Dume, ancien chef d'état-major et des mines. M. Ngjela était ministre du commerce. Les accusations les plus graves sont portées contre MM. Balluku, Dume, ancien chef d'état-major et des mines. M. Ngjela était ministre du commerce. Les accusations les plus graves sont portées contre MM. Balluku, Dume, ancien chef d'état-major et des mines. M. Ngjela était ministre du commerce.

M. Hodja a fait une autocritique partielle en indiquant que « tous les organes dirigeants, y compris le comité central et le gouvernement » ont une part de responsabilité dans ce qui s'est produit. Il a tout de même tiré son épingle du jeu en ajoutant que l'activité hostile des « conjoints » avait été « découverte et démasquée grâce à l'unité d'action, au fait, à la maturité idéologique et à la détermination révolutionnaire du parti ». De sa direction, ce qui est sûr, c'est que le pouvoir de M. Hodja apparaît aujourd'hui presque sans partage.

MANUEL LUCBERT.

ASIE

Les entretiens franco-vietnamiens de Paris

Hanoï voudrait acheter du matériel pour moderniser son agriculture et son industrie

Les entretiens que M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a eus mercredi 3 novembre avec M. Nguyen Co Thach, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, ont été essentiellement consacrés à un examen des problèmes propres au Sud-Est asiatique. « J'ai pu vérifier », a déclaré M. de Guiringaud, que le Vietnam réuni souhaite entretenir avec ses voisins des relations de paix et d'amitié. En ce qui concerne la poursuite des pourparlers franco-vietnamiens, M. Nguyen Co Thach lui a déclaré que « le Vietnam est prêt à examiner, avec les Etats-Unis, les problèmes en suspens dans un esprit ouvert ».

La ministre a rappelé que le contenu des entretiens franco-vietnamiens comporte trois grands chapitres : la situation des Français résidant au Vietnam ; le sort des sociétés françaises ; dont certaines poursuivent leur activité et d'autres les ont arrêtées ; le statut du consulat général de France à Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon).

Interrogé sur la date de la visite du premier ministre vietnamien, M. Phan Van Dong, M. de Guiringaud a déclaré : « J'ai confirmé à M. Nguyen Co Thach l'invitation adressée par M. Barre à M. Phan Van Dong, mais ce dernier, occupé par des tâches urgentes, notamment le prochain congrès du Parti des travailleurs, ne pourra se rendre en France avant la fin de l'année ou le début de l'année prochaine. Il y a de bonnes chances pour qu'il vienne à Paris avant le printemps ».

De son côté, M. Nguyen Co Thach a déclaré à sa sortie du Quai d'Orsay, où il a rencontré M. de Laboulaye, directeur des affaires politiques : « Nous avons eu un large échange de vues sur les questions bilatérales, notamment sur les projets

de participation de la France au plan quinquennal vietnamien. Durant l'année passée, les résultats des relations entre nos deux pays ont été très positifs. Il importe de noter que, dans deux cas, la bonne volonté de nos amis a été mise à l'épreuve. Mais nous avons encore beaucoup à faire ».

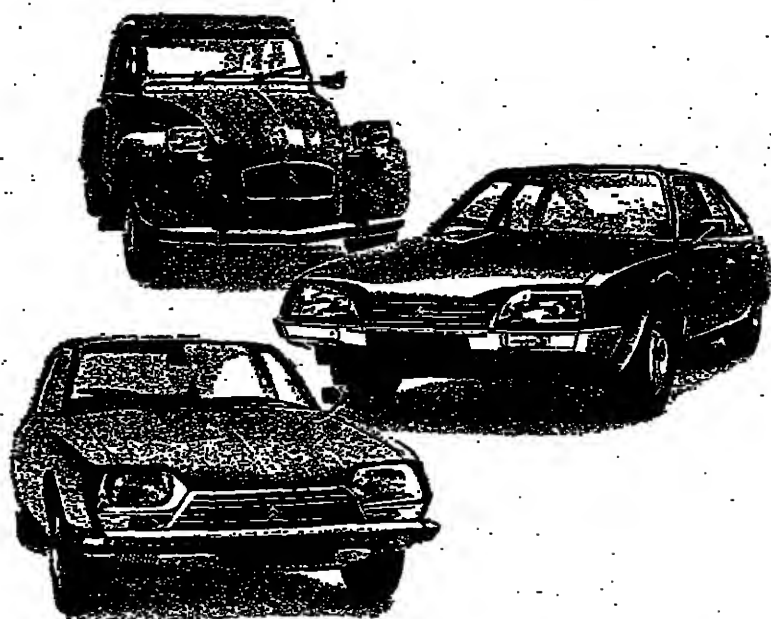
Le vice-ministre précise qu'au cours de visites chez Renault, il avait procédé à une étude de marchés pour l'achat, par le Vietnam, de machines agricoles, de véhicules de transport et d'engins mécaniques. A Crouzet-Loire, M. Nguyen Co Thach a étudié l'éventualité de s'approvisionner en matériel agricole destiné à l'industrie sidérurgique.

● A HANOÏ, a été rendue publique mercredi une « déclaration gouvernementale sur la politique à l'égard du secteur privé et capitaliste de l'industrie et du commerce au Sud », qui ne s'applique pas aux sociétés étrangères dont les activités seront régies par un « code des investissements » en cours de rédaction. Elle concerne les « bourgeois et capitalistes » du Sud qui pourront investir dans certains secteurs. L'Etat « encouragera » principalement l'investissement privé dans les exploitations forestières et agricoles, les fabriques de produits locaux, les petites industries utilisant des matières premières locales et des ateliers de réparation de machines-outils. — (A.F.P.)

Laos

● LE PRINCE SOUVANNA PHOUMA, ancien premier ministre laotien et conseiller du gouvernement, est rentré, mercredi 3 novembre, à Vientiane. Il s'était rendu en France en septembre pour suivre un traitement médical. — (A.F.P.)

IL Y A DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER 3 EXEMPLES:



2 CV 4 1976 : 10 750 F
Garantie 3 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

GSpécial 1976 : 18 900 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

CX 2000 1976 : 29 500 F
Garantie 6 mois pièces
et main-d'œuvre dans toute
la France.

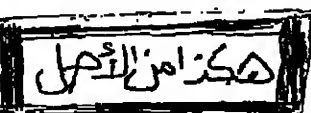
DEPARTEMENT OCCASION CITROËN
10, place Etienne-Pernet,
75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,
75019 PARIS - Tél. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,
75014 PARIS - Tél. 589.49.89

CITROËN

CITROËN TOTAL



AFRIQUE

Burundi

UN CONSEIL RÉVOLUTIONNAIRE SUPRÊME DE TRENTE MEMBRES A ÉTÉ CONSTITUÉ

Un Conseil révolutionnaire suprême composé de trente officiers a été constitué au Burundi après l'élection par l'armée du général Michel Micombero. Ce Conseil est présidé par le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza, auteur du coup d'État perpétré le 1^{er} novembre contre le président, dont on est depuis lors sans nouvelles. Radio Bujumbura précise que le lieutenant-colonel Bagaza sera, en outre, chef d'état-major général des forces armées, succédant à ce poste au général Théodore Ndayizeye, dont il était l'adjoint et qui a été relevé de ses fonctions.

Deux délégations ont été envoyées, l'une au Rwanda et au Zaïre, l'autre en Tanzanie, afin de remettre un message personnel du lieutenant-colonel Bagaza aux dirigeants de ces pays. — (A.F.P., Reuters.)

LE LIEUTENANT-COLONEL JEAN-BAPTISTE BAGAZA

Le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza est né à Murambi, le 29 août 1948.

Après avoir été élève du collège catholique du Saint-Esprit à Bujumbura, il entre à l'École des cadres à Bruxelles. Il est admis ensuite à l'École militaire belge, dans la section Interarmes, de 1968 à 1970, et il y obtient une licence en sciences sociales et militaires.

Après un an passé à l'École militaire d'Arlon, il rentre au Burundi en septembre 1971.

Mozambique

APRÈS LES INCURSIONS RHODÉSIENNES Maputo veut éviter l'internationalisation du conflit

De notre envoyé spécial

La ville frontalière rhodésienne d'Umtali a essuyé, mercredi soir 3 novembre, des tirs de roquettes en provenance du Mozambique. Un porte-parole de Salisbury a d'autre part déclaré que l'importante opération menée par l'armée rhodésienne, en territoire mozambicain (« le Monde » du 3 novembre) avait permis de détruire un arsenal contenant plus de 10 tonnes d'armes et de munitions. Le gouvernement mozambicain affirme, pour sa part, que des combats se poursuivent dans la province de Tete.

Maputo. — Le dernier communiqué, publié mercredi soir 3 novembre, a annoncé que les forces rhodésiennes avaient été repoussées au-delà de la frontière, dans la province de Gaza. Quelques poches de résistance subsistent. Les forces de Salisbury ont détruit la gare de Maputo et les deux réservoirs d'eau qui alimentaient la région. Les survivants affirment que la majorité des combattants, blancs et noirs, étaient des anciens soldats de l'armée coloniale portugaise.

En revanche, des « combats intenses » se poursuivent dans la province de Tete.

La ville frontalière rhodésienne d'Umtali a essuyé, mercredi soir 3 novembre, des tirs de roquettes en provenance du Mozambique. Un porte-parole de Salisbury a d'autre part déclaré que l'importante opération menée par l'armée rhodésienne, en territoire mozambicain (« le Monde » du 3 novembre) avait permis de détruire un arsenal contenant plus de 10 tonnes d'armes et de munitions. Le gouvernement mozambicain affirme, pour sa part, que des combats se poursuivent dans la province de Tete.

RENÉ LEFORT.

Israël

LES PRIX DE PLUSIEURS PRODUITS DE BASE AUGMENTENT FORTEMENT

(De notre correspondant)

Jérusalem. — Intervenant dans un climat social extrêmement tendu, les réductions apportées, mardi 2 novembre, aux subventions pour les produits de base entraînent une montée des prix impressionnante. Le pain, l'huile de cuisine, les matières grasses, les oeufs et les produits laitiers augmentent de 20 %, ce qui correspond au montant de la réduction des subventions. Le prix des carburants augmente en moyenne de 11 %, en raison des divers ajustements de la valeur de la livre israélienne par rapport aux monnaies internationales.

La réduction des subventions devrait permettre à l'État de réaliser une économie de 400 millions de livres sur le budget de l'année en cours, qui est gravement déficitaire. Selon le ministère des finances, l'augmentation des prix des produits subventionnés ne devrait entraîner qu'une hausse de moins de 3 % de l'indice du coût de la vie, cet indice ne s'élevant que de 1,25 % du fait de l'augmentation du prix des carburants. — A. Sc.

Liban

La droite demeure réservée au sujet de l'implantation de la force arabe en territoire chrétien

De notre correspondant

Beyrouth. — A la veille du jour prévu pour l'entrée en action de la force d'intervention arabe, une brusque recrudescence des combats s'est produite, dans la nuit de mercredi 3 à jeudi 4 novembre, à Beyrouth et dans sa banlieue. Les tirs d'obus ont repris à partir de 22 heures, pour se calmer au petit matin.

Cette flambée aurait pour origine les tralllements qui continuent à se manifester au sujet des conditions dans lesquelles opéreraient la force arabe de dissuasion. Une allée au moins de la droite chrétienne, comprenant MM. Camille Chamoun et Béchir Gemayel, est très réticente quant à l'implantation massive de cette force dans le territoire sous contrôle conservateur. Et ce malgré l'insistance de la Syrie et les assurances fournies par Damas à ses alliés. Le président Assad a délégué mercredi à Beyrouth un de ses représentants, le colonel Kholl, qui a rencontré le président Sarkis et l'a pressé, au nom du chef de l'État syrien, d'appliquer les plans visés au point pour le déploiement de la force d'intervention arabe. Jusqu'à ce jeudi matin, le chef de l'État libanais essayait encore d'obtenir l'agrément de toutes les parties pour que ce déploiement ait lieu dans les meilleures conditions. Damas voudrait qu'il soit général et simultané. La droite chrétienne souhaiterait qu'il soit limité, dans son secteur, aux lignes de front et aux routes internationales, et qu'il soit progressif. On révèle,

dans les milieux de gauche, que les plans établis prévoient, en tout cas, des effectifs bien moins importants dans le secteur chrétien que dans celui contrôlé par les palestino-progressistes. L. G.

Bagdad a décidé mercredi 3 novembre de rappeler le chef de la mission diplomatique irakienne à Damas, « en signe de protestation contre l'attitude du régime syrien à l'égard des événements du Liban et des causes nationales arabes en général ».

L'AMIF

Association des Médecins Israélites de France

organise le mercredi 10 novembre 1976 à 21 h au Centre Rachi 30, bd de Port-Royal - Paris 5^e Tél. 331.98.20

UNE TABLE RONDE : La contraception - échecs et résistance -

Avec la participation du Grand Rabbin GUGENHEIM

DIPLOMATIE

PARIS ET OTTAWA RECHERCHENT UN ACCORD PROVISOIRE SUR LES EAUX DE PÊCHE

M. Jamieson, ministre canadien des affaires étrangères, est reparti mercredi soir 3 novembre pour Ottawa, via Washington, en Concord, après s'être entretenu avec MM. Barre et de Gintingaud. Avec le premier ministre, M. Jamieson a discuté de la lutte contre l'inflation. Il a invité M. Barre à se rendre au Canada l'année prochaine.

Avec le ministre des affaires étrangères, l'entretien a surtout porté sur les affaires bilatérales. Sur tous les problèmes discutés, qui sont d'ailleurs sans gravité, s'est manifesté de part et d'autre une volonté d'entente. Le plus important résultat de la décision du Canada et de la France (avec l'ensemble de la Communauté européenne) de porter à 200 milles la limite des zones maritimes de pêche. M. Jamieson estime que le cas des pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon ne soulève pas de difficultés. Il n'en va pas de même des pêcheurs français qui pêchent dans les eaux canadiennes. Les deux ministres pensent néanmoins qu'un régime provisoire pourra entrer en vigueur le 1^{er} janvier.

Pour régler les contentieux financiers résultant de l'évacuation d'une base canadienne en France en 1967, une contreproposition française va être examinée par Ottawa.

Le Canada est intéressé par la fourniture d'un moteur nucléaire français pour un brise-glace géant dont il envisage la construction. La mise en route d'un fonds d'aide aux pays francophones pour lequel le Canada est disposé à contribuer sans délai, alors que la France hésite pour des raisons financières — a été évoquée.

M. JAN PUDLAK EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE TCHÉCOSLOVAQUIE A PARIS

M. Jan Pudlak vient d'être nommé ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris en remplacement de M. Jurek Sedlak, annoncé-t-on à Prague.

(Agé de cinquante-deux ans, M. Pudlak est diplomate de carrière. Originaire de Slovaquie comme son prédécesseur, il résida successivement à Rome de 1958 à 1962, à Prague, il devint en 1964 vice-ministre des affaires étrangères. Il ne quitta ce poste que vers la fin de 1968, quand le général Ludvík Svoboda, alors président de la République, en fit le chef de la chancellerie présidentielle. M. Pudlak est un diplomate plein de sensibilité. Sa nomination à Paris illustre les tentatives des autorités tchécoslovaques de donner une meilleure image de marque de leur administration.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

UN DES DIRECTEURS DE LA FIRME AUTOMOBILE CHERVELER a été assassiné le 3 novembre dans la banlieue de Buenos-Aires, apparemment par des membres de l'organisation péroniste de gauche les Montoneros.

Pakistan

LES AFFRONTEMENTS TRIBAUX DE SEPTEMBRE. — Les heurts qui ont opposé, en septembre, les gouvernements et membres de tribus du district de Dir (le Monde

du 2 novembre) ont fait soixante-deux morts, a déclaré M. Bhutto, premier ministre. L'opposition et des sources indépendantes ont fourni des bilans beaucoup plus élevés. — (Reuters.)

R.F.A.

LE TRIBUNAL DE KARLSRUHE a accédé, mercredi 3 novembre, à la requête de l'organisation d'extrême droite, Union du peuple allemand (Deutsche Volksunion), qui demandait l'autorisation de tenir le 7 novembre à Mannheim une cérémonie « à la mémoire des « héros de guerre allemands ».

CERCLES LOUIS RIEL (*)

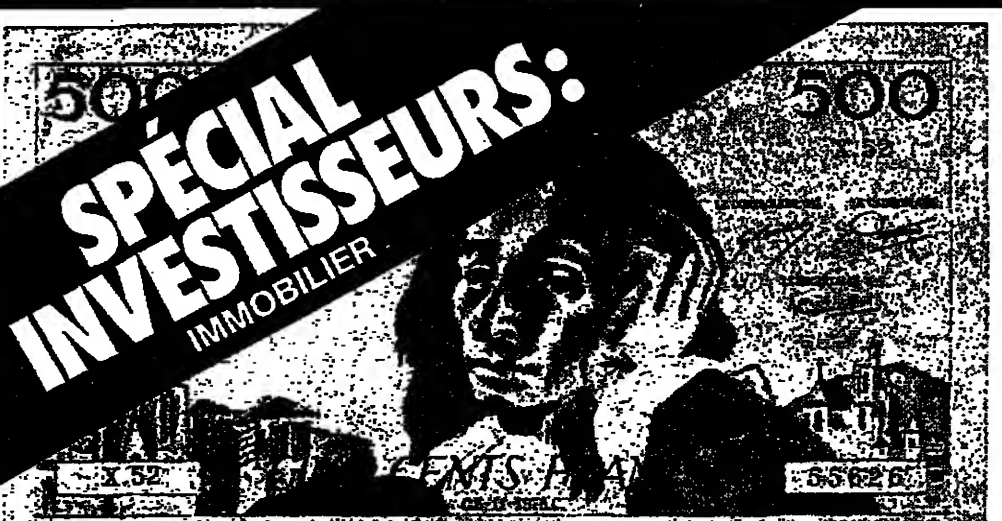


Tout ce qui touche à la question de la sauvegarde de l'authenticité, de l'identité culturelle des peuples francophones du monde, devrait nous toucher nous aussi.

Les communautés d'expression française participent à une diversité culturelle, aujourd'hui menacée. Les Cercles Louis Riel se destinent à mieux connaître et faire connaître ces communautés francophones, leur lutte pour l'indépendance économique ou politique, et à organiser des rencontres avec de jeunes militants wallons, québécois, acadiens, africains, russiens.

Québécois résident en France, amis du Québec et anciens compatriotes, soutenez la campagne du parti québécois : C.C.P. : La Source 32.762.95 - F. Cercle Louis Riel, 3, cité Bergère, 75009 Paris.

(*) Chef de la révolte maïssa du Manitoba (1868) exécuté par les Anglais le 16 novembre 1868.



NE PAYEZ RIEN JUSQU'AU PREMIER LOYER

Pour tout achat de studio ou d'appartement, CPI vous offre de ne rien payer, pas même le dépôt de garantie à la réservation, jusqu'à ce que vous touchiez votre premier loyer (quand on emprunte pour investir, on aime bien que le premier remboursement attende le premier loyer).

Pour la première fois dans l'immobilier, votre investissement devient immédiatement rentable. Pour tout savoir sur les programmes sélectionnés par CPI, qui bénéficient de cette offre exclusive, il vous suffit de remplir le bon ci-dessous.

CPI REND PLUS RENTABLES VOS INVESTISSEMENTS.

Sans engagement de ma part, j'aimerais en savoir davantage sur cette formule et sur les programmes sélectionnés par CPI.

PARIS XI^e ☐ NOM
PARIS XV^e ☐ PRÉNOM
PARIS XIX^e ☐ ADRESSE
LA DÉFENSE ☐ TÉLÉPHONE

cpi centrale du placement immobilier.

31, Avenue de l'Opéra 75001 Paris - Tél. 261.52.46 - 261.45.53

RESIDENCE SULLY

Quai des Carrières
94200 CHARENTON-LE-PONT
Tél. 368.54.46

VOTRE 4 PIÈCES EN BORDURE DE SEINE EST ENTièrement TERMINE, IL NE COUTE QUE 301.600 F. PARKING COMPRIS

2^e étage, 4 pièces, 78,90 m² + loggia 2,50 m² - parc à voiture en sous-sol et cave compris : **301.600 F.** Prix ferme et non révisable
3^e étage, 4 pièces, 76,70 m² + loggia 8,60 m² - 2 parcs à voiture en sous-sol et cave compris : **318.600 F.** Prix ferme et non révisable

POUR VISITER L'APARTEMENT TÉMOIN : en voiture, par la porte de Charenton ou la porte de Bercy ; en métro, ligne n° 8, Place Balard à Créteil, station Charenton-Ecoles. Visite de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h tous les jours.

C'est une réalisation SEMIVAM avec le concours de la SACI

Demandez dès maintenant notre documentation en retournant ce bon à

CORI

254, bd St-Germain 75007 Paris
Tél. 260.38.22

Je désire recevoir votre documentation sur la Résidence SULLY à Charenton.

Nom
Prénom
Profession
N° Rue
Code postal M 4/11
Ville

de Burberrys
à Lanvin



le nouveau
MASCULIN
RIVE-GAUCHE

LESCUR
au centre Maine
Montparnasse

A L'HOTEL DROUOT
Vendredi

VENTES
S. 1 - Art de la Chine et du Japon.
S. 2 - Obj. art et bel ameublement
prim. XVII.
S. 11 - Estamp., dess., tabl. mod.

Dites le avec des
FLURS
PRÉCIBUSES
BRILLANT, CRISTAL, ROCHE
46^{me} HOPITAL
PARIS 13



VOITURES D'EXPORTATION T.T.
• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda •
Toutes marques étrangères
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine •
• Toutes possibilités de crédit-leasing •
EXPO PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 3 H A 19 H
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 +
Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

Aux Terrasses de Rueil
Vous n'avez plus besoin de partir
pour être en vacances.

Aux Terrasses de Rueil, vous passerez
les week-ends chez vous pour profiter
du tennis, du parc, de la piscine
ou simplement de votre terrasse
comme en vacances.

Et pendant la semaine,
certaines belles fins de journées
valent bien un week-end!

Venez visiter
l'appartement
témoin des
Terrasses de
Rueil (tous
les jours
sauf jeudi
de 13 h 30
à 19 h).

Vous verrez
comment un
appartement
très confortable
à 20 minutes de Paris
peut se convertir
en appartement de
week-end.

Rue des Maris
Rueil-Malmaison
tél. 977.26.98-977.26.85

Garantie BNP
CICA
227.04.30

1^{re} tranche livable
2^e tranche : début gros œuvre

Si vous êtes intéressé par :
□ 2 p □ 3 p □ 4 p □ 5 p □
Envoyez-moi la brochure complète
ainsi que les cahiers de plans des
Terrasses de Rueil.

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

à retourner à CICA : 45, rue de Courcelles 75008 PARIS

La Boutique du Brésil

Pour faire place à
sa nouvelle collection

SOLDE
sa collection 1976

LIQUIDE

ses modèles d'exposition
(sofas - fauteuils - bibliothèques - tapis, etc.)
au 1^{er} étage de sa boutique de Paris
43, av. Friedland (tél. 359.22.10)
de 10 heures à 19 heures 30

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 3 novembre, au palais de l'Élysée. Les travaux de ce conseil ont été consacrés à la discussion et à l'adoption de la loi relative à la sécurité des produits chimiques.

LE CONTROLE DES PRODUITS CHIMIQUES

Le conseil a adopté un projet de loi sur le contrôle des produits chimiques destinés à doter les pouvoirs publics des moyens d'apprécier, avant qu'un produit soit mis sur le marché, les risques qu'il comporte pour l'homme et l'environnement et à leur permettre de prendre les mesures nécessaires à leur protection, lorsqu'un tel contrôle n'est pas déjà organisé par les lois en vigueur.

En revanche, elle ne délivrera aucune homologation qui serait un blanc-seing définitif. Les industriels touchés par la nouvelle loi sont essentiellement Rhône-Poulenc et Ugine-Kuhlmann, qui réalisent 80 % du chiffre d'affaires de la chimie française.

Le projet de loi vient compléter un arsenal législatif déjà abondant, mais qui présentait une lacune importante. Certains textes réglementent l'usage de produits dangereux comme les explosifs, les pesticides, les cosmétiques, les additifs et les emballages alimentaires. Par ailleurs, d'autres textes protègent soit le travailleur, soit le consommateur de produits pharmaceutiques. Aucun ne prenait en compte l'ensemble des produits chimiques dans leurs conséquences, même lointaines, sur l'environnement. Notons enfin qu'une directive très voisine du texte français est proposée à la Commission des Communautés européennes.

LES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Le conseil des ministres a adopté un décret qui consacre les attributions du ministre de la qualité de la vie.

Ce projet lui confère des attributions jusqu'alors dévolues aux ministères de l'agriculture, de l'industrie et de la recherche, de l'équipement, en matière de police des eaux souterraines, des cours d'eau, des prises d'eau et des déversements dans les eaux, ainsi qu'en matière de prévention et de lutte contre la pollution des eaux marines. Pour l'exercice de ces nouvelles attributions, les services centraux compétents ainsi que les services départementaux et régionaux des ministères sont mis, en tant que de besoin, à la disposition du ministre de la qualité de la vie.

LE PLAN DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le premier ministre et le ministre d'État, ministre de l'économie, ont rendu compte des réactions et des préoccupations des préfets que le premier ministre a réunis le 2 novembre, en présence de plusieurs membres du gouvernement, pour faire le point de l'application du plan de lutte contre l'inflation dans les régions et les départements.

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Le ministre chargé des relations avec le Parlement a présenté une communication sur le déroulement de la session parlementaire d'automne. Le premier mois de session a été consacré à la déclaration de politique générale, au vote définitif de la loi de finances rectificative pour 1976, et à l'adoption, par l'Assemblée nationale, de la première partie du projet de loi de finances pour 1977. En outre, le projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail a été définitivement voté et le Sénat a adopté en première lecture les deux projets de loi relatifs à la situation des Français de l'étranger, un projet concernant l'information et la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit, ainsi qu'un texte relatif aux pensions de retraite de certains marins des départements et territoires d'outre-mer.

Jusqu'au 19 novembre, alors que l'Assemblée nationale sera occupée par la discussion de la deuxième partie de la loi de finances, le Sénat examinera le projet de loi relatif à la réforme de l'aide au logement et celui concernant l'habitat rural. A partir du mardi 23 novembre, sur les quatre dernières semaines de la session, le Sénat en consacra trois à la première lecture du projet de loi

de finances et l'Assemblée nationale entreprendra l'examen des textes les plus urgents, parmi lesquels figurent notamment : les projets de loi portant réforme de l'urbanisme, de l'aide au logement, du code minier et du régime fiscal de la presse, les projets concernant le TGV, les textes relatifs à la sécurité des Français, la modification de la loi de juillet 1975 relative à l'aide spéciale compensatoire en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans agés, les projets tendant à modifier le statut du Fonds monétaire international et certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes.

LES CONTRATS D'APPRENTISSAGE

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre (fonction publique) a présenté, au titre de la formation professionnelle dont il est également chargé, des propositions relatives au développement et au renouvellement de l'apprentissage, en application des décisions prises par le conseil des ministres du 9 juin 1976. Il a présenté les grandes lignes d'un projet de loi ayant pour objet d'alléger et de simplifier les procédures administratives relatives aux contrats d'apprentissage, aux cotisations sociales dues au titre des salaires versés aux apprentis, et de reconnaître certaines formes d'apprentissage propres à certaines professions ou entreprises.

DÉROULEMENT ET BILAN DES EXAMENS UNIVERSITAIRES

Le secrétaire d'État aux universités a fait une communication sur le déroulement et le bilan des examens universitaires de 1976. Dans quarante-cinq universités ou centres universitaires sur soixante-seize, la première session d'examen s'est déroulée intégralement au mois de juin. Dans les autres universités, la première session a été reportée, en partie, au mois de septembre. Ces reports, décidés par les universités, ont concerné moins de 65 000 étudiants inscrits sur 323 000. A l'heure actuelle, la première session est terminée dans l'ensemble des universités et il semble que le taux de participation et le taux d'admission soient globalement du même ordre que ceux de l'année dernière. La deuxième session est terminée dans les universités qui n'ont pas été touchées par des mesures de report et elle sera achevée dans quelques jours dans les autres universités. Ainsi, les examens universitaires se sont déroulés, en 1976, dans le respect des règles universitaires et, notamment, de celles qui régissent l'autonomie des universités. La ferme intervention du gouvernement a sauvegardé, dans les cas où ils étaient menacés, les droits des étudiants et la valeur des diplômes décernés.

LA VISITE DES SOUVERAINS ESPAGNOLS

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite en France du roi et de la reine d'Espagne. Cette visite, qui revêtait pour les deux souverains ainsi que pour l'opinion un caractère historique, a permis de mesurer les liens profonds d'amitié et de solidarité qui unissent les peuples français et espagnols. L'établissement de consultations politiques périodiques, au plus haut niveau, marque la volonté des deux gouvernements de resserrer ces liens.

LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DE LA PÊCHE

Le ministre des affaires étrangères a d'autre part rendu compte de la réunion informelle des ministres des affaires étrangères des Neuf, le 30 octobre à La Haye, au cours de laquelle a été reprise la discussion de la politique communautaire de la pêche. Cette réunion a permis aux ministres d'aboutir à un accord sur l'extension des eaux de la Communauté à 200 milles et sur l'ouverture de négociations communautaires avec les pays tiers, soit que les pêcheurs de la Communauté exercent leur activité dans leurs eaux, soit que les pêcheurs de ces pays souhaitent bénéficier d'un droit d'accès dans les eaux de pêche de la Communauté.

LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DU SOUVENIR DU 11 NOVEMBRE

Le secrétaire d'État aux anciens combattants a rendu compte des conditions dans lesquelles sera célébrée la Journée du souvenir du 11 novembre. Le président de la République a demandé que tout soit mis en œuvre pour que la célébration de la Journée du souvenir ait l'ampleur qu'il convient de lui donner, en témoignage de reconnaissance pour tous ceux qui ont contribué à l'unité et à l'indépendance de la France. Il a souhaité notamment que toutes les célébrations, en particulier les plus jeunes, soient présentes aux cérémonies aux côtés des anciens combattants des deux guerres mondiales, d'Indochine et d'Algérie du Nord.

Le conseil des ministres, réuni mercredi 3 novembre, a décidé sur proposition du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, d'admettre à la retraite, M. Marcel Calvetti et Jacques Saunier, inspecteurs généraux de l'administration.

Publitas

Marbre sur avenue, façade sur verdure... habitez 116, av. Gal.-Leclerc !

une belle avenue, un immeuble de prestige sur verdure, c'est **GREEN 116...** et des prix abordables. Reste des 3, 4, 5 pièces. Appartement témoin sur place de 11 à 19 h tous les jours, parkings. **Téléph. 542.09.70. Rens. Pierre BLUM, 61, bd Haussmann. 265.64.11.**

éditions JCLattès **JCL**

Une FRANÇAISE et la Démocratie

EDITH CRESSON
Avec le soleil

UNE FEMME DANS LA POLITIQUE

Avec le soleil: le témoignage d'Edith CRESSON, secrétaire nationale du Parti Socialiste.

سكنى فى الاول

A L'INITIATIVE DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE

L'U.D.R. va se transformer en un rassemblement de structure unitaire

Le bureau exécutif de l'U.D.R., réuni ce jeudi 4 novembre sous la présidence de M. Yves Guéna, secrétaire général du mouvement, a notamment examiné les questions européennes, après un rapport présenté par M. de La Malène, député de Paris. Les dirigeants gaullistes ont une fois de plus, exprimé leurs inquiétudes devant toutes les mesures qui pourraient renforcer la notion de supranationalité et accroître les pouvoirs des instances de l'Europe des Neuf.

Le bureau exécutif a d'autre part approuvé l'envoi par le secrétaire général aux fédérations d'un certain nombre de documents mis au point en vue des assemblées nationales extraordinaires qui se tiendront le dimanche 5 décembre au Parc des expositions de la porte de Versailles. Cet envoi comporte les textes des discours prononcés par MM. Chirac et Guéna devant le dernier comité central de l'U.D.R. (« Le Monde » du 26 octobre), une analyse des débats qui s'y sont déroulés, le projet de plate-forme présenté par l'ancien premier ministre, et, enfin, une note de synthèse sur les problèmes à résoudre pour constituer le rassemblement.

Chaque comité de circonscription va étudier ces textes, puis chaque assemblée fédérale adressera à Paris ses remarques et ses propositions. Une synthèse de celles-ci sera présentée par le secrétaire général, M. Yves Guéna, à un comité central convoqué pour le 28 novembre. Celui-ci établira les propositions en vue d'aboutir au lancement et à l'organisation du vaste rassemblement proposé par Jacques Chirac et pour adopter les instructions susceptibles de répondre à cet objectif. Ce sont là les termes de l'ordre du jour des assemblées. La commission des statuts aura au préalable établi les projets nécessaires. De l'analyse des

débats du comité central du 24 octobre, il ressort que le rassemblement projeté « doit se faire » au-dessus des classes et des catégories, selon M. Labbé, président du groupe parlementaire, « avec les citoyens », d'après M. Sanguinetti pour qui « la notion de majorité est un phénomène plus parlementaire que national », au-delà des classifications de droite et de gauche — pour M. Fanton.

Des réserves ont été exprimées par les personnalités du mouvement gaulliste qui ont jadis appartenu au R.P.F., fondé par de Gaulle en 1947, ou aux républicains sociaux, qui lui ont succédé après 1953, comme MM. Guichard, Debré, Foccart, et surtout Chaban-Delmas. Avec des nuances diverses, ceux-ci ont mis en garde contre l'imprécision de la notion de rassemblement, contre l'insuffisance d'un changement de sigle de l'U.D.R. et contre les risques d'une personnalisation de la direction du mouvement. Ces sentiments ne semblent pas rencontrer un grand écho, toutes les fédérations qui se sont déjà prononcées ayant approuvé avec enthousiasme l'initiative de M. Chirac. Aussi ceux qui expriment des réserves ne devraient pas mener de contre-offensive déclarée à l'encontre de l'ancien premier ministre.

Les projets de celui-ci ne devraient en conséquence pas rencontrer d'entraves sérieuses. Leur objet essentiel consiste à donner au futur rassemblement une structure de type unitaire et non confédérale capable d'assurer au chef de la nouvelle formation une autorité certaine (« Le Monde » daté 24-25 octobre). Cette préférence est marquée sans ambages dans la note de synthèse adressée aux militants gaullistes et elle balaye les objections qui avaient été timidement présentées au comité central.

A. P.

La note de synthèse sur les problèmes à résoudre pour constituer le rassemblement est ainsi rédigée :

« Dès lors qu'une immense majorité est d'accord pour la création du rassemblement, deux démarches s'imposent à nous. Elles touchent à la structure du rassemblement, mais elles posent aussi des problèmes de fond.

PREMIERE FORMULE : un rassemblement de type fédéral ou confédéral.

« L'avantage de cette formule est que l'U.D.R. pourrait y entrer telle quelle ; elle serait alors rejointe par d'autres mouvements, partis ou personnalités.

« Mais elle présente un grave inconvénient : elle implique comme une coalition de mouvements ou de partis. Elle est contraire à la conception gaulliste qui veut que l'on fasse appel au peuple et non aux dirigeants. Elle crée un écart entre Jacques Chirac et notre mouvement et, d'autre part, elle nous obligerait à prévoir un calendrier échelonné sur plusieurs mois et une procédure lourde et compliquée.

« Le 5 décembre, il ne pourrait y avoir qu'une décision de principe. « Compte tenu des fêtes de fin d'année puis de la campagne électorale pour les municipales, rien ne pourrait être réglé avant le printemps. Il s'ensuivrait un certain trouble pouvant conduire à une démolition.

La démocratie du quotidien

La plate-forme qui constitue le projet de programme du futur rassemblement est ainsi présentée :

En ce qui concerne l'Etat, nous voulons défendre et maintenir ce que nous avons conquis : une France indépendante, une nation libre de son destin, un Etat digne et respecté.

1) Une politique étrangère sans allégeance aux super-puissances soucieuse tant de l'intérêt que de la vocation d'une France pacifique, généreuse, participante à la jeunesse du monde.

2) La contribution active de la France à l'édification d'une communauté européenne unie et forte.

DÉBATS ET RÉUNIONS

« L'Union des communistes de France marxiste-léniniste organisée, samedi 6 novembre, au palais de la Mutualité, à Paris, une réunion-débat sur le thème : « Le moment marxiste de notre temps », M. Alain Badier, membre de la direction politique de l'U.C.F.M.L., a publié à cette occasion une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Il faudrait adresser à tous ceux qui se penchent stupéfaits sur les coups de théâtre ou les coups d'Etat comme à ceux qui, se disant marxistes-léninistes, ont d'autre règle que de nous enseigner les puissances du jour cette dénonciation de Mao : « On mène la révolution » socialiste et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or elle existe dans le parti communiste. » Voir la bourgeoisie là où elle se montre et là où elle se cache, saisir le fil de l'antagonisme, savoir mener, en conséquence la lutte de classe jusqu'au bout contre les deux bourgeoisies, l'ancienne et la nouvelle : c'est la leçon essentielle du marxisme pour les révolutionnaires de notre temps. »

* U.C.F.M.L. - Le marxiste-léniniste, 3, P.P. 272, 75027 Paris Cedex 17.

AVANT DE RECEVOIR M. CHIRAC

M. Giscard d'Estaing souhaite une « parfaite solidarité » de la majorité

La rencontre entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Jacques Chirac — qui devait être reçue à l'Élysée ce jeudi après-midi 4 novembre, — était devenue nécessaire pour éviter que ne s'aggrave encore la fossé entre les deux principales tendances de la majorité. Le président de la République, soucieux de l'unité, au moins apparente, des forces qui le soutiennent, était demandeur. Quant à l'ancien premier ministre, après avoir refusé une invitation au dîner offert en l'honneur du roi Juan Carlos le 27 octobre, il est également désireux de ne pas aggraver la tension entre l'Élysée et l'U.D.R.

La réalité n'en demeure pas moins vive entre le chef de l'Etat et le secrétaire général d'honneur du parti gaulliste. C'est au moment où les quatre cent quatre-vingt-dix comités de circonscription de l'U.D.R. réunis ce jeudi soir, examinent le projet de plate-forme politique destinée à servir de base au futur « rassemblement » organisé par M. Chirac (voir d'autre part), que M. Giscard d'Estaing lance à son tour ce que M. Bussereau, président des jeunes giscardiens, appelle « un

rassemblement pour Démocratie française ». Tour à tour, les républicains indépendants, par la voix de M. Dominati (« Le Monde » du 4 novembre), les membres des clubs Perspectives et Réalités, par celle de M. Fourcade, en attendant les ministres et les secrétaires d'Etat qui porteront l'étiquette « majorité présidentielle » et qui sont reçus à déjeuner ce jeudi par M. Giscard d'Estaing, annoncent leur intention de participer à une vaste action d'explication et de persuasion.

L'émulation, qui oppose les partisans de M. Giscard d'Estaing aux amis de M. Chirac ne doit pas empêcher, selon le chef de l'Etat, une « parfaite solidarité ». Cette exhortation rassemble cependant beaucoup d'un avertissement adressé à M. Chirac. De même, l'appel à des « propositions constructives et réfléchies » peut être interprété comme une critique de l'action menée par l'ancien premier ministre. En réponse à l'effort de M. Chirac, Démocratie française tend en tout cas à devenir de plus en plus ce que le président de la République ne voulait pas qu'elle fût : la charte d'un mouvement politique.

T. F.

nous avons un texte de base et nous allons pouvoir, à partir de cet ouvrage du président de la République, élaborer des programmes d'action plus concrets avec des calendriers plus précis. (...) Nous allons essayer de persuader davantage nos concitoyens de la nécessité de travailler ensemble à un grand projet de société. »

M. Bussereau (G.S.L.) appelle à un « rassemblement pour « Démocratie française »

M. Dominique Bussereau, président de Génération sociale et libérale (mouvement des jeunes

giscardiens) a appelé mercredi 3 novembre à « un rassemblement pour Démocratie française, qui constitue enfin un instrument idéal pour la majorité présidentielle ».

M. Bussereau souhaite « qu'au-delà des citroges de l'actuelle majorité soient regroupés toutes celles et tous ceux qui militent réellement pour la réforme de notre société ». « L'effort de justice sociale que réclament les Français implique en effet, ajoute-t-il, l'unité de la majorité derrière le président de la République. Le rassemblement pour Démocratie française, s'il venait à naître, correspondrait à cet effort de cohésion et donc d'efficacité véritable. »

Paiez-vous la taxe conjoncturelle?

La Presse Economique vous répond, gratuitement

La Presse Economique publie cette semaine un dossier spécial « Taxe conjoncturelle », réalisé par des spécialistes des questions comptables et fiscales qui répondent à toutes vos questions : qui doit payer la taxe ? Comment en réduire l'impact ? Existe-t-il des dérogations ? Combien paiez-vous ?

Renvoyez le bon ci-dessous pour recevoir gratuitement ce numéro

Adressez-moi gratuitement

le numéro spécial de La Presse Economique « Dossier Taxe conjoncturelle ».

Nom _____
Adresse _____
Retourner ce bulletin à La Presse Economique
9, rue d'Aboukir - 75002 Paris.

PARADISE 15

Un immeuble classique au coeur du...vrai bon 15°. A proximité de Montparnasse et du 7^e arrondissement.



La rue Bague est une rue calme du 15^e arrondissement juste derrière Montparnasse. Au bout de la rue Bague, la rue de Vaugirard, animée et commerçante.

Deux petits immeubles de cinq et sept étages sont construits. En tout, 52 appartements la plupart avec balcon ou terrasse.

Une résidence classique, confortable et calme, à 6750 F le m², prix ferme et définitif.

Les appartements seront livrables au deuxième trimestre 1977.



Renseignements et vente sur place : 8 à 12 rue Bague 75015 Paris. Tél. : 256.98.98.

CONSTRUCTIONS LA HEUR

POLITIQUE

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

JEUNESSE ET SPORTS : il ne saurait y avoir d'encadrement au service d'une idéologie, déclare M. Soisson

Mercredi 3 novembre, sous la présidence de M. LE DOUAREC (U.D.R.), l'Assemblée nationale examine le budget de la jeunesse et des sports (le Monde du 18 septembre).

M. COULAIS (R.L.), rapporteur spécial de la commission des finances, s'inscrit pour la diminution des créations de postes de professeurs d'éducation physique et regrette que le domaine de la jeunesse et de l'éducation socio-éducative ne soit toujours pas mieux servi. Il tient néanmoins pour positive la priorité donnée à l'éducation physique et sportive en milieu scolaire.

Au nom de la commission des affaires culturelles, M. RICHET (U.D.R.) pose quelques questions « fondamentales », notamment sur les rôles respectifs du mouvement sportif et de l'Etat dans le développement du sport.

Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. JEAN-PIERRE SOISSON définit, à la faveur de la présentation de son budget, les grandes lignes de sa politique. « Dans une nation démocratique, affirme-t-il, il ne saurait y avoir d'encadrement au service d'une idéologie. Dans une société libre, il ne saurait y avoir d'actions autoritaires. Il n'y a pas et il n'y aura pas en France de jeunesse d'Etat, de sport d'Etat. »

« La finalité du sport n'est pas déterminée par l'arbitraire des médailles olympiques », poursuit le secrétaire d'Etat, qui définit ainsi cette finalité : « Le sport et les loisirs ont un double rôle essentiel : d'abord le progrès physique et moral de la nation ; ensuite la liberté d'expression individuelle et collective des Français. »

Désireux d'établir de nouveaux rapports avec le mouvement sportif, M. Soisson entend également poursuivre ce qui a été engagé par son prédécesseur dans deux directions essentielles : l'application de la loi d'octobre 1975 et le développement de l'éducation physique et sportive. Dans le premier cas, il s'agit essentiellement de mettre en œuvre une vingtaine de textes réglementaires. M. Soisson s'y engage. Sur le second point, il montre que, malgré une diminution des postes, un effort a été fait en faveur des professeurs d'éducation physique. « Les créations de postes, fait-il remarquer, devraient être limitées à la moitié de ce qu'elles étaient

en 1976, c'est-à-dire pour mon budget de quatre cent cinquante emplois d'enseignants. Je me suis battu pour que l'objectif du programme d'action prioritaire du VII^e Plan soit mieux respecté : six cent cinquante créations sous sont proposées. »

Parallèlement le secrétaire d'Etat indique son intention d'intensifier la concertation avec les enseignants, afin que ces derniers prennent en main le secteur extra-scolaire.

« Le sport doit être l'affaire de tous », déclare M. Soisson, qui annonce l'organisation de « journées nationales ou régionales, qui permettront une réelle promotion du sport. »

M. Soisson situe ensuite sa politique en matière d'équipement : « Les installations existantes doivent être mieux utilisées. La priorité doit être surtout affirmée en faveur d'équipements légers, polyvalents, ouverts à tous, existant dans les villes que dans les campagnes. Il faut permettre aux jeunes Français de taper dans un ballon, de pratiquer le sport, même si les terrains n'ont pas les normes réglementaires internationales. »

Conscient que « le budget de 1977 ne permettra pas de tout faire », M. Soisson n'en voit pas moins la possibilité d'une nouvelle évolution, « d'une nouvelle donne », à condition toutefois que les élus de la nation lui accordent leur soutien.

M. SAINT-MARIE (P.S., Gironde), premier orateur de la discussion générale, constate qu'avec « ce budget de misère, ce n'est plus la stagnation mais la régression ». Il dénonce la « faillite des structures (on ne sait plus qui fait quoi), de la politique sportive (nous n'avons ni sport de masse, ni sport à l'école, ni sport d'élite, ni sport de haut niveau) et de la politique socio-culturelle. »

Pour M. MAYOUD (R.I., Rhône), « il est temps de ne plus sacrifier le sport de masse aux performances cocardées, de renoncer à fabriquer des bêtes à médailles qui n'ont rien de plus pressé que d'aller se vendre à des sociétés commerciales, de donner la priorité au développement du sport à l'école, car l'échec relatif de ce dernier entraîne l'échec du sport tout court. »

M. HAGE (P.C., Nord) estime que l'opinion publique, après les Jeux de Montréal, a été confirmée le déclin du sport français, « espérait des moyens nou-

veaux pour amorcer le redressement nécessaire. Or, constate-t-il, le budget de la jeunesse et des sports souffre plus que tout autre de l'austérité et condamne notamment à la régression le sport à l'école. »

M. MARIE (U.D.R., Pyrénées-Atlantiques) évoque les Jeux olympiques de Montréal, dont il a été le témoin, pour estimer que nos athlètes et dirigeants « ont rempli leur mission ». Pourtant, reconnaît-il, les résultats ont été « des plus décevants ». Il observe toutefois que « le meilleur entraîneur du monde ne fera pas gagner le Grand Prix de Paris à un cheval de labour. »

L'après-midi, M. BOUVARD (U.R., Morbihan) attire l'attention sur le rôle joué par les clubs sportifs locaux, surtout en milieu rural. Pour M. RUGUET (P.S., Pas-de-Calais), il n'y a pas lieu, en matière d'équipement, de tomber dans l'autosatisfaction. « En ce domaine, estime-t-il, la modestie est de rigueur. »

« Si l'on veut éviter le sport de l'argent et le sport de l'Etat, déclare M. ROYER (non-inscrit, Indre-et-Loire), il faut développer le sport dans la cité. Pour cela, dit-il, il faut abandonner le saupoudrage financier et concentrer les interventions de l'Etat afin de les rendre plus efficaces. » Il propose que soit créé un corps national de moniteurs et d'entraîneurs de sport, le rôle de l'Etat étant à son avis, d'assurer la qualité de l'encadrement sportif dans le pays.

M. CORREZE (U.D.R., Lot-et-Garonne) se réjouit que le secrétaire d'Etat n'ait pas l'intention d'étatiser le sport, dont la pratique, notamment à l'école, doit être favorisée. Il regrette toutefois l'insuffisance du nombre de professeurs d'éducation physique. M. VACANT (P.S., Puy-de-Dôme) estime que M. Soisson « n'a pas le droit de sacrifier la jeunesse sur l'autel de l'austérité ». A son avis, c'est une réforme de l'enseignement qui serait nécessaire pour développer le sport à l'école.

M. EHRMANN (R.J., Alpes-Maritimes) attire l'attention sur les problèmes que connaît la matière sportive, la ville de Nice. M. BESSON (P.S., Savoie) constate que les associations de jeunesse se trouvent en difficulté et que « la catastrophe n'est évitée que par les transferts de charges sur les collectivités locales qui n'en peuvent plus. »

M. DESANJIS (réf., Lot-et-Cher) souhaite

le maintien en activité des centres d'animation sportive (CAS). Pour M. LE MEUR (P.C., Alsace), « le gouvernement développe une idéologie du bénévolat pour camoufler le désengagement financier de l'Etat. »

M. GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin) évoque l'œuvre accomplie par la V^e République en matière sportive et met l'accent sur la nécessité de développer le sport à l'école.

M. MADRELLE (P.S., Gironde) relève que, dans le primaire, 60 % des enfants ne font aucun sport. Pour M. CARO (réf., Bas-Rhin), la politique d'équipement sportif doit servir la lutte contre le chômage et l'essor des zones les moins développées.

M. JOSSÉLIN (P.S., Côtes-du-Nord) dénonce à M. SOISSON la « médaille d'or de la marche à rétroscopie », son budget est celui qui recule le plus. »

Répondant aux orateurs, le secrétaire d'Etat fait sienne la formule de M. ROYER : « Éviter le sport de l'argent et le sport de l'Etat. » Après avoir estimé qu'il n'est pas sérieux de parler de « réajustement financier des M.J.S. », il évoque le tableau « apocalyptique » dressé par l'opposition et observe que le gouvernement a déjà réalisé en grande partie les propositions contenues dans le programme commun. En conclusion, il annonce que le gouvernement déposera en deuxième délibération un amendement majorant de 5 millions de francs les crédits de la jeunesse.

Après avoir repoussé par 391 voix contre 179 un amendement communiste qui transférerait les crédits des CAS à l'éducation physique dans le secondaire, l'Assemblée adopte un amendement de M. DOUBET (app. R.I.) qui prévoit que le gouvernement présentera avant la loi de finances pour 1978 un rapport sur la recherche de moyens budgétaires et extra-budgétaires en faveur du sport.

L'Assemblée adopte ensuite les crédits de la jeunesse et des sports, l'opposition votant contre. P.F.

OUTRE-MER

M. OLIVIER STIRN : la situation à Djibouti s'est considérablement détendue.

Au cours de la séance des questions au gouvernement, mercredi 3 novembre, M. OLIVIER STIRN, député U.D.R. du Territoire français des Afars et des Issas, a demandé à M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, quelles mesures il compte prendre « pour favoriser la reprise du dialogue entre les différents partis politiques (du territoire) dans une consultation populaire prévue pour le printemps prochain. »

« Il y a quelques mois, a répondu M. Stirn, trois phénomènes étaient en train de se produire : la division de plus en plus profonde entre les deux principales ethnies du Territoire, la fragilité du gouvernement local qui était contesté par la majorité même qui l'avait mis en place, les prétentions affirmées de certains Etats étrangers sur le territoire. Depuis, la situation s'est considérablement détendue. (...) Néanmoins, des risques demeurent. Il va falloir consolider la majorité interne du pays, mais ceci est l'affaire des habitants du territoire. Quant au gouvernement français, il tentera de persuader les Etats voisins de renoncer définitivement à porter un jour atteinte à l'indépendance de Djibouti : à cette fin, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères va entreprendre une tournée. »

D'autre part, cinq cents soldats, aidés d'une centaine de gendarmes, ont quadrillé, mercredi soir, la ville de Djibouti. Quarante personnes ont été interpellées depuis quelques mois, nous signale notre correspondant, dans les quartiers africains de la ville. Les services d'ordre des différents partis politiques semblaient prendre le pas sur les forces de police et de gendarmerie. Les autorités auraient, souligné, en organisant une vaste opération de police, faire la preuve que l'ordre français serait maintenu jusqu'à l'indépendance.

« M. Abdallah Kamil, président du conseil du gouvernement de Djibouti, a déclaré mercredi 3 novembre, à New-York, devant une commission des Nations unies, qu'il était opposé à la conclusion d'un pacte entre des Etats voisins (Ethiopie et Somalie) destiné à garantir l'indépendance du territoire. « Nous ne voulons pas donner à l'une ou l'autre des puissances signataires le droit de se mêler de nos affaires sous prétexte de nous protéger contre l'autre puissance signataire. » (Correspondance.)

ENVIRONNEMENT : un nouveau moteur de la croissance

En séance de nuit, sous la présidence de M. Brocard (R.I.), l'Assemblée nationale examine le budget de l'environnement.

M. RIEUBON (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances, estime que la conception d'un ministère de mission et de coordination n'a pas fait la preuve de son efficacité. Il souligne l'aggravation des charges financières demandées aux collectivités locales pour lutter contre les nuisances, charges qui lui paraissent sans commune mesure avec celles demandées aux industries. Il souhaite une application plus ferme des dispositions juridiques relatives au déversement en mer des industries riveraines, aux pollutions par les hydrocarbures et à la protection des sites littoraux. Il déplore le manque d'information qui a été des risques éventuels créés par le développement du programme électro-nucléaire. Il estime encore trop limitées les actions menées contre le bruit et exprime son inquiétude devant la diminution régulière du patrimoine forestier sous l'effet des incendies : 130 000 hectares détruits en 1976.

Contre l'avis de son rapporteur, la commission a adopté les crédits de l'environnement. Dans son rapport pour avis, M. ALLONCSE (U.D.R.) estime qu'il faut veiller à la mise en place effective des importantes réformes déjà accomplies plutôt que d'annoncer trop rapidement et spécialement à l'Assemblée, des mesures qui ne sont que des intentions. En ce qui concerne la mer, le ministre annonce qu'il déposera à l'Assemblée, à la fin de l'année, un rapport sur la prévention des pollutions marines accidentelles. Il y proposera une meilleure organisation, des moyens techniques accrus et des actions importantes au niveau international. Il annonce également le lancement d'une grande opération sur la sécurité des usines chimiques afin de s'assurer que les installations, les procédés et les stocks de produits dangereux ont été bien conçus et que toutes les dispositions sont prises pour diminuer les risques d'accidents.

En matière de réduction des inégalités, il s'agit d'une double tâche : lutter contre les inégalités matérielles dans le cadre de vie ; introduire plus de justice sociale dans l'accès aux vacances, aux loisirs, aux activités sportives, notamment, grâce à l'aménagement du territoire.

M. RAYMOND (P.S.), rapporteur pour avis de la commission de la production, constate la diminution des moyens d'intervention de l'Etat, relève le contraste entre la faiblesse des structures administratives et l'ambition des réformes législatives lancées depuis deux ans, et se demande si les faibles crédits reçoivent toujours l'affectation la plus opportune. Il évoque notamment la méthode « copieux et discutables » employée dans la lutte contre la pollution industrielle, alors que le patrimoine naturel se

dégrade. Malgré son avis, la commission a adopté les crédits de l'environnement.

Pour M. ANSQUER, ministre de la qualité de la vie, le progrès en ce domaine ne peut être obtenu que par l'effort et la volonté de chaque groupe, de chaque citoyen.

Pour mener à bien la tâche de protection de l'environnement, le gouvernement, précise-t-il, doit d'abord pouvoir disposer de bonnes lois. « L'œuvre législative, reconnaît-il, est d'une telle envergure que la priorité actuelle est de mettre en place la totalité des décrets d'application qui permettront de la faire entrer dans les faits. » Réaffirmant que maître de dépenses « le principe doit être que le pollueur est le payeur et non la collectivité nationale », il entend utiliser systématiquement son budget (357 millions) à des actions d'incitation. Et il indique : « Les opérations rigoureuses propres aux poursuivies, les travaux de barrage de villeries lancés, les contrats verts de Strasbourg, Ery et Pontolise menés à bien, en 1977. Pour les parcs naturels régionaux, je suis favorable à une extension de l'aide de l'Etat au-delà de la troisième année d'existence. »

En ce qui concerne la mer, le ministre annonce qu'il déposera à l'Assemblée, à la fin de l'année, un rapport sur la prévention des pollutions marines accidentelles. Il y proposera une meilleure organisation, des moyens techniques accrus et des actions importantes au niveau international. Il annonce également le lancement d'une grande opération sur la sécurité des usines chimiques afin de s'assurer que les installations, les procédés et les stocks de produits dangereux ont été bien conçus et que toutes les dispositions sont prises pour diminuer les risques d'accidents.

En matière de réduction des inégalités, il s'agit d'une double tâche : lutter contre les inégalités matérielles dans le cadre de vie ; introduire plus de justice sociale dans l'accès aux vacances, aux loisirs, aux activités sportives, notamment, grâce à l'aménagement du territoire.

M. BAREL (P.C.) : agitation et propagande

Dans la discussion générale, M. BAREL (U.D.R., Var), estime positive l'action du gouvernement à Porquerolles et dans le projet de parc national des îles d'Hyères.

Pour M. BAREL (P.C., Alpes-Maritimes), « la crise de l'environnement, c'est la marque au sol, dans l'air et les eaux d'une société capitaliste faisant violence à la nature et aux hommes. Des événements récents ont rappelé que les pétroliers impunément tuent les mers et marquent les côtes, précise le député, qui relève l'atteinte grave à l'environnement que sont les incendies de forêts » et regrette que les restrictions financières réduisent l'achat des Canadair indispensables.

Il ajoute : « Votre ministère restera un ministère d'agitation et de propagande. Vos moyens d'intervention en personnel technique restent infimes. Les principales lois adoptées resteront lettre morte faute de moyens. Ainsi la loi portant classement des littoraux est restée lettre morte. Les industriels pollueurs, pollues tranquilles ! Ainsi également la loi sur la protection de la nature : les bétonneurs de la Côte d'Azur ont encore de beaux jours devant eux. Dès lors, conclut M. Barel, pourquoi voter des lois ? »

M. FORENS (réf., Vendée), observe que ce budget d'austérité trappait durement les parcs naturels régionaux et risque de leur être fatal.

M. Jacques BLANC (R.I., Loterre), évoque les problèmes humains « douloureux » posés par la construction du barrage-réservoir de Nausac.

Pour M. MAURICE LEGENDRE (P.S., Eure-et-Loir), « le gouvernement n'a pas le droit de se poser en défenseur de la nature quand il la laisse détruite ». Il craint que la qualité de la vie ne soit « un gadget de plus ».

Pour M. EHM (U.D.R., Bas-Rhin), « la protection de la nature implique avant tout la conciliation de l'économique et de l'écologie. C'est d'abord, estime-t-il, un problème d'information. »

« Il ne suffit pas, observe M. MESMIN (réf. Paris) d'une prise de conscience, car si elle n'aboutit pas à des actions concrètes c'est le découragement. » Aussi incrimine-t-il « l'inertie administrative et gouvernementale. »

M. DURON (P.S., Landes) évoque les difficultés financières des parcs naturels régionaux, et s'inscrit pour la volonté de désengagement progressif de l'Etat.

Après M. GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin), qui souhaite une meilleure protection des eaux, M. LE CABELEC (réf. Morbihan) suggère la création d'un fonds spécial auprès duquel les associations pourraient obtenir

des prêts. Au nom de M. GLON (app. U.D.R., Côtes-du-Nord), M. MEUNIER (U.D.R., Ardennes) souligne l'utilité des agences de bassin, mais s'oppose à une forte augmentation de la redevance sur les usagers.

M. BAUMEL (U.D.R., Hauts-de-Seine) relève « l'absence qui sépare les mots de la réalité, les bonnes intentions des faits », et s'élève contre l'absence de solutions aux problèmes « cruciaux » de la qualité de la vie et de l'environnement dans la région parisienne.

Répondant aux orateurs, M. ANSQUER indique notamment que la protection de la Méditerranée et de son littoral est une priorité, de même que la protection de la forêt.

L'Assemblée adopte ensuite les crédits de l'environnement. La séance est levée jeudi 4 novembre à 3 h. 15.

La conférence de Rijeka

CRÉATION D'UNE UNION DES VILLES DE LA MÉDITERRANÉE

La deuxième conférence des villes de la Méditerranée (le Monde du 29 octobre) a rassemblé quelque quatre cents parlementaires à Rijeka (Yougoslavie), du 27 au 29 octobre, à l'initiative de la Fédération mondiale des villes jumelées. Quinze nations riveraines de la Méditerranée y étaient représentées : des observateurs de l'Allemagne fédérale, de la Suisse, de la Bulgarie et de l'Union soviétique y ont également participé.

La conférence a adopté à l'unanimité une déclaration portant création d'une Union des villes de la Méditerranée et assignant à celle-ci une triple mission : favoriser la naissance et le développement d'une « action culturelle méditerranéenne » ; permettre et organiser la concertation internationale en matière d'aménagement du littoral et de protection des sites ; enfin, coordonner la lutte contre la pollution marine.

D'autre part, la conférence a approuvé à l'unanimité également une déclaration constatant « la nécessité d'arrêter la course aux armements et d'entamer la réduction des flottes appartenant aux grandes puissances présentes en Méditerranée ». Cette déclaration avait déjà été formulée par la première conférence, tenue en 1973 à Beyrouth. Une troisième rencontre pourrait être organisée, toujours sous l'égide de la F.M.V.J., dans un autre beau coup plus bref, en Italie ou en Grèce.

* Fédération mondiale des villes jumelées, 13, rue Racine, 75006 Paris.

NOUVEL ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLOIS EXTRAS

MOQUETTE VELOURS

29 M²

UNE TRES BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

EN MOQUETTE BOUCLEE

15 M²

100 rouleaux fin de série g^{re} largeur décapée

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS

MOQUETTE Gde LARGEUR

2250 M²

FIN de SERIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél. : 564-72-38	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 ^{me} Porte des Lilas. Tél. : 858-16-46	FOSSILES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosse. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44
PARIS 14 ^e : 90, bd Jourdan 50 ^{me} Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62	COGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau Tél. : 461-70-12	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaurès, RN 3. Tél. : 368-44-70
PARIS 18 ^e : 114, rue Danrémonl. Tél. : 606-05-73	BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni Tél. : 605-45-12	SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-83
PARIS 19 ^e : 144, bd de la Villette. M. Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203-00-79	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

M. Poniatowski dénonce l'utilisation de l'informatique par des municipalités communistes

A l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, mercredi 3 novembre, M. PONIATOWSKI, répondant à M. GILBERT GANTIER, député républicain indépendant de Paris, a rappelé les propos qu'il avait tenus lors d'un séminaire à l'O.C.D.E. sur l'informatique. Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a indiqué que le recours à l'informatique est absolument nécessaire pour aider les élus locaux à faire face aux tâches administratives, mais que toutes les précautions doivent être prises pour que certains élus — avant tout parisiens — ne puissent pas tisser une trame de nature à mettre la population à la disposition des objectifs poursuivis par leur parti, comme on le voit déjà dans un département et dans certaines communes.

M. PONIATOWSKI, après avoir précisé qu'un projet de loi fixant les limites de l'utilisation de l'informatique par les ministères, les municipalités et les sociétés privées sera prochainement examiné par le Parlement, a évoqué le cas de la société SOGIR (Société de

gestion et d'informatique rationnelle) créée en 1971 par le parti communiste, qui, a-t-il indiqué, travaille pour les municipalités communistes, « et qui tend à dépasser les limites de la simple gestion ».

Dans le rapport technique établi par cette société, a-t-il poursuivi, on indique que la liste de tous les habitants sera établie par quartier et qu'il sera possible de compiler toutes les caractéristiques de ces administrés.

« La SOGIR, a-t-il précisé, intervient au Havre, à Dieppe, à Grand-Couronne, à Saint-Etienne-du-Rouvray, à Savigny, à Brétigny, à Corbeil et dans la Seine-Saint-Denis, où le parti communiste a refusé d'adhérer au système de l'informatique de l'administration et a acquis un puissant ordinateur. » Il a conclu : « On ne peut certes reprocher aux communes d'utiliser l'informatique, mais il s'agit de définir une déontologie excluant son utilisation à des fins de propagande. Le projet de loi que vous savez à l'examen limiter l'action de sociétés telles que la SOGIR. »

Un communiqué du ministre de l'intérieur

Après la séance, M. Poniatowski a fait publier un communiqué dans lequel il explique : « Au début de 1975, le syndicat intercommunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis) s'est rendu acquéreur d'un ordinateur Iris 65 à grande capacité de traitement. Six communes, dont celles de Drancy et de Tremblay-Les-Gonesse (peuplées au total de quelque deux cent cinquante mille habitants) devaient bénéficier et bénéficieront effectivement, de ses services en matière de gestion. »

« Mais, en fait de gestion, le Syndicat intercommunal de Bobigny n'a rien eu de plus pressé que de faire établir un fichier informatique des travailleurs immigrés domiciliés en grand nombre dans ces communes, et de faire ventiler ce fichier par nationalités et groupes linguistiques : Espagnols, Portugais, Serbo-Croates, Turcs, Arabes. Sur cet ordinateur, financé par les contribuables locaux, les communistes ont fait, en outre, établir par la SOGIR un programme d'étiquettes de routage de presse.

Il a été permis ainsi d'apprendre que ce programme visait à organiser la diffusion des journaux et des tracts de la C.G.T. spécialement rédigés pour les travailleurs immigrés dans leurs langues respectives, et ce sur l'ensemble du territoire national, et même à l'étranger. »

Le ministre, faisant état d'un document émanant de la SOGIR, intitulé « Présentation d'un ensemble d'informations statistiques sur la population », rappelle, d'autre part, l'un des buts de cette société, qui a écrit page 50 : « Nous aurons ainsi la liste de tous les habitants du quartier, et, bien sûr, la possibilité de compiler toutes les caractéristiques connues des administrés de ce quartier (caractéristiques du logement familial, socio-professionnelles, situation de famille, tranches de revenus, niveau scolaire, tranches d'âge). »

Enfin, le ministre d'Etat fait remarquer qu'un ordinateur de la SOGIR, installé au Havre, traite de la sorte les informations concernant les communes du

« L'HUMANITÉ » : les affabulations de Poniatowski.

L'Humanité du 4 novembre réplique aux déclarations de M. Poniatowski et écrit notamment : « Le ministre de la police s'était livré à une première agression voici plus d'une semaine devant le séminaire de l'O.C.D.E. sur les collectivités locales et l'informatique. Il avait laissé entendre que les élus communistes de Seine-Saint-Denis utiliseraient l'informatique pour la mise en fiches de la population. »

« Mardi dernier, devant le conseil général de la Seine-Saint-Denis, son président, Georges Valbon, avait fait l'histoire de ces affabulations. »

« Il avait par contre révéilé que Poniatowski faisait surveiller des élus, des responsables syndicaux de l'enseignement, dont les communications téléphoniques étaient écoutées, etc. »

« Devant le peu d'écho rencontré alors par sa provocation, Poniatowski récidive. Il remet en cause l'utilisation d'ordinateurs par le syndicat intercommunal de Bobigny et plusieurs municipalités de Seine-Maritime, dont Le Havre. Parce que ces communes se sont dotées des moyens modernes de gestion que le gouvernement refuse aux collectivités locales. »

« Et ce n'est pas en répétant des mensonges que Poniatowski en fera des vérités. »

Gillette lance les "Prêt-à-raser" jetables...



C'est différent, c'est efficace, c'est sûr, c'est... Gillette

"Peut-on vous aider?"



Q Je dois être au centre de Londres à 10 heures. Que pouvez-vous faire pour moi?

R Bienvenue à bord de notre Tristar de 9h00 "Spécial Affaires" l'un de nos six vols quotidiens de Roissy-Charles de Gaulle à Londres.

* 9h00 15h00
* 11h00 * 17h00
* 13h00 19h00

* vol assuré en Tristar, le plus spacieux et le plus confortable sur Paris-Londres.

Nous avons aussi des vols directs pour Londres à partir de

Bordeaux
Nice
Lyon
Marseille

Et vous, peut-on vous aider?



CONTRE LE VOL ALARME 2000

une grande réussite de l'électronique française

Le Radar hyperfréquence DI 50 fonctionnement immédiat sans installation

étudié et réalisé dans nos laboratoires réunit toutes les conditions de la protection totale et évite les installations coûteuses.

— Adaptable à tous les locaux.

— Rayon de protection réglable de 2 à 30 m.

— Dissimulable, il traverse meubles et cloisons.

— Inextinguible.

— Autonomie totale d'alimentation (2 ans).

— Pas de déclenchement intempestif.

ALARME 2000

8, rue Guérin 75016 Paris

7 agences régionales

30 conseils en protection à votre service

Plus de 10.000 appareils en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

Pour connaître toutes les possibilités du DI 50, remplissez et retourner ce bon à:

ALARME 2000 Dept 11

8, rue Guérin

75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM _____

PRE _____

PRO _____

VOIE _____

Code Postal _____

ville _____

OFFICIERS MINISTÉRIELS POLITIQUE

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Ad. au Tribunal de Commerce Paris le 18 novembre à 14 h. 15. Fonds de Entreprise Générale de Travaux de REVÊTEMENTS DE SOLS
 RAIL, 37, r. CARDINET, PARIS (17)
 M. & P. (N° 145) 5000 F. Comp. 5000 F. S'ad. M. Chardonnat et Al. 100, r. de la République, 144, r. de Rivoli.

UN APPARTEMENT à MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)
 Vente au Palais de Justice de Bobigny, le MARDI 16 NOVEMBRE 1976, à 15 h. 30
 20 et 31, rue des Saules-Clouets
 Compr. : entrée, séjour, 2 chambres, cuis., s. d. b., w.-c., 2 dégarde-ments, balcon, au 4^e étage, et les 10/1000 des parties communes. C.V. n° 10 au sous-sol et 5/1000 des parties communes. PARKING n° 6 et 7/1000 des parties communes. PARKING n° 11 et 27/1000 des parties communes. S'ad. M. & P. : 120.000 F. - S'ad. M. CHAIN, PARIS (75) : tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE JUDICIAIRE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES, en vertu des articles 80 et 81 de la loi du 13 juillet 1975, après liquidation des biens : EUROPE JARDINS, le mercredi 10 nov. 1976, à 11 h. 30, continuation à 14 h. précises, à MORSCHAIN (90190)
 Itinéraire de PARIS : autoroute du Nord, sortie BOVE, Nationale 30, NESLE, direction usine d'ORSAN, route de FORTY, MORSCHAIN.
10.000 ARBRES de JARDINS et ARBUSTES d'ORNEMENT
 CONTREPLANT - PLANTES de BORDURES, etc.
 peuplier d'Italie, pins noirs d'Autriche, cèdres, lauriers, cotoneasters, cupressus, juniperus, arbutus à fleurs (qui seront vendus par lots), CATALOGUE DÉTAILLÉ sur place ou sur demande adressée aux courtiers assermentés vendeurs. Marchandises déposées et visibles : le lundi 8 novembre 1976, de 10 à 12 h. et de 14 à 17 h. ; le mardi 9 novembre 1976, de 9 h. 30 à 12 h. et de 14 à 17 h. ; et le mercredi 10 novembre 1976 avant la vente. S'ad. de M. J.-L. MOULOT et J. BILLOU, court. de marchand. asserm. au Trib. de comm. de Paris, 9, r. du Trésor, 75004 Paris (897-83-30).

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 18 novembre 1976, à 14 heures, EN DEUX LOTS
1) UN BATIMENT à usage INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
2) UN APPARTEMENT ET UNE CAVE
22, rue BERTHE, PARIS (18^e)
 Mises à prix : 1^{er} lot : 100.000 francs - 2^e lot : 25.000 francs.
 S'ad. M. Georges MORGANNE, avocat à Paris (18^e), 246, rue Saint-Hippolyte, tél. 280-42-72 ; tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL.

Vente Palais Justice Nanterre, mercredi 10 nov. 1976, à 14 h. EN 2 LOTS :
1) PROPRIÉTÉ - RUEIL-MALMAISON
 Compr. : 2^e étage, entrée, cuis., s. d. b., w.-c., 2 dégarde-ments, balcon, au 4^e étage, et les 10/1000 des parties communes. C.V. n° 10 au sous-sol et 5/1000 des parties communes. PARKING n° 6 et 7/1000 des parties communes. PARKING n° 11 et 27/1000 des parties communes. S'ad. M. & P. : 120.000 F. - S'ad. M. CHAIN, PARIS (75) : tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente Palais Justice Paris, lundi 22 novembre 1976, 14 heures : 3 LOTS
1) APPART.
2) APPART.
3) 1 PIÈCE
 PARIS (5^e), 62, bd de PORT-ROYAL et 31, rue Berthollet
 S'ad. M. Marcel LEGRAND, avocat à Paris (7^e), 23, quai A.-France, Tél. : 705-83-83.

Vente au Palais de Justice Nanterre, mercredi 17 nov. 1976, à 14 heures, EN UN LOT :
APPARTEMENT
VILLE-D'AVRAY (92),
 Mise à prix : 154.000 francs
 S'ad. M. Roger BOYER, avocat à Paris (18^e), 36, rue Michel-Ange, tél. 288-90-30 ; sur place pour visiter.

ADJUDIC. en l'étude de M^{re} BOCQUILLON, not. ass. 10, bd M. Berthelette, 93120 Franceville, le lundi 22 nov. 1976, à 15 h. d'une
MAISON D'HABITATION
 à EAUBONNE (Val-d'Oise)
 99, ROUTE DE SAINT-LEU.
 Compr. : sous-sol total, rez-de-ch. (entr., cuis., 3 p., s. d. b., w.-c.), Eau, gaz, électr., chauffage, JARDIN 24 à 30 ca. MISE à prix : 200.000 F. Consign. pr ench. 20.000 F. Pr ts rend. et vis. s'ad. à l'étude (883-43-43).

Vente au Pal. de Just. à NANTERRE le MARDI 17 NOV. 1976 à 15 h. 30
UN LOGEMENT
 au 5^e ét. comp. 2 pièces, toilette, w.-c. et cave, dans l'immeuble sis à SAINT-CLOUD (92)
 M. & P. : 20.000 F.
 S'ad. à M^{re} Marcel BLAZIER, avocat, 178, bd Hausmann, Paris-8^e. Te. avoc. pr les Trib. de Cde Inst. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL.

Vente sur licitation, Pal. de Justice Bobigny, le 23 novembre 1976, à 14 h. EN DEUX LOTS :
1^{er} lot : PROPRIÉTÉ
 à AULNAY-s/BOIS (S.-St-Denis)
 Compr. : Pav. d'hab. élevé sur sous-sol d'un rez-de-ch. comp. entr., cuis., 3 ch., s. d. b., w.-c., grenier au-dessus, terrain. L'ensemble : 338 m² env.
Mise à prix : 50.000 francs
2^e lot : TERRAIN NU
 à AULNAY-s/BOIS (S.-St-Denis)
 31 bis, rue du Havre, 330 m² environ.
Mise à prix : 50.000 francs
 S'ad. pr ts rend. : M^{re} Marcel JARRY, avocat à Paris, 30, bd Malesherbes ; M^{re} Jean NICOLAS, avocat à Paris, 9, r. Moncey ; et à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

A PROPOS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN CORRÈZE

An cours de la séance consacrée aux questions du gouvernement, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, M. MEKANDREAU, député socialiste du Calvados, a évoqué une circulaire adressée récemment par un inspecteur d'académie de la Corrèze aux chefs d'établissements pour leur prescrire d'éviter de participer à toute activité politique pendant la campagne électorale dans l'arrondissement d'Ussel. Cette circulaire, a-t-il ajouté, fait littéralement à tout citoyen.
 Dans sa réponse, M. HARRY, ministre de l'Éducation, a indiqué que l'inspecteur d'académie lui avait précisé que cette circulaire est l'œuvre d'un inspecteur départemental et aux professeurs de collège « en tant qu'ils pourraient apporter une participation officielle à des réunions publiques ». « Or, a-t-il ajouté, il est conforme à l'obligation de réserve que les fonctionnaires d'académie ne doivent pas faire usage de leur titre et fonctions officielles à l'appui de l'expression de leurs opinions. » Soulignant alors que le texte diffusé était « prosaïque », il a noté qu'il manquait au texte de la circulaire la référence à une participation officielle.
 M. HARRY, député communiste de la Haute-Vienne, a estimé que « cette circulaire constitue une atteinte intolérable à la liberté d'opinion et d'expression des fonctionnaires ». M. RAYMOND BARRER, premier ministre, a déclaré que la réponse du ministre de l'Éducation était « parfaitement exacte ». Le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

M. Hector Rolland, député de l'Ailier, président du groupe U.D.R. de Réflexions et de Propositions, a déclaré, mercredi 3 novembre, contre « la mise en application des taxes professionnelles » votées par le Parlement. Il estime que « la bonne foi des députés a été trahie » et « qu'il s'agit de la mise en œuvre de moyens d'oppression et d'obligation de fermer leurs portes en 1977, ce qui augmentera le chômage ». M. Rolland demande donc, au nom de son groupe qui rassemble une soixantaine de députés U.D.R., que « soit communi-qué le montant des remises consenties en matière d'impôts et le montant des augmentations perçues ». Il affirme que tant que ces chiffres ne seront pas communi-qués au Parlement, il « ne votera plus sur projet de loi concernant les problèmes d'impôts ».

M. François Mitterrand écrit dans le mensuel de son parti *Combat socialiste* : « Le pouvoir s'efforce de rejeter sur la gauche la responsabilité de la dégradation de la situation économique. Nous devons lui répondre que nous sommes honnêtement notre rôle. Nous avons lancé beaucoup d'apertivements et nous n'attendons pas des miracles. Et si nous ne voulons pas nous laisser amener par les fautes politiques de la majorité, nous ne négligerons rien pour que toute la règle démocratique de l'alternance aille que la France sache qu'il y a une autre majorité et une autre politique possible. »

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement n'a pas de légende de démocratie à recevoir et tout fonctionnaire de son parti, a-t-il conclu, serait superflue.

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE LA HAUTE-LOIRE

Un socialiste qui ne veut pas être un « dur » et un giscardien qui ne veut pas être un « parachuté »

Le 19 août 1976 mourait à Saugues — en tentant de porter secours à un ami qui se noyait — Jean-Claude Simon, maire de la commune, président du conseil général et député de la Haute-Loire. En tant que premier magistrat municipal et membre de l'assemblée départementale, Jean-Claude Simon a été remplacé, en octobre dernier, par M. Jean Chas-

sang, républicain indépendant comme lui. C'est son successeur à l'Assemblée nationale — son suppléant étant lui aussi décédé — qu'auroit à désigner, le 7 novembre (et éventuellement le 14), les électeurs de la deuxième circonscription du département (Le Puy-Nord-Ouest, Brioude).

De notre envoyé spécial
 de popularité dont bénéficieraient son parti dans le département (cette tendance se serait traduite depuis le début de la campagne électorale par cinquante-quatre nouvelles adhésions), est l'objectif de cet ouvrier mineur de Langeac, fils d'agriculteur. Son prédécesseur, M. Roux, avait obtenu, en 1973, 418 voix sur 51 504 suffrages exprimés.

Un giscardien ou un socialiste
 Le nouveau député de la Haute-Loire ne peut guère être que giscardien ou socialiste. La véritable bataille se livre, en effet, entre, d'une part, M. Jean Proriot, quarante-deux ans, informaticien, maire de Beaussac, conseiller général de Montlaur-sur-Loire depuis 1962, sénateur depuis 1974, président de la fédération départementale des républicains indépendants et, d'autre part, M. Louis Eyraud, cinquante-quatre ans, vétérinaire, maire de Brioude depuis 1971, conseiller général depuis 1973 et secrétaire fédéral du parti socialiste.

L'un et l'autre ont connu quelques soucis avant d'être désignés comme candidats. M. Proriot ne souhaitait pas briguer un siège de député : on n'abandonne pas facilement sept années de tranquillité assurée au Sénat pour une élection dont l'issue est incertaine. En outre, ni la ville dont il est maire ni le canton dont il est conseiller général ne font partie de la deuxième circonscription. Il a fallu, dit-on, que M. Proriot s'engage dans une campagne électorale sur la continuité, sur « l'unité indélébile » et la communauté de pensée qui le liaient au député décédé : « Il était porteur de la photo des deux amis », profession de foi évoquant longuement les « relations personnelles », le « secretariat commun » de deux hommes ainsi que « l'équipe de copains », le « tandem » qu'ils constituaient et que « la mort a séparé ». C'est au point que, parfois, au détour d'une réunion publique, tel ou tel électeur se demande si vraiment on n'en fait pas trop...

En Haute-Loire, l'enjeu national se double d'un enjeu régional : si la majorité n'emporte pas le siège de la deuxième circonscription, elle sera à égalité avec l'opposition (23-23) au conseil régional d'Auvergne ; le doyen étant l'un des siens : M. Augustin Chauvet, député U.D.R. du Cantal.

Pour deux des candidats l'ambition est modeste : être présents. C'est le cas du représentant de l'extrême droite, M. Jacques Bozio-Gillet, qui se réclame de M. Le Pen, et de celui de l'extrême gauche, M. Michel Petitot, de Lutte ouvrière.

M. Jean Benoît, candidat communiste, ne mène pas non plus campagne dans l'espoir d'être élu. Concrétiser les efforts locaux du P.C., traduire en suffrages la hausse

de popularité dont bénéficieraient son parti dans le département (cette tendance se serait traduite depuis le début de la campagne électorale par cinquante-quatre nouvelles adhésions), est l'objectif de cet ouvrier mineur de Langeac, fils d'agriculteur. Son prédécesseur, M. Roux, avait obtenu, en 1973, 418 voix sur 51 504 suffrages exprimés.

Un giscardien ou un socialiste
 Le nouveau député de la Haute-Loire ne peut guère être que giscardien ou socialiste. La véritable bataille se livre, en effet, entre, d'une part, M. Jean Proriot, quarante-deux ans, informaticien, maire de Beaussac, conseiller général de Montlaur-sur-Loire depuis 1962, sénateur depuis 1974, président de la fédération départementale des républicains indépendants et, d'autre part, M. Louis Eyraud, cinquante-quatre ans, vétérinaire, maire de Brioude depuis 1971, conseiller général depuis 1973 et secrétaire fédéral du parti socialiste.

L'un et l'autre ont connu quelques soucis avant d'être désignés comme candidats. M. Proriot ne souhaitait pas briguer un siège de député : on n'abandonne pas facilement sept années de tranquillité assurée au Sénat pour une élection dont l'issue est incertaine. En outre, ni la ville dont il est maire ni le canton dont il est conseiller général ne font partie de la deuxième circonscription. Il a fallu, dit-on, que M. Proriot s'engage dans une campagne électorale sur la continuité, sur « l'unité indélébile » et la communauté de pensée qui le liaient au député décédé : « Il était porteur de la photo des deux amis », profession de foi évoquant longuement les « relations personnelles », le « secretariat commun » de deux hommes ainsi que « l'équipe de copains », le « tandem » qu'ils constituaient et que « la mort a séparé ». C'est au point que, parfois, au détour d'une réunion publique, tel ou tel électeur se demande si vraiment on n'en fait pas trop...

En Haute-Loire, l'enjeu national se double d'un enjeu régional : si la majorité n'emporte pas le siège de la deuxième circonscription, elle sera à égalité avec l'opposition (23-23) au conseil régional d'Auvergne ; le doyen étant l'un des siens : M. Augustin Chauvet, député U.D.R. du Cantal.

Pour deux des candidats l'ambition est modeste : être présents. C'est le cas du représentant de l'extrême droite, M. Jacques Bozio-Gillet, qui se réclame de M. Le Pen, et de celui de l'extrême gauche, M. Michel Petitot, de Lutte ouvrière.

M. Jean Benoît, candidat communiste, ne mène pas non plus campagne dans l'espoir d'être élu. Concrétiser les efforts locaux du P.C., traduire en suffrages la hausse

de popularité dont bénéficieraient son parti dans le département (cette tendance se serait traduite depuis le début de la campagne électorale par cinquante-quatre nouvelles adhésions), est l'objectif de cet ouvrier mineur de Langeac, fils d'agriculteur. Son prédécesseur, M. Roux, avait obtenu, en 1973, 418 voix sur 51 504 suffrages exprimés.

Un giscardien ou un socialiste
 Le nouveau député de la Haute-Loire ne peut guère être que giscardien ou socialiste. La véritable bataille se livre, en effet, entre, d'une part, M. Jean Proriot, quarante-deux ans, informaticien, maire de Beaussac, conseiller général de Montlaur-sur-Loire depuis 1962, sénateur depuis 1974, président de la fédération départementale des républicains indépendants et, d'autre part, M. Louis Eyraud, cinquante-quatre ans, vétérinaire, maire de Brioude depuis 1971, conseiller général depuis 1973 et secrétaire fédéral du parti socialiste.

L'un et l'autre ont connu quelques soucis avant d'être désignés comme candidats. M. Proriot ne souhaitait pas briguer un siège de député : on n'abandonne pas facilement sept années de tranquillité assurée au Sénat pour une élection dont l'issue est incertaine. En outre, ni la ville dont il est maire ni le canton dont il est conseiller général ne font partie de la deuxième circonscription. Il a fallu, dit-on, que M. Proriot s'engage dans une campagne électorale sur la continuité, sur « l'unité indélébile » et la communauté de pensée qui le liaient au député décédé : « Il était porteur de la photo des deux amis », profession de foi évoquant longuement les « relations personnelles », le « secretariat commun » de deux hommes ainsi que « l'équipe de copains », le « tandem » qu'ils constituaient et que « la mort a séparé ». C'est au point que, parfois, au détour d'une réunion publique, tel ou tel électeur se demande si vraiment on n'en fait pas trop...

En Haute-Loire, l'enjeu national se double d'un enjeu régional : si la majorité n'emporte pas le siège de la deuxième circonscription, elle sera à égalité avec l'opposition (23-23) au conseil régional d'Auvergne ; le doyen étant l'un des siens : M. Augustin Chauvet, député U.D.R. du Cantal.

Pour deux des candidats l'ambition est modeste : être présents. C'est le cas du représentant de l'extrême droite, M. Jacques Bozio-Gillet, qui se réclame de M. Le Pen, et de celui de l'extrême gauche, M. Michel Petitot, de Lutte ouvrière.

M. Jean Benoît, candidat communiste, ne mène pas non plus campagne dans l'espoir d'être élu. Concrétiser les efforts locaux du P.C., traduire en suffrages la hausse

de popularité dont bénéficieraient son parti dans le département (cette tendance se serait traduite depuis le début de la campagne électorale par cinquante-quatre nouvelles adhésions), est l'objectif de cet ouvrier mineur de Langeac, fils d'agriculteur. Son prédécesseur, M. Roux, avait obtenu, en 1973, 418 voix sur 51 504 suffrages exprimés.

Un giscardien ou un socialiste
 Le nouveau député de la Haute-Loire ne peut guère être que giscardien ou socialiste. La véritable bataille se livre, en effet, entre, d'une part, M. Jean Proriot, quarante-deux ans, informaticien, maire de Beaussac, conseiller général de Montlaur-sur-Loire depuis 1962, sénateur depuis 1974, président de la fédération départementale des républicains indépendants et, d'autre part, M. Louis Eyraud, cinquante-quatre ans, vétérinaire, maire de Brioude depuis 1971, conseiller général depuis 1973 et secrétaire fédéral du parti socialiste.

Mexico: 2990F
 (8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours AIR FRANCE

Acapulco: 4100F
 (8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours AIR FRANCE

Mexico/Merida: 4300F
 (séjour combiné de 8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours AIR FRANCE

Après « des heures et des heures » de discussion, MM. Eyraud et Astorg laisseront à la section du P.S. de Brioude la responsabilité de trancher. Elle le fera en faveur du maire par trente-sept voix contre seize, la direction nationale du parti ayant semblé-t-il, fait le même choix. Depuis cette date l'adjoint « boude ». Il ne fait guère campagne pour le candidat de son parti. Néanmoins c'est lui, qui assume la charge de la mairie de Brioude pendant que M. Eyraud court les fermes et les marais.

Hameaux écartés
 Car ici, peut-être plus encore que dans les autres circonscriptions rurales, il faut courir les fermes et les marais. Point d'élection possible en effet sans porte-à-porte. Chaque voix compte : en témoigne le résultat, dimanche 7 novembre, chacune des cent quatre-vingt-neuf communes de la circonscription. M. Proriot a la même ambition. Vétérinaire, le premier a déjà une solide « clientèle » dans le Brievadois : sénateur, le second a l'avantage, pour ceux qu'il visite, d'être — quel qu'il advienne — un élu national.

Il faut voir ces hameaux écartés, déjà brisés par le vent d'hiver, déjà effleurés par la neige, réserver un accueil à la fois timide et poli aux candidats. Parfois, seul le maire est là : « Il fait sec pour la première fois depuis longtemps, tout le monde est aux champs. » Parfois ils sont

Chacun des deux principaux candidats mène, en outre, un combat particulier contre une image de lui-même qu'il ne souhaite pas voir se propager. Pour M. Eyraud, cette image est celle d'un socialiste pur et dur — dur — appartenant à l'aile gauche de son parti. Ses adversaires le répètent en insistant, bien sûr, sur les plus grandes chances qu'aurait eues son adjoint. « Je n'ai rien d'un dur », affirme le candidat socialiste, l'aimant seulement que les choses soient claires. Je n'appartiens pas au C.E.R.E.S., quel qu'en soit, et j'ai toujours soutenu François Mitterrand dans les débats internes au parti socialiste. » Faut-il ajouter que M. Eyraud n'évoque le programme commun de la gauche que si on l'interroge et qu'il ne met guère en avant l'alliance socialiste-communiste ?

M. Proriot, lui, ne veut pas être un « parachuté » pour la seule raison que sa ville et son canton sont dans l'autre circonscription. Son adversaire ne manque pourtant pas de lui faire ce grief. « C'est la base où j'ai appelé, répond le sénateur républicain indépendant, j'en ai la preuve : des lettres. De plus, en matière de parachutage, le parti socialiste n'a rien à me reprocher. N'a-t-il pas envoyé à Châtelleraut, contre mon ami Pierre Abelin, cette bourgeoisie parlementaire qu'est Edith Cresson ? » Et M. Proriot de contre-attaquer en reprochant au maire de Brioude son « sectarisme » : M. Eyraud aurait, en effet, décidé de réserver les transports scolaires municipaux aux seuls élèves des écoles publiques. Dans un département où plus d'un tiers des enfants vont à l'école privée, c'est, il est vrai, une décision pour le moins risquée du point de vue électoral.

Nul lot, à deux jours de la fin de la campagne officielle, ne se risque à parler. Le socialiste a pour lui le climat politique actuel et la tendance générale donnée par les dernières élections cantonales. Celles-ci avaient été marquées par une nette progression du P.S., surtout en milieu urbain.

Le candidat giscardien a l'avantage d'être déjà parlementaire et, malgré sa qualité de député, d'avoir plutôt l'âge et le « profil » d'un député. Se présentant comme candidat de la majorité présidentielle, il bénéficie du soutien apparemment sans faille des formations alliées. En tout cas, M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat, secrétaire général du Centre des démocrates-sociaux, et son suppléant à l'Assemblée nationale, M. Roger Fourmyron, ne ménagent pas leur peine pour l'aider. MM. Durafour et Guichard sont venus — ce vendredi — l'épauler, comme MM. Mitterrand et Defferre sont venus soutenir son adversaire.

Depuis plusieurs années déjà, la Haute-Loire a déjoué les prévisions et les analyses. Après tout, en 1968, lors de la grande marée de la majorité, ce département n'avait-il pas envoyé au Palais-Bourbon deux députés d'opposition (M. Barrot était alors centriste d'opposition). En 1973, au contraire, il avait présenté un des rares cas de défaite d'un socialiste devant une majorité perdante, allié, de nombreux sièges. C'est le principal artisan de cette « surprise » de 1973 qui doit être remplacé dimanche. Raison de plus pour que personne n'ose avancer un pronostic.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

L'AFFAIRE DASSAULT

L'Assemblée nationale confirme que l'enquête parlementaire examinera la situation de l'ensemble des sociétés aéronautiques

Le président-directeur général de Dassault-Breguet déplore la diminution des crédits militaires

« En 1975, la Société des avions Marcel Dassault a été le sixième exportateur français, avec plus de 60 % de sa production exportée », a déclaré M. Benno-Claude Vallières, président-directeur général du groupe privé Dassault-Breguet aviation, devant la commission de la défense, réunie mercredi 3 novembre à l'Assemblée nationale. Toutefois, a reconnu M. Vallières, les commandes à l'exportation ont eu tendance à diminuer au cours de ces dernières années : elles représentaient 64 % des commandes totales en 1973, 68 % en 1974, 63 % en 1975, et, en octobre 1976, elles représentaient 55 % des commandes totales.

Le président-directeur général de Dassault-Breguet aviation, M. Benno-Claude Vallières, devant la commission de la défense, réunie mercredi 3 novembre à l'Assemblée nationale.

LA FINLANDE CHOISIT LA GRANDE-BRETAGNE POUR ÉQUIPER SON ARMÉE DE L'AIR

La Finlande a décidé, mercredi 3 novembre, de faire appel à la Grande-Bretagne pour remplacer les avions d'entraînement français, du modèle Fouga-Magister, que son armée de l'air possédait, et qui doivent être retirés progressivement du service. Le gouvernement finlandais a, en effet, autorisé ses forces armées à ouvrir des négociations avec la société britannique Hawker-Siddeley en vue de l'achat, en 1977, d'une cinquantaine d'appareils Hawk. Cet accord de principe reste toutefois conditionné à la conclusion d'un accord de compensation industrielle entre les deux pays. L'industrie aéronautique de la Finlande devra être associée à la fabrication de l'avion, et la Grande-Bretagne devra s'engager à soutenir les actions commerciales de la Finlande en direction des pays en voie de développement.

Le marché entre les deux pays est évalué à 75 millions de livres (environ 100 millions de francs). L'avion Hawk est un monomoteur subsonique. La société privée française Turbomeca participe à la fabrication du réacteur en collaboration avec Rolls-Royce. Hawker-Siddeley a eu à surmonter une vive concurrence internationale, notamment de la Saab, de la Fiat, de la Cessna et de l'Italie. Mais la compétition a principalement opposé la société britannique au groupe privé Dassault-Breguet, qui proposait le bi-réacteur d'entraînement Alpha-Jet, produit en coopération franco-germano-allemande. De son côté, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) proposait une version améliorée du Fouga-Magister.

A propos du plan de charge de sa propre société, M. Vallières n'a pas caché ses inquiétudes dans l'hypothèse retenue par le projet du budget militaire pour 1977 : « Une commande d'intercepteurs Mirage F1 limitée à dix exemplaires au lieu des trente-trois avions inscrits dans le plan militaire à long terme (1977-1982). Il a attiré l'attention des membres de la commission de la défense à l'Assemblée sur la nécessité de respecter rigoureusement l'enchaînement des fabrications du nouvel avion de combat Mirage 2000 sur celles de l'inter-

cepteur Mirage F1, commandé à ce jour à trois cent dix appareils en France et à l'étranger.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

A propos des incidences du budget de la défense sur le maintien ou l'expansion des activités de l'ensemble de la construction aéronautique en France, le président-directeur général de Dassault-Breguet aviation, M. Benno-Claude Vallières, a déclaré que les commandes de fabrication de série seraient passées de 1 400 millions de francs en 1971 à environ 1 300 millions de francs (en francs constants) en 1977. Il a aussi déploré la faiblesse des crédits d'Etat consacrés aux études d'avions, qui sont passés (en francs constants) de 800 millions de francs en 1971 à moins de 500 millions de francs en 1977. « Les conséquences en sont particulièrement graves pour l'avenir de l'aéronautique française », a observé M. Vallières.

A propos du plan de charge de sa propre société, M. Vallières n'a pas caché ses inquiétudes dans l'hypothèse retenue par le projet du budget militaire pour 1977 : « Une commande d'intercepteurs Mirage F1 limitée à dix exemplaires au lieu des trente-trois avions inscrits dans le plan militaire à long terme (1977-1982). Il a attiré l'attention des membres de la commission de la défense à l'Assemblée sur la nécessité de respecter rigoureusement l'enchaînement des fabrications du nouvel avion de combat Mirage 2000 sur celles de l'inter-

cepteur Mirage F1, commandé à ce jour à trois cent dix appareils en France et à l'étranger.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

M. BOULIN, ministre chargé des relations avec le Parlement, ne peut laisser dire que le gouvernement ne souhaite pas la clarté dans cette affaire. Quant à la levée du secret fiscal, « affaire énorme », elle ne peut être, à son avis, décidée à la hâte et a d'ailleurs déjà été refusée lors de la discussion du collectif budgétaire.

« Si la culpabilité de M. Dassault est prouvée, nous serons à vos côtés », affirme M. DONNEZ (réf) en s'adressant aux socialistes. « Seul nous importe, préside-t-il, de savoir où va l'argent public. »

Mercredi 3 novembre, sous la présidence de M. LE DUAFFRE (U.D.R.), l'Assemblée nationale discute les conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de résolution relative à l'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault.

M. LIMOUZY (U.D.R.), rapporteur, expose les raisons pour lesquelles il a proposé d'élargir les investigations de la commission d'enquête à l'ensemble des industries aéronautiques, au lieu de limiter aux seules activités du groupe Dassault, ainsi que le souhaitait le groupe socialiste.

« Le rapporteur, affirme-t-il, n'avait d'autre choix que de trouver les moyens de rendre recevable ce qui ne l'était pas ; il l'a fait sans trahir la pensée initiale du groupe socialiste et sans renoncer toutefois à l'approbation générale qui aurait dû saluer ses efforts ».

Répondant à ceux qui estiment qu'en étendant le champ d'investigation de la commission « on nuisait à l'efficacité de l'enquête », il déclare : « Comment a-t-on pu utiliser l'argent public par tous ceux qui ont été reçus, voilà le fond du débat de la commission. Est-ce, comme on le dit, noyer le poisson ? Tout le monde sait bien que, dans les investigations de la future commission d'enquête, les futurs Marcel-Dassault vont se trouver en première ligne. Il ne s'agit donc pas de dissimuler Dassault. »

Pour M. CHARLES BIGNON (U.D.R.), « vouloir réorienter la production, ainsi que le souhaitent les communistes, vers l'industrie civile, où existe une concurrence effroyable et une surproduction, alors que l'industrie qui marche, c'est l'industrie militaire, revient à condamner des travailleurs à devenir des chômeurs ». « Nous nous y opposons », affirme-t-il, avant d'inviter ses collègues à suivre le rapporteur.

M. DE RENOUVILLE (app. U.D.R.) l'un des collaborateurs principaux de M. Marcel Dassault, indique notamment que : « La SNIAS est le premier fournisseur du ministère de la défense ».

« Les commandes obtenues par Dassault l'ont toujours été à l'issue de concours ».

« Lorsque la France investit 17,7 dans un Mirage, elle en reçoit 100 en devises ».

« Laissons de côté les injures », le député d'extrême gauche à la commission d'enquête et à la justice de son pays.

Dans la discussion de l'article unique, M. COT (P.S.) défend un amendement de son groupe. « On s'ingénie à vider la procédure de la commission d'enquête de tout son sens », affirme-t-il, et à couvrir Marcel Dassault. « Estimant que le texte proposé par la commission des lois trahit la pensée de son groupe et manque de faits précis, il suggère de faire porter l'enquête sur le seul groupe Dassault, à la lumière des accusations de M. de Valhère, notamment en ce qui concerne l'utilisation des fonds publics alloués à son groupe et sa situation du point de vue fiscal. »

« La justice n'étant pas saisie, affirme-t-il, une enquête parlementaire est parfaitement possible. »

Il conclut : « Ne disons pas le champ d'activité de la commission d'enquête, qui aurait alors ».

« L'opposition s'est abstenue ».

Au scrutin public, l'amendement socialiste est repoussé par 286 voix contre 182 sur 468 votants. L'amendement communiste est rejeté à main levée.

Des amendements socialistes et communistes demandant que la commission d'enquête se concentre en priorité au groupe Dassault. M. GARCIN (P.C.) propose la levée du secret bancaire et souhaite que l'enquête porte aussi sur l'évasion et la fraude fiscale des grandes entreprises privées. Ces amendements sont repoussés successivement au scrutin public.

Un amendement de M. JULIEN SCHWARTZ (U.D.R.) relatif au fonctionnement de la commission d'enquête (compte rendu des auditions) est retiré par son auteur après les interventions de MM. FOYER et BOULIN. Le ministre indique que le gouverne-

ment ne s'opposera pas à l'insertion à l'ordre du jour complémentaire d'une proposition de résolution de M. DENIS (R.I.) sur le même sujet.

Après les explications de vote de MM. VILLA (P.C.) — « Le groupe communiste, qui refuse de cautionner cette opération de diversion, s'abstiendra », — COT (P.S.) — « Notre proposition étant dénuée, nous nous abstenons », mais nous participerons toutefois à la commission », — LABEE (U.D.R.) — « Si la vérité gêne quelqu'un, elle ne nous gêne pas ; nous porterons cette proposition ».

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

Des privilèges exorbitants

Pour terminer, M. LIMOUZY estime que la question des avances remboursables mérite de retenir l'intérêt du Parlement et que, « très justement », une enquête est nécessaire au niveau du législateur. Il précise : « Pour pouvoir apprécier le comportement des sociétés du groupe Dassault, il convenait de le faire par comparaison avec les autres sociétés de construction d'avions. La commission d'enquête appréciera ainsi si elles ont joui de privilèges exorbitants, ce qui est la question posée par les auteurs de la proposition de résolution. »

S'adressant aux socialistes, il conclut : « Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

« Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. Quand nous voulons ce que nous voulons, nous ne le voulons pas. »

Des moyens d'action limités

Les dispositions relatives aux commissions d'enquête parlementaires créent des obligations mais n'accroissent guère de moyens d'action.

La commission, une fois ses membres désignés, élit son bureau dont un rapporteur et un président. Des fonctionnaires de l'Assemblée nationale sont mis à sa disposition et elle est autorisée à engager des frais (voyages ou remboursement des frais aux personnes entendues, par exemple). Pour ce qui concerne ses attributions, la commission peut :

— à la suite d'une décision prise à la majorité — inviter les personnes de son choix, lesquelles ne sont pas soumises à l'obligation de comparaitre, et demander la production de documents.

L'audition et la demande de documents sont deux des procédés utilisés par les commissions d'enquête. Celles-ci peuvent également envoyer des questionnaires et procéder à des visites extérieures.

Cette liberté dans l'organisation des travaux des commissions comporte des limites. La durée d'existence de la commission ne peut excéder quatre mois, moins encore si une information judi-

ciaire est ouverte sur les faits qui ont motivé sa création.

Ainsi, la commission d'enquête créée le 3 novembre verra sa mission prendre fin le 3 mars 1977. Les travaux des quinze membres qui y siégeront seront secrets. Les dispositions prises pour préserver ce secret sont nombreuses et précises : par exemple, le local où siège la commission ne doit pas comporter d'installation téléphonique ni de système de sonorisation, tous les documents non publiés sont conservés dans un coffre blindé. A l'expiration du délai de quatre mois, tous les documents utilisés ainsi que les procès-verbaux des séances sont remis, dans une malle scellée, au service des archives de l'Assemblée nationale. Le rapport établi par la commission n'est publiable que si l'Assemblée le décide. Cette décision intervient en séance publique sur proposition ou de la commission ou du président de l'Assemblée nationale.

Dans le cas présent, cette décision ne pourra vraisemblablement être prise qu'au début de la session parlementaire de printemps, qui s'ouvrira le 2 avril.

A. Ch.

« L'opposition s'est abstenue ».

Au scrutin public, l'amendement socialiste est repoussé par 286 voix contre 182 sur 468 votants. L'amendement communiste est rejeté à main levée.

Des amendements socialistes et communistes demandant que la commission d'enquête se concentre en priorité au groupe Dassault. M. GARCIN (P.C.) propose la levée du secret bancaire et souhaite que l'enquête porte aussi sur l'évasion et la fraude fiscale des grandes entreprises privées. Ces amendements sont repoussés successivement au scrutin public.

Un amendement de M. JULIEN SCHWARTZ (U.D.R.) relatif au fonctionnement de la commission d'enquête (compte rendu des auditions) est retiré par son auteur après les interventions de MM. FOYER et BOULIN. Le ministre indique que le gouverne-

ment ne s'opposera pas à l'insertion à l'ordre du jour complémentaire d'une proposition de résolution de M. DENIS (R.I.) sur le même sujet.

Après les explications de vote de MM. VILLA (P.C.) — « Le groupe communiste, qui refuse de cautionner cette opération de diversion, s'abstiendra », — COT (P.S.) — « Notre proposition étant dénuée, nous nous abstenons », mais nous participerons toutefois à la commission », — LABEE (U.D.R.) — « Si la vérité gêne quelqu'un, elle ne nous gêne pas ; nous porterons cette proposition ».

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

« L'Assemblée adopte la proposition de résolution rédigée par M. LIMOUZY (le Monde du 23 octobre) au scrutin public par 291 voix contre 0. L'opposition s'abstient. — P. Fr.

Oubliez l'inflation, la déflation

JUSTICE

La cour d'appel dira le 24 novembre si M. Foyer a diffamé le Syndicat de la magistrature

L'examen, devant la onzième chambre de la cour d'appel de Paris, du procès en diffamation intenté par le Syndicat de la magistrature contre M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, n'a pas revêtu le caractère exceptionnel qu'il avait eu en première instance. Il est vrai qu'un n'y attendait pas la déposition de témoins de marque. M. Jean Foyer, député U.D.R. du Maine-et-Loire et président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a quitté la salle dès le début de l'audience, après y avoir été autorisé par le président Georges Courtot, en raison d'importantes obligations.

Le 3 octobre 1975, le *Figaro* publie un point de vue de M. Foyer intitulé : « Les juges contre la justice ». L'ancien garde des sceaux y attaque violemment le Syndicat de la magistrature, qualifié « d'organisation subver-

sive gauchiste ». Le 13 avril 1976, la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Jacques Hennion, condamne M. Jean Foyer à 1 000 F d'amende et à verser 6 000 F de dommages et intérêts au Syndicat de la magistrature (*le Monde* des 18 mars et 14 avril). Le jugement devra, en outre, être publié en première page du journal *le Figaro*.

Le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale interjette appel de cette décision, qui estimait que son article était « exclusif de toute bonne foi » et que son auteur n'avait pas fait la preuve des allégations avancées.

Le bâtonnier René Bondoux s'attache une nouvelle fois, après un long exposé historique sur le Syndicat de la magistrature, à démontrer que le point de vue de son client ne faisait qu'exprimer ce qui était la vérité.

Rappelant tous les événements auxquels le syndicat avait été invité, le bâtonnier Bondoux a conclu en parlant de ceux que l'on qualifie de « juges rouges », que c'était « la plus lourde inquiétude

qui puisse peser dans le domaine de la justice ». Il a demandé en conséquence la relaxe de son client.

Pour sa part, M. Henri Guilloit, avocat général, s'en est tenu « à la supposée des magistrats », après avoir affirmé dans de courtes réquisitions que le fait de qualifier le Syndicat de la magistrature « d'organisation subversive gauchiste » ne pouvait être considéré comme diffamatoire malgré « la ton vigoureuse » de l'article, puisque c'était une « orientation politique ».

Pour M. Georges Klejman qui, en compagnie de M. Paul Bouchet, du barreau de Lyon, défendait les intérêts de l'organisation mise en cause, ce seul qualificatif n'aurait pas justifié ce procès s'il n'avait été assorti de « déclarations par dénonciation de faits imaginaires ».

« Le Syndicat de la magistrature peut être critiqué, mais pas être diffamé », a répliqué M. Klejman un autre article de M. Foyer, publié au mois de juillet dernier dans la *Revue des deux mondes*, et dans lequel la critique du Syndicat est virulente,

mais se maintient au niveau des idées. Représentant ensuite point par point les cinq éléments constitutifs de la diffamation, M. Klejman a affirmé que « l'intention de nuire de Jean Foyer était évidente » pour cet homme, « isolé politiquement, qui se retranche derrière la commission des lois et des mouvements d'extrême droite ».

L'arrêt de la cour, présidée par M. Georges Courtot, assisté de MM. Louis Hardy et Pierre Guillery, sera rendu le 24 novembre prochain.

M. B.-R.

● *L'attention contre l'immuable de M. Le Pen.* — Par un coup de téléphone adressé à notre rédaction, mercredi 3 novembre, un « comité antifasciste » a révélé la responsabilité de l'explosion qui s'est produite, le 3 novembre, dans l'immeuble habité par M. Jean-Marie Le Pen (nos dernières éditions). Notre correspondant a déclaré : « C'est nous qui avons déposé la bombe. Nous sommes prêts à recommencer tant qu'on laissera les troupes d'extrême droite manifester. »

Le cambriolage de la Société générale à Nice

Un neuvième inculpé est incarcéré

De notre correspondant

Nice. — Dominique Foggi, qui s'était présenté le 1^{er} novembre aux policiers d'Antibes (« le Monde » du 3 novembre) et était entendu depuis quarante-huit heures par la F.J. de Nice à propos de l'affaire du cambriolage de la Société générale, a été placé sous mandat de dépôt et incarcéré, mercredi 3 novembre, à la maison d'arrêt de Nice.

Ce truand de poids, à la cinquantaine sportive et au physique de cinéma, paraît avoir peu parlé au cours des interrogatoires qu'il a subis pendant sa garde à vue. Il a cependant été inculpé de vols qualifiés par M. Richard Bouaziz, chargé de l'instruction de l'affaire Spaggiari, et a rejoint ainsi en prison le principal inculpé lui-même, le soldat perdu recouvert dans le banditisme, et sept autres participants au cambriolage de la Société générale : Henri Michelucci et son frère, Daniel Michelucci, arrêté le 29 octobre à Bruxelles, Adrien Zeypi, Alain Bourrat, Albert Aina, Francis Pellegri et Baguette Cruchendou.

Foggi, surpris le 9 juillet, soit une semaine avant le cambriolage, dans une villa de Capri avec quatre autres personnes, dont Daniel Michelucci, est donc le neuvième membre

du « gang des égoïstes » mis en prison.

Mais la manière dont il a négocié « sa reddition », par téléphone, pendant deux jours, avec les policiers antibois et l'histoire déconstruite qu'il attachait dès son arrivée, en voiture de sport, devant le commissariat d'Antibes laissent bien peu d'espoir aux policiers sur les éventuelles « révélations » qu'il pourrait faire.

Extrême droite et gangstérisme

Plusieurs faits divers récents ont eu pour protagonistes des membres — ou d'anciens membres — d'organisations d'extrême droite. De l'enlèvement de M. Louis Hazan, président-directeur général de la société Phonogram, en janvier dernier, au cambriolage de la Société générale de Nice, en juillet, en passant par l'attaque du bureau de poste de Courbevoie, on retrouve inmanquablement, en un point de l'enquête, ici un ancien de l'O.A.S., ailleurs un mercenaire qui a participé à de nombreuses opérations contre-révolutionnaires en Afrique ou en Asie, plus loin un sympathisant déclaré d'une « Internationale » néo-fasciste et quelque peu fantomatique.

Que l'on observe, en outre, que toutes ces opérations aient en commun non de constituer des règlements de comptes politiques ou des mesures d'intimidation, mais d'être destinées à procurer à leurs auteurs des sommes très importantes — par rançonnement, pillage de coffres, hold-up ou chantage — et l'on a tout fait d'imaginer entre elles un lien dont l'existence donnerait à penser que l'extrême droite, en France ou même en Europe, prépare « un gros coup ».

Sans méconnaître qu'il s'agit d'un secteur de l'opinion où le goût pour l'intrigue et l'action violente est une seconde nature, on peut se demander s'il n'y a pas quelque précipitation à poser dès maintenant le problème en termes politiques, ou du moins à voir dans les différentes opérations, avec la même hâte déployée en son temps par M. Raymond Marcollin vis-à-vis de l'extrême gauche, la main d'un mystérieux chef d'orchestre clandestin ou d'une sorte de « Tricontinentale » de droite.

Il est vrai que de célèbres exemples ont de quoi rendre méfiants — en particulier ceux qui se souviennent des agissements du Comité secret d'action révolutionnaire (le CSAR, autrement dit la Gaspoule) avant la guerre.

La mystérieuse « Catena »

De même observera-t-on que les liens entre certains milieux d'extrême droite et le « milieu » tout court sont de nouveau très réels aujourd'hui. Encore ce glissement, de nombreux militants, semble-t-il plus personnel que politique, s'agissant, en particulier, des anciens de l'O.A.S. Un certain nombre de combats perdus ont démobilité des « soldats » que leur attitude avait contraints soit à la clandestinité soit à l'exil.

Le nombre d'anciens de l'O.A.S. ou de membres d'organisations « musclées » beaucoup moins éloignées du pouvoir que l'on retrouve dans différentes affaires — pourrait, ou moins partiellement, s'expliquer simplement par cette abondance relative de « soldats perdus » jetés sur ce marché ambigu de la main-d'œuvre clandestine où les rejoignent d'autres « spécialistes » qui continuent de travailler indifféremment « politiques » ou en vrais gangsters.

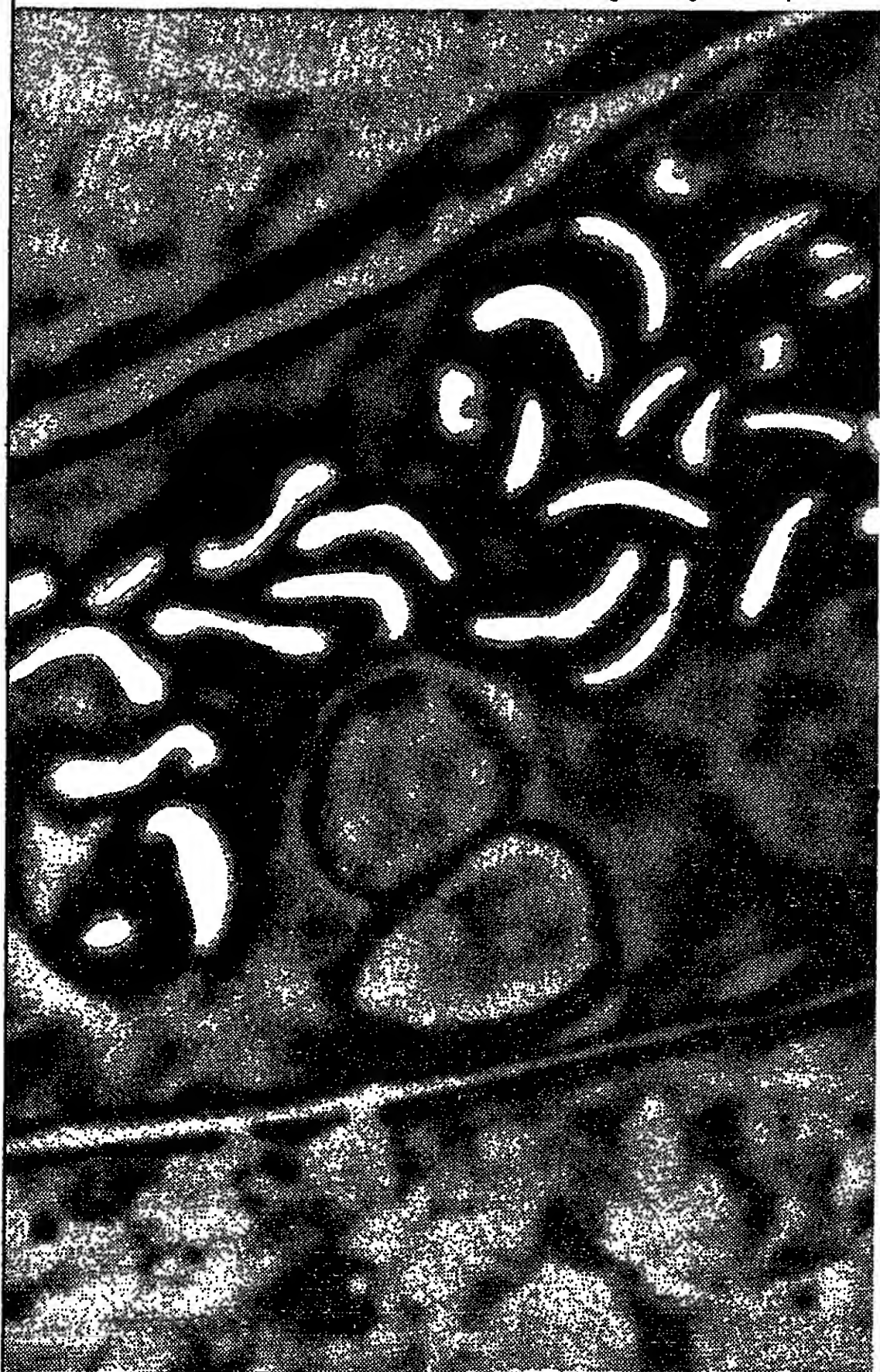
Il reste que l'extrême droite renforce actuellement ses liaisons internationales, comme l'ont montré différentes initiatives récentes (*le Monde* du 9 septembre). Si marquées que demeurent ses rivalités internes et la dispersion de ses appareils, la tendance y est plutôt à la coordination, à l'internationalisation. Madrid, en particulier, est en train de redevenir une plaque tournante. Cela suppose des moyens — comme en nécessite le fonctionnement d'un certain nombre d'activités qui tentent de subvenir, dans toute l'Europe de l'Ouest, aux besoins d'anciens SS ou proches collaborateurs des nazis, et à ceux d'anciens hommes de main du fascisme italien, chassés les uns et les autres de leurs pays respectifs à la Libération.

Bien qu'il ne s'agisse pas là de l'aspect le plus spectaculaire ou le plus connu des liaisons internationales de l'extrême droite, le rôle de ces amicales n'est pas négligeable. Sans doute est-ce bien parmi les organisations de ce type qu'il faut classer si elle existe, la mystérieuse Catena (« chaîne », en italien) évoquée et présentée comme telle par Albert Spaggiari à propos de l'affaire de la Société générale de Nice, et dont les milieux d'extrême droite français affirment ne jamais avoir entendu parler.

BERNARD BRIGOLEUX.

L'odyssée d'un globule.

Photo illustrant la déformabilité des globules rouges dans un capillaire humain.



Dans un seul être humain, vingt mille milliards de globules rouges sillonnent en permanence deux cent millions de vaisseaux capillaires qui représentent plusieurs centaines de kilomètres. Ils traversent aussi bien de larges artères que de minuscules vaisseaux.

Mais le diamètre d'un globule rouge est de 7,5 microns, alors que celui d'un capillaire n'est que de 5 microns et parfois même de 3. Il doit donc pouvoir se déformer, pour poursuivre son voyage jusqu'aux cellules les plus éloignées.

Les chercheurs de Hoechst contribuent activement à l'étude de ce phénomène. Déjà, des perspectives thérapeutiques s'offrent en pathologie vasculaire, à une action pharmacologique sur la déformabilité du globule rouge, facteur important de la circulation sanguine.

En médecine, comme dans bien d'autres domaines, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst-Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



مركز الأمل

JUSTICE

« Ici-Paris » poursuivi en diffamation

Ici-Paris, n° 1801, 12-18 mars 1976, page 6. Surtitre : « Tous les honnêtes gens de Digne ont été honnêtement informés ». Titre en caractères égarés sur huit colonnes : « Des partouzes chez la jolte prof de philo du lycée mite ». Les honnêtes gens ont-ils été honnêtement informés ? C'est finalement la question, la seule, à laquelle la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, qui présidait M. Jacques Hennion, aura essayé de trouver réponse au cours des cinq heures d'audience consacrées, mercredi 3 novembre, à l'examen du procès en diffamation intenté par la « jolte prof » à l'hebdomadaire Ici-Paris.

La « jolte prof » ? Mme Nelly Cavallero, trente-quatre ans, divorcée, sans enfant, professeur agrégé de philosophie en poste au lycée de Digne depuis le mois d'octobre 1974. Suspendue de ses fonctions par décision rectoriale du 3 mars 1976. Trois fois inculpée. « Excitation de mineurs à la débauche », 2 mars 1976. « Outrage aux bonnes mœurs par voie de presse », 10 mars 1976. « Outrage public à la pudeur », juillet 1976. Et, jusqu'à plus ample information ni jugée ni a fortiori condamnée ni même entendue plus avant, par le juge chargé d'instruire cette très obscure affaire de Digne (le Monde du 8 mars 1976).

Ici-Paris ? C'est Ici-Paris, et en premier lieu, dans ce cas précis, un jeune journaliste, Patrick Forestier, plein de fougue et apparemment fort estimé par son président-directeur général, directeur de la publication M. Louis Balaïe. « Forestier est un jeune

journaliste extrêmement consciencieux », dira de lui son patron à l'audience. Extrêmement talentueux aussi puisque, envoyé spécial sur l'affaire du lycée de Digne, il en rapportera, après trois jours d'enquête, un papier « percutant, un article inédit au caractère débridé, frappant », comme le qualifiait par euphémisme le président M. Hennion. Un article en effet plus qu'informé, véridique, en caractères gras : « Des partouzes y étaient fréquentes et bien souvent des cigarettes de marijuana circulaient de bouche en bouche toute la nuit, les corps enchevêtrés respirant l'amour... »

Le risque à passer une telle série d'informations, entre guillemets ou sans guillemets, d'origine ou répétées à la relecture, c'est qu'on peut être amené devant un tribunal à en prouver le bien-fondé et la réalité. Affaire, par exemple, que Mme Cavallero, « la jolte prof », affichait dans la salle des professeurs du lycée de Digne : « Ce soir spermeparty chez moi » et ne pas présenter à l'audience les preuves par témoignage direct ou écrit d'une telle assertion, c'est en effet prendre le risque de ce que M. Gallier d'Aigue, substitut, appellera « un magnifique procès en diffamation ».

M. Patrick Forestier, à l'audience, citera les gens qu'il a vus, le procureur de la République, Digne, le directeur du foyer de l'enfance, « qui m'a avoué qu'elle avait débauché déjà trois enfants », des contraires et des élèves, qui ont parlé de « spermeparty ».

Une telle bonne volonté, même si

elle a fait les délices du président, qui ne se souvenait pas d'avoir jamais entendu un journaliste professionnel — mais est-ce le cas ? — dévouer ses sources et qui a tenu à féliciter « ce précieux exemplaire qu'un peu naïf », n'a curieusement pas été suivi d'effets.

À l'audience, ces sources-là, déjà bien imprécises, bien floues, puisque non citées dans l'article, ont semblé singulièrement tarées. Aucun témoin ne fut cité par la défense, le dossier d'offres de preuves, rituel en matière de diffamation, présenté pour Ici-Paris par M. Vaschetti, comportait pour l'essentiel, à part une lettre de parent d'élève et un exemplaire d'un tract signé et distribué à Digne après l'affaire, par des amis de Mme Cavallero, des extraits de presse, des coupures de différents journaux.

La partie civile utilisant elle aussi pour sa démonstration des armes identiques, on ne pouvait guère éviter que ce procès en diffamation prenne très vite, citation contre citation, l'allure d'un débat sur la presse ou plutôt les presses. La presse « honorable » et une « certaine » presse. Rituelle comparaison entre l'information présumée honnête et l'information sensationnaliste, confondant numéros et faits présumés et condamnés, prenant, au nom de la liberté d'information, des libertés avec l'information.

La partie civile avait, elle, ses témoins. Des anciennes élèves de la jolte prof, venues assurer que la seule discussion, jamais intervenue en classe de philosophie sur la sexualité avait eu pour

sujet Sigmund Freud. D'anciens collègues certifiant qu'à leur connaissance, elle n'avait jamais proposé de spermeparty. Un journaliste de Libération, M. Jean-Louis Rumeau, lui aussi envoyé spécial à Digne et faisant à son confrère (?) un cours accéléré d'ontologie. Un grand témoin, Mme Simone de Beauvoir, venue dire la difficulté qu'il y a « à être à la fois professeur de philo et femme, deux choses facilement conciliables. Qu'en plus vous soyez une femme seule divorcée, célibataire, sans enfant, alors vous encouragez les pires soupçons, et je parle d'expérience. Moi-même, lorsque j'enseignais, j'ai été accusée de tout, de coucher avec un sénateur, de danser nue sur des toits, de débaucher des élèves... »

Mais surtout un témoin, M. Ernest Bolo, lui-même au centre « d'un fait divers de notoriété nationale », il y a six ans, aujourd'hui un homme au chômage, qui dit : « Je reste Bolo, l'incendiaire. Elle restera Nelly Cavallero, l'organisateur de partouzes ».

La partie civile a demandé 150 000 francs de dommages et intérêts. Le substitut a requis une condamnation, sans plus de précision. L'avocat d'Ici-Paris, un journaliste — jamais poursuivi en diffamation depuis sept ans — a déclaré « l'intérêt d'une bonne administration de la justice, demeurée la sursis à statuer jusqu'à l'aboutissement des informations judiciaires ouvertes contre son adversaire ».

Audience le mercredi 1^{er} décembre.

PIERRE GEORGES.

Le professeur Morel-Fatio reconnaît avoir fraudé le fisc « par négligence »

L'administration des impôts commet-elle une « illégalité » en choisissant les victimes de ses contrôles ? Les tribunaux doivent-ils se montrer indulgents envers les « victimes » ainsi choisies sous prétexte d'égalité devant la loi ? Un chirurgien éminent est-il fondé à faire état de sa notoriété pour échapper aux rigueurs de la justice fiscale ?

Toutes ces questions ont été examinées à la onzième chambre correctionnelle de Paris, mercredi 3 novembre, à l'occasion des poursuites pour fraude fiscale engagées par l'administration des impôts contre le professeur Daniel Morel-Fatio, quarante-cinq ans, éminent chirurgien plasticien, chef de service à l'hôpital d'Orly-Suresne, accusé d'avoir dissimulé au fisc des revenus dont la somme atteint 1 388 000 F, pour quatre ans (et non 1 million de francs, comme nous l'avait indiqué le praticien cité dans nos éditions du 2 novembre).

« Encore s'il s'agissait d'une marge raisonnable, on pourrait invoquer la tolérance légale », ajoute M. Lescé, substitut. Mais, en l'occurrence, les revenus réels sont quatre fois supérieurs aux revenus déclarés. La manœuvre frauduleuse est flagrante.

Pour sa défense, le professeur Morel-Fatio s'accuse de négligence et même de « naïveté ». Il s'en est remis à un conseiller fiscal « incompetent » qui ne l'a pas mis en garde contre les dangers d'une comptabilité trop sommaire. Il s'attendait bien à des redressements fiscaux, mais pas à des poursuites pénales, car il n'imaginait pas la disproportion entre les déclarations qu'il signait et les revenus réels résultant surtout de ses activités privées.

Rejetant tous les arguments de la défense, le substitut requiert un minimum de quinze mois d'emprisonnement avec sursis, pour fraude fiscale. Jugement le 24 novembre. — R. C.

Victime de sa notoriété

Le défenseur du chirurgien, M^{re} Bernard Dupré, estime d'abord que son client est victime de sa notoriété, et donc d'une entorse flagrante au principe d'égalité devant la loi. « En 1975, dit-il, sur quelque quinze mille plaintes déposées pour fraude fiscale, huit à dix pour cent seulement ont fait l'objet de poursuites. Lorsque le procès promet

marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet

12, avenue victoria, paris 1^{er} - 233.71.06

MARDI 9 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

BOUTIQUE - 40 M²
PARIS 75010, rue des Petites-Écuries, 14.
• Rez-de-chaussée et Local commercial de 3 boutiques
• Quartier commerçant.
• Loyer : 18 800 F.
• Mise à prix : 120 000 F. Consignation pour enchère : 40 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.

BOUTIQUE - 28 M²
PARIS 75018, rue Gambetta-Pérou, 16.
• Rez-de-chaussée et Local commercial de 2 boutiques.
• Mise à prix : 185 000 F. Consignation pour enchère : 50 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.
M^{re} D. ALLIE, M. BOUVET et C. 58 RIVET, 16, place de la République, 75010 PARIS. Tél. 202.71.11.

4 APPARTEMENTS

PARIS 75016, 25, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie, et 12, rue de Châtelet.
• Immeuble de grand standing et Proximité Champs-Élysées.
APARTEMENT - 28 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 800 F.
• Mise à prix : 230 000 F.
APARTEMENT - 33 M²
• Deuxième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 800 F.
• Mise à prix : 230 000 F.
APARTEMENT - 34 M²
• Cinquième étage et Studio intérieur rénové.
• Loyer : 15 800 F.
• Mise à prix : 270 000 F.
APARTEMENT - 48 M²
• Troisième étage et Studio intérieur rénové.
• Mise à prix : 300 000 F.
• Consignation pour enchère : 30 000 F par lot.
Ventes : du lundi au vendredi inclus de 14 à 19 heures ou s.l.
M^{re} J. DAUMIER, 37, quai de la Tournelle, 75005 PARIS. Tél. 326.82.31.

APARTEMENT - 65 M² 3 PIECES LIBRE

PARIS 75008, boulevard Diderot, 11 et 13.
• Troisième étage et Hall de réception avec balcon. 2 chambres.
• Quartier résidentiel.
• Mise à prix : 180 000 F. Consignation pour enchère : 38 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Mme GILTON, Tél. 344.19.30.
M^{re} H. CAUCHETIER, 29, avenue de Saint-Hippolyte, 75012 PARIS. Tél. 344.19.30.

AUX ENCHÈRES SUR MISE A PRIX

4 APPARTEMENTS
PARIS 75016, 25, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie et 12, rue de Châtelet.
• Immeuble de grand standing et Proximité Champs-Élysées.
APARTEMENT - 34 M²
• Quatrième étage et Studio, intérieur rénové.
• Loyer : 15 800 F.
• Mise à prix : 280 000 F.
APARTEMENT - 34 M²
• Sixième étage et Studio, intérieur rénové.
• Loyer : 18 800 F.
• Mise à prix : 270 000 F.
APARTEMENT - 26 M²
• Sixième étage et Studio, intérieur rénové.
• Loyer : 15 800 F.
• Mise à prix : 240 000 F.
APARTEMENT - 33 M²
• Sixième étage et Studio, intérieur rénové.
• Loyer : 18 800 F.
• Mise à prix : 280 000 F.
• Consignation pour enchère : 30 000 F par lot.
Ventes : du lundi au vendredi inclus de 14 à 19 h. Tél. 723.54.50
M^{re} DAUMIER, 37, quai de la Tournelle, 75005 PARIS. Tél. 326.82.31.

APARTEMENT - 45 M² 3 PIECES LIBRE

NEUILLY-SUR-SEINE 92200, boulevard de Courbevoie, 26.
• Premier étage et Entrée, séjour, deux chambres et immeuble court avec sur jardin.
• Mise à prix : 150 000 F. Consignation pour enchère : 30 000 F.
Ventes : mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 15 à 19 heures.
M^{re} P. CLERIC, 2, rue de la Chapelle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. Tél. 637.08.33.

PAVILLON + JARDIN - 768 M² LIBRE

GAGNY 93220, allée Gay, 36-40.
• Rez-de-chaussée entièrement « Cuisine, deux pièces »
• Premier étage, une pièce, premier mezzanine et deux sous-sol.
• Terrain 1000 m².
• Mise à prix : 200 000 F. Consignation pour enchère : 15 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Tél. 770.92.88.
M^{re} J. CHALAIN, J. CHALAIN et M. DALLOT, 26, boulevard Saint-Denis, 75010 PARIS. Tél. 70.55.85.

SAUS MISE A PRIX

APARTEMENT - 36 M² LIBRE

PARIS 75018, rue Hamelin, 28.
• Premier étage, studio impeccable avec balcon, immeuble 1970 de standing.
• Consignation pour enchère : 30 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Tél. 260.34.60.
M^{re} D. MOREL, D'ARLEUX, 15, rue des Saints-Pères, 75008 PARIS. Tél. 260.34.60.

PAVILLON + JARDIN - 554 M² LIBRE

VIRY-CHATILLON 91170, rue Marguerite, 16.
• Rez-de-chaussée entièrement plus appartement avec séjour, chambre, salle d'eau et Premier étage et 5 chambres, salle de bains, cuisine, salle de bain, premier mezzanine et sous-sol.
• Terrain 1000 m².
• Consignation pour enchère : 80 000 F.
Ventes : samedi 30 octobre et 6 novembre de 14 à 18 heures.
M^{re} B. BELLANGER, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS. Tél. 260.31.12.

8 APPARTEMENTS

BOULOGNE 92100, rue de Billancourt, 23.
APARTEMENT - 3 PIECES
• Rez-de-chaussée et Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 14 000 F.
• Consignation pour enchère : 35 000 F.

MARDI 23 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

IMMEUBLE DE RAPPORT

PARIS 75018, rue de l'Ourse, 3/5.
• Immeuble à usage d'hôtel meublé et Rez-de-chaussée, sous-sol et deux étages sur trois étages. 834 m².
• Loyer : 8 500 F.
• Mise à prix : 160 000 F.
• Consignation pour enchère : 10 000 F.
Ventes : les samedis de 14 à 18 h.
M^{re} L. ARON, 28, rue de Valenciennes, 228, bd Saint-Germain, 75007 PARIS. Tél. 544.58.70.

SAUS MISE A PRIX

IMMEUBLE DE RAPPORT

PARIS 75003, rue Réaumur, 22.
• Quartier Arles-Midi et Ensemble comprenant trois bâtiments sur 487 m² et Boutiques, habitations dont 7 libres.
• Loyer : 230 000 F par ensemble.
• Consignation pour enchère : 200 000 F.
Ventes : M. GIBAL, Tél. 505.87.76.
M^{re} PINEAU, 42, rue Vigon, 75009 PARIS. Tél. 073.17.44.

APARTEMENT - 48 M² LIBRE

PARIS 75003, rue Réaumur, 18.
• Deuxième étage et Deux pièces, salle de bain, cave, quartier de Marais.
• Consignation pour enchère : 30 000 F.
Ventes : sur rendez-vous. Tél. 202.71.11.

APARTEMENT - 55 M² - 3 PIECES

Deuxième étage et Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 5 400 F.
• Consignation pour enchère : 14 000 F.

APARTEMENT - 55 M² - 3 PIECES

Quatrième étage et Entrée, séjour, 2 chambres, cave.
• Loyer : 5 750 F.
• Consignation pour enchère : 14 000 F.

APARTEMENT - 22 M² - 1 PIECE

Cinquième étage et Cuisine, chambre, débarras.
• Loyer : 1 140 F.
• Consignation pour enchère : 5 000 F.

APARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Premier étage et Entrée, cuisine, débarras.
• Consignation pour enchère : 10 000 F.

APARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Quatrième étage et Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 250 F.
• Consignation pour enchère : 9 000 F.

APARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Cinquième étage et Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 250 F.
• Consignation pour enchère : 9 000 F.

APARTEMENT - 25 M² - STUDIO

Cinquième étage et Entrée, cuisine, chambre.
• Loyer : 2 250 F.
• Consignation pour enchère : 9 000 F.

23 APPARTEMENTS

PARIS 75018, rue Saint-Germain, 22-25.
• Immeuble en location et crédit.
• Rez-de-chaussée et 2 pièces, séjour, chambre.
• Loyer : 2 370 F.

APARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

Rez-de-chaussée et 2 pièces, séjour, chambre.
• Premier étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 472 F.

APARTEMENT - 19 M² - 2 PIECES

Premier étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 222 F.

APARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 472 F.

APARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 472 F.

APARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 316 F.

APARTEMENT - 19 M² - LIBRE

Deuxième étage et 2 pièces, séjour, chambre.

APARTEMENT - 25 M² - 2 PIECES

Troisième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 465 F.

APARTEMENT - 18 M² - 2 PIECES

Troisième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 316 F.

APARTEMENT - 19 M² - LIBRE

Troisième étage et Deux pièces, séjour, chambre.

APARTEMENT - 25 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 562 F.

APARTEMENT - 24 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.

APARTEMENT - 19 M² - LIBRE

Quatrième étage et 2 pièces, séjour, chambre.

APARTEMENT - 19 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 226 F.

BOUTIQUE - 36 M² LIBRE

Rez-de-chaussée et cave en sous-sol 21 m²

APARTEMENT - 21 M² LIBRE

Quatrième étage et 2 pièces, séjour, chambre.
• Loyer : 1 332 F.

APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 188 F.

APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et 2 pièces et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et 2 pièces et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et 2 pièces et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et 2 pièces et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et 2 pièces et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

Quatrième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

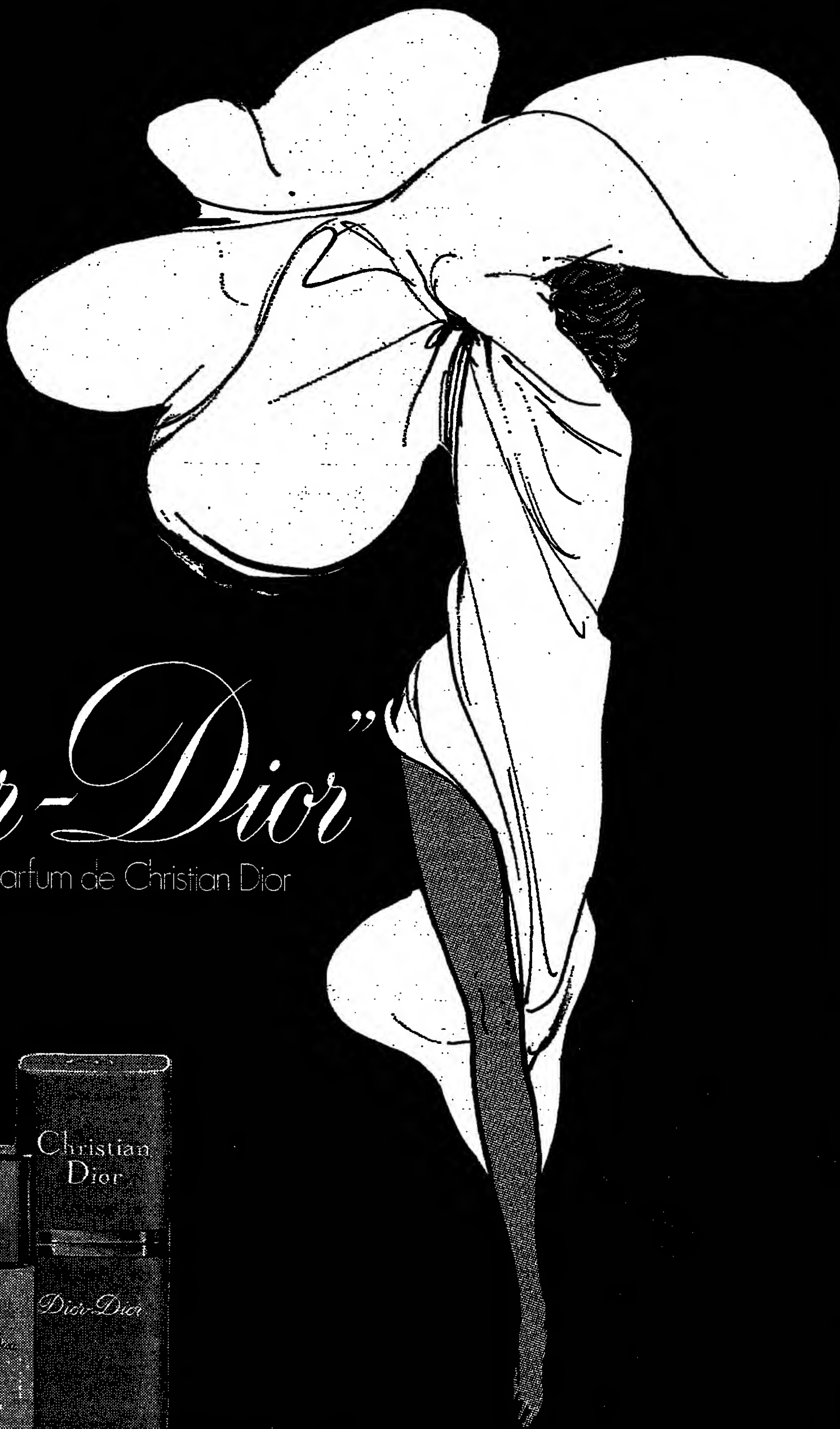
APARTEMENT - 20 M² - 2 PIECES

Deuxième étage et Séjour, chambre.
• Loyer : 1 248 F.

APARTEMENT - 21 M² - 2 PIECES

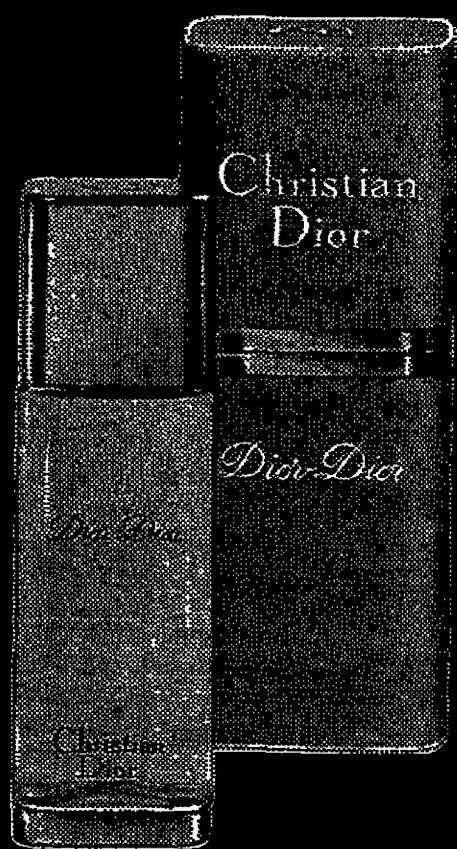
Dior

*
7



"Dior-Dior"

le très nouveau parfum de Christian Dior



doublément Dior...

vendu également en Suisse

صويا من الامل

Le Monde

DES LIVRES

LUCETTE FINAS ENTRE DROLERIE ET MALAISE

Le pied de « Donne »

* DONNE, de Lucette Finas. Seuil, coll. « Fiction et Cie », 249 p., 45 F.

UN livre qui ne ressemble à aucun autre. Et une femme qui ne ressemble à aucune autre : Donne. Qui est-elle ? Une sorte de Madame Récamier fantasmatique qui fait à ses servantes l'offrande de son pied. Où vit-elle ? Dans un monde utopique à la lettre, où l'on sent respirer une bizarre culture médiévale et théologique, quelque part à égale distance d'Epinal, de Layde, d'Ypres, d'Anvers ou de Louvain. Les personnages qui hantent ces lieux ont des noms pédants, bourrés de h germaniques et de latin : Herr, Hans, Hanselius, Hesius, Hesne ou Henne. Mais, rassurons-nous, ils ont leur galeté : ils portent des vêtements bariolés aux couleurs vives, rouges et jaunes du tarot, et ils ont, à l'occasion, tous les attributs du monde contemporain (Donne elle-même, ne s'orne-t-elle pas d'une ceinture tressée de récepteurs téléphoniques). L'un d'eux, qui porte le nom prédestiné de Hell (il ou elle ? ou el ?) tout simplement l'enfer de la solitude et de l'esclavage ?), sorte de bon bouffon aux oreilles pendantes sort de chez Plautus, s'installe dans l'ouverture grand prête du culte de Donne.

Le livre s'édifie sur ce culte singulier. Tellement enraciné dans les profondeurs corporelles de Donne et de son partenaire, que plus d'un lecteur en restera perplexé. Donne offre son pied. Hell chaque jour le met dans sa bouche, distendue jusqu'à la déformation par la souffrance et l'amour. Ce pied pris, le rituel continue : Donne offre successivement divers fragments de son corps, son poutre, son index, son majeur... et s'installe le « service du doigt », non moins félicite en apparence que le précédent, mais moins tourmentant. Cela finira cependant par des tortures — celles du monde moderne, d'ailleurs en catalogue — et par des pièges, des bêtises, des ruses aussi bien jouées que déjouées.

Curieux univers de relations alléguées et dénuées où tout semble se passer sur le théâtre du corps qui n'est pas exactement un théâtre érotique, mais fondamentalement un théâtre de l'oralité, dans tous les sens de ce mot. Car, sous l'effet du « service » auquel Donne l'astreint, la

langue de Hell fatalement s'altère elle aussi, déforme les mots et les sons, substitue les i aux j (dans un tenace et plaisant lambdacisme), régresse à toute allure vers les zélateurs et énonces de l'enfance. Etranges défauts de langue.

Aggravés de non moins étranges défauts de la communication. Hell en effet ne se contente pas de son humble et dévot tâche. Il est au centre de tout un réseau de liaisons où tous les autres partenaires de Donne, élus ou virtuels — Hans, Herr, Hanselius, — ont leur place : et ce qui les unit précisément est tout ce qu'ils se disent d'elle ou les uns des autres, le terrible colportage de la parole (« il m'a dit que tu avais dit qu'elle m'avait dit ») qui les enchaîne.

On aura compris que ce livre est celui de la dépendance et de l'adultération, de beaucoup de douleurs aussi. Au centre, une question. Elle prend la forme de l'interrogation mi-dérisoire mi-angoissée qui se porte avec insistance sur une maladie de peau supposée de Donne. Dès le début, une tâche rosâtre de la largeur d'un confetti est apparue sur son nez. Elle la cache. Mais il y en a d'autres. Qu'est-ce ? Le lentigo, le lichen, la gale, la leishmaniose, la perle ? Ou la lèpre ? Les mots ne manquent pas, dans le lexique fitté ou contrôlé de la médecine pour désigner la « chose ». Peut-être est-ce de nouveau un problème de langue. En tout cas, le mal est là. Et c'est lui qui va circuler, multiplier les signes, s'insinuer partout pour dégrader la parole et propager l'angoisse.

Ce récit est inattendu. Mais il est drôle, allégre. Il est libéré à la lumière d'un code culturel subtil et complexe, très efficacement subverti. Il se nourrit de quelque chose de très intensément « somatique » où la drolerie fait avec la malaise le meilleur ménage possible qui laisse penser que l'extériorité, si mal et abusivement utilisée, d'écriture du corps peut trouver une application romanesque neuve et provocante à

(Dessin de CALVI.)



travers le jeu des miroirs métonymiques. C'est la chance et le risque qu'offre, après la Crue, cette nouvelle tentative de Lucette Finas.

RAYMOND JEAN.

Ramon J. Sender, héraut de la guerre civile

« Requiem pour un paysan espagnol »

REQUIEM POUR UN PAYSAN ESPAGNOL, de Ramon J. Sender. Traduit de l'espagnol par Jean-Paul Cortada. Edition bilingue. Fédérat, 11, rue Ferrachat, 69005 Lyon. 120 p., 24 F.

UN récit comme il en existe peu, comme on n'ose plus en faire. Écrit, il est vrai, il y a seize ans. Seize ans pour qu'on le traduise, seize ans pour que la mode change (mais, franchement, qu'est-ce que la mode ?). Un récit qui comptera, en tout cas, parmi les chefs-d'œuvre engendrés par la guerre civile espagnole. Ses meilleurs poètes, ses plus grands chroniqueurs, nous les avons tous en tête : Orwell, Hemingway, Malraux, Lanza, Max Aub, José Camilo Cela. Manquait à l'appel Ramon Sender. Le voici.

Exilé au Mexique, puis aux Etats-Unis, il a maintenant soixante-quatorze ans et vit à Los Angeles, où il a longtemps enseigné à l'université. Publiées en Espagne vingt-cinq ans après leur rédaction, ses « Chroniques de l'aube » lui valurent immédiatement le prix de la ville de Barcelone, en 1965. Quatre ans plus tard, on lui décernait, toujours dans la capitale

catalane, l'important prix Planeta. Et, pourtant, son œuvre reste peu familière au public français (1). Le « Requiem », dont les jeunes éditions Fédérat, de Lyon, nous offrent aujourd'hui une version bilingue, devrait l'imposer.

On n'a jamais autant dit sur la guerre civile en si peu de pages. Soixante-trois exactement. « Assis dans un fauteuil, le curé attendait, la tête penchée sur la chausse des services de requiem. La sacristie sentait l'encens. » Dès le début, nous y sommes. La chausse noire brodée d'or, les feuilles sèches des rameaux d'olivier qu'on n'ose frôler de peur de les effriter, les rumeurs du presbytère. Au

dehors, un poulain qui hennit. Au-delà, un village.

Le vieux curé attend, se souvient. Il va dire sa messe de requiem pour un garçon de vingt-six ans, qu'il a baptisé, marié. Le garçon s'appelait Paco. Le poulain qui hennit, c'est son poulain. Un paysan comme un autre, dans un village de l'Aragon comme un autre. Avec son seigneur invisible, les deux ou trois familles riches qui gèrent les terres du seigneur, d'autres paysans, des vieilles femmes qui radotent, et, plus loin, les grottes où végètent de misérables troglodytes dont on se dit, pour apaiser sa conscience, « qu'il y en a de pire dans d'autres villages »...

Républicain sans le savoir

Un certain ordre est établi. Il y a la terre. Le luxe des octes sacramentels. Les crécelles du vendredi saint. Le lavis où l'on initie les garçons. Il y a la nuit « qui appartient aux hiboux ». Il y a les jeux des enfants dans les combles de l'église, parmi les statues sans tête. Le cordonnier, vaguement onychiste, dira bien, le jour du mariage de Paco : « A Madrid, on coupe à pique, monsieur le curé », qui se soucie de Madrid ? Jusqu'au jour où tout bascule.

Et Paco va tomber, républicain sans le savoir, parce que naturellement courageux, naturellement soucieux de justice — ou de

logique, — et le seul à lutter contre l'antique système d'offrande : « On va prendre l'herbe du duc. » C'est lui qui est pris, par un groupe de garçons « normalement rasés de près et fins comme des femmes », devenus hystériques. Le curé aura été l'artisan imbécile. Paco, et personne n'aura le temps de comprendre. Un an après — 1937 — le curé attend. L'enfant de chœur chantonne le « romance » que le village a inventé — vieille coutume — pour Paco. Personne ne viendra à la messe de requiem, que deux ennemis. Ils prétendent payer l'office. Le curé refusera.

Le sang séché

Voilà. Tout l'art de Sender est de dire un village, un destin, un pan d'histoire, avec quelques notations : le bruit d'un balai sur la pierre sèche, le jeu des phares contre le mur du cimetière, et le son d'une cloche.

« Ne te demande pas pour qui sonne le glas... Il sonne pour toi », disait John Donne, à qui Hemingway a emprunté le début d'un de ses plus beaux sermons. Ici, le glas sonne pour une certaine Espagne. L'Espagne sanglante, incrustée dans la mémoire de Sender depuis


trente-sept ans. Le vieux curé est mort. Les revolvers avec quoi jouent secrètement des enfants audacieux ont rouillé. Le presbytère aragonais est sans doute abandonné. J'en connais un autre, en Catalogne, de l'autre côté de Lerida, qui fut fermé en juillet 1936. Là, c'est le curé qu'on a pris. Les anarchistes sont arrivés les premiers. Ils l'ont déniché dans les champs de maïs ou pied de la colline. Il y était réfugié depuis deux jours. Et on ne l'a jamais revu. Je pensais à lui en lisant cet admirable « Requiem ». Sans doute, comme Paco, n'était-il ni plus méchant ni plus malin qu'un autre... Depuis, le temps a passé. Et, avec le temps, le sang de cette Espagne-là, en tout cas, a séché.

FRANÇOISE WAGENER.

roman

Patrick Grainville

Les flamboyants



Une succession ininterrompue de scènes d'une invention surprenante.

Paul Morelle / Le Monde

Plus qu'un beau livre... Il n'est pas possible de s'en détacher.

H. Quirquière / France Soir

Un très bon roman d'aventures écrit avec abondance, truculence, flamboyance.

R. Kauters / Le Figaro

320 pages, 45 F.

SEUIL

LA GRANDE PEUR DES BIEN-PENSANTS

« L'Amour-les yeux fermés », de Michel Henry

Il ne suffit pas d'être intelligent et cultivé pour écrire de bons romans, ni même pour éviter d'en écrire d'exécrables. Le nom de Michel Henry va s'ajouter à la liste déjà longue des brillants professeurs fourvoyés dans la fiction.

La bévue, ici, frise l'insupportable. On se prend à douter que le philosophe du retour à l'affectivité — sa thèse — et aux sources du marxisme — deux gros tomes, le printemps dernier — ne fasse qu'un avec le romancier le plus naïf de la rentrée. C'est même le mystère et sa valeur documentaire qui justifient de ne pas ignorer l'Amour les yeux fermés.

COTE style, c'est écrit comme on peignait sous Pavis de Chavannes : moitié guide Baedeker, moitié traductions Budé.

On croit d'abord à une parodie des thèses et des tocs du vieux bien-dire universitaire, mais non : jusqu'à la fin, sans le recul d'un seul sourire, le soleil allume « sur les coupes de son dard » ou « coupe de son trait d'opale le ciel de suite » ; « l'aube sanglante cède la place à une haute tenture d'or éblouissant » ; « l'air ébrie d'une insupportable clarté » ; « la mer souffle ses respirations d'aigue et de sel »... Les monuments déploient « leur paroi altière et la splendeur de leur nudité... » On songe aux : « Soyez simple » ou « Qui imitez-vous ? » dont tout professeur, depuis un siècle, conspillerait en marge, au crayon rouge de sage, tant de manierisme pompier.

Les porte-parole stéréotypés qui servent de personnages souffrent de la même banalité paradant, aux adjectifs abusifs. L'arc des sourcils ne peut être que « pur » ; qu'« inérogable » la finesse du nez. L'amour ajoute le risible au naïf, en mêlant « mystérieusement l'après accent d'une voix à la splendeur des palais », en faisant « pâlir la vivacité des coloris gothiques » ou en « mondanisant chaque instant de mille plaisirs furtifs ».

Les lapalissades moralistes, enfin, font injure à la culture présumée de l'auteur. « Cette sorte d'exaltation qui fait naître en nous le spectacle de la

beauté », encore « plus émouvant chez un être vivant que dans l'œuvre la plus grandiose » ! « La joie immotivée qui se mêle parfois à la mélancolie » ! L'art qui « pousse vers le firmament l'exclamation de sa foi » ! « Les temps heureux qui se parent des prestiges du souvenir, plus beaux qu'ils ne furent réels » ! Et les choses « ainsi faites que, quand elles rencontrent un cours contraire, elles retournent toujours au travers du chemin »...

CETTE prose, imperturbablement déserte et convexe, étouffe d'autant plus que l'histoire contée devrait tout volatiliser sur son passage. Il est, en effet, question de l'antéchristisme apocalyptique de l'Occident et de toutes ses valeurs, rien de moins.

Notre civilisation s'incarne dans une ville mythique, Allahova, dont le site, les monuments et les murs associent les souvenirs de Byzance, d'Athènes, de Rome et de l'Islam. Invité à y enseigner, le narrateur Sabili chérit en elle ce qui, « au fond de notre âme, est plus ancien que nous ». L'architecture, surtout, le fascine. On ne croit pas plus à ce sentiment qu'aux autres, tant il s'exprime, lui aussi, en énumérations fleuries de garden de musée, mais telle est la convention de départ.

Un second postulat ne tarde pas à surgir. Bien que l'époque des faits, par sa technologie notamment, semble reculée — un mélange des Renaissance méditerranéennes ? — c'est une contestation gauchiste typiquement 1968 qui ébranle l'Université, puis la ville d'Allahova. Les propos échangés reproduisent ceux de nos amphitruons sur une société sans sélection ni hiérarchie, les méfiances à l'égard de l'héritage et des modes de pensée en vigueur, l'anti-psychiatrie, la libération sexuelle, etc.

ET soudain, sans que soit élucidé un lien de causalité pourtant indispensable à la cohérence de l'allégorie et de l'imprécatrice, ce nihilisme bon enfant dégénère en anarchie généralisée et sanglante.

Maîtres sans combat d'une population dont la composition reste fantomatique, les groupuscules de campus deviennent responsables invisibles d'un vandalisme inouï, d'un asservissement et d'un écrasement immenses. On réquisitionne, on perquisitionne, on décrète la fin de la pensée organisée

et de l'amour, ravale à l'érotisme anal. Les fils démontent et exécutent les pères. La promiscuité systématique substitue la force et le défi aux anciens rapports humains, réputés idylliques. On jette à la rue les érudits avec leurs chères fiches, et dans le port les écrivains récalcitrants.

De la déportation on passe à la liquidation massive, en vertu du principe qu'un crime débarrassé de considérations personnelles est sanctifié en acte politique. Le ciel lui-même se zèbre d'éclairs bibliques, sans qu'on sache si, ce faisant, il s'avoue gagné par le vent de barbarie ou s'il s'en offense.

LONGUEMENT questionné par le narrateur, le grand chancelier de l'université a son idée sur l'origine du désastre.

Tout cela ne serait pas arrivé si — par un penchant fâcheux de la nature,

sans doute, — l'homme n'avait « horreur de ce qui le dépasse » et n'aurait pas pressé à la cruauté : « Il faut moins de temps pour déchirer une proie que pour écrire un traité de métaphysique. » Mais si « aucune réalité spirituelle n'affleure plus au fond du cœur de l'homme », c'est surtout la faute aux « hystériques » et aux « habileurs » qui ont voulu prendre le « contre-pied » des valeurs en place, encouragés dans leurs « âneries » par la démagogie cabotine des clercs.

Il y a un siècle, on aurait peut-être pu éviter la trahison de ces derniers en les amarrant à l'ordre établi par des traitements moins proches du prolétariat. Mais c'est trop tard. Nommé ministre, le grand chancelier leur a vainement proposé des augmentations. Ils veulent désormais l'égalité par le bas, y compris dans l'échelle morale. Au lieu de les consterner, la mort d'un religieux éminent dans des circonstances graves les réjouit en ce qu'elle atteste notre commune bassesse.

Ce détail à clef et certains portraits de maîtres maîtres — dont Freud lui-même — s'inspirent nettement de notre actualité. Mais les pronostics du recteur d'Allahova, avant son agonie, digne de celle du Christ, nous ramènent à la fantasmagorie. Du moins peut-on l'espérer. Assurés par une dictature militaire, les besoins individuels et les équilibres élémentaires ne seront plus préservés qu'au mépris de la libération promise de tout l'« acquis spirituel » ; et le narrateur ne pourra que fuir par les hauts plateaux pour témoigner de ce qu'il a vu, et annoncer l'inévitable.

CAR les dés semblent jetés, pour nous aussi. Il aurait fallu que les autorités intellectuelles tiennent bon sur Dieu, la morale, le mariage, l'individu, la pudeur. Se battre après

coup sur le terrain choisi par la subversion enlèverait à la tradition sa raison d'être.

Le lecteur aimerait savoir sérieusement qui sont les instigateurs de cette décadence foudroyante. Mais le récit dénie toute consistance à leur « nivellement » : « manipulé » par on ne sait quels « criminels ». Il ne vise qu'à dégoûter de leur aspect et de leur comportement : « Tignasses hirsutes », « Châtres malins et précoquement vieilles », « Pentins émaciés », « Groins lues », « Mascares honteux d'idéologues prétentieux et ignares », « Poitichnelles minables et défilées », « Cyniques et avides », « Troupe hagarde de fainéants et d'incapables », exhalant une odeur... d'âme en train de pourrir !.

ET acharnement viscéral serait insignifiant s'il n'emanait d'un professeur visiblement traumatisé par la contestation et impatient de communiquer une angosée qu'il juge prophétique. Sous le masque transparent de la fiction éclatent la grande peur des bien-pensants dont parlait Bernanos et un réflexe de majorité silencieuse à bout de nerfs.

Affranchi de l'obligation de raisonner sur ce qui lui semble de la provocation inepte, l'auteur exorcise sa hargne en la souhaitant contagieuse. Il va jusqu'à avouer ainsi de bien étranges complicités avec la violence qui lui répugne.

Les descriptions insistantes d'analogie, d'analogie de poignard caché, de supplices, d'odeurs exécrables, renseignent moins sur les ennemis potentiels de l'Occident que sur les fantasmes du narrateur et sur les contradictions de l'auteur. Comment peut-on passer, comme philosophe, de l'éloge de l'affectivité à la critique du marxisme, et se révéler, comme romancier, aussi rebelle à l'analyse politique qu'aux moindres sensations et à l'art d'écrire ?

Si la tradition n'a rien d'autre à opposer à la contestation que cette immaturité hystérique et ces conventions puériles, ses jours sont en effet comptés.

* L'Amour les yeux fermés, de Michel Henry, Gallimard, 290 p., 39 F.

Inès Cagnati



GENIE LAFOLLE
roman

"L'amour fou d'une petite fille pour sa mère... Amateurs de sensibleries s'abstenir... Un véritable écrin en la." Noël Lioriot/L'EXPRESS

"L'insupportable et prodigieux monde d'Inès Cagnati." Josi Schmidt/RÉFORME

"D'une poignante beauté." Josane Duranteau/LE MONDE

dénœl

ÉTVDES
NOVEMBRE 1976
Extrait du sommaire :
Claude LARRE
Chine :
Le pouvoir décapité
Francis GUIBAL
Sur Gramsci (I)
Jean COLLET
Godard à la télévision
Guy PETITDEMANGE
Sur Edmond Jabès
Et la REVUE DES LIVRES

ÉTVDES
15, rue Monsieur, 75001 Paris
Le numéro : 180 pages - 13 F.
Abonnement 1 an : France 120 F.
Étranger 150 F.
C.C.P. ÉTVDES Paris 155-55 N.
Documentation sur demande.

ÉTVDES
15, rue Monsieur, 75001 Paris
Le numéro : 180 pages - 13 F.
Abonnement 1 an : France 120 F.
Étranger 150 F.
C.C.P. ÉTVDES Paris 155-55 N.
Documentation sur demande.

Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt de cadres moyens que de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'Ecole des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Une exposition à Strasbourg

Les Berger-Levrault chez eux

DANS l'atrium de la bibliothèque municipale de Strasbourg, une affiche invite depuis le 2 novembre à la visite d'une exposition qui s'y tiendra jusqu'au 24 décembre : « Trois cents ans d'édition et de librairie strasbourgeoises : la maison Berger-Levrault » (1). Dernière des manifestations organisées pour la célébration d'un glorieux tricentenaire (2), elle apparaît comme la plus remarquable. Cette maison a réussi à dire la sa propre histoire, mais tout autant, sinon davantage, l'histoire de l'Alsace. C'est qu'en Alsace les Berger-Levrault sont chez eux. Le fondateur, Frédéric-Guillaume Schmuck, commença à Strasbourg. Il descendait d'un compagnon de Gutenberg, qui imprimait déjà du côté de Bâle. D'où la présence de documents bien antérieurs à 1870, comme cette Bible latine de 1477 ou cette traduction allemande des *Mémoires* de Comyn de 1880. Pour produire des pièces d'une telle valeur historique, il a fallu le concours de la bibliothèque municipale, de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, des archives de la ville comme de celles du département.

Histoire des hommes aussi. Le plus habile fut le second du nom. Il s'appelait François-Laurent-Xavier Levrault. Il apparaît en plein Siècle des Lumières. C'était un correspondant de Mirabeau, un disciple de Montesquieu, l'auteur d'une « dissertation sur la torture ». Il va spécialiser l'entreprise dans les publications officielles. Ainsi imprime-t-il à tour de bras, pour le roi, pour la République, pour l'Empire, pour la Restauration. La preuve de cette continuité éclate à la bibliothèque de Strasbourg. Voici le premier *Règlement de police* sur les imprimeries et les librairies, la *Table généalogique des maisons souveraines de l'Europe*, le *Dictionnaire géographique, historique et politique de l'Alsace*, le *Règlement de la société des amis de la Constitution*, et plus

tard, bien tenues à jour, les *Listes suppléantes des émigrés des districts de Strasbourg, Sélestat et Sarre-Union*.

Et le même sera imprimeur du Directoire, de l'Empire, des bulletins de la Grande Armée, du code Napoléon (« édition seule officielle pour le royaume de Westphalie »), de la Restauration, avec une très fidèle relation du voyage de Charles X en Alsace.

Car si les régimes passent, les journaux officiels demeurent. Un seul hiatus dans cette enjambée sur deux siècles : en 1793, à l'époque de la Terreur, Bâle fut jugée retraitée nécessaire. Passée cette alerte, tout redevient simple. L'éditeur affirme sa vocation, écrit Curvier, l'abbé Delille, Edgar Quinet, Victor Cousin.

La prospérité est assurée. On s'agrandit, on s'embellit. Mais plus en vue, trois livres des années 30 et un auteur, Charles de Gaulle : c'est celui du *Fi de l'Europe, Vers l'armée de métier*. La *Discorde chez l'ennemi*. Encore de l'histoire.

Aujourd'hui Berger-Levrault ne cherche plus son avenir dans les arts de la guerre, ni même dans la défense. L'éditeur du *Dictionnaire de l'Alsace* (450 000 exemplaires à ce jour) a des projets régionaux : un inventaire en quinze volumes des richesses locales, châteaux, petits et grands ; un guide des communes de la région par région ; un autre de l'artisanat, en attendant un relevé architectural des maisons rurales, en collaboration avec le Musée des arts et traditions populaires.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) 5, rue Rubin, sauf les dimanches et lundis.

(2) Le Monde du 30 septembre 1976.

ÉDITION

VIENT DE PARAÎTRE

Souvenirs

SIMONE SIGNORET : *La natalité d'un pays en quelle état...* « Casque d'or », prise au jeu de l'écriture et de la reconnaissance de soi. Préface de Maurice Font. (Le Seuil, 350 p., 49 F.)

Domination

DOMINIQUE PONCHARDIER : *La Mort du cavalier*. — La Bolivie vue par l'auteur des *Paroles de l'été* lorsqu'il fut ambassadeur de France à La Paz, à l'époque de la mort de Che Guevara et de l'arrestation de Régis Debray. (Gallimard, 345 p., 59 F.)

Commandement

COMMANDANT AZZEDINE : *On nous appelle l'Algérie*. — A travers l'odyssée de l'un des chefs de la résistance algérienne et celle de sa famille, les « pourquoi » de la révolution. (Stock, 250 p., 45 F.)

Histoire

ARTHUR CONTE : *Le 1^{er} janvier 1920*. — Les secrets de la mode rétro à travers l'évocation de « années folles ». Par l'auteur P.D.G. de l'O.R.T.F., auteur d'un 1^{er} janvier 1900 qui suivra un 1^{er} janvier 1940. (Flam, 300 p., 48 F.)

Alfred Grosser

ALFRED GROSSER : *Die letzten Tage der Freiheit*. — Ouvrage collectif, auquel ont collaboré sous la direction d'Alfred Grosser : Max Gallo, Henri Bergelin, Joseph Rovno, Jacques Nobécourt, le général Paul Sehlén, Raul Ginzler, Rina Thalmann, et qui couvre la période historique allant du putsch de Munich, en 1923, à la chute, en 1945, (Payot, « Les grands auteurs contemporains », 251 p., 35 F.)

Paul Veyne

PAUL VEYNE : *La Paix et le Ciel*. — Sociologie historique d'un planisme politique. Les aspects irrationnels et oubliés de la politique. Par l'auteur, professeur au Collège de France, de *Comment on écrit l'histoire*. (Le Seuil, « L'univers historique », 800 p., 150 F.)

Ernesto Sabato

ERNESTO SABATO : *L'Ange des ténèbres*. — Quinze ans après *Alejandro*, le troisième roman, qui se veut « total », de l'écrivain argentin. Traduit de l'espagnol par Maurice Manly. (Le Seuil, 382 p., 59 F.)

Carelman

CARELMAN : *Catalogue d'objets inconnus*. — Tome II. Du landau-haignoise pour temps de canicule au fer à cheval surélevé pour renouer les poney, en passant par le fer à repasser télévisé et autres gadgets aussi imaginatifs que précurseurs. (Balland, 125 p., 29 F.)

Poésie

PIERRE TALEC : *Oléon d'été*. — Directeur du canichement de Paris, l'auteur de *Un grand désir* publie un nouveau recueil de ses poèmes, dont certains dédiés à Neruda, Boris Vian, Dubautier, Céline, Gérard Philipe. (Le Centurion, 45 p., 36 F.)

Jacques Biot

JACQUES BIOT : *Présages de l'aube*. — Six longs poèmes du romancier des *Protestations intérieures*. (Le Seuil, 112 p., 25 F.)

Denise D. Jallais

DENISE D. JALLAIS : *Exaltation de la vie quotidienne*. — Journaliste à *Elle*, auteur de *La Femme usée* dans une même collection : *Elles-mêmes*, où des femmes se découvrent. Denise D. Jallais offre ici des poèmes qui témoignent des mouvements du cœur d'une femme d'aujourd'hui. (Stock, « Elles-mêmes », 295 p., 35 F.)

Littérature étrangère

EUGENIO MONTALE : *Satura*. — Le quatrième grand recueil de poèmes du prix Nobel de littérature 1975, dont le *Monde des livres* a rendu compte le 25 juin 1971, lors de sa publication en Italie. Traduit de l'italien par Maurice Dyer Val Angelini. Édition bilingue. (Gallimard, 312 p., 65 F.)

Jorge Luis Borges

JORGE LUIS BORGES : *For the Tiger*. — Les poèmes du grand écrivain argentin, publiés de 1965 à 1972, en trois volumes : *For the Tiger*, *Eloge de l'ombre*, *For the Tiger*. A quoi s'ajoute le premier recueil de Borges publié en 1923 : *Fervore de Buenos Aires*. Avant-propos, notes et mise en vers français par Iturza. (Gallimard, « Du monde entier », 250 p., 45 F.)

Ernesto Sabato

ERNESTO SABATO : *L'Ange des ténèbres*. — Quinze ans après *Alejandro*, le troisième roman, qui se veut « total », de l'écrivain argentin. Traduit de l'espagnol par Maurice Manly. (Le Seuil, 382 p., 59 F.)

Dessins

CARELMAN : *Catalogue d'objets inconnus*. — Tome II. Du landau-haignoise pour temps de canicule au fer à cheval surélevé pour renouer les poney, en passant par le fer à repasser télévisé et autres gadgets aussi imaginatifs que précurseurs. (Balland, 125 p., 29 F.)

Critique littéraire

ADELE KING : *Paul Nizan, écrivain*. — Une biographie en même temps qu'une étude de l'œuvre littéraire : thèmes, structure et style. (Didier, Essais et critiques, 214 p., 104 F.)

Michel Raimond

MICHEL RAIMOND : *Le Roman contemporain*. — Premier tome d'une étude d'ensemble en trois volumes sur les romans français contemporains : Proust, Gide, Bernanos, Mauriac, Céline, Malraux, Aragon. (S.E.D.E.S., 88, bd Saint-Germain, 290 p., 63,50 F.)

Sciences humaines

PIERRE LEGENDRE : *Jeux du pouvoir*. — Un « traité de la bureaucratie patriote », par l'auteur de *L'Amour du cancer*. À la fois juriste et psychanalyste. (Edit. de Mink, coll. « Critique », 280 p., 39 F.)

Joffre Dumazedier et Nicole Samuel

JOFFRE DUMAZEDIER ET NICOLE SAMUEL : *Société éducative et pouvoir culturel*. — L'évolution des activités sportives, artistiques et intellectuelles dans la société française d'aujourd'hui. (Seuil, coll. « Sociologie », 304 p., 55 F.)

Essais

ROGER KEMPF : *Marron*. — De Diderot à Joyce, en passant par Flaubert et Proust, un voyage ethnologique et littéraire qui refuse le cloisonnement des genres. (Seuil, coll. « Pierres vives », 220 p., 45 F.)

Jean-Louis Scheffer

JEAN-LOUIS SCHEFFER : *Le Dilemme, la Petite, Paolo Uccello*. — Un regard philosophique sur le peintre italien du quinzième siècle. (Gallie, coll. « Écrivains/Figures », 160 p., 43 F.)

Philosophie

JEAN-FRANÇOIS REVEL : *Desirisme et incertitude*. — Sous un titre explicite emprunté à Pascal, une violente attaque du cartésianisme et de sa « fusée » rationaliste. (Stock, 126 p., 30 F.)

Société

GUSTAVE AFFULPIN : *La sol-dan*. — *Le monde des livres* a rendu compte dans le *Monde des livres* du 1^{er} octobre.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Décès

— LE POÈTE JEAN POURTAL DE LADREVEZ EST MORT À NIMES à l'âge de soixante-dix-sept ans. Ami du directeur de la revue « le Divan », d'Henri Martinet, où il publia une vingtaine de recueils de poèmes, il obtint en 1936 le prix Jean-Moréas et en 1955 des poètes français pour l'ensemble de son œuvre. Poète symboliste d'inspiration classique, il fut le disciple d'Henri de Régnier et de Jean Moréas. Il était membre de l'Académie du Gard.

Édition

— UNE NOUVELLE MAISON D'ÉDITION VIENT DE NAÎTRE : les Éditions « Jeanne », 27, rue de Fleury, 75006 Paris. Annoncées pour novembre : « Vendanges amères », d'Emmanuel Maître-Bergé ; « Propos de manivelle », de Julien Chervin ; « Ma route et mes combats », d'André Bergeron. Au programme 1977 : des témoignages et des documents, de l'histoire, des récits maritimes, des romans populaires, etc.

— PENSER LA CRISE. — La « crise » actuelle, dans les sociétés industrialisées, une situation objective ? Ou bien le signe de notre impuissance à comprendre, avec les idées d'hier, ce qui se passe aujourd'hui ? Depuis deux ans, un groupe de six sociologues s'est posé la question sous diverses formes. Norman Birbaum (États-Unis), Hans-Peter Ditzel (R.F.A.), Serge Moscovici (France), Richard Sennett (États-Unis), Rudi Supek (Yougoslavie) et Alain Touraine (France), présentent leurs réflexions sous le titre « Andée de la crise » (Seuil). D'autre part, en publiant « Crises et théories des crises » (Champ libre), Paul Mattick analyse, dans une perspective marxiste, les événements économiques des cent dernières années et leurs diverses explications.

— LES ŒUVRES COMPLÈTES DE BOUDELAIRES, dans la Bibliothèque de la Pléiade, viennent de s'augmenter de leur second volume. Celui-ci comprend la critique littéraire, d'art, musicale, sur la Belgique, ses œuvres en collaboration et de journalisme. Le texte est établi, présenté et annoté par Claude Pichols comme la précédente édition. (Gallimard, L. 690 p., index, 120 F.)

— LE TOME III DE « LA COMÉDIE HUMAINE » est paru dans la Bibliothèque de la Pléiade. Il comprend la fin des *Scènes de la vie privée* à dont le « Père Goriot », le « Colonel Chabert », etc. et des « Scènes de la vie de province » : « Ursule Mirouet » et « Eugénie Grandet ». Sous la direction de Pierre-Georges Castex, avec divers collaborateurs. (Gallimard, L. 750 p., 125 F.)

— PLUS DE HUIT CENTS PAGES REPARTIES EN DEUX FORTS VOLUMES, quarante-deux collaborateurs par les plus connus des philosophes francophones font du recueil publié par les Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles un véritable monument. Edité à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'Ecole des sciences phi-

Restituer dans leur intégralité

et leur état original ces textes posthumes. Avec la publication du tome XIII (*Œuvres posthumes*), l'édition de la Bibliothèque de la Pléiade, sous la direction de G. Colli et M. Montanari, traduit de l'italien par Pierre Klossowski et Henri-Alexis Realdo, commence cette redécouverte, qui offre aux études nietzschéennes un irremplaçable instrument de travail.

Hommages

— GEORGES LIMBOUR, dont la revue « Critique » vient de célébrer l'œuvre, fera l'objet d'une émission de France-Culture, le vendredi 5 novembre, de 20 h. à 21 h. 30. « Une histoire de famille », texte tiré des « Récits africains » recueillis dans « Soleil Bar » (Gallimard), a été adaptée pour la radio par Germaine Bonvère. Une tribune suivra, à laquelle prendront part André Dhôtel, Maurice Nadeau et André Chérel, et des représentants de la jeune génération qui s'intéressent à cet écrivain.

— POUR CÉLÉBRER LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE LEON-PAUL FARGUE, la Société des gens de lettres organise une « table ronde » sur l'écrivain, qui réunira la duchesse de La Rochefoucauld, Claudine Chouet, Jean Cassou, Bernard Delvalle, Eugène Guillemin, Jean Orizet, Jacques Porel, le 9 novembre, à 17 h. 30, à l'hôtel de Massa.

Poésie

— UNE JOURNÉE DE POÉSIE DANS LES ÉCOLES. — La Société des poètes français s'associe au vœu émis à l'issue de la XII^e Biennale internationale de poésie réunie à Krokke-Belst en septembre dernier. Ce vœu tend à ce que, dans toutes les écoles des quarante et un pays qui ont participé à la Biennale, une journée soit chaque année consacrée à la poésie. Le comité directeur et la Société des poètes français se tiennent à la disposition des professeurs et instituteurs qui voudraient faire appel à eux pour l'organisation de cette journée. (S'adresser à Mme Brigitte Levet, 217, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.)

Prix

— LE VINGT-TROISIÈME GRAND PRIX DE L'UNION NOIRE XAVIER-FORNIER, créé pour perpétuer le souvenir du romancier Bourguignon Xavier Fournier, a été attribué à l'écrivain algérien Boualem Sansal pour son recueil de nouvelles « La Grande

Recues

— LE PREMIER NUMÉRO D'UNE REVUE TRIMESTRIELLE « CARNETS CRITIQUES DE LA LITTÉRATURE », vient de paraître, sous la direction de Jean-Pierre Lormeau, 8, rue de l'Orient, Paris-18^e, et dirigée par Jean Thibaudau. Au sommaire de ce numéro : Trois écrivains et leurs peintures : Kafka, Ariand et Assata Christie ; un entretien d'Édouard Sanguinetti avec Ottavio Cecchi. Dans le numéro 2, à paraître en décembre 1976, un entretien avec Francis Ponge.

La revue « Moments »

publie dans son numéro 2 un poème de Gabriel Matzneff, qui n'est donc pas seulement un « spécialiste » du journal intime : « Soul'Nitch crasse vulgaire et « Soul'Nitch crasse vulgaire » (note)

Soudain la éthérée unique

Cette femme femme Noire Jope noire laetée noire Mon amante mon aimant mon (l'irréligieuse) maitre Qui porte le deuil de notre amour Elle tient mon cœur dans sa bouche Mon cœur qui a cessé de battre en la voyant

« Au même sommaire des fragments inédits du psychologue libéral Thomas S. Szasz

(Dimitri T. Anais, 19, rue Montfleur, 75007 Paris.)

PARU

cette semaine

Col. internat. C.N.R.S. n° 511
107 F. 107 F. 107 F. 107 F.
responsable : J. Lacour.
cette édition correspond
à l'une des préoccupations
actuelles de la muséologie qui
est de faire connaître et
mettre à jour la muséologie
litt : évolution de la lecture,
du jeu, du dessin en miniature
et transcription, travail d'édition
(23 communications)
18 x 23, 348 p., br.
ISBN 2-222-02020-6
59 F

catalogue de gratuit sur demande

Editions du CNRS

5, rue André-Armand, 75004 Paris
Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

5, rue André-Armand, 75004 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

Tél. 555-9215 - C.C.P. 877-43 Paris

LA SAISON ROMANESQUE

Hélène Bleskine

Le clignotement des passions

* *Dérive gauche*, d'Hélène Bleskine. Ed. Gallimard, 124 p., 28 F.

QUE devenirons-nous ? se demande Hélène Bleskine dans son roman « Dérive gauche ». La génération de mai 1968 s'est mise à écrire. Génération perdue ? Peut-être. Ces termes désignent les grands Américains des années 20, Scott et Ernest en particulier. Mais, en tout cas, génération désenchantée : on ne fait pas l'amour avec l'histoire durant un mois, on ne fait pas l'expérience d'un mariage passionnel entre sa vie intérieure et la vie historique, sans garder au cœur une blessure, une fois revenu le temps des mariages de raison, de résignation, le temps des lundis éternels. Alors on se met à écrire, pour ne pas faire naufrage. Dans les livres de la pensée, on tient le carnet de ses déceptions.

Hélène Bleskine, qui publie en 1975 un essai, « L'Espoir gravé », a choisi cette fois le genre romanesque. Du moins est-elle entrée dans cette arène espagnole qui porte aujourd'hui l'enseignement du roman. Ce qu'elle y apporte, c'est une suite d'impressions, de rêveries, de réflexions. Le lecteur pense aux dérivés surréalistes. Aucune nécessité n'intervient pour que se termine le livre. Des lundis de rêve restent suspendus entre ciel et terre. Rien ne se décide, l'incertitude des sentiments, des amours, ne s'est pas dissipée.

Au cours du livre, des silhouettes se précisent, puis s'effacent, et, de nouveau, s'esquissent. Elles vont dans Paris à la recherche de la vie perdue. Se définir, pour elles, ce serait mourir : comment peut-on s'enfermer dans cet ou cela, un métier, un rôle, un comportement, quand on croit encore à la richesse du monde. Mais, en même temps, les silhouettes de Bleskine n'étriquent pas le monde. Il ne leur appartient pas. Il appartient à l'ennui, à l'angoisse, au travail, au capital. Elles ne font qu'entrevoir sa richesse masquée, sacrifiée. Leurs rêves y passent, mais n'y obtiennent pas de permis de séjour.

Alors reste l'espérance, qui s'accroche, mais il est teinté de mélancolie, et traîne avec lui ses contraintes : la déception, le désespoir. Intermittentes, les passions se contentent de clignoter. « Dérive gauche », on l'aura compris, c'est d'abord un ton, c'est une manière de dire, ondoyante, qui prend les libertés qu'elle veut avec la syntaxe, et qui devient musique ou rivière. Bleskine invente sa grammaire, notamment dans l'emploi des prépositions « de » et « à », mais sa préférence réside dans l'emploi de faire de « Dérive gauche » un des livres les plus naturels, les plus spontanés de ces temps derniers. Le lecteur se dit que les rêves ne parlent pas autrement. Et puis faire de Paris une fête, sans mentir sur cette ville, par les temps que nous traversons, c'est une jolie prouesse, qui n'aurait pu s'accomplir si Bleskine ne possédait l'art de mêler la géographie urbaine et celle des sentiments.

FRANÇOIS BOTT.

MAURICE ROCHE

Un certain rictus

* *Mémoire*, de Maurice Roche. Editions Belfond, 135 p., 22 F.

ROMAN ? Si l'on veut. Mais il s'agit d'un tracé de paroles sans cesse rompu, traversé de mots étrangers, citations prises aux œuvres précédemment publiées par l'auteur. Bref ! Maurice Roche poursuit son travail de déconstruction.

Dans sa post-face à une récente réédition de *Compact* (1), Jean-Noël Vuarnet a montré comment Maurice Roche opérait un mélange des genres, si bien que ses livres sont à la fois des romans qui n'en sont pas, des poèmes qui refusent leur rhétorique, et des pamphlets. *Mémoire* n'échappe pas à cette règle, mais il est manifeste que la colère du pamphlétaire l'emporte : ici, sur les inquiétudes de l'écrivain. Deux thèmes fondent ce livre : la maladie et le travail. A la limite, c'est l'absurdité radicale de la vie et de ce qu'on peut dire sur la vie qui est dévoilée. L'imagerie de la mort qui était si sensible dans *Compact*, et présente dans *Circus*, est liée dans *Mémoire* au « travail » avoué de l'intérieur du corps : rumeur des entrailles, labeur des intestins. Travail par l'intermédiaire duquel la mort paraît et disparaît. Maurice Roche avoue finalement son dessein : être le « sténographe » — ni plus ni moins — d'une civilisation qui fait un retour sur sa mémoire — par tous les moyens techniques et autres — avant que de la perdre à jamais. Que dit cette mémoire ? L'aliénation et l'immobilité : « Le poids des ténacités fera chanter le monde ». Dès lors, le livre fuse hors de son propos, rompt avec sa continuité, se refuse comme « travail » même.

Maurice Roche — vision et propos pessimistes — reprend un mot d'ordre des années du nazisme, « Arbeit macht frei », ce qui signifie littéralement : « le travail délivre ». Et c'est le contraire qui est démontré par le désordre même des chapitres de *Mémoire* : le travail interdit de la vie et la liberté : « Jour de la confiance de son patron, partant ne plus avoir besoin de femmes ».

Notre situation bouffonne

Mémoire est une suite de pages décousues et ragées, crispées sur elles-mêmes, s'abandonnant à de brèves parenthèses comiques (moins nombreuses cependant que dans *Codex* ou *Opéra Bouffe*), ainsi : « Tout corps plongé dans un liquide reçoit un coup de téléphone ». Tout, ici, est écorché par le cérémoniel de la maladie. L'examen médical nommé « check-up », est, dans ces pages, dépeint comme le véritable chemin de croix de ce messie dérisoire et assez grotesque, aux yeux de l'auteur, qu'est l'homme d'aujourd'hui. On dirait que le masque tombe : « Jusqu'à l'âge de huit ans, je n'ai ni ri ni souri. Depuis, j'ai adopté un certain rictus... »

L'image du père est encore présente dans *Mémoire*, comme elle l'était dans les « romans » précédents, mais plus estompée, plus généralisée. Le père est devenu ce qui contraind, que ce soit de l'extérieur : le patron, la société, le discours ; ou de l'intérieur : les larmes, les caresses caillées, le venin intime. Dans *Mémoire*, l'avenue de notre situation bouffonne tient en un mot, qui est un jeu de mots : « Se piper de mots ne piper mot ». L'auteur s'acharne, fouille, creuse. Il ne craint ni de blesser ni de se blesser. Il ne ménage ni son lecteur ni lui-même. Il tient une sorte de carnet où tout s'inscrit : des bruits de langue, anglais, allemand, russe, italien, hongrois, cela se mélange, devient gargouillis : des bruits de corps, finalement.

Poussant le dédain du livre à une telle extrémité, Maurice Roche en vient au cri, qui est un langage impossible. Le lecteur remarquera que ce livre, *Mémoire*, fait catalogue des articles d'un testament dont les termes mettent en évidence l'humour désespéré. *Mémoire*, c'est aussi « pour mémoire » : un triomphe de l'homme coupé, ainsi que le dit un jour Jean-Paul Sartre dans *l'Être et le Néant*, comme passion inutile. « Somnoler — avec sa douleur, recroquevillé autour d'elle, doucement. » Que sera le prochain livre de Maurice Roche ? Y a-t-il, après tout, un plus loin qui soit possible ?

HUBERT JUIN.

(1) Union générale d'éditions, 10/18.

RAPHAËLE BILLETDOUX

Des tendresses vénéneuses

* *PRENDRE GARDE A LA DOUCEUR DES CHOSES*, de Raphaële Billetdoux. Le Seuil, 192 p., 29 F.

LE joli talent de Raphaële Billetdoux nous vaut de loin en loin des courts romans narcissiques écrits pour rétenir des instant fugaces, pour fixer les métamorphoses adolescentes, « tous les petits états baroques et primesautiers des récentes amantes ». *Jeune fille en alliance* (écrit à vingt ans, en 1971), et *l'Ouverture des bras de l'homme* (prix Louise de Villemorin, 1973), nous montraient naguère la « jeune fille » — ce personnage que l'on croyait disparu depuis Giraudoux — quittant ses parents pour tenter de mériter l'« homme », et ainsi de devenir une « dame ». A lui le privilège de la netteté, de la pensée, à elle la vacance jusqu'à ce que, connaissant les « célestes blessures des femmes », elle se mue en « jeune femme seule et mystérieuse ».

Poursuivant son éducation sentimentale, la jeune fille découvre, dans *Prendre garde à la douceur des choses*, des tendresses autrement ambiguës et vénéneuses. Les parents, cette fois, ont disparu, la mère est morte, le père a pris la route. Confiée suc-

cessivement à chacune de ses deux sœurs, Nathalie, la petite, les voit tour à tour devenir femmes, elle ôle des couples qui en peu de temps se défont. Ni le mariage précoce de Catherine avec un monsieur roux banalement infidèle, ni les excentricités de Jeanne, non plus que sa brève passion pour le « peintre André », ne leur épargneront les cruautés étouffées et les désarrois. L'amour, décidément, a perdu de son charme, et l'homme de son éclat. Lequel vaudrait la complicité jalouse, l'intimité qui se reforme sur les trois sœurs, sinon l'enfant que l'une d'elles vient de mettre au monde ? Cela pourrait, certes, ressembler parfois à un journal intime écrit sur un cahier d'écolière avec clichés et taches d'encre violette, s'il n'y avait le tremblement de la lumière et du vent, l'acuité des sensations cueillies au vol, la précision d'une nuque ou d'une silhouette croquée, et puis les parfums et les gourmandises. On retrouve ici la « patte » de l'auteur, ces volutes raffinées d'un style de bonne compagnie, à la fois plus libre et plus maîtrisée, cette ingénuité désormais moins narquoise et plus attentive.

MONIQUE PETILLON.

CHRISTIANE SINGER

Une plume douce amère

* *CHRONIQUE TENDRE DES JOURS AMERS*, de Christiane Singer. Albin Michel, 117 p., 24 F.

IL faut prêter une oreille attentive à la musique très particulière de Christiane Singer. On ouvre son roman. On tombe sur cette phrase : « C'était grand chez Ann H. Gay. »

Commencer un livre ainsi, c'est prendre un risque : celui d'annoncer au lecteur qu'on ne va pas lui raconter une histoire, mais plutôt lui offrir une espèce d'œuvre, un monde, une maison, et là il se promènera, si cela lui plaît de croquer des personnages, de s'arrêter un moment avec eux, d'écouter les modulations de leur passé et de leur présent, et le son qu'ils rendent quand ils

deviennent figures murmurantes et sponges dans la rumeur d'une écriture juste. On remarquera en outre que ce nom d'Ann H. Gay, avec ses inflexions à la Marquise Duras, est de nul lieu, de nulle part, ou alors du monde entier, plus exactement de l'Europe entière, avec ses ondes et ses parfums cosmopolites.

Une ironie affectueuse

La véritable univers de Christiane Singer est cette *Mittel Europa*, où, de Muel à Vianon, ne cesse de s'inscrire quelque chose d'aristocratique, d'anglois et de tendre. C'est là que s'ouvre la maison d'Ann H. Gay, et le premier personnage qu'on y rencontre est sa grand-mère, Adélaïde

Montecardi. Difficile d'oublier cette grand-mère : tout est dans le ton, le geste, l'attitude, la manière de jouer de la cithare, de s'asseoir dans un fauteuil. Et elle n'est que la première de la famille. Qu'elle meure, d'autres prennent le relais : Lucile, la dame en noir, tante Elie, Mme d'Orelin, la femme de ménage, Fanny Baum. On est chez soi, entre soi. On est aussi un peu du côté de chez Proust.

Le livre fermé cette petite galerie de personnages continue longtemps à tourner dans la tête du lecteur. Un humour insolite, une ironie affectueuse, les y a fixés. Une écriture surtout, tendre et fraîche comme l'herbe amère. — R. J.

35f

JACQUES JAUBERT
MADELEINE CAMPANA

LA DEMOISELLE DU TELEPHONE

jean-pierre delarge

memoire du peuple

Emmanuel Berl

Interrogatoire

par Patrick Modiano

suivi de Il fait beau, allons au cimetière

« Je tire mon miel où je le trouve et il y a beaucoup de miel dans l'œuvre de Berl »
François Mitterrand

« Un prophète a vécu parmi nous et nous ne l'avons pas reconnu »
Bertrand de Jouvenel - L'Express



Collection Témoins/Gallimard

Une démystification du vocabulaire politique.

Flammarion.

De A à Z, voici l'inventaire critique des termes les plus usités du langage politique contemporain. Ce livre est une tentative de démystification du pouvoir des mots au service du pouvoir.

Le sens des mots de Thierry Maulnier.

FLAMMARION

248 pages, 36 F.

roman

« Un beau livre en forme de suspense »
Le Nouvel Observateur

« Ce beau roman qui donne la joie de lecture... des récits colorés »
Jean Prévost / Le Figaro

« Un grand document... Des scènes dignes de Fellini »
J.P. Arnette / Le Point

« Un livre passionnant à lire par son aspect quasi policier et sa morale "contemporaine" »
Claude Mattei / Le Provençal

« Je dirais le style de Raymond Jean n'a été aussi puissant et émouvant »
A. Villedieu / La Quinzaine littéraire

« Un livre passionnant »
Marie-Louise Coudert / L'Humanité Dimanche

Raymond Jean

La fontaine obscure


Une histoire d'amour et de sorcellerie, en Provence au XVIII^e siècle

264 pages, 18 F.

SEUIL

SOUVENIRS

CLAIRE GALLOIS



JEREMIE LA NUIT

Une femme, un homme, un enfant, la plus belle et la plus cruelle des histoires d'amour.

"Une partie de cache-cache, avec soudain la gravité d'un ton insaisissable, qu'est d'un écrivain".
Matthieu Calay (L'Express)

"Les traces d'un pareil talent ne s'effacent pas à la gomme au fil des années".
Jean-Marc Robert (Le Quotidien de Paris)

"Un roman humain et sensible, singulier et vibrant...
La vraie littérature finit toujours par gagner".
Joël Schmidt (Reformet)

BUCHET/CHASTEL

HISTOIRE LITTÉRAIRE

ENTRE L'ÉVÉNEMENT ET LE MYTHE

Genèse et jeunesse du romantisme

* DIX-HUITIÈME SIÈCLE, III, 1778-1820, de E. Dictionnaire de la littérature française, tome XI, Armand Colin, 1 vol., 22 x 12, 412 p., 57 illustrations, 25 F. Rel. 35 F.

VOILA plus de sept ans déjà que nous ayons salué cette nouvelle histoire de la littérature qui approche maintenant de son terme. Il ne fallait pas moins de temps pour contenir une telle entreprise : seize gros volumes publiés de façon à aborder simultanément toutes les périodes.

Le premier, paru à la veille de mai 68, symbolisait en quelque sorte les obstacles qu'elle pouvait rencontrer. D'abord, son principe même : l'histoire littéraire est contestée, encore que les esprits les plus novateurs se servent volontiers d'elle, plus ou moins clandestinement ; ensuite, et peut-être surtout, une raideur, une étrangeté, ont tenu de s'y faire jour dans les orientations, qui aussent pu dessécher le projet, mais qui n'ont guère réussi, le plus souvent, à la personnalité des auteurs.

A cet égard, le dernier venu des volumes se signale par un esprit libre et neutre qui souffre où il veut en bousculant allégrement les habitudes, les faux plus et les stéréotypes. Et d'abord, les limites chronologiques assignées à l'ouvrage donnent matière à l'auteur de démontrer avec éclat, par sa démarche même, l'insuffisance de la fameuse notion de « période de transition » (et du même coup celle de « pré-romantisme » qui se trouve être son objet même). Ces tranchées dans le temps, aussi commodément qu'arbitrairement, peuvent être prises comme repères, à condition qu'on ne les respecte point. Se casser le nez sur la borne décennale de 1820, c'est couper en deux

Chateaubriand, c'est-à-dire les *Mémoires d'outre-tombe* — il va sans dire que Bédier-Dider passe outre — et ignorer jusqu'au nom de Stendhal, avec vingt années de long et bouillonnant apprentissage.

« Dix-huitième siècle » ne vaut d'ailleurs pas beaucoup mieux : c'est suggérer qu'il s'est prolongé jusqu'à 1820, alors qu'en vérité c'est le dix-neuvième qui s'ouvre dans les années 1780. Le vrai titre du livre est bien plutôt celui de son introduction : la *Révolution philosophique et romantique*, dont la dernière ligne constitue une inscription lapidaire de la littérature en ce temps qui « n'est pas une pré-histoire : il est bien celui du romantisme même, dans sa genèse et sa jeunesse ».

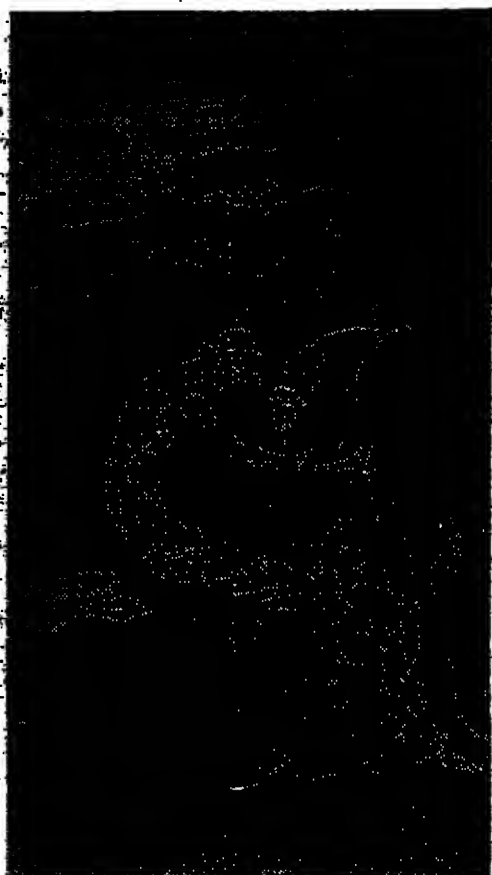
Nulle autre période — et même toutes les autres ensemble — n'est autant que celle-là chargée d'histoire : une histoire explosive, dynamique, accélérée, d'où va sortir tout l'avenir. Aussi la littérature qui a annoncé ces temps nouveaux et les a dans quelque mesure engendrés est-elle esalée ici « dans l'étoffe de l'histoire » : c'est le titre de la première partie. Histoire totale : « politique », économique, démographique, sociale et, bien entendu, culturelle. La large trépanne point par point, ou plutôt cet « opéra fabuleux » en trois actes qu'elle met en scène, souligne la situation de la littérature et de l'écrivain, confrontés à l'événement et au mythe, — les recevant, répercutant, amplifiant, les créant.

La seconde partie est une exploration du « romantisme des profondeurs ». Il faut bien

qu'émergent les grandes individualités. Ici encore, du nouveau. C'est la première fois qu'une histoire générale et monumentale de notre littérature met au premier rang le paria et le maudit : Bédier et Sade. Dira-t-on que c'est la mode ? Mais, comme mode, en tout cas, on n'imputera pas de la suivre à qui aura contribué à la faire. En revanche, qui ne s'étonnera de la « restauration » de Bédier, quand on sait que Bédier-Dider, depuis dix ans, a fait pour l'écrivain plus qu'à demi enseveli, un peu ce qu'avait fait George Sand pour le « petit homme oublié ». Et puis Laclos, il va sans dire. Encore qu'il n'y a pas si longtemps, on le tenait à l'ombre, au fond du second rayon, proche de l'enfer ; et que Lamson ne chât son nom, et des de plus, avec quelque dégoût, que pour faire honneur à Marivaux (celui de *Marianne*) de ne lui point ressembler d'avance !

Point d'écarts pourtant dans la catégorie traditionnelle des « grands écrivains » (l'auteur, d'ailleurs, répudie ces hiérarchies), pas même Germaine de Staël, qui est un monument historique plus qu'un grand créateur. Sur eux tous, règne naturellement Chateaubriand à qui est consacré un véritable petit essai. Vision chaleureuse du « visionnaire de son histoire et visionnaire de l'histoire ».

Il y a, certes, de l'artifice à isoler les saillants du livre. Il faudrait inventer la richesse du tissu conjonctif où vit le « peuple » littéraire, où fourmille l'événement, et où le lecteur ne cesse de s'instruire. Retenons le savant et savoureux cha-



* Giroulet. Illustration pour *Chateaubriand*, tirée du livre de Bédier-Dider.

pire sur la langue ; les analyses des « correspondances » entre les arts ; les vues sur le mythe napoléonien. Ainsi vue et traitée, l'histoire littéraire appelle toute l'histoire. — Yves FLORENNE.

UN ESSAI DE PIERRE BARBÉRIIS

Chateaubriand hors de son sépulcre

ENSEIGNES ou enseignante, nous avons tous été pour de corvée d'admiration au bénéfice du vicomte, comme le rappelle plaisamment Pierre Barbéris. Mais fire Chateaubriand aujourd'hui, qui s'y aventurerait ?

La confusion et la contradiction autour de lui sont telles que le public vrai, à juste titre circonspect, se tient qu'il se le fère moyennant qu'il puisse char à l'occasion les orages délaissés, Combours, et le tombeau face à l'Océan compassé (dit la légende) par Jean-Paul Sartre.

Notre homme, il est vrai, n'y met guère du sien. De l'Essai sur les révolutions de 1797 au *Génie du christianisme* de 1802, de l'Amélie de René à *Atala*, et même du René de 1802 à celui de 1805, que de sinuosités ! de vagues et de faux repentins ! de grâtes et de refaits !

Ne lui tenons pas rigueur de ces palinodies, de ces aveux chuchotés et rétractés, de ces affabulations. Pour une bonne part, l'œuvre a été dictée par la dure nécessité de ces temps de tempêtes. Et ce que l'écrivain voulait dire, l'homme politique et public souhaitait souvent le taire.

C'est tout cela (et surtout qu'il faut d'abord « dé-lire » Chateaubriand pour pouvoir le lire), que montre excellemment Pierre Barbéris dans un tout récent *Chateaubriand, une réaction au monde moderne* (1) qui fait suite à son *René... un nouveau roman* (2) de 1973.

René-Auguste de Chateaubriand, père de notre héros, n'est déjà pas un personnage banal. Grand seigneur misérable, il a l'énergie de faire sa fortune sur mer, durement : comme marin-pêcheur de morue, patron de barque, armateur ensuite, puis corsaire autorisé, et enfin négrier trafiquant de « bois d'ébène ». Riche, il achète Combours, un fief princier.

François-René est le dernier des dix enfants (sur dix) survivants du décès du père. Quand ce dernier meurt il n'a que dix-huit ans et tombe de son haut. Il est dépossédé de Combours (qui vaut alors une fortune) au profit de son frère aîné, et ne reçoit que le vingtième à peu près, du reste (encore considérable) du patrimoine familial. En clair, le système féodal a fait de lui un désolé, un paria.

La Révolution fera de ce paria un exilé. C'est en Angleterre qu'il se retrouve pour huit ans, mourant, à la lettre, de faim et de désirs refoulés, loin de tout, de tous et de toutes. Il sent que la littérature seule peut, dès lors, lui promettre un retour honorable en France. Il écrit donc, à la fois avec l'énergie du désespoir et la lucidité du réalisme. Opportunisme ? Non, mais raisonnablement calculateur.

Or (nous sommes en 1799, il a trente ans passés et n'est encore, strictement, qu'un zéro social), l'occasion s'offre de rentrer par la grand-porte dans une société qui s'approprie à se jeter aux pieds de Bonaparte et des autels. Il suffit de se faire le chantre d'un nouveau christianisme, celui du sentiment, puisque décidément celui de la raison est mort au siècle des Lumières.

On suivra, cette fois dans l'introduction de Pierre Reboul au *Génie du christianisme* (3), la genèse, d'avril à août 1799, de ce que Chateaubriand nomme lui-même « un ouvrage de circonstance » qui ne saurait « manquer sa vante à cause du nombreux parti qui le porte ».

Il était exactement temps. Brumaire approchait. Et si l'on n'avait rien compris, suggère P. Barbéris, (aux lignes célèbres : *L'automne me surprit au milieu de ces incertitudes : l'entré avec ravissement dans les mois des tempêtes* ? Si cette « entrée » était celle de Chateaubriand dans le combat politique ?

Raillement, raillement. Mais tout, dans ce Chateaubriand qu'on nous a fait et noblement guidé (quelque Goethe de format réduit), est transgression, violence, dissimulation. Et, pour commencer, l'inceste, thème central de toute son œuvre romanesque, si clairement mis à jour dans le René de 1802 et si soigneusement censuré dans celui de 1805.

L'homme et l'œuvre, sous la plume vivifiante de P. Barbéris, sortent peu à peu de leur sépulcre blanchi ; et chaque difficulté par lui résolue en soulève une nouvelle, inattendue. Décidément, nous n'avons pas fini d'entendre parler de Chateaubriand.

JACQUES CELLARD.

(1) P. Barbéris, *Chateaubriand*, 322 pages, format poche, collect. « Thèmes et textes », Larousse 1974.
(2) P. Barbéris, *René de Chateaubriand*, 235 pages, format poche, collect. « Thèmes et textes », Larousse 1974.
(3) Chateaubriand, *Génie du christianisme*, édité Garnier-Flammarion, Paris 1966, introduction de M. Pierre Reboul.

UN TRÈS BEAU LIVRE RELIÉ EST UN CADEAU qui honore à la fois celui qui le reçoit et celui qui l'offre. Michèle de l'Ormeval-Catalogue LM4 sur demande - 4, rue Labrousse, 75015 Paris - Téléphone 842.51.95

CETTE PAGE VOUS DONNE DROIT A DEUX LIVRES GRATUITS.

(Découpez-la aujourd'hui même !)

BON POUR RECEVOIR 2 LIVRES GRATUITS à choisir parmi ces 9 succès :

- ☐ **Pierre Bérigny - Les Dents de la Mer** 252 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 04825 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **Noëlle Lando - Un ciel** 251 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 04974 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **Patrick Chevry - L'Amour aveugle** 252 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 02164 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **André Schifano - Un coup de grâce** 406 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 06346 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **Christian Bernard - Les hommes ne meurent** 406 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 02542 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **Joseph Joffe - Un sac de billes** 252 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 04827 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **Gilbert Cesbron - Don Juan en automne** 409 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 06370 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **Roger Boniche - Le gang** 252 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 06194 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.
- ☐ **Maurice Mességué - C'est la nature qui a raison** 365 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée Réf. 04709 - Prix Club 20 F. Pour vous : GRATUIT.

Cochez les cases correspondant aux 2 livres que vous avez choisis.

Je désire recevoir les 2 livres gratuits dont j'ai coché les titres ci-dessus ainsi que mon cadeau surprise. Ils constitueront mes cadeaux de bienvenue au Club Pour Vous-Hachette auquel j'adhère aujourd'hui aux conditions suivantes :

Chaque trimestre, je recevrai gratuitement votre magazine offrant un choix de plus de cent livres et autres articles de loisir.

Je disposerai alors de 6 semaines pour faire mon choix et vous adresser ma commande accompagnée de mon règlement.

Passé ce délai, si je ne vous ai pas envoyé ma commande, vous m'envoyerez automatiquement la « Sélection du Trimestre » présentée dans le magazine et que je vous réglerai à réception.

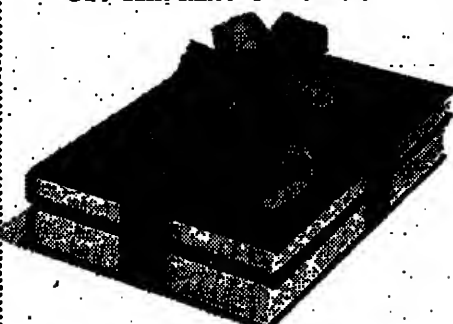
Je m'engage à rester au Club pour une durée de deux ans minimum et à acheter au moins un livre par trimestre.

Je bénéficie du tarif d'adhésion préférentiel de 9,50 F que je réglerai après réception de mes cadeaux gratuits. (Attention, offre limitée à la France Métropolitaine et aux non adhérents).

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Signature obligatoire _____ 388 K

CLUB POUR VOUS Un service de lecture à domicile, pratique, garanti par Hachette, la plus importante organisation française de diffusion de livres.
Club Pour Vous-Hachette - B.P. 50 77210 AVON.

BON POUR RECEVOIR UN CADEAU-SURPRISE.



Dès que vous nous aurez renvoyé cette page avec le bon ci-dessous dûment rempli et les 9,50 F de droit d'inscription au Club Pour Vous-Hachette, nous vous ferons parvenir, en cadeau de bienvenue, un cadeau-surprise avec vos 2 livres gratuits.

BON POUR FAIRE PARTIE DES MEMBRES PRIVILEGIÉS AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE en payant 9,50 F seulement de droit d'inscription.

CARTE D'ENTRÉE AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____
Signature obligatoire : _____

En répondant, dès aujourd'hui, à notre offre, vous bénéficiez d'un droit d'inscription préférentiel : 9,50 F seulement pour entrer dans un Club qui vous permettra de vous constituer une splendide bibliothèque (qui commence par 2 livres gratuits) à des prix très réduits ! Vous bénéficierez en plus, de prix super-réduits sur des disques et autres articles de loisir et des cadeaux pour vous remercier de votre fidélité.

BON POUR ÊTRE TOUJOURS AU COURANT DES LIVRES QU'IL FAUT AVOIR LUS.

Notre Comité de Lecture (composé d'écrivains aussi prestigieux que H. Bazin, Cl. Mauriac, A. Frossard, F. Mallet-Joris, P. Sabatier), sélectionne pour vous les meilleurs ouvrages et vous propose les titres qu'il faut absolument lire.



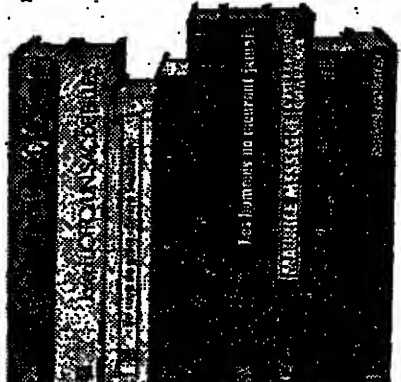
RENOVEZ CETTE PAGE AUJOURD'HUI MEME SOUS ENVELOPPE AFFRANCHIE AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE B.P. 50 - 77210 AVON

BON POUR UN ABONNEMENT GRATUIT AU MAGAZINE LITTÉRAIRE DU CLUB POUR VOUS-HACHETTE.



Un magazine tout en couleurs qui vous présente, chaque trimestre, plus de 100 grands succès de littérature.

BON Pour se constituer une prestigieuse bibliothèque de beaux livres reliés en les payant moins chers que les éditions du commerce.



BON POUR ACCUEILLIR CHEZ VOUS DIDEROT, SOLJENITSYNE, CESBRON, SAGAN

et bien d'autres grands auteurs de la littérature française et mondiale, tels que :

Félicien Marceau
Henri Troyat
Boris Vian
Graham Greene
Roger Peyrefitte
Guy des Cars
Françoise Sagan
Elia Kazan
Henry Miller
Agatha Christie, etc.

Dans le n° 118 du

magazine littéraire

Dossier : **RENÉ CHAR**

SARTRE porle de Flaubert (entretien par Michel Sicard)

Supplément spécial **BELGIQUE**

Où en sort la littérature, la poésie, la bande dessinée, l'édition, en Belgique francophone ? l'actualité littéraire

En vente dans tous les kiosques : 7,50 F.

MAGAZINE LITTÉRAIRE
40, rue des Saints-Pères,
75007 PARIS
Téléphone : 544-14-51

ROBERT LAFFONT

"Un roman dense et dru où Jacques Lanzmann nous donne le meilleur de lui-même : son angoisse et sa rage de vivre."

Yvan ALONSO (L'Espresso)

"Ce récit qui devrait nous serrer la gorge déclenche irrésistiblement le rire. Écoutez, ici c'est le cœur qui parle."

GABRIELLE ROLIN (Le Monde)

"Jacques Lanzmann, à la mi-temps de son âge mûr, a pris du ton et retrouvé sa verve ancienne, amplifiée, assurée."

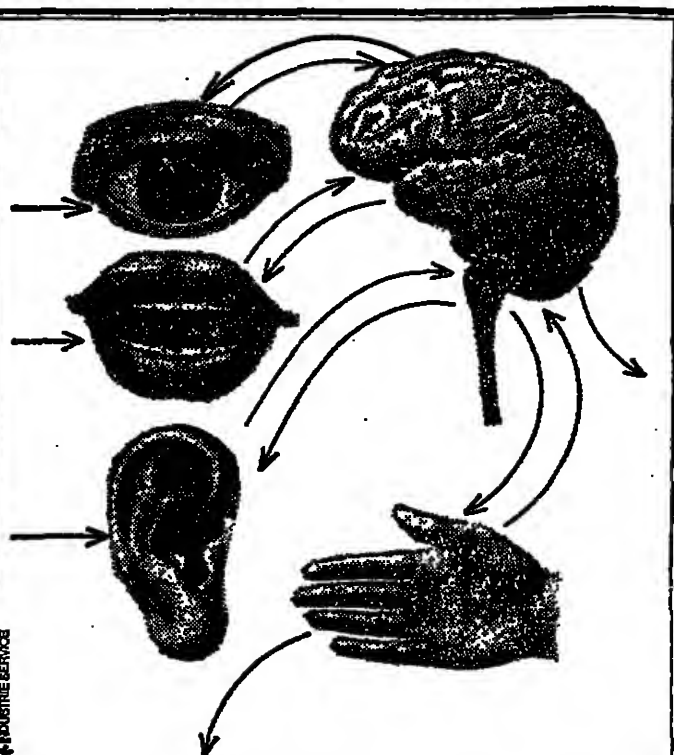
MATTHIEU GALEY (L'Express)

"Il a le ton, la vitesse, le négligé savant. Il se raconte et il raconte les siens avec une cruauté et une liberté épatantes."

FRANÇOIS NOURISSIER (Le Point)

JACQUES LANZMANN

Le tétard



- Code pour l'analyse des formes de poteries 45 F
- La libération de la France 180 F
- Manaski, hommes et milieux des vallées du Népal central 98 F
- Le luth et sa musique (réimpression) 59 F
- Peiresc, Lettres à Malherbe 42 F
- 25 années de recherche en synthèse de la parole 38 F
- Œuvres pour luth de Julien Belin 54 F
- Les arabes par leurs archives 145 F
- Atlas linguistique et ethnographique du Centre (tome II) 470 F
- Écriture et civilisation 32 F
- La préhistoire française (2 tomes) 320 F
- L'objet pictural de Matisse à Duchamp 32 F

profession _____
adresse _____
achetez le ou les livres cochés ci-dessus
chez votre libraire ou à défaut aux Éditions du CNRS (téléphone Joire 0 et demande votre documentation). O.T. de la langue française O.T. de la langue française.

Éditions du CNRS
15 quai Anatole France - 75700 Paris
C.C.P. Paris 9131-53 - Tél. : 555.92.25 - Télex 260034 Ed. 27

Les États-Unis à travers les livres

LA NOUVELLE ROME

Désillusions d'une puissance impériale

★ LA SPLENDEUR ET LE REVE : vol. II, « le Dialogue avec l'univers, 1881-1972 », de William Manchester, traduit de l'américain par Donald Harper, Robert Laffont, 725 p., 39 F.

★ LA PRÉSIDENTE IMPÉRIALE, d'Arthur M. Schlesinger, traduit de l'américain par Jean Boscq-Bédar et Rosette Lescellier, PUF, 563 p., 39 F.

UN double combat prélude au second volume de William Manchester, la Splendeur et le Réve : en Corée, les troupes américaines livrent une lutte acharnée aux troupes communistes ; à Washington, le « Grand Débat » oppose internationalistes et néo-isolationnistes au Sénat. A la fin de cet épais et riche ouvrage, Kissinger signe l'accord mettant fin à l'engagement américain dans le conflit vietnamien.

Entre ces deux dates, nous assistons au prodigieux développement d'une puissance impériale. Des régions de plus en plus vastes et éloignées viennent s'ajouter à la zone considérée par l'Amérique comme vitale pour sa sécurité. Washington, nouvelle Rome, envoie partout ses techniciens, ses soldats, ses agents secrets et vient directement au secours de son image menacée. Le dialogue a moins lieu et donne à chaque titre, avec l'univers, tout entier qu'avec la Russie, ou la Chine dans les dernières années. En se contentant d'effleurer les éventuelles divergences interalliées, Manchester accentue l'impression d'un monologue de l'Amérique devant ses protégés.

Les grandes mutations de la civilisation américaine, de la révolution des communications par la télévision à la révolution sexuelle, suffisent à nous le remémorer : les États-Unis ont presque toujours guidé, dans ces années, les grands changements qui ont bouleversé l'Occident.

Étrangement, Manchester ne s'attarde que peu sur cette dimension culturelle de l'empire, et encore moins sur ses supports monétaire et économique : le rôle du dollar et la souplesse d'adaptation des multinationales. Il met l'accent sur les bouleversements technologiques qui ont réduit le monde à l'échelle d'un continent et ont donné à chaque superpuissance la capacité de détruire la planète. C'est la révolution nucléaire qui a fait de sa sécurité physique la grande priorité de l'Amérique. C'est en 1957 que l'apparition des missiles intercontinentaux donna une nouvelle impulsion à un mouvement entamé quelques années plus tôt : l'émergence d'une « présidence impériale » dans une Amérique qui s'était donnée la tâche d'une grande partie de l'univers comme vocation nationale.

C'est ce phénomène qu'étudie Arthur M. Schlesinger dans une analyse brillante, où l'érudition ne nuit jamais ni à l'élégance ni à la force de démonstration. Eminent historien, mais aussi ancien conseiller de deux présidents, Schlesinger tire une leçon qui n'intéresse pas que ses seuls concitoyens : si, au début des années 70, le président des États-Unis était devenu, « en ce qui concerne la guerre et la paix, le monarque, le plus absolu de l'Occident ».

peut-être de Mao Tse-toung en Chine) de toutes les grandes puissances du monde », c'était moins la sagesse des pères fondateurs qui était en cause qu'une vision erronée de la sécurité de l'Amérique et un affaiblissement de la fibre démocratique.

Certes, la Constitution n'est pas exempte de flou et de mystère dès qu'il s'agit de la paix ou de la guerre : le Congrès est seul habilité à déclarer cette dernière, mais le président n'est-il pas investi, naturellement, du droit de repousser une attaque soudaine ? Dès lors que le pays pouvait un jour se retrouver détruit par ses ennemis, il était inévitable que s'affirmât la primauté présidentielle : l'importance du secret, l'urgence des décisions, les exigences de l'information, tout, en cas de crise ou d'agression, faisait de lui l'ultime et unique responsable de la survie de la nation.

Les présidents ont peu à peu institutionnalisé l'habitude de ne plus consulter le Congrès. En gausant la notion de « guerre défensive », l'empire a risqué en péril l'équilibre démocratique. Johnson porta, avec l'escalade au Vietnam, le mouvement à son apogée. Puis Nixon entreprit d'étendre aux affaires intérieures une prérogative jusqu'alors réservée aux rapports avec l'étranger. Seuls, les égarements de sa psyché tourmentée et, évidemment, le fiasco du Watergate, provoquèrent, selon Schlesinger, une réaction salutaire face à son dessein : une « révolution » ; l'instauration d'une présidence « plébiscitaire » où le verdict des électeurs eût servi de couverture à tous les agissements de son administration.

Le problème est moins constitutionnel qu'historique, moins institutionnel que politique. La solution ne réside pas dans une érosion des pouvoirs du président. Mais il appartient à un Congrès, qui fut longtemps, par incompréhension ou complaisance, l'artisan le plus enthousiaste de sa propre impuissance, et aux électeurs de rappeler à la Maison Blanche qu'elle ne saurait impunément abuser des pouvoirs qui ne lui sont que confiés.

Le décrochement

En « démythifiant » une prérogative dont il reconnaît avoir été un « chantre exalté », Schlesinger trahit une évolution dont Manchester se fait un remarquable chroniqueur. Entre une nation où Adlai Stevenson, candidat à la présidence en 1952 et 1956, préférait « perdre l'élection » plutôt que « fourvoyer » son peuple, et un pays dont les dirigeants organisent, en 1972, des comités de cambrioleurs pour mieux contrôler le vote des électeurs, le chemin paraît long. Il ne dure que vingt ans, ces vingt ans dont Manchester nous donne un récit souvent passionnant, avec un art consommé de la mise en scène.

Par sa façon même d'écrire l'histoire, il restitue les espérances, la mystique, puis le désenchantement d'une Amérique confrontée à de perpétuels bouleversements. A l'euphorie satisfait des années 50, il substitue insensiblement la foi missionnaire du

début des années 60, que menacent déjà les germes destructeurs de l'espérance. Nous voyons ainsi le Noir, « homme invincible » d'un passé encore récent, croire au rêve de la déségrégation au début de cette seconde décennie. Mais le mouvement non-violent se heurte rapidement et à l'opposition des Blancs, qui jugent ses leaders trop exigeants, et à l'hostilité de ceux des Noirs, qui dénoncent en eux des « Oncles Toms » timorés.

De même, l'Amérique de l'opulence des années 50 ne doute pas de l'emporter sur sa seule ennemie déclarée : la pauvreté. Une décennie après, elle n'aura toujours pas pu l'extirper, mais elle sera aussi menacée par des maux qu'elle aura elle-même engendrés : la pollution, les excès de la publicité, l'habitude de gaspiller.

Dans un pays où 60 % de la population avaient moins de vingt-cinq ans dans les années 60, la jeunesse américaine était un champ d'investigation privilégié. Manchester consacre de nombreuses pages à ses problèmes, à ses goûts, à son éducation, et, à travers elle, à la culture américaine. De la génération satisfaite des années Eisenhower, dont l'Homme au complet gris était le modèle et la gestion des entreprises la vocation suprême, aux campus agités, aux déserteurs, voire aux drogués de la fin des années 60, on mesure mieux toute la distance qui sépare une Amérique triomphante d'une Amérique désenchantée.

C'est peut-être là que ces deux livres, de style très différent, convergent finalement. L'Amérique demeure une formidable puissance, doute d'une remarquable capacité créatrice. La présidence reste, et de l'avenue même de Schlesinger, doit rester, une institution solide, jouissant d'une primauté sur le Congrès. La lecture de ces deux ouvrages crée pourtant, au-delà de ces caractères permanents, l'impression d'un décrochement. Tous deux le placent au même moment : lors des années Kennedy. Que Manchester ait consacré un précédent ouvrage à la mort de ce président dont Schlesinger fut l'apologiste, ferait n'est pas le fait du hasard. Qui, mieux que Kennedy, fit, lors de la crise des missiles de Cuba, la magistrale démonstration de l'aptitude du président à assumer la sécurité de sa nation ? Qui, plus que lui, parut incarner la foi de l'Amérique en sa capacité à assurer la croissance aux pays sous-développés et la justice sociale à ses propres déshérités ?

Aujourd'hui, les limites de son œuvre intérieure ne sont plus à démontrer ; les hommes « les meilleurs et les plus intelligents » (1) qu'il avait choisis pour l'aider entraînent le fardeau de leur étonnante responsabilité dans la tragédie du Vietnam ; et les crises de la « nouvelle frontière » sont recouvertes de poussière. Pourtant, ce dont l'Amérique manque peut-être le plus, c'est encore de ces illusions perdues.

PIERRE MELANDRI.

(1) Je fais évidemment allusion ici au livre de David Halberstam : On les disait les meilleurs et les plus intelligents. Laffont, 1974.

Deux siècles de relations avec la France : pour le meilleur et pour le pire

★ LA FRANCE-ET LES ÉTATS-UNIS. — Des origines à nos jours, de Jean-Baptiste Duroselle. Un vol. de 286 pages, aux Éditions du Seuil, 39 F.

PROFESSEUR à la Sorbonne et membre de l'Institut, l'auteur, qui a consacré de nombreux ouvrages à l'histoire des relations internationales, reconnaît que son demi-siècle tient de la sagace. En dépit de longues périodes de calme et même d'inactivité, il s'est passé tant de choses, en effet, entre la France et les États-Unis au long de deux siècles, qu'il faut un grand art du raccourci pour les résumer en moins de trois cents pages. C'est à passer peut-être un peu vite sur les aspects économiques, et notamment sur le rôle des multinationales. M. Duroselle y a fort bien réussi. Et l'on trouve dans son livre ce qu'il faut de notations psychologiques, de portraits, de citations bien venues, voire d'anecdotes, pour en rendre la lecture agréable.

Ce n'est pas sans quelque mélancolie qu'un Français voit se transformer au fil des années les rapports de puissance entre les deux nations. En 1918 encore, l'armée américaine se battait sous commandement français avec des armes en grande majorité françaises. Il suffit d'un petit quart de siècle pour que la situation soit inversée. L'adaptation a été difficile, ce qui contribue à expliquer la méfiance réciproque entre Roosevelt et de Gaulle, et un malaise passe encore sur les relations franco-américaines. On peut trouver un peu rapide, à ce propos, l'énumération par M. Duroselle des causes de l'anti-américanisme latent dans diverses couches de l'opinion française. De même, y aurait-il lieu de nuancer telle ou telle de ses affirmations — sur le jugement américain à l'égard des accords de Genève de 1954 ou sur l'état d'esprit de de Gaulle au moment de sa rencontre avec M. Macmillan à Rambouillet, en décembre 1962, mais on ne peut nier l'ampleur de la méfiance et l'hostilité du tableau d'ensemble qui est ainsi présenté.

En cette année du bicentenaire, au lendemain de l'élection présidentielle, alors que trop de Français ont tendance à ne regarder les États-Unis qu'à travers un filtre fortement

coloré de Vietnam, de Watergate et de difficultés économiques, il était bon de rappeler tout ce qui, pour le meilleur et pour le pire, a marqué les relations des deux peuples : s'ils ne se sont pour ainsi dire jamais fait la guerre, leur parti pris d'amitié s'est trop souvent terni d'ignorance, d'incompréhension, voire de jalousie. — A.F.

« Le diplomate de l'impossible »
★ KISSINGER, DIPLOMATE DE L'IMPOSSIBLE, de Maurice Ferro. Éditions France-Empire, 264 pages, 39 F.

SI les livres consacrés à M. Kissinger et à sa diplomatie sont maintenant nombreux outre-Atlantique, ils sont rares en France. Le livre de Maurice Ferro, « Kissinger, diplomate de l'impossible », comble cette lacune en présentant un tableau assez complet de l'activité du « cher Henry » depuis son recrutement par Nixon à la fin de 1969 jusqu'à sa dernière grande performance — ou plutôt contre-performance — en Angola au début de cette année. La négociation sur le Vietnam, la diplomatie de la navette au Proche-Orient, la dispute avec la France de Pompidou et Michel Jobert constituent les temps forts de cet ouvrage, qui s'impose nécessairement du livre des frères Kahl et des commentateurs américains.

En revanche, l'origine juive de M. Kissinger paraît un peu trop souvent présentée comme un facteur important de son attitude et pas toujours très à propos. L'on regrettera aussi que les relations avec la Chine soient assez peu évoquées, de même que le rôle de M. Nixon, qui a tout de même été, en plusieurs circonstances, plus important que celui de son secrétaire d'État. L'auteur est en tout cas très élogieux pour ce « petit rétrograde juif allemand », qui passera sans doute à la postérité comme l'un des plus grands ministres des affaires étrangères que les États-Unis aient connus, le plus grand peut-être. — M.T.

SECURITE

avec **POLYPENE**
serrure de haute sécurité

dans votre porte un mouvement
analogue à celui
d'un coffre-fort

Verrouillage par 4 barres d'acier
agissant dans les 4 directions à partir
de la serrure. Le tout encastré
dans l'épaisseur de votre porte
(système invisible).

Prix 1 400 F TTC pose comprise
Crédit :
3 à 21 mois sur demande

Posée partout en France

POLYPENE

99, rue du Chevaleret 75013 Paris tél. 584.12.12

Je désire obtenir gratuitement et sans engagement de ma part,
une documentation complète sur la serrure haute sécurité POLYPENE

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Bât. _____ Esc. _____ Tél. _____

à envoyer à POLYPENE-FRANCE 99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

صلى الله عليه وسلم

La correspondance de Rilke

* CORRESPONDANCE de Rainer Maria Rilke, « Œuvres III », édition établie par Philippe Jaccottet, traductions de Blaise Bried, Philippe Jaccottet et Pierre Klossowski. Éditions du Seuil, 65 F.

Le poète autrichien, né à Prague en 1875, mort à Valmont en 1926, a essayé tout au long

de sa vie quelque dix-huit mille lettres, dont beaucoup sont encore inédites. A la suite du volume de *Prose*, paru en 1966, et du volume de *Poésie*, paru en 1972 les éditions du Seuil publient à présent une *Correspondance* de Rainer Maria Rilke.

Le choix des six cents pages ici présentées a été effectué par Philippe Jaccottet — dont on réédite dans le même temps le *Rilke par lui-même* — à partir de l'édition donnée par l'Insel Verlag et de quelques traductions françaises précédentes.

Le mécanisme de l'œuvre, l'inspiration de la vie

On a dit que toute la mathématique intérieure de Rilke tendait à changer le temps en espace. Une fois encore, nous nous trouvons ici moins dans un temps qui se déroule que dans un espace qui se découvre. « Chacun ne connaît finalement qu'un seul conflit (...) — le mien est d'accorder la vie et le travail dans le sens le plus pur ; quand il s'agit du travail infini de l'artiste, les deux directions s'opposent. » (Lettre à la comtesse M., le 10 mars 1921).

Les lettres sont exactement le champ de cette lutte, si l'œuvre est l'issue du conflit, le traité de paix avec les puissances adverses, l'adjonction du territoire gagné. L'œuvre achevée proclame que nul ne peut écrire sans avoir assumé l'humain, la preuve dans *Les cahiers de Malte Laurids Brigge*, affirme que la fin de la poésie est le salut de l'homme.

Les lettres — et sans doute aussi le *Journal* qu'il faudra bien publier un jour — claquent que le salut est acquis après un enfer de travail et profite à tout le monde, en fin de compte, hormis l'auteur. L'art est « contre nature », une « inversion totale ». Dans une lettre à Benveniste, le 7 février 1914, Rilke a écrit : « Aussi longtemps que l'humain ne me concerne pas, je lui voue

une compréhension amicale. (...) Mais chaque fois que j'ai été engagé à l'humain, lié à lui, il m'a paralysé, j'ai défailli, j'ai reculé avec effroi je ne sais où — j'ai tout récusé. » Cette correspondance est, au second plan, l'histoire d'un homme qui vivait mal. Les chemins pour aller vers les autres et leurs immenses expériences lui étaient a priori fermés, puisque avant lui ils étaient parcourus. Cela se traduit par un certain nombre d'échecs, de dérobades, un type de relations imposé à des êtres — Benveniste, Merline — parfois déçu.

Mais le premier intérêt de ce texte est de tout nous apprendre sur le « comment » d'une œuvre. Cette relation d'un conflit entre la vie et le travail de l'artiste n'est pas un thème pour moraliste. C'est le carnet de bord d'une exploration incomparable, une aventure de la connaissance, la tentative de mettre en forme une matière fluide — « la vie », — pleine de contradictions, dont nous percevons à grand-peine quelques bribes, défigurées en outre par la sédimentation des clichés. Il faut, pour cela, un supplément de travail, c'est-à-dire un langage neuf. Il faut un pouvoir de concentration que l'objet même

de l'observation vient à tout moment détruire. Et si Rilke a écrit tant de lettres, c'est que, en l'écoutant, ses correspondants — surtout des femmes, une certaine passivité étant ici la bienvenue — participaient déjà à son travail, le laissant crayonner ses esquisses comme il le voulait sur leur être.

La première lettre ici publiée date de Toulon, le 20 mai 1900. Rilke a déjà beaucoup écrit, une énorme littérature sans contours. Mais il avait rencontré en 1897 Lou Andreas-Salomé, leur premier voyage en Russie datait de 1899, Rilke était alors un poète en train de naître. On voit, dans cette page, comment Rilke tourne autour de Tolstoï et, avec une subjectivité qu'une admiration presque servile envers son modèle ne juge pas, en fait une figure rilkéenne de dimensions encore restreintes : « Il se penche, d'un geste qui semble vouloir saisir, un même temps qu'elle, le parfum qui flotte autour, pour cueillir une fleur. »

Une écume de concepts

La seconde partie de cette correspondance (1902-1910) nous fait assister à la lutte livrée par Rilke contre une trivialité préraphaélite de l'appréhension du monde. A qui s'adresse-t-il alors ? Parfois à Lou Andreas-Salomé, presque toujours à Clara Westhoff, qu'il avait rencontrée, après sa rupture avec Lou en 1900, dans la colonie artistique de Worpswede. Clara Westhoff était sculpteur, elle avait été l'élève de Rodin et rendit à Rilke le même service que Lou : lui donner un lieu, un point d'inter-section nouveau avec le monde. Mais ce n'était pas une famille, ce n'était pas un bonheur quotidien : c'était une ville, Paris, et un maître, Rodin, bientôt suivi par Cézanne. Et si, avec Clara, l'intimité fut brève, les lettres qu'il lui envoya ne sont jamais une narration de ce travail, mais le journal d'une conquête, celle d'un vocabulaire précis à travers une éthique du travail.

Le 2 septembre 1902, Rilke décrit à sa femme l'atelier de Rodin. A ce moment-là, il se perd dans une écume de concepts : « Une impression forte et singulière. L'œuvre d'un siècle, une armée de travail. Cela défie la description. Tout ce qu'il y a là. Tout. » Mais le 9 août 1903, on lit ceci : « Nul mouvement ne s'élève plus, parce qu'il sait que les ondulations du plan le plus calme

contiennent du mouvement. » Rilke est « dans » l'œuvre de Rodin. Désormais, c'est un autre concept qui le sauve, mais celui-ci n'engendre aucune fumée camouflante : le travail.

Certes, Rilke n'échappera jamais à la métaphore. En une demi-page, on voit que Rodin l'accueille comme un lieu, une source, un bois, un chemin, un grand chien, un dieu d'Orient, le sourire d'une femme. Mais à force de duré la métaphore va établir avec le réel une correspondance féconde : « Espérant une messe de minuit, je suis sorti vers 11 heures ; les ruelles, les escaliers s'allongeaient entre les murs tels des drapaux détachés de leur hampe et couchés à terre, noirs et blancs, une bande d'ombre, celle des murs, et une bande de lumière ; car c'était la première nuit après la pleine lune. » (A Clara Rilke, le 1^{er} janvier 1907.)

Rilke, pendant ce temps-là, écrit *Malte*. Il applique cette fois sa puissance de travail et sa volonté d'intériorisation à ce que l'humain contient de pire, il voulait être « dans » ce qu'il nomme *le laid, le lépreux, le terrible*. Il y parvient, de telle manière que l'humain traversé gît à présent derrière ses épaules. En Rilke est demeurée l'angoisse, avec l'obligation d'une création nouvelle. Fière à ce jeu qu'il a gagné pour les autres, il désespère.

Longtemps, il se voit dans l'impossibilité de renouveler ni ce prodige-là ni un autre. Commence alors la période de ses voyages, et d'une longue stérilité. En pourtant, malgré le vide qu'il dénonce en lui, il utilise ses correspondantes — Lou Andreas-Salomé, la princesse de Tour et Taxis, la pianiste Magda von Hattinberg — pour faire naître en lui les thèmes de son œuvre future. On le voit s'approcher de Duino, s'y installer, le quitter et y revenir, jusqu'à la lettre du 11 février 1922 à la princesse de Tour et Taxis : « Enfin, princesse, enfin voici le jour béni — ô combien béni, dès lors que je puis vous annoncer la conclusion, pour autant que je prévois, — des *Élégies*. »

A son art qu'il jugeait « une splendeur », ces lettres n'ont rien dérobé. Elles l'aident, le préparent et l'annoncent. Il est possible qu'elles aient à Rilke une génération de lecteurs modernes plus captivés par ces rouages bruts et vrais que par l'œuvre achevée, et ses ambiguïtés vertigineuses.

NICOLE CASANOVA.

Trop de pudeur ?

LES femmes de Rilke, les femmes pour Rilke... C'est un thème que la critique universitaire a longtemps tenu pour indécemment anecdotique, ou prématuré. Comme si l'entrée en Rilke, dans le labyrinthe Rilke, devait s'accompagner de l'engagement de ne jamais forcer quelques cryptes murées marquées d'un nom : Lou, Benveniste, Merline.

A lire Philippe Jaccottet, poète, à pressentir ce qui dicte sa démarche de traducteur, à le voir à la télévision lors d'un récent débat — si intimé avec Rilke lui-même, — un autre mot vient expliquer les réserves qui, sur ce thème, ont limité le choix pratiqué dans la *Correspondance*, encore qu'il ne s'en explique pas : la pudeur. Pudeur des secrets de l'homme Rilke, si étalés soient-ils par cet infatigable scripteur. Ne pas tenter d'expliquer au-delà des mécanismes visibles de la prose rilkéenne. Plus encore, pudeur devant l'ère-poète. Le poète Philippe Jaccottet respecte l'incertitude et les silences du poète Rilke.

Est-il bien certain, cependant, que l'avalanche des aveux rilkéens doit échapper à tout défilement ? Laquelle ne saurait être que totale. La présente édition de la *Correspondance* y met des bornes et noie dans le mouvement général des lettres quelques drames qui ont donné à l'œuvre ses axes et ses interprétations possibles.

La relation à Lou Andreas-Salomé d'abord. Elle n'apparaît ici



Lou Andreas-Salomé.

qu'après la première étape, celle de la passion. Et ses moments d'éclat ne surprennent guère, ou en tout cas ne sont pas nettement dessinés. La période 1911-1914 en particulier, décalée pour l'éclatement des *Élégies* de Duino, est noyée dans le courant.

Des liens avec Clara Westhoff, l'épouse, les témoignages sont parcourus, comme pour confirmer l'oubli fréquent de celle qui recevait ces mots : « Oui, il est étrange que pour nous les commentaires coïncident toujours plus ou moins avec les changements. Que les menaces d'interdiction se produisent presque toujours quand les rêves montent ; c'est alors comme pour la vigne taillée trop tard : ce qui aurait dû être bouche devient blessure. »

De changement en changement, que cherche Rilke ? Qu'est-il poussé à répéter ? Il l'exprime à peu près noir sur blanc dans *Malte* en évoquant le personnage de la mère de son héros. Quel amour pour lui s'adressera enfin à la femme et non plus à une mère ? Toujours, rechantant une femme nouvelle, il y retrouve la mère. Cela, Lou l'avait compris. Clara aussi. L'une accepta d'écrire l'infini, l'autre quitta d'un commencement. L'autre fut l'issue de tant de blessures. Mais l'amitié demeura.

Ce ne sont pas là pures données biographiques, mais tenant de l'œuvre même. La nécessité du choix pour l'édition française va de soi. Il n'empêche qu'elle aboutit à peindre un trompe-l'œil, si somptueux soit-il, sur un mur aveugle.

JACQUES NOBECOURT.

si vous aimez
LES LIVRES
si vous ne savez plus...
où les mettre...
Pour vous installer ULTRA-RAPIDEMENT
à des prix IMBATTABLES
MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
Catalogue illustré gratuit
150 modèles tous formats, imperméables, indéchirables,
de 4 Rustiques, des Contemporaines, des Styles, du sur mesure
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
75014 PARIS - 61, rue Froidevaux - Tél. 633.73.33
Ouvert tous les jours, même le Samedi de 9 h à 19 h. Réception téléphonique 24 h sur 24.

Découvrez Marc Cholodenko

Flammarion.



"Cholodenko est le fils de Proust...personne ne sait comme lui, dire l'amour."

Anne Pons - Le Point.

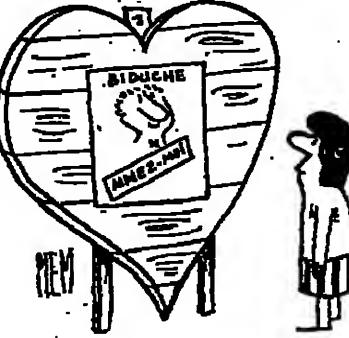
"Le style, l'intelligence et surtout l'ambition de son entreprise suffiraient à le distinguer du lot des débutants... voici un fameux événement."

Matthieu Galey - L'Express.



Les états du désert
de Marc Cholodenko. 376 pages. 48 F
FLAMMARION

Jean-Pierre Piotet
Piem
NOUS SOMMES TOUS DES CANDIDATS



Démystifier l'homme et la vie politique, faire apparaître clairement les voies du succès à un candidat tel est l'objet de cet ouvrage...
...et même si vous n'êtes pas candidat apprenez les règles du jeu !

PRESSES DE LA CITE

MARIE-LOUISE HAUMONT LE TRAJET

"...un ton juste, dont l'intelligence et la sensibilité vont assez loin".
Angelo Rinaldi - L'Express
"Une résonance prenante".
Lucien Guissard - La Croix



GALLIMARD

SPORTS

FOOTBALL

LA COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

Saint-Etienne s'est qualifié à Eindhoven

Pour la troisième fois consécutive, l'Association sportive de Saint-Etienne et le Bayern de Munich disputent au mois de mars 1977 les quarts de finale de la Coupe européenne des clubs champions, dont le tirage au sort aura lieu au mois de janvier à Zurich. Les Allemands, tenants du trophée, ont réussi le meilleur score de la soirée du 3 novembre, en battant les Tchèques du Baník Ostrava (5-0). Avec le Bayern, deux autres équipes germaniques disputent les quarts de finale, Moenchengladbach, qui a difficilement préservé à domicile son avantage du match « aller » face au Football Club Torino, dont trois joueurs furent expulsés, et Dynamo Dresde, champion de la République démocratique allemande, vainqueur du Ferencváros de Budapest (4-1). Si on excepte Dynamo de Kiev et Liverpool, les autres qualifiés seront des inédits à ce niveau de la compétition, puisqu'on trouve le Football Club de Zurich et surtout le Football Club de Bruges, qui a éliminé par 2 à 0 le Real Madrid.

Une admirable défense

De notre envoyé spécial

Eindhoven. — Quand l'arbitre autrichien, M. Wehrer, donna son dernier coup de sifflet, plusieurs joueurs stéphanois se précipitèrent vers Yvon Kurkovic, leur gardien de but, pour le féliciter. Un hommage spontané à celui qui n'est plus pour eux un simple coéquipier, mais aussi un modèle. Exactement comme six mois plus tôt en demi-finale, sur ce même stade, le Yougoslave avait su, par quelques arrêts décisifs, préserver jusqu'au bout le maigre avantage d'un but acquis au match aller.

Cette qualification des Stéphanois est, en effet, avant tout la récompense d'une admirable défense. Une

rin, Kurkovic a, par son exemple sur le terrain et au-delà, contribué à donner aux Stéphanois la rigueur, l'abnégation, l'esprit de corps, qui les caractérisent. Même si les joueurs néerlandais ont été moins brillants que la saison dernière, il faut que la ligne verte soit particulièrement solide pour contenir leurs assauts déborderés.

Physiquement capables de résister à ces vagues incessantes, les Stéphanois ont, de surcroît, dû faire preuve d'intelligence et de maîtrise pour maintenir les attaquants adverses loin de leurs buts. Pas moins de seize fois, ces derniers ont été pris au piège du hors-jeu par la défense stéphanoise lors de la première partie des initiatives de Christian Lopez.

Une tactique qui avait été mise à la mode aux Pays-Bas par l'Ajax d'Amsterdam.

La force de Saint-Etienne, c'est aussi la polyvalence des défenseurs, capables de se transformer en brillants contre-attaquants ou de sacrifier aux tâches les plus ingrates au gré des circonstances. À l'image d'Oswaldo Piazza, « blon fin » s'amusant le désarroi dans les rangs adverses au match aller, où il obtint l'unique but, et obscur araignée hissant à Eindhoven une toile serrée pour neutraliser le Suédois Ralf Edström afin de l'empêcher, du haut de son 1,91 mètre, de distribuer le jeu pour ses partenaires à la manière d'un pivot de basket. Deux fois, seulement, Edström prit le dessus et ce furent les deux meilleures occasions de but d'Eindhoven, notamment sur un tir de Lubes à un quart d'heure de la fin du match.

Outre Oswaldo Piazza, les atouts défensifs des Stéphanois ne se limitent pourtant pas à la détente et aux « tacles » glissés de Christian Lopez, à l'impressionnante présence de Bathenay, à l'activité débordante des arrière latéraux Gérard Janvin et Gérard Farison. C'est aussi l'abnégation des attaquants, toujours prêts à harceler leurs adversaires dès qu'ils perdent le ballon. C'est encore le travail de bris-lames effectué par les insatiables milieux de terrain, Christian Synaeghel et Jacques Santini.

Le mérite principal des Stéphanois restera pourtant d'avoir cherché à faire fructifier leur avantage chaque fois qu'une occasion se présentait, et seule la maladresse, hélas chronique, des finisseurs, les empêcha de marquer, surtout en fin de match, quand les Néerlandais, emportés par leur élan, dégarnissaient dangereusement leurs arrières. Le problème n'est pas nouveau, mais les Stéphanois ont maintenant quatre mois pour remplacer Hervé Revelli et tenter de replacer leur attaque au niveau de leur admirable défense.

GERARD ALBOUY.

RESULTATS	
COUPE DES CLUBS CHAMPIONS	
huitièmes de finale	
(matchs retour)	
*P.S.V. Eindhoven (P-B.)	0-0 (0-1)
*et Saint-Etienne (Fr.)	
*D. Dresde (R.D.A.) b. Ferencváros (Hongr.)	4-0 (0-1)
*F.C. Zurich (Suisse) b. Taurus Falschauer (Pov.)	1-0 (2-0)
*Dynamo Kiev (U.R.S.S.) b. Bruges (Belg.)	2-0 (4-0)
*b. Paok Salonique (Gr.)	
*Bruges (Belg.) b. Real Madrid (Esp.)	2-0 (0-0)
*Bayern Munich (R.F.A.) b. Bala-Ostrava (Tch.)	5-0 (1-2)
*et A.C. Turin (It.)	
*Liverpool (Angl.) b. Dinamo Zagreb (Youg.)	0-0 (2-1)
*et A.C. Turin (It.)	
*Lyon (Fr.) b. Dinamo Zagreb (Youg.)	3-0 (1-0)
*et A.C. Turin (It.)	

Les résultats des matches aller figurent entre parenthèses.

Seize fois hors jeu

A trente-deux ans, Yvon Kurkovic est unanimement considéré comme l'un des meilleurs gardiens d'Europe, ce qui ne l'empêche pas de continuer à s'entraîner comme un débutant n'acceptant pas de le faire. Ainsi, la veille du match, les Stéphanois étaient venus reconnaître le terrain sous une pluie glaciale. Un temps à ne pas mettre le nez dehors, mais il n'empêcha pas Yvon Kurkovic et l'entraîneur Robert Herbin de se livrer, pendant près d'une heure, à leur séance spéciale. Un duo spectaculaire avec cinq ballons, des exercices baptisés « le serpent », « le singe », « la touille », et surtout un travail de force pour ce Yougoslave qui termine son entraînement au bord de l'épuisement, le visage gris, et qui avoue parfois être réveillé la nuit par la douleur.

Comme à chaque match, il avait sacrifié, dans les vestiaires, à un échauffement méthodique sans ballon, qui lui permettait d'effectuer les deux sautages décisifs dans la première minute de la partie. Si on ajoute qu'il étudie systématiquement les forces, les faiblesses et les manières de ses adversaires avant un match important, qu'il analyse minutieusement les buts pour corriger ses défauts et éviter de renouveler ses erreurs, et même une vie d'ascète au point de ne pas connaître le goût du tabac et de l'alcool, on comprend qu'il ait réussi à atteindre au minimum les effets du stress.

Arrivé au club en 1972, au moment où la jeune génération actuelle était brusquement appelée à remplacer Camus, Bosquier, Kurkovic et Came-

Réceptions

— L'ambassadeur de la République socialiste tchécoslovaque, M. Jura Sedlak, ont offert une réception à l'occasion de leur départ, mercredi 3 novembre.

— A l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la révolution algérienne, l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire, M. Mohamed Bedjaoui, ont offert une réception mercredi 3 novembre.

Mariages

— M. et Mme Henri Dublet ont célébré le mariage de leur fille Catherine avec M. Jean-Louis Lefebvre, célébré dans l'intimité le 29 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Kise Dubuquoy avec M. Claude Mayet. De la part de M. et Mme Marc Dubuquoy et de Mme Pierre Mayet. Paris, Grenoble.

— M. et Mme Denis Fonque, M. et Mme Simon Benatti, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Mlle Catherine et M. Pierre, qui a été célébré en la mairie d'Agde le samedi 2 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

RELIGION

— L'Association des fraternités du Frère Charles-de-Jéhu nous demande de préciser qu'elle n'est pas une association de bienfaisance comme a pu le faire croire notre information du 26 octobre publiée par erreur sous ce vocable. L'un des premiers buts de l'Association, qui groupe les responsables d'une douzaine de mouvements, est de conserver vivant dans l'Eglise l'esprit qui anima le Frère Charles (Père de Foucauld).

— On nous prie d'annoncer le décès, le 27 octobre, de M. René FAUDREY, né Ponsio.

De la part de M. et Mme Jean-Jacques Antier et leur fille, M. et Mme Jean-Paul Laroque, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice LARON, né André Dérabert, survenu dans sa soixante-huitième année, le dimanche 31 octobre.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 novembre, à 14 heures, à l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 58, rue de l'Assomption, Paris (18^e).

— M. et Mme Georges Corbelaud-Salagnan, M. et Mme Guy de Miniac, M. et Mme Pierre Goutet, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. LECUREUX, né Gabrielle Le Fraire, rappelée à Dieu le 1^{er} novembre, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse et les obsèques auront lieu le vendredi 5 novembre, à 10 h 30, à Breteuil, en la chapelle de l'hôpital de Breteuil. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction et les membres du personnel de la Compagnie I.B.M.-France, ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond FAULOUX, administrateur, survenu le 28 novembre 1976 à Saint-Gély-du-Fort (Hérault).

Les obsèques ont eu lieu le 3 novembre, à l'église de Saint-Gély-du-Fort, à Doméret (Allier).

— On nous prie d'annoncer le décès, le 27 octobre, de M. René FAUDREY, né Ponsio.

De la part de M. et Mme Jean-Jacques Antier et leur fille, M. et Mme Jean-Paul Laroque, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice LARON, né André Dérabert, survenu dans sa soixante-huitième année, le dimanche 31 octobre.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 novembre, à 14 heures, à l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 58, rue de l'Assomption, Paris (18^e).

— M. et Mme Georges Corbelaud-Salagnan, M. et Mme Guy de Miniac, M. et Mme Pierre Goutet, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. LECUREUX, né Gabrielle Le Fraire, rappelée à Dieu le 1^{er} novembre, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse et les obsèques auront lieu le vendredi 5 novembre, à 10 h 30, à Breteuil, en la chapelle de l'hôpital de Breteuil. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction et les membres du personnel de la Compagnie I.B.M.-France, ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond FAULOUX, administrateur, survenu le 28 novembre 1976 à Saint-Gély-du-Fort (Hérault).

Les obsèques ont eu lieu le 3 novembre, à l'église de Saint-Gély-du-Fort, à Doméret (Allier).

CARNET

— Nous apprenons le décès de M. Frédéric GOURY, né le 28 mai 1902. M. Frédéric Goupy est entré en 1926 à la Banque mobilière privée comme attaché de direction. Directeur commercial de la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Est de 1930 à 1941, il fut nommé en 1944 président-directeur général des établissements Brouha et des établissements M. Goupy. En 1962, il devient vice-président-directeur financier des établissements Flocq, Monopole, puis vice-président en 1969. M. Frédéric Goupy était également administrateur de la Banque Industrielle et mobilière privée.

— Mme Gérard Idoux, née Odile et Anna, M. et Mme R. Idoux, M. et Mme P. Idoux, Les familles Idoux, Plantier, Delange, Lauré et Lemaire, Les membres de la S.A.R.L. I.D.X. ont la douleur de faire part du décès de M. Gérard IDOUX, survenu accidentellement le 30 octobre 1976, à Abidjan (Côte-d'Ivoire), à l'âge de trente-trois ans. Les obsèques auront lieu ultérieurement.

— M. et Mme Jean-Claude Dreyfus, M. et Mme Philippe Kraemer, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès, le 27 octobre, de M. René FAUDREY, né Ponsio.

De la part de M. et Mme Jean-Jacques Antier et leur fille, M. et Mme Jean-Paul Laroque, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice LARON, né André Dérabert, survenu dans sa soixante-huitième année, le dimanche 31 octobre.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 novembre, à 14 heures, à l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 58, rue de l'Assomption, Paris (18^e).

— M. et Mme Georges Corbelaud-Salagnan, M. et Mme Guy de Miniac, M. et Mme Pierre Goutet, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. LECUREUX, né Gabrielle Le Fraire, rappelée à Dieu le 1^{er} novembre, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse et les obsèques auront lieu le vendredi 5 novembre, à 10 h 30, à Breteuil, en la chapelle de l'hôpital de Breteuil. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction et les membres du personnel de la Compagnie I.B.M.-France, ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond FAULOUX, administrateur, survenu le 28 novembre 1976 à Saint-Gély-du-Fort (Hérault).

Les obsèques ont eu lieu le 3 novembre, à l'église de Saint-Gély-du-Fort, à Doméret (Allier).

— On nous prie d'annoncer le décès, le 27 octobre, de M. René FAUDREY, né Ponsio.

De la part de M. et Mme Jean-Jacques Antier et leur fille, M. et Mme Jean-Paul Laroque, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice LARON, né André Dérabert, survenu dans sa soixante-huitième année, le dimanche 31 octobre.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 novembre, à 14 heures, à l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 58, rue de l'Assomption, Paris (18^e).

— M. et Mme Georges Corbelaud-Salagnan, M. et Mme Guy de Miniac, M. et Mme Pierre Goutet, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. LECUREUX, né Gabrielle Le Fraire, rappelée à Dieu le 1^{er} novembre, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse et les obsèques auront lieu le vendredi 5 novembre, à 10 h 30, à Breteuil, en la chapelle de l'hôpital de Breteuil. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction et les membres du personnel de la Compagnie I.B.M.-France, ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond FAULOUX, administrateur, survenu le 28 novembre 1976 à Saint-Gély-du-Fort (Hérault).

Les obsèques ont eu lieu le 3 novembre, à l'église de Saint-Gély-du-Fort, à Doméret (Allier).

— On nous prie d'annoncer le décès, le 27 octobre, de M. René FAUDREY, né Ponsio.

De la part de M. et Mme Jean-Jacques Antier et leur fille, M. et Mme Jean-Paul Laroque, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice LARON, né André Dérabert, survenu dans sa soixante-huitième année, le dimanche 31 octobre.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 novembre, à 14 heures, à l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 58, rue de l'Assomption, Paris (18^e).

— M. et Mme Georges Corbelaud-Salagnan, M. et Mme Guy de Miniac, M. et Mme Pierre Goutet, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. LECUREUX, né Gabrielle Le Fraire, rappelée à Dieu le 1^{er} novembre, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse et les obsèques auront lieu le vendredi 5 novembre, à 10 h 30, à Breteuil, en la chapelle de l'hôpital de Breteuil. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction et les membres du personnel de la Compagnie I.B.M.-France, ont la douleur de faire part du décès de M. Raymond FAULOUX, administrateur, survenu le 28 novembre 1976 à Saint-Gély-du-Fort (Hérault).

Les obsèques ont eu lieu le 3 novembre, à l'église de Saint-Gély-du-Fort, à Doméret (Allier).

— Nous apprenons le décès de M. Frédéric GOURY, né le 28 mai 1902. M. Frédéric Goupy est entré en 1926 à la Banque mobilière privée comme attaché de direction. Directeur commercial de la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Est de 1930 à 1941, il fut nommé en 1944 président-directeur général des établissements Brouha et des établissements M. Goupy. En 1962, il devient vice-président-directeur financier des établissements Flocq, Monopole, puis vice-président en 1969. M. Frédéric Goupy était également administrateur de la Banque Industrielle et mobilière privée.

— Mme Gérard Idoux, née Odile et Anna, M. et Mme R. Idoux, M. et Mme P. Idoux, Les familles Idoux, Plantier, Delange, Lauré et Lemaire, Les membres de la S.A.R.L. I.D.X. ont la douleur de faire part du décès de M. Gérard IDOUX, survenu accidentellement le 30 octobre 1976, à Abidjan (Côte-d'Ivoire), à l'âge de trente-trois ans. Les obsèques auront lieu ultérieurement.

— M. et Mme Jean-Claude Dreyfus, M. et Mme Philippe Kraemer, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Kise Dubuquoy avec M. Claude Mayet. De la part de M. et Mme Marc Dubuquoy et de Mme Pierre Mayet. Paris, Grenoble.

— M. et Mme Denis Fonque, M. et Mme Simon Benatti, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Mlle Catherine et M. Pierre, qui a été célébré en la mairie d'Agde le samedi 2 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Kise Dubuquoy avec M. Claude Mayet. De la part de M. et Mme Marc Dubuquoy et de Mme Pierre Mayet. Paris, Grenoble.

— M. et Mme Denis Fonque, M. et Mme Simon Benatti, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Mlle Catherine et M. Pierre, qui a été célébré en la mairie d'Agde le samedi 2 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Kise Dubuquoy avec M. Claude Mayet. De la part de M. et Mme Marc Dubuquoy et de Mme Pierre Mayet. Paris, Grenoble.

— M. et Mme Denis Fonque, M. et Mme Simon Benatti, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Mlle Catherine et M. Pierre, qui a été célébré en la mairie d'Agde le samedi 2 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Kise Dubuquoy avec M. Claude Mayet. De la part de M. et Mme Marc Dubuquoy et de Mme Pierre Mayet. Paris, Grenoble.

— M. et Mme Denis Fonque, M. et Mme Simon Benatti, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Mlle Catherine et M. Pierre, qui a été célébré en la mairie d'Agde le samedi 2 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Kise Dubuquoy avec M. Claude Mayet. De la part de M. et Mme Marc Dubuquoy et de Mme Pierre Mayet. Paris, Grenoble.

— M. et Mme Denis Fonque, M. et Mme Simon Benatti, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Mlle Catherine et M. Pierre, qui a été célébré en la mairie d'Agde le samedi 2 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— Nous apprenons le décès de M. Frédéric GOURY, né le 28 mai 1902. M. Frédéric Goupy est entré en 1926 à la Banque mobilière privée comme attaché de direction. Directeur commercial de la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Est de 1930 à 1941, il fut nommé en 1944 président-directeur général des établissements Brouha et des établissements M. Goupy. En 1962, il devient vice-président-directeur financier des établissements Flocq, Monopole, puis vice-président en 1969. M. Frédéric Goupy était également administrateur de la Banque Industrielle et mobilière privée.

— Mme Gérard Idoux, née Odile et Anna, M. et Mme R. Idoux, M. et Mme P. Idoux, Les familles Idoux, Plantier, Delange, Lauré et Lemaire, Les membres de la S.A.R.L. I.D.X. ont la douleur de faire part du décès de M. Gérard IDOUX, survenu accidentellement le 30 octobre 1976, à Abidjan (Côte-d'Ivoire), à l'âge de trente-trois ans. Les obsèques auront lieu ultérieurement.

— M. et Mme Jean-Claude Dreyfus, M. et Mme Philippe Kraemer, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Kise Dubuquoy avec M. Claude Mayet. De la part de M. et Mme Marc Dubuquoy et de Mme Pierre Mayet. Paris, Grenoble.

— M. et Mme Denis Fonque, M. et Mme Simon Benatti, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants, Mlle Catherine et M. Pierre, qui a été célébré en la mairie d'Agde le samedi 2 octobre 1976.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Alexandra Zibé, fille du marquis d'Elzéar (†) et de Mme, née Isabelle Aron et Coeur (†), avec Mlle Gachet, fille de M. Georges Icard, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Lucille Aron. La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité le 29 octobre en l'église paroissiale du Bec-Hellouin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Marie-Françoise Dreyfus avec M. Philippe Kraemer. Ses enfants, M. et Mme Marc Rousseau et leurs fils, M. Alain Dreyfus, M. Olivier Kraemer, M. Laurent Kraemer, ses petits-enfants, M. Henri Leclaire, sa sœur, Mlle Marie-Françoise, et Mme Amélie Alvarez, ont la grande douleur de faire part du décès de M. M. ALBA, ancienne élève de l'E.N.S. de Sèvres, professeur agrégée de l'Université. Les obsèques ont eu lieu dans la plus str

PRESSE

Protestation du Syndicat du Livre C.G.T. contre l'évacuation d'une usine clermontoise

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. appelle, ce jeudi 4 novembre, à un rassemblement devant le siège de la SNEP (Société nationale des entreprises de presse) à Paris — assorti d'un ordre de grève d'une heure au moins — lancé par la Fédération française des travailleurs du Livre — pour protester contre l'évacuation par les forces de police, mercredi matin, de l'imprimerie Mont-Louis, à Clermont-Ferrand, occupée depuis le 25 octobre par nos dernières éditions de mercredi. L'ordre de grève, qui par ailleurs, a été lancé mercredi par le syndicat du Livre régional, empêchera la parution, ce jeudi 4 novembre, du quotidien la Montagne à Clermont-Ferrand.

Dans l'ancienne imprimerie de Pierre Laval

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — L'imprimerie clermontoise Mont-Louis, ancienne propriété de Pierre Laval, dévouée à la libération, a été prise de presse (SNEP), a rou-

«SUD-OUEST» : un conflit qui en cache un autre.

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Le journal Sud-Ouest n'a pas paru ce jeudi 4 novembre, à la suite d'un mouvement de grève des ouvriers du Livre C.G.T. Cette grève fait suite à quelques débrayages qui avaient compromis plusieurs éditions du journal les jours précédents.

A l'origine du conflit, le refus de la direction d'embaucher définitivement un ouvrier qui effectuait depuis plusieurs années des remplacements de vacances avec des contrats à durée déterminée. Refusant le qualificatif de « mesure discriminatoire » employé par le syndicat du Livre pour expliquer la grève, un communiqué de la direction de Sud-Ouest précise : Neuf contrats à durée déterminée sur treize ont été renouvelés au service des rotatives dans l'attente des reclassements internes motivés par l'adaptation aux nouvelles techniques. Les critères habituels d'embauche de ce personnel temporaire ont été respectés en conformité avec la convention collective.

Il semble, en fait, que la véritable cause du conflit soit surtout le non-abandonnement des négociations en cours, entre la direction de Sud-Ouest et le syndicat du Livre, à la suite de l'introduction des techniques nouvelles d'impression.

LE LIVRE «PRISON D'AFRIQUE» RESTE SAISI

Faisant droit au « déclinatoire de compétence » déposé au nom du ministre de l'Intérieur, Mme Simone Rozès, président du tribunal de Paris, s'est déclaré incompétente, mercredi 3 novembre, pour statuer en référé sur la demande de mainlevée de la saisie de cet ouvrage de M. Jean-Paul Alata, saisie pratiquée sur arrêté du 22 octobre de M. Poniatowski (le Monde du 4 novembre). Mme Rozès estime que l'appréciation de la validité d'une telle mesure relève de la compétence des juridictions administratives.

SCIENCES

M. BARRÈRE EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION ASTRONAUTIQUE INTERNATIONALE

Un Français, M. Marcel Barrère, directeur général de l'Agence spatiale de l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales), a été élu président de la Fédération astronautique internationale. Il succède à M. Leonard Jaffe (Etats-Unis). M. Barrère, qui était l'un des cinq vice-présidents de la Fédération, vient de recevoir le Prix international d'astronautique Guggenheim, décerné par cet organisme. M. Barrère est un spécialiste de la chimie chimique dans les écoulements à grande vitesse, discipline essentielle pour la mise au point des fusées.

LISEZ

«le Monde des philatélistes»

LE DIX MILLIÈME NUMÉRO DE «L'AUREORE»

Le quotidien L'Aurore célèbre, ce jeudi 4 novembre, son dix millième numéro et publie à cette occasion un fac-similé du célèbre «L'Aurore», daté 13 janvier 1898, et qui marquait le tournant de «l'affaire Dreyfus».

Ce dix millième numéro reproduit également les réponses de nombreuses et diverses personnalités à qui L'Aurore avait demandé leur opinion à cette occasion. «Dans la démocratie française», qui doit pratiquer la tolérance — écrit pour sa part M. Giscard d'Estaing — la tradition d'indépendance de L'Aurore a la valeur d'un symbole.

M. Georges Marchais, quant à lui, après avoir manifesté «étonnement et plaisir» pour cette initiative, souhaite «que les Français puissent avoir une diversité de journaux de sensibilités différentes». «Et ce que je dis là», précise le secrétaire général du P.C., «vaut pour aujourd'hui et pour demain».

C'est le 11 septembre 1944 que Robert Lazurick a créé ce journal, dont quelques numéros avaient été publiés en 1942 dans la clandestinité.

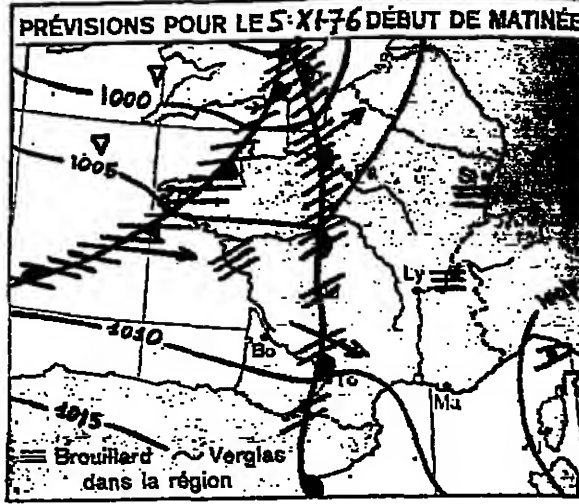
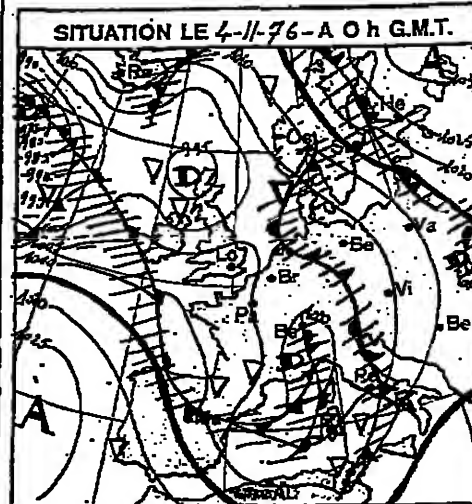
Le Courrier de Paris, nouveau mensuel (3 F.), vient de faire paraître son premier numéro, tiré à cinq mille exemplaires, format tabloïd. En vente dans les kiosques, ce journal entend traiter tous les sujets concernant Paris et la région parisienne en apportant une information «dépourvue de toute contingence politique ou économique».

Le Courrier de Paris pourrait devenir hebdomadaire s'il rencontre une audience suffisante.

La modernisation des entreprises de presse brillantes vient de faire l'objet d'un accord entre la quasi-totalité des syndicats de presse et des propriétaires de journaux de Fleet Street. Les deux parties ont arrêté en commun, annoncent-elles, un certain nombre de principes : l'introduction des technologies nouvelles n'entraînera pas de licenciements ; elle se fera après accord amiable ; des procédures détaillées seront mises au point couvrant les départs volontaires et la retraite et le montant des pensions. — (A.F.P.)

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 novembre à 0 heures et le vendredi 5 novembre à 24 heures :

L'air froid qui a pénétré sur la France à l'arrière de la perturbation qui a affecté la moitié sud de notre pays progressera vers la Méditerranée et stagnera aussi sur nos régions orientales. La perturbation, actuellement sur la proche-Atlantique, pénétrera lentement à travers notre pays par l'ouest, mais son activité sera plus faible que la précédente, tout en apportant un adoucissement.

Vendredi, cette nouvelle perturbation donnera dès le matin un temps souvent très nuageux sur la moitié ouest de la France, avec de faibles pluies faibles et un adoucissement. Le soir, ce type de temps atteindra les régions s'étendant des Ardennes et du nord du Massif Central aux Charentes et à la Vendée, tandis

qu'il s'atténuera dans le Sud-Ouest. Un temps un peu plus variable s'établira alors de la Bretagne aux Flandres. Avant l'arrivée de cette perturbation, le temps sera — sur le reste de notre pays — nuageux et assez frais pour la saison, surtout le matin sur le Nord-Est, le Massif Central et le Centre-Est, où de faibles pluies et des formations brumeuses seront observées. On notera encore quelques ondées orageuses, tendant à s'atténuer, sur l'est des Alpes, le Sud-Est et la Corse.

Les vents faibliront lentement sur le pourtour méditerranéen ; ils s'orienteront au centre-ouest et sud-ouest, de l'Atlantique à la Manche, en se renforçant un peu.

Jeudi 4 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1006,8 millibars, soit 752,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au

cours de la journée du 3 novembre : le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Albi, 17 et 9 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 13 et 7 ; Brest, 10 et 4 ; Caen, 10 et 2 ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 8 et 1 ; Dijon, 10 et 4 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 7 et 1 ; Lyon, 12 et 2 ; Marseille, 18 et 7 ; Nancy, 9 et 2 ; Nantes, 10 et 0 ; Nice, 11 et 9 ; Paris-Le Bourget, 9 et 2 ; Pau, 12 et 3 ; Perpignan, 12 et 8 ; Rennes, 9 et 2 ; Strasbourg, 11 et 4 ; Toulouse, 8 et 0 ; Toulouse, 13 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 14 degrés ; Amsterdam, 7 et 2 ; Athènes, 23 et 13 ; Berlin, 11 et 5 ; Bonn, 8 et 2 ; Bruxelles, 7 et 2 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Copenhague, 9 et 8 ; Genève, 11 et 4 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 9 et 1 ; Madrid, 12 et 11 ; Moscou, 0 et -10 ; New-York, 13 et 11 ; Palma-de-Majorque, 18 et 14 ; Rome, 16 et 12 ; Stockholm, 6 et 5 ; Téhéran, 18 et 6.

Automobile

UN OUVRAGE SUR L'ENTRETIEN ET LES PETITES RÉPARATIONS

Les améliorations techniques dont bénéficient, d'une façon permanente, les automobiles actuelles en ont fait des engins perfectionnés et fiables, à tel point que l'on oublie parfois, à tort, d'assurer un minimum d'entretien.

L'auto, entretien et petites réparations, ouvrage rédigé par notre confrère Jacques Farenç, rédacteur en chef de Commerce réparation automobiles et ingé-

nieur de l'automobile, se signale par ses textes simples et aisément compréhensibles, ainsi que par des dessins précis. Il fait clairement ressortir les principaux points à surveiller, aborde en détail le problème du diagnostic et invite le lecteur aux rudiments des réglages principaux et des réparations courantes avec un minimum de matériel. Il apprend enfin à dépister les consommations anormales.

Édit. Chancelier-Picureau, coll. «Vidi». Prix : 23 F.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 4 novembre 1976 :

DES DÉCRETS

● Fixant les conditions de prestation du serment par les militaires de la gendarmerie ;
● Relatif aux transactions sur la poursuite des délits et contraventions en matière forestière.

Santé

● La Saône-et-Loire vient d'être officiellement déclarée département atteint par la rage, par arrêté ministériel pris par le ministre de l'Agriculture, publié au Journal officiel du 30 octobre. Désormais, la vaccination de tous les animaux domestiques est obligatoire dans ce département, le vingt et unième à être reconnu atteint et les maires sont autorisés à faire abattre ou à envoyer en fourrière les animaux errants.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Rallies
75421 PARIS — CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE — D.O.M. — T.O.M.

98 F 175 F 252 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

128 F 355 F 523 F 690 F

ÉTRANGER (messageries)

L — BELGIQUE — LUXEMBOURG

PAYS-BAS — SUISSE

125 F 238 F 325 F 440 F

IL — TUNISIE

163 F 305 F 448 F 590 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements) tou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse définitive ou provisoire (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

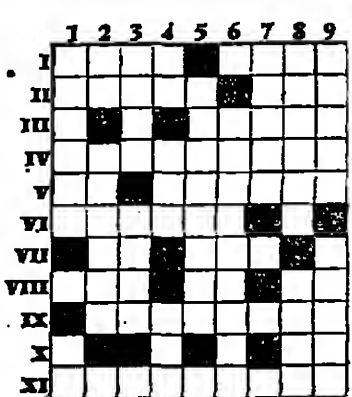
Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1604



HORIZONTALEMENT

I. Radis du Brésil ; Achève l'œuvre d'un trait acéré. II. Partie d'un journal. Fit perdre à son mari une situation exceptionnelle. — III. En Suisse. — IV. Tailleur pour hommes et dames. — V. Conjonction. Mal en point. — VI. Sont vouées au genre unique. — VII. Mot d'enfant. Moyen de transmission. — VIII. Début d'une devise latine connue. Pronom ; Renait de ses cendres. — IX. Incite à frapper fort. — X. Terme musical. — XI. Entretenues avec une certaine complaisance.

VERTICALEMENT

1. La tête ou la cervelle ; Langue. — 2. Abréviature ; Loin d'être reposants. — 3. Grecque ; Utile à l'écriture. — 4. Ouvrent la voie à de jolis rêves ; S'élève à coups de pelle ; Sujet biographique. — 5. Dans un cabinet dentaire. — 6. Abandonneras. — 7. Mesquin. — 8. Ne saurait donc être nié ; Source de bien-être hivernal. — 9. Plantes ; Humbles charges.

Solution du problème n° 1603

Horizontalement

I. Semis ; Cab. — II. Odeur ; Sa. — III. Ut ; Ode. — IV. NS ; Man. — V. Séditions. — VI. Obèses. — VII. Le ; Tse-tse. — VIII. Nue ; Eau. — IX. Fessier. — X. Lunes. — XI. Précisera.

Verticalement

1. Sous-sol ; Filp. — 2. Est ; Ebène. — 3. Mi ; Dé ; Ussé. — 4. Ironistes. — 5. Siestes ; III. — 6. St ; Ess ; Eus. — 7. Amo ; Terme. — 8. As ; Anisa ; Er. — 9. Bains ; Eu ; SA.

GUY BROUTY.

Transports

● Interruptions de service sur les lignes de métro n° 13 et 14. Afin de préparer la mise en service de la nouvelle ligne de métro n° 13 (Saint-Denis-Bastille - Châtillon-Montrouge) des interruptions de trafic sont annoncées par la R.A.T.P. sur les lignes n° 13 et 14.

Le trafic s'arrêtera le jeudi 4 novembre à 22 heures, et le vendredi 5 novembre, à 20 heures, entre les stations Champs-Élysées-Clemenceau et Saint-Lazare. Entre les stations Invalides et Duroc de la ligne n° 14, l'interruption de service sera effective le 4 novembre, à 22 heures. Le 5 novembre, à 16 heures, une navette d'autobus sera mise en place jusqu'à 20 heures.

Enfin une navette fonctionnera le 9 novembre, entre les stations Invalides et Varenne de 10 heures à 15 heures. La nouvelle ligne n° 13 fonctionnera dans sa totalité à partir de 15 heures.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ : 12 h - Arrivée : 13 h 55

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 15 h 40

Chicago sans escale.

Le seul vol direct quotidien. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 19 h 15

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 11 h 55 - Arrivée : 14 h 50

Los Angeles sans escale.

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle. Départ : 11 h 40 - Arrivée Los Angeles : 16 h 15

Arrivée San Francisco : 18 h 53

N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

صوتنا من الامم

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



Equus, Apollon et Dionysos

● Éléance négligée, pull-over pas neuf, trop large, le metteur en scène britannique John Dexter vient au Théâtre d'Orsay mettre la dernière main à son spectacle, « Equus », de Peter Shaffer, adapté par Mathieu Galey. C'est l'histoire d'un jeune garçon qui rêve de devenir cheval et de son psychanalyste, personnage central qui porte la représentation, lui imprime sa personnalité.

A Londres, au National Theatre, avec Michael Jayston, la création s'enveloppait de fragilité mélancolique, d'ambiguïté douloureuse. A New-York, Richard Burton (il joua aussi le film que Sydney Lumet tira de la pièce) électrisait par son inquiétude, son autorité, sa puissance physique. A Paris, c'est François Fieret, Dexter et son assistant O'Hara ne cessent de s'écouter : « Quel professionnel ! Il propose, il domine, il ne dit jamais non, il dit toujours oui, il pense oui. Nous américains bien mouler avec lui la dernière pièce de Weaker, « Les Marchands » ; quand on rencontre un tel acteur, on ne le lâche pas ».

● Ce spectacle apparemment simple (mais extrêmement sophistiqué et précis puisqu'il s'agit de faire côtoyer sans rupture la nudité d'un réel objectif et les brouillards de l'inconscient) est en même temps un triomphe international ; on l'a joué un peu partout, mais John Dexter en résume les copies. La mise en scène est d'ailleurs beaucoup trop « simple » pour un spectacle reproduit, elle doit être recréée. Dexter partage ce travail avec O'Hara, qui le premier a su discerner l'intérêt d'une ébauche écrite dans un style réaliste, dans un ordre chronologique : « J'y ai travaillé un an, raconte Dexter, et aucun producteur n'en voulait. Lorsque j'ai appris qu'il y avait un trou dans la programmation de National Theatre, je suis allé trouver Sir Laurence Olivier, qui m'a dit : « Essayez ». O'Hara était aux États-Unis, il est revenu au milieu des répétitions, il nous a signalé tout ce qui n'allait pas et que nous avons modifié. Malgré tout, le succès nous a surpris. Nous pensions qu'il s'agissait d'une petite pièce un peu particulière pour vingt représentations. Mais je crois comprendre pourquoi chaque spectateur se sent atteint : derrière le thème de la psychanalyse, sa nécessité et ses dangers, se pose une question plus profonde qui, depuis toujours, appartient au théâtre, le conflit entre la pensée et le corps, entre Apollon et Dionysos. Cet élément mythologique attire et retient, mais rend le travail très délicat. — C. G.

* Théâtre d'Orsay, à partir du 5 novembre.

MARIGNAN PATHE - ELVIERE LINCOLN - MARQUET LATIN - GUYOTTE - REX - IMPERIAL PATHE - MONTMARTRE - GUYOTTE PATHE - HUBERT - LES NATION - CAMBONNE - LES NATION - FILM ST-JACQUES - ST-LAZARE PATHE - MARIGNAN PATHE - ELVIERE PATHE - STRAUS PATHE - TRISTE PATHE - MARLY PATHE - LES NATION - FLAMAND PATHE - AMEL PATHE - GUYOTTE PATHE - CAMBONNE PATHE

un fou-rire triomphal

DERNIERE FOLIE MEL BROOKS

Danse

Les « post-modern » américains

L'idée d'organiser pendant le mois de novembre une session consacrée aux « post-modern » américains est particulièrement opportune. Elle répond à la vive curiosité suscitée par la récente représentation d'« Einstein on the beach » et réunit une quinzaine de créateurs représentatifs d'une avant-garde qui, depuis 1970, a amené à New-York un fâcheux mélange d'expérimentations parfois contradictoires de l'« art minimal », aux formes les plus complexes. On y retrouve certains collaborateurs de Bob Wilson, venu cette fois accomplir une performance en soliste, le compositeur Phil Glass, la chanteuse Joan La Barbara, la violoniste Bob Brown, le saxophoniste John Gibson ou la danseuse Lucinda Child.

La danse est directement impliquée dans ces recherches dégoûtées des critères esthétiques. Accompagnée parfois d'effets vidéo, elle permet de visualiser une autre conception de l'espace et du temps, ou de mener à son terme l'effet de fatigue engendré par les musiques répétitives. C'est pourquoi des musiciens comme John Gibson ou Richard Peck ont associé le mouvement de la danse à leur problématique du son. Le Festival d'automne avait déjà présenté des essais similaires : les girations d'Andy de Groot, les régressions frileuses de Meredith Monk ou les accumulations gestuelles de Trisha Brown. Coupées de leur contexte, ces démonstrations furent regues à Paris comme des provocations gratuites. Grâce à « Einstein on the beach », les voici replacées dans une perspective d'évolution naturelle, et c'est avec un œil neuf que l'on aborde le programme du Mois. Le travail de Nancy Topf est une recherche de mouvements à partir des lois naturelles du corps. La fillette de John Gibson lui sert de médium pour extérioriser des « images anatomiques » (4 novembre).

Nancy Lewis a dansé pendant quinze ans chez Cunningham. Sa rencontre avec le saxophoniste Richard Peck l'a incitée à l'improvisation et à la création dans une expression gestuelle qui tend vers le minimum (9 novembre).

Lucinda Child a appartenu pendant dix années à « Judson Dance Theater » de New-York (école très intellectuelle qui a poussé ses investigations jusqu'au point zéro de la danse). Ses expérimentations

Après l'interdiction totale par le secrétariat d'Etat à la culture du film de Jean-François Davy « Exhibition II », la Société des réalisateurs de films demande, dans un communiqué, l'annulation de cette mesure et précise qu'elle s'oppose au principe de censure quelle qu'elle soit et d'où quelle vienne.

MARIGNAN - BALZAC - RICHELIEU - MONTMARTRE - CAMBONNE - CLUNY PALACE - CAMBONNE - GAUMONT SUD - CLICHY-PATHE - NATION - MADELINE - BELLE EPIQUE - VELIZY - ARGENTEUIL - CHAMPIGNY - LE BOURGET - EYRY - PARLY - EPINAY - ARIEL - Rueil-Malmaison.

UN GRAND ANIME FRANÇAIS

LES 12 TRAVAUX D'ASTERIX

UN EVENEMENT

un fou-rire triomphal

DERNIERE FOLIE MEL BROOKS

Exposition

Max Jacob sur la Butte

L'année Max Jacob, celle du centième anniversaire de sa naissance, n'aurait pu commencer par le bon sans l'hommage de Paris. Du Paris où il a passé la bouillonnante première partie de sa vie d'artiste et de peintre, et où il est revenu, mais pas très loin, rue Nollet, de 1927 à 1936 : Montmartre. Une plaque vient enfin d'être apposée, 7, rue Ravignan, non loin de l'« Le Bateau-Lavoir », où il séjourna également. La même jour était inauguré au musée de Montmartre, déjà plein de souvenirs, une modeste et émue exposition.

Comme celles de Quimper, en juillet dernier, de Bobigny en 1969, d'Orléans en 1964, elle rassemble des reliques, des documents, des livres dédiés, etc., qui restituent la présence vivante du poète du Cornet à des, au milieu de ses amis dont l'action concertée, dans des conditions matérielles misérables, devait provoquer la plus importante révolution littéraire et artistique du siècle.

La plupart sont là, beaucoup avec leurs œuvres : Picasso, Juan Gris, Marcoussis et les autres cubistes, le sculpteur Gargallo et le peintre Otto Freundlich, André Salmon et Guillaume Apollinaire, Marie Laurencin et Natalia Gontcharova, le peintre Marc Chagall, Radiguet, Aurio, Pouillon, Henri Sauguet. Il n'est pas exagéré d'affirmer que Max était, et demeure, au centre de tout.

A part Aurio et Sauguet, tous sont morts, comme vient de mourir le cher Jean Denol, qui eût dû présider les cérémonies, lui qui présidait la

société « Les Amis de Max Jacob » (il a été remplacé par le docteur Robert Siguel).

Jeanine Warnod, chargée d'organiser l'exposition, a pu mettre l'accent sur le Max Jacob peintre, moins connu bien qu'il soit tiré le plus clair de ses ressources (fort maigres, au demeurant) de la vente de ses dessins et de ses gouaches. La centaine d'œuvres accrochées aux murs de l'ancienne demeure de Léon Bloy et de Demetrios Galanis, entre autres, montre à quel point cet authentique artiste plastique fut occulté, dans l'opinion, par le poète. A vrai dire, maintenant, le peintre ne survit, en dépit de sa valeur, que par la gloire de Max Jacob par le poète Robert Siguel. Quel qu'il en soit, cet art si figuratif — paysages bretons, vues de Paris, scènes religieuses, scènes de théâtre, scènes de cirque ou de fêtes foraines, sans compter les fort beaux portraits de lui-même ou de ses proches, — dont Jean Bourret se plaît à souligner le côté « novateur et inventeur » dans le domaine des procédés, n'est pas si négligeable que cela. Il a une fraîcheur de vision et un souci du détail juste qui ne sauraient être assimilés à l'art naïf. Max voyait le monde avec des yeux d'enfant, il le représentait avec une main de professionnel. De la même façon qu'il faisait, dans ses livres, vivre et parler ses contemporains. De la même façon qu'il se raconte lui-même, avec humour et simplicité, dans la Vie de Max Jacob par le poète Robert Siguel, que vient de publier l'éditeur A.G. Nizet et qu'on aurait voulu voir figurer à l'exposition.

Cette biographie ne nous apporte peut-être pas beaucoup de neuf sur Max Jacob, bien que de nombreux détails aient la saveur de l'écrit. Ce qui est neuf, c'est le ton. Le ton qui est certainement celui de Max. C'est, enrichi de souvenirs personnels, une sorte d'interview d'un poète par un poète, qui recoupe et complète une existence tant bien que mal reconstituée par les jalons réunis temporairement au musée de Montmartre.

On y voit, par exemple, une lettre de Jean Paulhan tenant Max au courant des démarches faites pour lui obtenir la Légion d'honneur. Robert Guisette s'en fait le témoin : « Je le trouvais en robe de chambre rouge auvergnat sur un pyjama roseau. » Comme cela, me dit-il, le ruban est moins voyant. C'est de la modestie. — J.-M. D.

* Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent. Jusqu'au 30 janvier.

Variétés

« NINI LA CHANCE »

Mode d'expression spécifiquement américain où le fond c'est d'abord la forme, la comédie musicale n'a jamais pu, malgré de multiples tentatives, s'installer en France. Dernier essai de genre, « Nini la Chance », comme Mayflower, l'originalité d'avoir été conçu, écrit, composé par des Français (Marcel et Liferman) autour d'une actrice populaire (Annie Cordy). Celle-ci à la qualité rare d'être une femme de spectacle complète, qui mène le jeu avec un abaissement, qui joue sur le mouvement, qui bouge, qui se déplace, qui évolue, qui change et qui danse, qui sait que, de connaissance avec le public, on peut le conduire où l'on veut avec de la passion et de l'habileté, qui est capable de glisser naturellement dans la loufoquerie, parfois dans la parodie et en sachant garder la mesure, en utilisant en même temps une certaine émotion. Aussi Nini la Chance, débordante de vitalité, d'enthousiasme, comme il le faut dans une comédie musicale.

L'histoire elle-même imaginant une fille de la fin des années 30 qui prend la vie comme elle va et qui, de San-Francisco en 1939, se retrouve en France en 1940, dans la « drôle de guerre », puis à Londres, n'a que peu d'importance, on soulignera quand même que cela est écrit avec soin, sans vulgarité.

Courte Annie Cordy, la réussite est dans la mise en forme. Certes, celle-ci est sans modernité. Mais Raymond Vogel, qui a mis en scène, et Paul Glover, qui a réglé la chorégraphie, présentent dans un dispositif de scène dynamique un spectacle propre, net, avec des séquences musicales, dansées et jouées construites et réalisées avec le sens du rythme, avec le concours d'une troupe remarquable que s'est mise en scène Annie Cordy.

CLAUDE FLEOUTER.

* Théâtre Marigny, 21 heures.

LA PREMIERE DU « GENRE HUMAIN » N'A PU AVOIR LIEU

● La première représentation de la pièce de Jean-Edern Hallier, le « Genre Humain » (voir le Monde des spectacles du 4 novembre), qui devait avoir lieu le mardi 3 novembre à l'Espace Cardin a été annulée — officiellement pour « des raisons techniques ». Il semblerait néanmoins que l'auteur ait émis de sérieuses réserves sur l'état actuel de la mise en scène d'Henri Ronse. La direction de l'Espace Cardin espère que la première aura lieu le 9.

Gie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS

Ventes aux enchères publiques

DROUOT - RIVE GAUCHE

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. : 544-38-72 - Téléc 270-906

Sauf indication particulière, les expositions ont lieu la veille des ventes de 11 heures à 18 heures

LUNDI 8 NOVEMBRE (Exposition samedi 6)
S. 1. - Tableaux mod. Hauts 4p. et mod. M. Ador, Picard, Tajan.
— M. Bolognini, de Beckeren. M.M. Fromanger.
S. 2. - Tableaux mod. Océanogr. S. 3. - Tableaux mod. Océanogr. S. 4. - Tableaux mod. Océanogr. S. 5. - Tableaux mod. Océanogr. S. 6. - Tableaux mod. Océanogr. S. 7. - Tableaux mod. Océanogr. S. 8. - Tableaux mod. Océanogr. S. 9. - Tableaux mod. Océanogr. S. 10. - Tableaux mod. Océanogr. S. 11. - Tableaux mod. Océanogr. S. 12. - Tableaux mod. Océanogr. S. 13. - Tableaux mod. Océanogr. S. 14. - Tableaux mod. Océanogr. S. 15. - Tableaux mod. Océanogr. S. 16. - Tableaux mod. Océanogr. S. 17. - Tableaux mod. Océanogr. S. 18. - Tableaux mod. Océanogr. S. 19. - Tableaux mod. Océanogr. S. 20. - Tableaux mod. Océanogr. S. 21. - Tableaux mod. Océanogr. S. 22. - Tableaux mod. Océanogr. S. 23. - Tableaux mod. Océanogr. S. 24. - Tableaux mod. Océanogr. S. 25. - Tableaux mod. Océanogr. S. 26. - Tableaux mod. Océanogr. S. 27. - Tableaux mod. Océanogr. S. 28. - Tableaux mod. Océanogr. S. 29. - Tableaux mod. Océanogr. S. 30. - Tableaux mod. Océanogr. S. 31. - Tableaux mod. Océanogr. S. 32. - Tableaux mod. Océanogr. S. 33. - Tableaux mod. Océanogr. S. 34. - Tableaux mod. Océanogr. S. 35. - Tableaux mod. Océanogr. S. 36. - Tableaux mod. Océanogr. S. 37. - Tableaux mod. Océanogr. S. 38. - Tableaux mod. Océanogr. S. 39. - Tableaux mod. Océanogr. S. 40. - Tableaux mod. Océanogr. S. 41. - Tableaux mod. Océanogr. S. 42. - Tableaux mod. Océanogr. S. 43. - Tableaux mod. Océanogr. S. 44. - Tableaux mod. Océanogr. S. 45. - Tableaux mod. Océanogr. S. 46. - Tableaux mod. Océanogr. S. 47. - Tableaux mod. Océanogr. S. 48. - Tableaux mod. Océanogr. S. 49. - Tableaux mod. Océanogr. S. 50. - Tableaux mod. Océanogr. S. 51. - Tableaux mod. Océanogr. S. 52. - Tableaux mod. Océanogr. S. 53. - Tableaux mod. Océanogr. S. 54. - Tableaux mod. Océanogr. S. 55. - Tableaux mod. Océanogr. S. 56. - Tableaux mod. Océanogr. S. 57. - Tableaux mod. Océanogr. S. 58. - Tableaux mod. Océanogr. S. 59. - Tableaux mod. Océanogr. S. 60. - Tableaux mod. Océanogr. S. 61. - Tableaux mod. Océanogr. S. 62. - Tableaux mod. Océanogr. S. 63. - Tableaux mod. Océanogr. S. 64. - Tableaux mod. Océanogr. S. 65. - Tableaux mod. Océanogr. S. 66. - Tableaux mod. Océanogr. S. 67. - Tableaux mod. Océanogr. S. 68. - Tableaux mod. Océanogr. S. 69. - Tableaux mod. Océanogr. S. 70. - Tableaux mod. Océanogr. S. 71. - Tableaux mod. Océanogr. S. 72. - Tableaux mod. Océanogr. S. 73. - Tableaux mod. Océanogr. S. 74. - Tableaux mod. Océanogr. S. 75. - Tableaux mod. Océanogr. S. 76. - Tableaux mod. Océanogr. S. 77. - Tableaux mod. Océanogr. S. 78. - Tableaux mod. Océanogr. S. 79. - Tableaux mod. Océanogr. S. 80. - Tableaux mod. Océanogr. S. 81. - Tableaux mod. Océanogr. S. 82. - Tableaux mod. Océanogr. S. 83. - Tableaux mod. Océanogr. S. 84. - Tableaux mod. Océanogr. S. 85. - Tableaux mod. Océanogr. S. 86. - Tableaux mod. Océanogr. S. 87. - Tableaux mod. Océanogr. S. 88. - Tableaux mod. Océanogr. S. 89. - Tableaux mod. Océanogr. S. 90. - Tableaux mod. Océanogr. S. 91. - Tableaux mod. Océanogr. S. 92. - Tableaux mod. Océanogr. S. 93. - Tableaux mod. Océanogr. S. 94. - Tableaux mod. Océanogr. S. 95. - Tableaux mod. Océanogr. S. 96. - Tableaux mod. Océanogr. S. 97. - Tableaux mod. Océanogr. S. 98. - Tableaux mod. Océanogr. S. 99. - Tableaux mod. Océanogr. S. 100. - Tableaux mod. Océanogr. S. 101. - Tableaux mod. Océanogr. S. 102. - Tableaux mod. Océanogr. S. 103. - Tableaux mod. Océanogr. S. 104. - Tableaux mod. Océanogr. S. 105. - Tableaux mod. Océanogr. S. 106. - Tableaux mod. Océanogr. S. 107. - Tableaux mod. Océanogr. S. 108. - Tableaux mod. Océanogr. S. 109. - Tableaux mod. Océanogr. S. 110. - Tableaux mod. Océanogr. S. 111. - Tableaux mod. Océanogr. S. 112. - Tableaux mod. Océanogr. S. 113. - Tableaux mod. Océanogr. S. 114. - Tableaux mod. Océanogr. S. 115. - Tableaux mod. Océanogr. S. 116. - Tableaux mod. Océanogr. S. 117. - Tableaux mod. Océanogr. S. 118. - Tableaux mod. Océanogr. S. 119. - Tableaux mod. Océanogr. S. 120. - Tableaux mod. Océanogr. S. 121. - Tableaux mod. Océanogr. S. 122. - Tableaux mod. Océanogr. S. 123. - Tableaux mod. Océanogr. S. 124. - Tableaux mod. Océanogr. S. 125. - Tableaux mod. Océanogr. S. 126. - Tableaux mod. Océanogr. S. 127. - Tableaux mod. Océanogr. S. 128. - Tableaux mod. Océanogr. S. 129. - Tableaux mod. Océanogr. S. 130. - Tableaux mod. Océanogr. S. 131. - Tableaux mod. Océanogr. S. 132. - Tableaux mod. Océanogr. S. 133. - Tableaux mod. Océanogr. S. 134. - Tableaux mod. Océanogr. S. 135. - Tableaux mod. Océanogr. S. 136. - Tableaux mod. Océanogr. S. 137. - Tableaux mod. Océanogr. S. 138. - Tableaux mod. Océanogr. S. 139. - Tableaux mod. Océanogr. S. 140. - Tableaux mod. Océanogr. S. 141. - Tableaux mod. Océanogr. S. 142. - Tableaux mod. Océanogr. S. 143. - Tableaux mod. Océanogr. S. 144. - Tableaux mod. Océanogr. S. 145. - Tableaux mod. Océanogr. S. 146. - Tableaux mod. Océanogr. S. 147. - Tableaux mod. Océanogr. S. 148. - Tableaux mod. Océanogr. S. 149. - Tableaux mod. Océanogr. S. 150. - Tableaux mod. Océanogr. S. 151. - Tableaux mod. Océanogr. S. 152. - Tableaux mod. Océanogr. S. 153. - Tableaux mod. Océanogr. S. 154. - Tableaux mod. Océanogr. S. 155. - Tableaux mod. Océanogr. S. 156. - Tableaux mod. Océanogr. S. 157. - Tableaux mod. Océanogr. S. 158. - Tableaux mod. Océanogr. S. 159. - Tableaux mod. Océanogr. S. 160. - Tableaux mod. Océanogr. S. 161. - Tableaux mod. Océanogr. S. 162. - Tableaux mod. Océanogr. S. 163. - Tableaux mod. Océanogr. S. 164. - Tableaux mod. Océanogr. S. 165. - Tableaux mod. Océanogr. S. 166. - Tableaux mod. Océanogr. S. 167. - Tableaux mod. Océanogr. S. 168. - Tableaux mod. Océanogr. S. 169. - Tableaux mod. Océanogr. S. 170. - Tableaux mod. Océanogr. S. 171. - Tableaux mod. Océanogr. S. 172. - Tableaux mod. Océanogr. S. 173. - Tableaux mod. Océanogr. S. 174. - Tableaux mod. Océanogr. S. 175. - Tableaux mod. Océanogr. S. 176. - Tableaux mod. Océanogr. S. 177. - Tableaux mod. Océanogr. S. 178. - Tableaux mod. Océanogr. S. 179. - Tableaux mod. Océanogr. S. 180. - Tableaux mod. Océanogr. S. 181. - Tableaux mod. Océanogr. S. 182. - Tableaux mod. Océanogr. S. 183. - Tableaux mod. Océanogr. S. 184. - Tableaux mod. Océanogr. S. 185. - Tableaux mod. Océanogr. S. 186. - Tableaux mod. Océanogr. S. 187. - Tableaux mod. Océanogr. S. 188. - Tableaux mod. Océanogr. S. 189. - Tableaux mod. Océanogr. S. 190. - Tableaux mod. Océanogr. S. 191. - Tableaux mod. Océanogr. S. 192. - Tableaux mod. Océanogr. S. 193. - Tableaux mod. Océanogr. S. 194. - Tableaux mod. Océanogr. S. 195. - Tableaux mod. Océanogr. S. 196. - Tableaux mod. Océanogr. S. 197. - Tableaux mod. Océanogr. S. 198. - Tableaux mod. Océanogr. S. 199. - Tableaux mod. Océanogr. S. 200. - Tableaux mod. Océanogr. S. 201. - Tableaux mod. Océanogr. S. 202. - Tableaux mod. Océanogr. S. 203. - Tableaux mod. Océanogr. S. 204. - Tableaux mod. Océanogr. S. 205. - Tableaux mod. Océanogr. S. 206. - Tableaux mod. Océanogr. S. 207. - Tableaux mod. Océanogr. S. 208. - Tableaux mod. Océanogr. S. 209. - Tableaux mod. Océanogr. S. 210. - Tableaux mod. Océanogr. S. 211. - Tableaux mod. Océanogr. S. 212. - Tableaux mod. Océanogr. S. 213. - Tableaux mod. Océanogr. S. 214. - Tableaux mod. Océanogr. S. 215. - Tableaux mod. Océanogr. S. 216. - Tableaux mod. Océanogr. S. 217. - Tableaux mod. Océanogr. S. 218. - Tableaux mod. Océanogr. S. 219. - Tableaux mod. Océanogr. S. 220. - Tableaux mod. Océanogr. S. 221. - Tableaux mod. Océanogr. S. 222. - Tableaux mod. Océanogr. S. 223. - Tableaux mod. Océanogr. S. 224. - Tableaux mod. Océanogr. S. 225. - Tableaux mod. Océanogr. S. 226. - Tableaux mod. Océanogr. S. 227. - Tableaux mod. Océanogr. S. 228. - Tableaux mod. Océanogr. S. 229. - Tableaux mod. Océanogr. S. 230. - Tableaux mod. Océanogr. S. 231. - Tableaux mod. Océanogr. S. 232. - Tableaux mod. Océanogr. S. 233. - Tableaux mod. Océanogr. S. 234. - Tableaux mod. Océanogr. S. 235. - Tableaux mod. Océanogr. S. 236. - Tableaux mod. Océanogr. S. 237. - Tableaux mod. Océanogr. S. 238. - Tableaux mod. Océanogr. S. 239. - Tableaux mod. Océanogr. S. 240. - Tableaux mod. Océanogr. S. 241. - Tableaux mod. Océanogr. S. 242. - Tableaux mod. Océanogr. S. 243. - Tableaux mod. Océanogr. S. 244. - Tableaux mod. Océanogr. S. 245. - Tableaux mod. Océanogr. S. 246. - Tableaux mod. Océanogr. S. 247. - Tableaux mod. Océanogr. S. 248. - Tableaux mod. Océanogr. S. 249. - Tableaux mod. Océanogr. S. 250. - Tableaux mod. Océanogr. S. 251. - Tableaux mod. Océanogr. S. 252. - Tableaux mod. Océanogr. S. 253. - Tableaux mod. Océanogr. S. 254. - Tableaux mod. Océanogr. S. 255. - Tableaux mod. Océanogr. S. 256. - Tableaux mod. Océanogr. S. 257. - Tableaux mod. Océanogr. S. 258. - Tableaux mod. Océanogr. S. 259. - Tableaux mod. Océanogr. S. 260. - Tableaux mod. Océanogr. S. 261. - Tableaux mod. Océanogr. S. 262. - Tableaux mod. Océanogr. S. 263. - Tableaux mod. Océanogr. S. 264. - Tableaux mod. Océanogr. S. 265. - Tableaux mod. Océanogr. S. 266. - Tableaux mod. Océanogr. S. 267. - Tableaux mod. Océanogr. S. 268. - Tableaux mod. Océanogr. S. 269. - Tableaux mod. Océanogr. S. 270. - Tableaux mod. Océanogr. S. 271. - Tableaux mod. Océanogr. S. 272. - Tableaux mod. Océanogr. S. 273. - Tableaux mod. Océanogr. S. 274. - Tableaux mod. Océanogr. S. 275. - Tableaux mod. Océanogr. S. 276. - Tableaux mod. Océanogr. S. 277. - Tableaux mod. Océanogr. S. 278. - Tableaux mod. Océanogr. S. 279. - Tableaux mod. Océanogr. S. 280. - Tableaux mod. Océanogr. S. 281. - Tableaux mod. Océanogr. S. 282. - Tableaux mod. Océanogr. S. 283. - Tableaux mod. Océanogr. S. 284. - Tableaux mod. Océanogr. S. 285. - Tableaux mod. Océanogr. S. 286. - Tableaux mod. Océanogr. S. 287. - Tableaux mod. Océanogr. S. 288. - Tableaux mod. Océanogr. S. 289. - Tableaux mod. Océanogr. S. 290. - Tableaux mod. Océanogr. S. 291. - Tableaux mod. Océanogr. S. 292. - Tableaux mod. Océanogr. S. 293. - Tableaux mod. Océanogr. S. 294. - Tableaux mod. Océanogr. S. 295. - Tableaux mod. Océanogr. S. 296. - Tableaux mod. Océanogr. S. 297. - Tableaux mod. Océanogr. S. 298. - Tableaux mod. Océanogr. S. 299. - Tableaux mod. Océanogr. S. 300. - Tableaux mod. Océanogr. S. 301. - Tableaux mod. Océanogr. S. 302. - Tableaux mod. Océanogr. S. 303. - Tableaux mod. Océanogr. S. 304. - Tableaux mod. Océanogr. S. 305. - Tableaux mod. Océanogr. S. 306. - Tableaux mod. Océanogr. S. 307. - Tableaux mod. Océanogr. S. 308. - Tableaux mod. Océanogr. S. 309. - Tableaux mod. Océanogr. S. 310. - Tableaux mod. Océanogr. S. 311. - Tableaux mod. Océanogr. S. 312. - Tableaux mod. Océanogr. S. 313. - Tableaux mod. Océanogr. S. 314. - Tableaux mod. Océanogr. S. 315. - Tableaux mod. Océanogr. S. 316. - Tableaux mod. Océanogr. S. 317. - Tableaux mod. Océanogr. S. 318. - Tableaux mod. Océanogr. S. 319. - Tableaux mod. Océanogr. S. 320. - Tableaux mod. Océanogr. S. 321. - Tableaux mod. Océanogr. S. 322. - Tableaux mod. Océanogr. S. 323. - Tableaux mod. Océanogr. S. 324. - Tableaux mod. Océanogr. S. 325. - Tableaux mod. Océanogr. S. 326. - Tableaux mod. Océanogr. S. 327. - Tableaux mod. Océanogr. S. 328. - Tableaux mod. Océanogr. S. 329. - Tableaux mod. Océanogr. S. 330. - Tableaux mod. Océanogr. S. 331. - Tableaux mod. Océanogr. S. 332. - Tableaux mod. Océanogr. S. 333. - Tableaux mod. Océanogr. S. 334. - Tableaux mod. Océanogr. S. 335. - Tableaux mod. Océanogr. S. 336. - Tableaux mod. Océanogr. S. 337. - Tableaux mod. Océanogr. S. 338. - Tableaux mod. Océanogr. S. 339. - Tableaux mod. Océanogr. S. 340. - Tableaux mod. Océanogr. S. 341. - Tableaux mod. Océanogr. S. 342. - Tableaux mod. Océanogr. S. 343. - Tableaux mod. Océanogr. S. 344. - Tableaux mod. Océanogr. S. 345. - Tableaux mod. Océanogr. S. 346. - Tableaux mod. Océanogr. S. 347. - Tableaux mod. Océanogr. S. 348. - Tableaux mod. Océanogr. S. 349. - Tableaux mod. Océanogr. S. 350. - Tableaux mod. Océanogr. S. 351. - Tableaux mod. Océanogr. S. 352. - Tableaux mod. Océanogr. S. 353. - Tableaux mod. Océanogr. S. 354. - Tableaux mod. Océanogr. S. 355. - Tableaux mod. Océanogr. S. 356. - Tableaux mod. Océanogr. S. 357. - Tableaux mod. Océanogr. S. 358. - Tableaux mod. Océanogr. S. 359. - Tableaux mod. Océanogr. S. 360. - Tableaux mod. Océanogr. S. 361. - Tableaux mod. Océanogr. S. 362. - Tableaux mod. Océanogr. S. 363. - Tableaux mod. Océanogr. S. 364. - Tableaux mod. Océanogr. S. 365. - Tableaux mod. Océanogr. S. 366. - Tableaux mod. Océanogr. S. 367. - Tableaux mod. Océanogr. S. 368. - Tableaux mod. Océanogr. S. 369. - Tableaux mod. Océanogr. S. 370. - Tableaux mod. Océanogr. S. 371. - Tableaux mod. Océanogr. S. 372. - Tableaux mod. Océanogr. S. 373. - Tableaux mod. Océanogr. S. 374. - Tableaux mod. Océanogr. S. 375. - Tableaux mod. Océanogr. S. 376. - Tableaux mod. Océanogr. S. 377. - Tableaux mod. Océanogr. S. 378. - Tableaux mod. Océanogr. S. 379. - Tableaux mod. Océanogr. S. 380. - Tableaux mod. Océanogr. S. 381. - Tableaux mod. Océanogr. S. 382. - Tableaux mod. Océanogr. S. 383. - Tableaux mod. Océanogr. S. 384. - Tableaux mod. Océanogr. S. 385. - Tableaux mod. Océanogr. S. 386. - Tableaux mod. Océanogr. S. 387. - Tableaux mod. Océanogr. S. 388. - Tableaux mod. Océanogr. S. 389. - Tableaux mod. Océanogr. S. 390. - Tableaux mod. Océanogr. S. 391. - Tableaux mod. Océanogr. S. 392. - Tableaux mod. Océanogr. S. 393. - Tableaux mod. Océanogr. S. 394. - Tableaux mod. Océanogr. S. 395. - Tableaux mod. Océanogr. S. 396. - Tableaux mod. Océanogr. S. 397. - Tableaux mod. Océanogr. S. 398. - Tableaux mod. Océanogr. S. 399. - Tableaux mod. Océanogr. S. 400. - Tableaux mod. Océanogr. S. 401. - Tableaux mod. Océanogr. S. 402. - Tableaux mod. Océanogr. S. 403. - Tableaux mod. Océanogr. S. 404. - Tableaux mod. Océanogr. S. 405. - Tableaux mod. Océanogr. S. 406. - Tableaux mod. Océanogr. S. 407. - Tableaux mod. Océanogr. S. 408. - Tableaux mod. Océanogr. S. 409. - Tableaux mod. Océanogr. S. 410. - Tableaux mod. Océanogr. S. 411. - Tableaux mod. Océanogr. S. 412. - Tableaux mod. Océanogr. S. 413. - Tableaux mod. Océanogr. S. 414. - Tableaux mod. Océanogr. S. 415. - Tableaux mod. Océanogr. S. 416. - Tableaux mod. Océanogr. S. 417. - Tableaux mod. Océanogr. S. 418. - Tableaux mod. Océanogr. S. 419. - Tableaux mod. Océanogr. S. 420. - Tableaux mod. Océanogr. S. 421. - Tableaux mod. Océanogr. S. 422. - Tableaux mod. Océanogr. S. 423. - Tableaux mod. Océanogr. S. 424. - Tableaux mod. Océanogr. S. 425. - Tableaux mod. Océanogr. S. 426. - Tableaux mod. Océanogr. S. 427. - Tableaux mod. Océanogr. S. 428. - Tableaux mod. Océanogr. S. 429. - Tableaux mod. Océanogr. S. 430. - Tableaux mod. Océanogr. S. 431. - Tableaux mod. Océanogr. S. 432. - Tableaux mod. Océanogr. S. 433. - Tableaux mod. Océanogr. S. 434. - Tableaux mod. Océanogr. S. 435. - Tableaux mod. Océanogr. S. 436. - Tableaux mod. Océanogr. S. 437. - Tableaux mod. Océanogr. S. 438. - Tableaux mod. Océanogr. S. 439. - Tableaux mod. Océanogr. S. 440. - Tableaux mod. Océanogr. S. 441. - Tableaux mod. Océanogr. S. 442. - Tableaux mod. Océanogr. S. 443. - Tableaux mod. Océanogr. S. 444. - Tableaux mod. Océanogr. S. 445. - Tableaux mod. Océanogr. S. 446. - Tableaux mod. Océanogr. S. 447. - Tableaux mod. Océanogr.

TSÉ PRESENTE

Notes
20h30

Offspring

THEATRE ESSAÏON 278.46.42

CHAILLOT

INFORMATION

« SOLITUDE, LA MULATRESSE » (Gémier) :
« La leçon vaut d'être entendue. » (La Croix) « Une cérémonie d'adieu et d'explication. » (L'Express) « Prendra place dans nos mémoires. » (Politique Hebdo.)

« ELISABETH UN » (Gd Théâtre) :
« Un spectacle intelligent. » (Télé 7 Jours) « L'été Cluël utilisant bien la nouvelle salle. » (Politique Hebdo) « D'excellents comédiens. » (Nouvel Obs.)

ATTENTION : DERNIERES REPRESENTATIONS DES DEUX SPECTACLES (Local 727-81-15)

THEATRE D'ORSAY

CHRYSSOthemis

3-4 novembre

Portrait de Dora

11-21 novembre

20 h 30 sauf lundi - dimanches 14 et 21 à 15 h

10 représentations exceptionnelles

Oh ! les beaux jours

Samuel Beckett

Madeleine Renaud

location ouverte

tél. 548.38.53 et agences

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Samson et Dalila (dernière).
Comédie-Française, 20 h. 30 : L'opéra de la nuit (salle réservée).
Châtelet, 20 h. 30 : Elisabeth Da. — Salle Océan, 20 h. 30 : Solitude, la mulâtresse.
Odéon, 20 h. 30 : El Campello.
Petit Odéon, 18 h. 30 : La Nuit, les cioux.
TNP, 20 h. 30 : Cinéma.
Petit TNP, 20 h. 30 : Dialogues d'automne.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme : 21 h. 45 : Henri Gougaud (salle Papin) : 21 h. : Irène ou la Résurrection.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Zou.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monsieur Chama. Athènes, 21 h. : Le Séquela. Théâtre-Opéra, 21 h. : La Servante. Centre culturel du XVII^e, 21 h. : Le Sang épais de l'aube.
Centre culturel suédois, 20 h. 30 : la Lettre des cerueux.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain.
Elysée-Montmartre, 20 h. 15 : Ginette Lacaze.
Galerie 33, 21 h. : Volpone.
Grosjean-Mari-Bell, 21 h. : Une spirale pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques, les plus vives maintenant.
Madelaine, 20 h. 30 : Feu de vache. Mathurina, 20 h. 45 : Les Mains sales. Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday, Michael. 20 h. 45 : Acapulco.
Madame, 20 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Mêmes heures, l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. 15 : Le Jardin d'été.
Gare, 20 h. 45 : Le Scénario.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 4 novembre

Palais, 21 h. : Les Troubadours. — Petite salle, 19 h. : Paris c'est grand.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles.
Palais, 20 h. 30 : « Us » sont la. Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac et la sacre-croix.
Récamier, 20 h. 45 : Tout contre un petit bois.
Studio-Théâtre 14, 21 h. : Le Modèle maigre lui.
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Ruz de marée. — La Ressource, 21 h. : Pasolini.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre Esplanade, 20 h. 30 : Notes : 21 h. : Vierge. — Salle 11, 20 h. 30 : Les Caprices de Marianne.
Théâtre du Marais, 21 h. : La Créole opiniâtre : 22 h. 30 : Histoire d'amour.
Théâtre d'Orsay, petite salle, 20 h. 30 : Chrysanthème.
Théâtre de Paris, 21 h. : Procès de Jeanne d'Arc.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Antoine et Cléopâtre.
Théâtre de la Fenêtre, 20 h. 30 : En attendant Godot.
Théâtre de la Plume, 20 h. 30 : Histoire d'une révolte.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Dracula Travel.
Théâtre de la rue d'Ulm, 21 h. : La Méthaphysique d'un veau à deux têtes.
Théâtre 13, 20 h. 45 : L'Alchimiste. Théâtre 347, 20 h. 45 : La Veuve russe. Trégoire, 22 h. : Retrouvailles de l'imaginaire.
Variétés, 20 h. 30 : L'autre Vaise.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Soix sans provisions.
Doux-Anes, 21 h. : Marianne ne voit rien venir ?
Dix-Heures, 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.

Le music-hall

Bobino, 20 h. 30 : Georges Brasseur. Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Guy Béart.
Olympia, 21 h. 30 : Michel Sardou. Théâtre Antoine, 20 h. 30 : Les Frères Jacques.
Théâtre Fontaine, 21 h. : Brigitte Fontaine et Areski.

La danse

Vol Théâtre de danse.
Palais des congrès, 20 h. 45 : Le Ballet Molosse.
Centre culturel du Marais, 21 h. : Post Modern American.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Cycle Beethoven de musique de chambre (Schubert, Mozart). Musée Grévin, 20 h. 30 : Wilfrid Se-nerie. Sitar (musique indienne). Salle Rossini, 20 h. 30 : Orchestre du Cercle musical de Paris, dir. R. de Saint-Maurice (Haendel).

Jazz

Maison de la Radio, 18 h. 30 et 21 h. 30 : Gil Evans, orchestre. Théâtre Fontaine, 18 h. 30 : Albert Mervin.
Musée d'Art Moderne (ARC), 20 h. 30 : « Docteur Boileau », avec G. Marais et J. Rondroux.
Festival d'Automne : Bouffes du Nord, 20 h. 30 : Les Mémoires d'un bonhomme.

LE MARAIS

20, r. du Temple - M^o H.-de-Ville

CORNER OF THE CIRCLE... ou

« La difficulté d'être homosexuel... même à New-York. »

Un film de BILL DAUGHTON

GRAND PRIX THONON 1975

ÉGLISE DE LA MADELEINE

Lundi 8 novembre à 21 heures

MAURICE ANDRÉ

PURCELL - BACH - HAENDEL

VIVALDI - ALBINONI

à l'orgue : MITTER HOFFER

PATHE MARCONI EMI

THEATRE D'ORSAY

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT

à partir du vendredi 5 novembre

une création à Paris

avec

François Périer

Nadine Alari - Monique Mélinand - Catherine Hubeau

Christine Guerdon - Dominique Santarelli - Marcel Cuvelier

Stéphane Jobert - Jeffrey Kime - Jean Hébert - Patrick Cartié

Jean Boissery - J. P. Gonzenbach - Jacques Maréchal

EQUUS

de Peter Shaffer

adaptation Matthieu Galey

mise en scène John Dexter

avec la collaboration de Riggs O'Hara

tous les jours 20 h 30 sauf lundi, matinales dimanche 7 à 15 h, 14-21-28 à 15 h et 18 à 30

7, quai Anatole-France - tél. 548.38.53 et agences

location ouverte

Théâtre de la Renaissance

20 boulevard Saint-Martin

A PARTIR DU 16 NOVEMBRE

GUY BEDOS

Soirées 21 heures

Dimanches mat. 15h30

Relâches dimanches et lund

Location :

Tél. 42.908.150 et agences

Concerts & Barg

GRANDS CONCERTS PLEYEL

Lundi 8 NOVEMBRE

LONDON CHAMBER ORCHESTRA

Direction

Adrian SUNSHINE

SOULTE

OLEG KAGAAN

(Violon)

MOZART-VIVALDI-HAYDN

Lundi 15 NOVEMBRE

ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA

Direction

George MALCOLM

SOLISTES

George MALCOLM (Violon)

John LEE (Violoncelle)

Neil BLACK (Basse)

John WILKINSON (Basse)

Sally PALMER (Chœur)

Programme BACH

SALLE PLEYEL 20h30

LOCATION :

SALLE, DURAND, FRAC et AGENCES.

Les théâtres de banlieue

Boulogne, T.S.B., 20 h. 30 : Signé Boris Vian.
Cergy-Pontoise, Théâtre de Louvrais, 21 h. : Gros Cailin.
Corbeil-Essonnes, Centre Pablo-Ne-ruda, 20 h. 30 : Les Estivants.
Créteil, Maison des Arts, 20 h. 30 : Nikolaï American Dance Theater.
Nanterre, Théâtre des Amateurs, vendredi, 9 h. 30 et 14 h. : Ulysse.

Les cafés-théâtres

Au Sec fil, 20 h. 30 : Pulchérie, c'est la vie : 21 h. 30 : Les comme font : 22 h. 30 : Nadine Mon : 0 h. 15 : Réves orientaux.
Au Vrai Chlo parisiens, 21 h. : J.-E. Serré : 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : J. Bole : 21 h. 45 : Les Jeunes.
Café d'Edgar, 20 h. 30 : Maffia d'élite : 22 h. : Sylvie Joly. — II, 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 22 h. : A nos chers disparus.
Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine pas ma vie demain : 21 h. 30 : Pourquoi pas moi ? : 22 h. 30 : J'ai fait trois sonneurs dans mon cercueil.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Catherine Sauvage : 22 h. : Suzanne Br-tella.
Dix-Heures, 20 h. 15 : La démocratie est avare.
Le Fanni, 20 h. 30 : Le Président.
L'Échelle de Jacob, 20 h. 30 : Quand le soleil se va, tout suit.
Petit Casino, 21 h. 15 : Partez du pied gauche : 22 h. 30 : J.-C. Mon-sella.
Picolo Teatro, 22 h. 30 : Il fait nuit.
Le Splendid, 20 h. 45 : Frissons sur le secteur : 22 h. 15 : La For de terre contre la For de vin.

du 5 Novembre au 9 Janvier

L'Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les Echanges Culturels et les Spectacles LUMIEROS présente :

LE CIRQUE DE MOSCOU 76

PALAI DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

Tél. 532.41.29 et 250.79.80.

SOIREEES A 20 H 45

tous les mercredis - jeudis - vendredis - samedis et mardis (sauf 9 Novembre)

MATINEES

tous les samedis à 17 h 30

tous les dimanches à 14 h 15 et 17 h 30

tous les mercredis à 15 h (sauf 15 décembre)

le mercredi 15 décembre à 17 h 30

jeudi 11 novembre à 14 h 15 et 17 h 30

location toutes agences

location par correspondance : retourner ce bon au Palais des Sports Porte de Versailles 75015 PARIS accompagné d'un chèque bancaire ou postal 3 volets établi à l'ordre du Palais des Sports Joindre une enveloppe timbrée à votre nom.

Nom :

Adresse :

Localité :

Dépt :

Places :

Nombre :

Prêt :

DATES :

1^{er} choix :

2^e choix :

3^e choix :

heure :

heure :

heure :

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

HARRY BELAFONTE

11-13-14 NOVEMBRE

Location : Théâtre, Agences et par téléphone 225 44 36

LA CLEF 21, rue de la Clef - Tél. 337-90-98

Le Monde : L'aube d'un autre cinéma africain.

lettre paysanne

un film de SAFI FAYE

Prix Georges-Sadoul 1975

Prix de la Critique Internationale Berlin 1976

CONNAISSANCE DU MONDE

FLETEL - SAMEDI 6 NOVEMBRE à 21 h. - SOIREE DE GALA

Autres séances : dimanche 7 nov., 14 h. - Mardi 9 nov., 18 h. 30 et 21 h.

CAMERA AU POING GALAPAGOS

aux îles

NOUVELLE EXPEDITION AU PLUS ETRANGER PAYS DU MONDE

CHRISTIAN ZUBER

présenté par

Un film inoubliable que vous ne verrez pas à la Télévision

BARRY LYNDON

un film de STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO

GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VI

GAUMONT SUD VE

14 h - 17 h 25 - 21 h

HAUTEFEUILLE I VO

12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

HAUTEFEUILLE II VO

13 h 30 - 17 h 10 - 20 h 30

LE PARIS - UGC BIARRITZ - GAUMONT LUMIÈRE - MAXÉVILLE - SAINT-GERMAIN STUDIO - CARAVELLE PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - MONT-PARNASSE PATHÉ - GAUMONT GAMBETTA - LA FAUVETTE - GAUMONT BOSQUET - CYRANO Saintes - VÉLIZY - PATHÉ Champigny - C 2 L Saint-Germain - PARINOR Aulnay - ARGENTEUIL - ÉPICENTRE Épinay - PERRAY Sainte-Geneviève-des-Bois

quoiqu'il en soit :

UN ÉLÉPHANT ÇA TROMPE ÉNORMÉMENT

صلى الله عليه وسلم

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 4 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

CHAÎNE II : A 2

Vient de paraître

GUY BEART

Chansons poèmes

magnifique album en couleurs, illustré par Milla Boulton

FERNAND NATHAN

29,50

20 h. 30. Reportage : Réouverture de la Comédie-Française, réal. G. Folgoas ; 21 h. 20. Retransmission différée : « La Commère », de Marivaux, mise en scène J.-P. Rousillon, avec J.-P. Rousillon, Y. Gaudreau, F. Seignier, M. Aumont, S. Eine, P. Kerbrat, réalisation M. Lilenstein.

Comment Mme Aline contraindre, en jouant les furies du mariage, d'un jeune paysan séduisant.

pour une bonne literie

choisissez

ce label

et dormez tranquille

22 h. 25. Football : Coupe d'Europe (résumé) ; 22 h. 45. Allons au cinéma : 23 h. 15. Journal.

VENDREDI 5 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

CHAÎNE II : A 2

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 5. Émissions scolaires).

20 h. 30. Jeu policier : L'inspecteur même l'ennemi, de L. Godeval et M. Pavau. (Une délivrance pour tout le monde).

4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La 1ère	La 2ème
"Placards encadrés"	38,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,98

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CHEF DE PROJET
AFRIQUE FRANCOPHONE salaire négociable

Groupe commercial dynamique en pleine expansion basé à Londres et couvrant le matériel industriel, agricole, technique et médical, plus le traitement et la vente de produits agricoles, désire étendre ses activités à l'Afrique francophone.

Pour cela nous désirons recruter :

un Chef de Projet

dont la tâche initiale sera d'identifier les ouvertures pour le Groupe dans ces territoires. Il sera ensuite responsable du développement et de la gestion des activités commerciales qui auront été approuvées par le G.A.

Ce poste demande soit un Français parlant couramment l'anglais, soit l'opposé, mais dans tous les cas le candidat retenu devra avoir une expérience approfondie de la vie et du négoce en Afrique francophone, y compris les négociations au sommet.

Après une période de formation à Londres, ce Chef de Projet sera probablement basé en France, peut-être à Paris. Il sera très souvent en déplacements.

Il s'agit d'une possibilité de faire carrière avec un groupe en pleine expansion. La rémunération et les conditions négociables sont compétitives pour un candidat ayant les qualités voulues.

Ecrire en premier lieu au conseiller du Groupe :
M. Jacques Poirier, G.A.D. Jacques Poirier Publicity,
38, rue de Fonthieu, 75008 Paris (France)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
banlieue Sud-Ouest Paris
recherche

ADJOINT AU CHEF
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
CADRE POSITION II

Il assurera l'animation des différents groupes placés sous son autorité et sera chargé du suivi :

- de la gestion des immobilisations ;
- des filiales à l'étranger ;
- de la trésorerie d'un département de 10.000 personnes réparties sur une dizaine d'établissements (C.A. 1,5 milliard).

Ce poste conviendrait à une personne de formation D.E.C.S. ou équivalent, possédant quelques années d'expérience dans une grande entreprise utilisant des moyens de gestion informatisés.

Env. C.V. et présent. sous n° 83.735, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

PAPETERIE
Sté importation dans secteur pâtes et papiers recherche

DIRECTEUR DES VENTES
possédant expérience dans ce secteur

28 ans minimum.
Anglais parfait indispensable.
Discret et sérieux.

Adresser C.V., photo et présent. au n° 7817 "Le Monde" Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-8^e.

Société moyenne - 3 usines 150 personnes, banl. Est Paris recherche pour sa

FONCTION METHODE
UNE INGENIEUR ayt au moins 1 an d'expérience dans la fonction méthode. Une expérience des industries mécaniques et/ou du découpage embouteillage serait appréciée. Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à BLEU, sous n° 83.671 B, 17, rue Label, 94300 Vincennes.

Entreprise de groupes et services rapides Paris 18^e recherche

EMPLOIE ADMINISTRATIF
pour secourer chef d'agence

Minimum 27 ans. Statut agent de maîtrise. Expérience professionnelle souh. présentations et photo. à n° 2444, PUBLICITEES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 Paris

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
DE TÉLÉCOMMUNICATIONS - PARIS
recherche

1) Pour ses laboratoires :

INGÉNIEUR
Position I

POUR :

- Etudes théoriques et simulations sur ordinateur.
- Problèmes de traitement d'information et de transmission d'information.

2) **INGÉNIEUR**
Position I

Pour études de matériel de télécommunications.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
SEGRE 214, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DISTRIBUTION
TEXTILE - NOUVEAUTÉ
recherche

CADRE HAUT NIVEAU
SPÉCIALISTE V.P.C.

pour conception, réalisation catalogues de vente et gestion des services d'exécution (orientation achats, commandes, prix de vente, suivi approvisionnement et livraisons administratives, statistiques)

Rigoureusement indispensable :

connaissance V.P.C. branche textile, gestion d'un service et aptitude à diriger du personnel.

Ecrire pour premier contact avec C.V. et photo (retournée) à G. MARTIN, 38, rue des Mathurins, 75008 Paris, qui transmettra. Discret et assuré.

UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE
Association Education Permanente et de Consommateurs recherche

UNE ANIMATRICE
pour formation NORD-EST-CHAMPAGNE

Résident de préférence en région parisienne. Sérieuse expérience pédagogique souhaitée.

Envoyer C.V., photo et présentations à :
U.F.C.S., 6, rue Béranget, PARIS-8^e.

OFFRES DE SITUATIONS AU
Liban, Arabie Saoudite, Emirats
ORGANISME IMMOBILIER ET
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RECHERCHENT

- DIRECTEURS DE SOCIÉTÉS IMPORT-EXPORT**
Form. Supérieure (dipl. gde école commerciale: HEC ESSEC ou équiv.) 10 ans expérience min. direction société comm.
- DIRECTEURS D'USINE**
Form. Supérieure (ECP-AM, Dipl. Univ. ou équiv.)
- DIRECTEUR FINANCIER**
MBA ou équiv. (INSEAD...) - spécialisé en gestion et comptabilité - minimum 7 ans exp. en affaires financières, dont 3 ans poste de direction.
- DIRECTEUR COMMERCIAL**
MBA ou équiv. (INSEAD...) - Minimum 5 ans exp. adm. mar. promotion, relations publiques.
- INGÉNIEUR GENIE-CIVIL**
Ing. confirmé form. supérieure (X, centra, ponts, o...) 10 ans exp. minimum en bâtiment.
- AUDIT INTERNE**
Form. Sciences Eco - Comptabilité ou équiv. - Minimum 5 ans exp. en audit.
- RESPONSABLE AUDIT**
Dipl. Sciences Eco-Admin. Aff ou équiv. Minimum 3 ans exp. formation sociétés et mise en place des systèmes financiers et adm., et leur suivi.
- ECONOMISTE**
Diplômé Sciences Eco ou équiv. - Minimum 5 ans expérience d'études économiques.
- AVOCAT**
Licence droit - Minimum 5 ans exp. dans une étude agréé. Grande expérience des problèmes commerciaux et des sociétés.
- INGÉNIEUR INDUSTRIEL**
Ingénieur en génie industriel ou électromécanique (AM, ENSI, INSA... ou équiv.) minimum 5 ans exp. dans département production d'une société industrielle.
- RESPONSABLE des ACHATS**
Forme collégiale dipl. Sc. Eco ou équiv. Min. 2 ans exp. dans suivi achats matériels Importés en planification des approvisionnements.
- SECRÉTAIRE DE DIRECTION**
Bacc. BTS ou équiv. Minimum 5 ans expérience.
- TRADUCTEUR**
Maîtrise langue Arabe et Arabe ou dipl. école de traduction. Expérience, et autres langues seront appréciées.

NB: ANGLAIS et ARABE sont indispensables pour tous les candidats, ainsi que le Français pour traducteur, avocat, responsable achats, économiste, directeur commercial.

Téléphoner SETEC 346.12.35 Poste 4101

emploi régionaux

TROYES
Important Groupe Textile Français recherche

INGÉNIEUR
ELECTRO-MÉCANICIEN

disposant de plusieurs années d'expérience en ingénierie industrielle.

La candidate retenue assurera la responsabilité des services techniques, d'entretien et de travaux neufs.

A ce titre, il sera chargé de l'étude et la mise en œuvre des projets industriels de la Société.

Adres. C.V. Présent. photo s/réf. R.7621 a.

LAMCO Conseils d'Entreprises
78 Champs-Élysées 75008-PARIS

GROUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANÇAIS
IMPORTANCE INTERNATIONALE - NOM-BREUSES FILIALES - CA 550 MILLIONS
recherche

POUR TRAVAILLER AU NIVEAU DU GROUPE UN

RESPONSABLE AUDIT
FORMATION EXPERT COMPTABLE OU E.S.C. + D.E.C.S.

Rattaché au Directeur Financier du groupe, il sera chargé de l'audit et responsable au niveau de l'ensemble des filiales :

- Contrôle des comptes ;
- Harmonisation des procédures ;
- Consolidation des bilans.

Une expérience de 5 ans environ acquise au sein d'un groupe important ou d'un cabinet spécialisé.

Ville CENTRE FRANCE.

Ecrire sous réf. IIP 172 AXI 4, rue Massenet - 75016 Paris
DISCRETION ABSOLUE

etap

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
DE PROPULSION
ÉTABLISSEMENT DE VERNON

SEP
recherche

INGÉNIEURS
grandes écoles
contrats à durée déterminée

Pour étude et conception des systèmes optiques embarqués sur satellite.
Expérience de 3 à 5 ans en matériels embarqués et en télédétection souhaitable. REF.166

Pour étude et développement des matériels de restitution d'images sur film.
Expérience de 2 à 3 ans de conception d'équipements et d'utilisation de mini-calculateur indispensable. REF.167

Responsable de la réalisation de systèmes de restitution d'images sur film.
Expérience de 2 à 3 ans de réalisation d'équipements et d'utilisation de mini-calculateur indispensable. REF.168

anglais lu et parlé

Adresser curriculum vitae et présentations en précisant référence du poste souhaité à S.E.P. Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

LA CENTRALE D'ACHATS
ECOPO

(1.500 salariés - 3 milliards C.A. dont textiles : 410 millions de francs)
engage

UN CHEF DE GROUPE
VESTIMENTAIRE

MISSION :

- ACHATS : élaboration des plans de collection, responsabilité de leur mise en œuvre par sélection des fournisseurs, maîtrise de l'import.
- VENTES : assurer la progression du chiffre par la mise au point des lignes de produit, la répartition des surfaces de vente, la gestion des livraisons, les promotions, l'impulsion des ventes par catalogue, l'assistance aux sociétés coopératives adhérentes.
- GESTION : administrative et financière.

PROFIL :
Cadre confirmé de formation commerciale supérieure, apte à animer une équipe, disponible pour déplacements.
Anglais indispensable.
Expérience vente textile, en hyper notamment, appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, formulaire présent. à :
S.G.C.C. - Secrétariat Général
27-33, quai La Gaille, 92100 BOULOGNE.
Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE TRAVAUX PUBLICS
ayant activité permanente bureaux situés banlieue Sud-Ouest Paris recherche pour son service MATÉRIEL

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN
Anglais courant

Ecr. n° 83.776, CONTESSÉ Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

Importante société expertise comptable spécialisée dans l'AUDIT et études financières recherche

EXPERTS COMPTABLES
STAGIAIRES

- Libres rapidement.
- Format. H.E.C./E.S.C./I.E.P.
- D.E.C.S. complet et connels. anglais ou allemand indisp.

Avant 2 à 3 ans d'expérience confirmée dans firmes d'AUDIT ou entreprises (direction comptable ou AUDIT interne).

Les candidats devront faire preuve de qualités professionnelles affirmées et de dynamisme allées au sens du travail en équipe.

Ecr. av. C.V. et photo à :
S.E.P. E.C.
12, rue Marguerite, 75017 Paris.

PROFESSEURS
D'ALLEMAND

— enseignant langue maternelle. — diplômés de l'enseignement supérieur.

Env. C.V. à CETRADEL, 26, rue Vignon, 75009 Paris.

P.M.E. (250 personnes) rech. pour son siège situé à COURSEVOIE GARE

COMPTABLE FEMME
minimum 5 ans exp., possédant B.P.C. (nouveau régime) ou probatoire pour travaux de comptabilité et pointage comptes généraux, expérience C.M.C. souhaitée.

Env. C.V. manuscrit, présent. et photo sous n° 32.222, Publicité ROGER BLEV, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

COMMISSAIRES
AUX COMPTES
recherche

COLLABORATEURS
B.T.S. COMPTABLE
DEBUTANT

ANGLAIS SOUHAITE. Disponibilité pour déplacements de courtes durées.

Ecr. av. C.V. détaillé et photo au serv. du personnel C.M.B.T., 7, rue Boregny, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche Secours d'ANGERS

COMPTABLE
Homme - Niveau B.P. Situation évolutive pour personne capable.

Ecr. avec références et présent. à n° 83.716 CONTESSÉ Pub., présentations : AGENCE HAVAS 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr. PAU D. 11.889, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DU SUD-OUEST
DE LA FRANCE construisant des turbines à gaz recherche pour activité Turbines industrielles

INGÉNIEUR DE PROJET
(30 ans minimum)
Expérience mécanique et électronique - Anglais nécessaire. Pour études et contacts avec clientèle.

Ecrire avec C.V., photo et présentations : AGENCE HAVAS 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr. PAU D. 11.889, qui transmettra.

viafrance
recherche

CHEF DE SECTEUR
pour LYON

Ingénieur E.T.P. ou formation équivalente. 30 ANS MINIMUM

ayant une expérience professionnelle confirmée. TRAVAUX ROUTIERS ET V.E.D.

Ecrire avec curriculum vitae à VIAFRANCE, 92-98, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

SIDAT TOYOTA FRANCE
recherche

ASSISTANT
DIRECTEUR

PIECES DÉTACHÉES
pr son centre de CHERBOURG. Ce centre de 25 ans min. devra être dynamique, avoir des notions de gestion, au moins 5 ans d'exp. en mécanique auto et parler l'anglais couramment. Les candidats devront envoyer leur C.V. détaillé et manuscrit, références et une photo d'identité à :

SIDAT TOYOTA FRANCE, 3, rue de Normandie, 82000 ASMEREZ.

à l'attention de M. Couraud.

Spécialistes de fournitures
à l'industrie du Papier et du Carton

UN DES LEADERS DE LEUR BRANCHE
recherche

POUR ASSURER PROCHAINE SUCCESSION

Responsable vente produits techniques élaborés et autres produits de forts tonnages

Ingénieur diplômé

35 ans minimum, parlant anglais. Forte personnalité, dynamique, goût affirmé pour contacts humains, intérêt pour négociation et activité technico-commerciale prévaudront sur exp. papetière.

Résidence grande ville province

Adr. lettre man. avec photo, curriculum vitae et présentations, numéro 7 84018 M. REGIS PESSIER, 83 bis, rue Râsumur, - 75003 PARIS, qui transmet.

صبراً من الامل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Ile-de-France

M. Giraud : l'État doit s'engager davantage pour l'équipement des villes nouvelles

Avant la discussion du budget 1977 de la région d'Ile-de-France, au cours de laquelle le financement des villes nouvelles sera, comme à l'habitude, critiqué, M. Michel Giraud, le nouveau président du conseil régional, a tenu à rappeler que « ces villes sont une réalité qui ne doit pas être remise en cause ».

Après avoir visité quatre des villes nouvelles de la région parisienne, il a expliqué le 3 novembre, à Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), pourquoi il n'était pas souhaitable de revenir sur les décisions prises en 1965 de créer en milieu des cités nouvelles aux abords de la capitale. « Elles ont atteint le point de non-retour », a-t-il déclaré. « Les villes nouvelles ont été achetées, qui ont permis de construire quarante-sept mille logements et d'en mettre en chantier cinquante-cinq mille autres. Les villes nouvelles ont accueilli cent cinquante mille habitants et quarante-cinq mille emplois ».

Les zones d'ombre ne manquent pas : le rythme de construction a été trop lent. Les bureaux « en blanc » ont été autorisés en trop grande quantité. Les équipements scolaires et hospitaliers n'ont pas suivi l'arrivée des nouveaux habitants. Ces villes apparaissent trop souvent comme des gouffres financiers. Leur statut administratif complexe ne leur a pas donné une assise politique solide.

M. Giraud s'est déclaré d'accord avec le gouvernement pour adapter les villes nouvelles au développement de la croissance démographique régionale. « Faisons les plus petites et plus vite à condition qu'elles soient cohérentes et correctement équipées », a-t-il déclaré. Sur le plan financier, il appartient à l'État de prendre un peu plus en charge leurs financements complémentaires. Par exemple, rien n'empêche d'accroître le rôle de l'État dans les différents aménagements supportés actuellement à 50 % par la région.

Enfin, M. Giraud a estimé que le statut des villes nouvelles devait évoluer dans le sens du droit

Le plan de circulation de Paris

LES RUES SAINT-LAZARE ET DE LA PAIX RENDUES AU PIÉTONS ?

M. Yves Milhau, conseiller de Paris (R.L.), a présenté mercredi 3 novembre, au cours d'une conférence de presse à l'hôtel de ville, les grands principes du futur plan de circulation, qui prévoit la réorganisation du réseau principal de voirie (« le monde » du 2 novembre).

Pour désengorger Paris, les techniciens proposent de rendre plus difficile l'accès à la capitale en créant un grand nombre de zones uniques et en supprimant des axes de pénétration. Par contre, les sorties vers la banlieue seraient favorisées. Le système des rocade devrait être simplifié afin de désengorger les Parisiens de se rendre au centre de Paris.

Dans le quartier nord-ouest de Paris, par exemple, la commission spéciale du Conseil de Paris propose des aménagements aux abords de l'Opéra et de la butte Montmartre, la suppression de la circulation de transit rue Saint-Lazare devant la gare, la constitution d'axes de transport en commun, des modifications de trafic place Charles-de-Gaulle, place Maillot, place Saint-Augustin et un réaménagement de la place de l'Étoile.

Enfin, une étude d'environnement préconise la réaffectation totale aux piétons du boulevard des Capucines, entre la place de l'Opéra et la rue de la Chaussée-d'Antin, et de la rue de la Paix, entre la rue Dauphine et l'avenue de l'Opéra.

A PROPOS DE...

Des solutions à la crise des transports

A plusieurs dans un taxi

Les chauffeurs de taxis parisiens observeront une journée de grève, ce jeudi 4 novembre, pour protester contre l'augmentation de la taxe professionnelle, l'impôt sur les sociétés et les charges sociales, ainsi que la hausse du prix de l'essence. Ce mouvement revendicatif a été décidé par la Chambre syndicale des cochers-chauffeurs C.C.T. Au-delà, le projet de Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, secrétaire générale de la Fédération des usagers des transports, qui propose la création d'un système de taxis collectifs, est-il de nature à satisfaire professionnels et usagers ?

Constant qu'aux heures de pointe, lorsque plusieurs personnes attendent, une seule voiture dans la file d'attente, Mme Gros suggère : « Si plusieurs d'entre elles vont dans la même direction, ne pourraient-elles pas emprunter le même véhicule ? » Les taxis, qui accepteraient de charger ainsi plusieurs personnes, porteraient un signe distinctif : une vignette autocollante. Les usagers, pour leur part, acquiescent à une carte annuelle pour bénéficier de ce service.

Si la proposition recueille les suffrages de nombreux usagers (et plusieurs élus de la capitale ont soutenu la question à l'Assemblée municipale), les chauffeurs de taxi, en revanche, ne sont pas enthousiastes. « Nous sommes des moyens de transports individuels », disent-ils. La proposition de Mme Gros a pour but de nous transformer en moyens de transports collectifs. Nous sommes des artisans et nous rendons un service personnel. Modifier notre fonction aboutirait à en diminuer la

qualité. D'autre part, il existe des transports en commun. Nous ne voulons pas d'une réforme qui aurait pour conséquence de nous faire supporter leur carapace. »

A la préfecture de police, on est sceptique et on souligne que les taxis collectifs de ligne existent déjà (Paris-Versailles, par exemple). Ils fonctionnent au même principe que les autobus, mais ne transportent que quatre personnes. Or, ils sont en voie de disparition. Leur mise en place à Paris serait difficile : ou bien ils entreraient en concurrence avec la R.A.T.P. sur les lignes « rentables », ou bien la ligne n'est pas rentable, et ils n'ont pas de raison d'être. D'autre part, aucun texte ne s'oppose à l'emploi collectif d'un taxi. La réglementation le prévoit même expressément. La commission paritaire, qui réunit les professionnels et les représentants de la préfecture de police, étudiera, en tout cas, prochainement ce projet.

M. C. R.

● LE P.S. ET LES PAVILLONS DE COMPLAINVILLE. — Le gouvernement ne déclarant de nouveau, en l'état actuel du droit international, de moyens légaux de défense contre l'utilisation abusive des pavillons de complaisance, les militants du P.S. ont décidé de mener une campagne de sensibilisation des habitants du Grand Londres, c'est la quatrième fois depuis le début de 1975 que les tarifs ferroviaires augmentent. — (A.F.P.)

QUALITÉ DE LA VIE

Le procès des boues rouges

La Corse demande plus de 20 millions à la Montedison

De notre correspondant

Bastia. — L'affaire des boues rouges, qui a tant de fois alimenté la chronique insulaire, a connu une nouvelle phase judiciaire, le mercredi 3 novembre, devant la chambre civile du tribunal de Bastia. La société Montedison y était assignée en dommages et intérêts par la prud'homme des pêcheurs de Bastia, les deux départements et la ville de Nice. Le public a bondé ce procès, qui s'est déroulé dans une salle glaciale et déserte. Seuls quelques pêcheurs s'étaient déplacés. Une âpre et courtoise bataille juridique a opposé les parties, qui ont abondamment puisé dans les textes des conventions internationales et de la jurisprudence, sans pour autant y trouver d'arguments irréfutables.

Par la voix de son avocat, M. Karsenty, du barreau de Paris, la société italienne a plaidé l'irrecevabilité de la plainte.

« D'une part, a soutenu M. Karsenty, c'est véritablement d'une affaire d'État à l'État qu'il s'agit. Elle dépasse le cadre du droit privé. D'autre part, l'instance pénale est toujours en cours, il faut donc attendre le jugement définitif. »

En avril 1974, le tribunal de Livourne avait, en effet, condamné M. Eugenio Cefis, P.D.C. de la Montedison, à trois mois et vingt jours de prison avec sursis. L'appel s'est soldé par une relaxe. Car, le 30 avril 1976, le Parlement italien avait adopté une nouvelle législation permettant à la Montedison de poursuivre son activité. Cette loi dite loi Merti a été attaquée en cassation par la prud'homme de Bastia, qui l'estime inconstitutionnelle.

M. Karsenty a parlé de ce « mal nécessaire » qu'est la pollution, « contrepartie du progrès technique que nous avons choisi, ou que d'autres ont choisi pour nous ». Il constate également le vide législatif en la matière. « Ce procès n'est pas sérieux, dit-il.

On a voulu combler un vide législatif en demandant au tribunal de Bastia de suppléer le législateur. »

M. Huglo et Racat, du barreau de Paris, défenseurs des pêcheurs bastiais et de la Corse, estiment au contraire que le tribunal de Bastia est parfaitement compétent. Dans un long rappel des faits, M. Huglo a souligné les atteintes portées par la Montedison au milieu marin, l'important manque à gagner enregistré par les pêcheurs, le préjudice écologique et touristique subi par la Corse. La loi italienne ne permettant pas à un juge pénal d'accorder des dommages et intérêts (1), il était donc normal que les pêcheurs bastiais s'adressent à une autre juridiction : le tribunal de Bastia, lieu où le dommage a été subi.

M. Huglo a demandé 1200 000 F de dommages et intérêts pour la prud'homme de Bastia, 10 millions pour chacun des deux départements de la Corse et 19 millions pour la ville de Nice.

L'avocat des pêcheurs a révélé que selon la loi votée par le Parlement français le 16 juillet dernier, fixant la zone économique à 200 milles du rivage, le lieu de déversement actuel des bateaux de la Montedison se trouvait en secteur français. Il a invoqué également la loi sur les immersions du 7 juillet 1973 interdisant les déversements de cadmium, substance qui se trouve en quantités non négligeables dans les boues rouges. Selon les expertises présentées au tribunal, on retrouverait ce métal dans la chair des poissons à une dose vingt fois supérieure à celle autorisée par les conventions.

Le tribunal rendra son arrêt le 8 décembre prochain.

TONY GRAZIANI.

(1) C'est de sa propre initiative que la société Montedison a versé 750 000 francs à chacun des vingt pêcheurs italiens qui s'estiment lésés par les déversements. Soit un total de 15 millions de francs (15 000 millions environ), et non 1,5 million, comme nous l'avions indiqué dans notre édition du 4 novembre.

Faits et projets

Aménagement du territoire

● ALLÈGEMENT DE LA TUTELLE SUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT. — Les présidents des Sociétés de développement régional (S.D.R.) ont été reçus, le mardi 3 novembre, par M. Michel Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances. M. Durafour a annoncé que la tutelle exercée sur les S.D.R. serait assouplie de façon à accroître leur efficacité face aux besoins de leur clientèle. Ces assouplissements porteront sur l'attribution des prêts à long terme et les prises de participation dans le capital des entreprises, deux domaines dans lesquels les procédures d'accord préalable de la direction du Trésor seront libéralisées.

P.T.T.

SOIXANTE-QUINZE MILLE TÉLÉPHONES CANADIENS

Les Français pourront, d'ici quelques mois, demander aux P.T.T. d'installer chez eux des postes téléphoniques canadiens. Ces postes sont composés d'un socle très mince, sur lequel repose un combiné ultra-plat. Le cadran est placé dans le combiné entre l'écouteur et le micro.

Le premier ministre a autorisé M. Norbert Ségard, secrétaire d'État aux P.T.T., à acheter soixante-quinze mille de ces postes Contempora à la firme canadienne Northern Electric Company. M. Ségard souhaite ainsi secourir la torpée des constructeurs français trop assurés du marché français.

La Northern Electric a accepté de céder la licence de son poste à une société française qui reste à choisir. Des études sont en cours pour déterminer si l'usine de fabrication pourrait être installée aux Antilles.

(Publié)

STAGE DE FORMATION PERMANENTE POUR ARCHITECTES ET URBANISTES

« Productions et pratiques marginales de l'espace ». « Habiter et vivre communautaires, architecture et technologies douces ».

A partir du 6 décembre 1976.

Renseignements : Université de Paris VIII, Service de la Formation Permanente, route de la Tourneffe, 75571 PARIS 13^e SECTEUR. Tél. 314-12-34, poste 332 et 374-22-26.

Qualité de la vie

● CONDAMNÉ POUR AVOIR TUÉ DES TRUITES. — M. Georges Claveloux, industriel de Semblance (Haute-Loire), qui, en 1975, avait par un déversement de fongicide, pollué sur 40 kilomètres la Sennone, rivière à truites réputée, vient d'être condamné par le tribunal de grande instance du Puy à 3 000 francs d'amende. Quatre sociétés de pêche ont obtenu chacune 30 000 F de dommages et intérêts. En outre, le tribunal a ordonné une expertise pour évaluer les effets à long terme de la pollution.

Urbanisme

● PLUS DANS DES CHALAN-DONNETTES. — La Société de construction immobilière de la Calée des départs (SCIC), l'architecte Jean Maneval et deux entrepreneurs responsables ont été condamnés mercredi 3 novembre à payer une provision de 1,3 million de francs pour la réfection totale de seize villas de la Calée des départs dans lesquels il pleuvait, à Mennecourt (Val-d'Oise). Le tribunal de Fontenay, qui statuait en référé, a estimé que cinq cent trente-trois maisons de cet ensemble de mille cent et cinquante-dix chalets avaient des toitures défectueuses. Quant à l'Association des sinistrés de Mennecourt, elle estime que « le choix défectueux de la solution la plus économique a conduit au pire ».

APPRENEZ L'ANGLAIS

EN UN TEMPS RECORD

THE REGENCY

SCHOOL OF ENGLISH

AVANTAGE... ENSEIGNEMENT

— Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.

— Ouvert toute l'année.

— Pas de limite d'âge.

— Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.

— Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation.

— Grande-Bretagne.

— Examen de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.

— Sauna, piscine couverte, discothèque.

— Cours spécial de Noël.

THE REGENCY, RAMSGATE

KENT, G.B.

Tél. THANE 512-12

ou Mme BOUILLON

4, rue de la Fervérance

95, LAUBONNE - FRANCE

Tél. 959-26-33 en soirée.

CONTESTATION DE L'EMPLOI DU TEMPS A POLYTECHNIQUE

La fronde des étudiants « les mieux payés du monde »

Les débats sur le volume et le contenu de l'enseignement à l'École polytechnique continuent à Palaiseau. Mécontent de voir leurs droits de scolarité jusqu'au dimanche 31 octobre (le Monde daté 31 octobre-1^{er} novembre), les « X » de la promotion 1976 ont organisé un nouveau référendum sur un projet de réorganisation des études qu'ils ont eux-mêmes mis au point : il s'agit d'alléger le programme des cours prévus pour la dernière semaine de cette année, et aussi pour les deux semestres de l'année prochaine (le nombre des « blocs » (1), en particulier, serait ramené à quatre à trois, comme par le passé). Un texte en ce sens a circulé parmi les élèves et, selon les responsables de la C.E.S., l'association qui les représente — une majorité de plus des deux tiers aurait soutenu le projet.

Mardi 3 novembre, un « amphi » a réuni l'assemblée des élèves avec M. Platière, directeur des études, qui a déclaré le texte irrécusable. « Les élèves de Polytechnique sont les étudiants les mieux payés du monde, explique M. Platière. Ils touchent près de 3 000 francs par mois pour une semaine de travail qui fait à peine quarante heures. Ce sont donc les étudiants les plus coûteux du monde, si l'on songe aux installations dont ils bénéficient et aux professeurs prestigieux qui leur dispensent l'enseignement. Ils ne peuvent pas, maintenant, exiger de travailler moins que les autres. »

De fait, le problème du volume des cours est difficile à appréhender, car il est quasi impossible de comptabiliser les heures d'enseignement à Palaiseau. Une semaine d'étude comprend en principe vingt-huit heures de cours, plus quatre heures de sport et six ou sept heures de travail personnel. Mais le débat reste toujours centré sur ces fameux « blocs » d'enseignement, dont le nombre a été porté de trois à quatre. En fait, explique le colonel Ferré, chargé des relations entre l'administration militaire et les élèves, la nouvelle « grille » se borne à étaler l'enseignement sur quatre blocs. Mais le volume total des cours reste le même.

Les élèves contestent cette ana-

lyse et soulignent que, étant astreints à plus d'heures de cours — même si le volume des matières absorbées demeure le même —, leur reste moins de temps pour le travail personnel et les disciplines non scientifiques. Des divergences sur l'emploi du temps des élèves sont aussi apparues au conseil d'enseignement entre civils et militaires et entre administrateurs extérieurs et internes à l'École. Certaines personnalités « extérieures » ont formulé le vœu que les élèves ne travaillent pas au-delà de 22 heures par semaine, ce qui paraît impossible aux responsables de l'établissement. Quant aux enseignants et aux administrateurs civils, ils souhaitent que par exemple, les exercices de défilé n'empiètent pas sur le temps de travail personnel. Selon eux, ils pourraient en tirer un démenti des heures de sport.

Dans une question au ministre de la Défense, M. Louis Ballot, député communiste de Paris, a demandé de prendre en compte les « revendications légitimes des élèves » et de démocratiser le statut de l'École. Ces difficultés préoccupent aussi l'Eglise. M. Valéry Giscard d'Estaing est lui-même ancien élève de l'École polytechnique. Les manifestations de ces critiques et les sanctions qui les ont suivies ont entraîné l'annulation de la visite que le souverain espagnol devait y accomplir le jeudi 28 octobre.

(1) Un bloc comprend un cours magistral d'une heure et deux heures de devoirs et travaux dirigés.

● Subvention pour l'U.G.E. — L'Union des grandes écoles (U.G.E.) doit recevoir en 1976, comme en 1974 et 1975, une subvention de 20 000 francs du secrétariat d'État aux universités, annonce celui-ci dans une réponse à une question de M. Jack Rallie, député (communiste) de Seine-Saint-Denis, publiée au Journal officiel du 30 octobre. Lorsque la subvention de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) ex-Renouveau, proche des communistes, avait été suspendue, l'U.G.E. avait organisé des manifestations pour la sienne (le Monde du 19 août).

La réorganisation de la recherche pédagogique

UNE LETTRE DE M. RENÉ HABY

Nous avons reçu la lettre suivante de M. René Haby, ministre de l'Éducation :

Sous le titre : « Une reprise en main », le Monde daté du 30 octobre publie, en encadré, un commentaire de ma conférence de presse du 27 octobre, qui était destinée à expliquer les buts, les structures et le fonctionnement de l'Institut national de recherche pédagogique (I.N.R.P.) et du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.), récemment créés.

Je note avec plaisir que le compte rendu proprement dit de ma conférence est très fidèle. Son commentaire me surprend d'autant plus.

Je désire marquer une nouvelle fois qu'il n'est pas dans mes intentions de remettre sous tutelle la recherche pédagogique en France ni de la faire servir à « ma » réforme. Je serais d'ailleurs bien naïf de penser que ce soit possible.

J'ai simplement voulu, en créant un I.N.R.P. distinct du C.N.D.P., lui confier une tâche précise qui est justement de ne s'occuper que de recherche, le C.N.D.P. prenant pour lui, dans un même esprit de clarification des choses, ce qui touche à la documentation.

Pour ce faire, l'I.N.R.P. fonctionnera de façon moderne et efficace. Un conseil scientifique de haut niveau élaborera périodiquement un plan de travail, comme il sied à tout organisme de recherche. Mais ce même conseil sera très attentif à ce qu'on appelle la recherche spontanée. La richesse de celle-ci, son foisonnement, sont pour moi d'un

intérêt essentiel. Et dès qu'une innovation paraîtra digne d'être connue, expérimentée, voire généralisée, elle le sera. Faire suivre ce type de recherche par l'inspection générale, cela ne signifie pas régenter, cela signifie faire connaître, soutenir, appuyer.

L'expression de « reprise en main » qui a été utilisée pour définir mon attitude en la matière me semble donc pour le moins inadéquante. Elle relève davantage du procès d'intention que d'une analyse en profondeur des propos que j'ai tenus. Je pense très sincèrement que le nouvel I.N.R.P. sera mieux à même d'accomplir sa tâche que ne l'était l'I.N.R.D.P.

Telle est, après vous « reprise en main », la « remise en ordre » d'un certain nombre de faits et d'idées que je souhaite proposer aux réflexions de vos lecteurs.

LES ÉTUDIANTS COMMUNISTES ORGANISENT UNE « CAMPAGNE-DÉBATS » SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. Francis Combes, secrétaire national de l'Union des étudiants communistes (U.E.C.), a annoncé, mercredi 3 novembre, au cours d'une conférence de presse, une « campagne de débats » dans les différentes villes universitaires en novembre : « Cents débats pour le socialisme et la liberté ». Les étudiants communistes, qui affirment être quinze mille, envisagent d'opposer à la politique du secrétariat d'État aux universités « les perspectives d'un enseignement supérieur démocratique » dans le cadre du programme commun de l'Union de la gauche.

L'U.E.C., qui organise, du 15 au 30 novembre, une semaine d'action dans les instituts universitaires de technologie (I.U.T.), a également annoncé que ses militants s'engageraient dans la préparation de la campagne pour les élections municipales et que des étudiants communistes figureraient sur des listes du P.C. ou de l'union de la gauche. M. Combes a d'autre part annoncé que le congrès de l'U.E.C., qui doit avoir lieu à Paris du 9 au 12 décembre, serait l'occasion d'un large débat.

La fièvre chez le jeune enfant.

Comment agir avant d'appeler le médecin?

Cette semaine dans ELLE.

Economie de chauffage jusqu'à 25% avec le SURVITRAGE

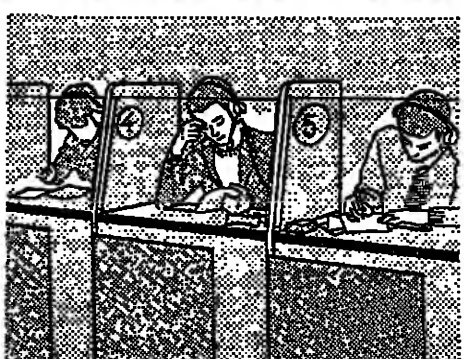


Isolation des bruits jusqu'à 95%.
*Dégrevement fiscal.
*Crédit durée : 6 ans.
*Posé par nos spécialistes sur toute menuiserie (Alu ou bois).
*Efficace, économique.

Tél: 828.63.04
SODIC-FRANCE
LE SPECIALISTE DE L'ISOLATION THERMIQUE ET PHONIQUE
144, rue de Javel - 75015 PARIS
Information gratuite

M. _____
Adresse : _____
Tél : _____

LABORATOIRES DE LANGUES PHILIPS



Collèges • Lycées • Enseignement Privé
• Universités et Grandes Ecoles
• Administrations • Ministères • Associations et
Chambres de Commerce • Banques • Industries

PHILIPS

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE

BP 131, 92154 Suresnes Cedex, Tél. 506.62.40 - Poste 966

Pour tous projets, demandes de documentation ou liste de références nous consulter en retournant la présente annonce avec votre carte de visite.

Nom : _____
Adresse : _____

Tendresse et cruauté.

Chaval.

Cette semaine dans ELLE.

SOCIÉTÉ

Enfants d'aujourd'hui

II. - LES NOUVELLES CONFRONTATIONS

par CATHERINE HUMBLLOT

Après avoir vu les enfants vivre, recueilli leurs témoignages des heurs et malheurs quotidiens, plongés dans l'univers de leurs « mondes intérieurs » (voir « le Monde » du 4 novembre), il faut regarder comment ils sont confrontés aujourd'hui aux « institutions » : famille, école, ville.

Philippe et sa fiancée, Nelly dans le car, Aude et son placard, Sophie et sa clé, Nadine au centre aéré. Dans le monde des patins à roulettes, des ballons, des vélos, l'égalité n'existe pas. L'inégalité, ou des chances biologiques, génétiques, culturelles, sociales. Sur une trentaine d'enfants, déjà trente petits bonheurs, trente engagements dans l'histoire, la plus grande, celle d'un régime politique et de ses classes sociales, conflits qui traversent les conflits familiaux, l'affection et les erreurs des adultes, les paysages, les odeurs, les « mondes intérieurs ». Des histoires uniques comme s'il n'y avait pas de lois mécaniques. Pourtant il y a des constantes.

Nous avons vu l'enfance à travers les enfants. Démarche première, nécessaire. Leurs réflexions, leurs réactions, sont des bulles, comme le verre transparent, pour réfléchir, c'est-à-dire renvoyer la réalité, ou bien analyser. Ce voyage est insuffisant. Dans la maison, on trouve grâce à l'enfant des éléments utiles, pas tous. Cette démarche laisse de côté tout ce qui est intérieur par les enfants : le point de vue des parents, la vision historique.

Dans le récit des colos, la description de la cuisine et des trajets en car, il y a ce qui a changé, bougé depuis dix ou vingt ans, et

que les enfants ne savent pas. Le rythme de vie des parents n'est plus le même, la structure familiale s'est rétrécie, les divorces se multiplient. L'exode rural, le chômage, la télévision, toutes ces transformations idéologiques, sociales et culturelles ont entraîné une modification du statut de l'enfant. La réflexion sur la fonction de l'école, la place des équipements collectifs et des institutions reste à faire.

Le besoin de l'enfant ? La question, aujourd'hui, n'est pas forcément pertinente. On l'a constaté plusieurs fois au cours de cette enquête. Quand Sandra, sept ans, a quitté la ville de Parthenay où elle vivait dans une HLM, pour s'installer avec ses parents dans un village, elle est allée dans sa maison, et dans chaque pièce elle a misri longuement. « Je peux crier », a-t-elle expliqué à ses parents. Elle ne s'était pourtant jamais plainte.

Les enfants interiorisent très tôt les contraintes. Ils les amplifient. Christophe et Franck ne cessent de surveiller leur petite sœur : ils nettoient, ils rangent, ils ramassent, ils lui disent de se taire, ils lui passent des patins de laine sous les pieds.

A Hérouville, une ville nouvelle à côté de Caen, où l'urbanisme a été « pensé » pour les enfants (on circule à pied, à l'intérieur de chaque quartier), on a installé partout des jeux, des balançoires, que les enfants adorent. Pourtant, un jour, on a creusé un trou pour construire une HLM. Les enfants ont abandonné aussitôt leurs balançoires, leurs ballons, pour aller jouer dans le trou, qu'ils trouvaient beaucoup plus amusant.

La « télé » les tient « assis »

Autre exemple, la télévision. Tous les enfants que nous avons vus la regardent, et ils répètent (surtout le lundi) ceux de la télé.

En dehors du travail de modélisation du contenu des images et des sons, c'est la perception du monde qui bouge, la barrière de l'image familiale, l'idée même de la famille nucléaire qui se transforme, qui saute. L'enfant est à l'extérieur en même temps qu'à l'intérieur de sa famille. C'est un phénomène nouveau.

Il parle de ses parents avec une lucidité, un recul qui étonnent. « Ce n'est pas la sévérité, c'est la brutalité », dit Jean en parlant de son père, qui le bat. « Si on lui plaît », dit simplement Matthieu en parlant du travail de sa mère. « Je ne vois pas sinon ce qu'elle ferait dans la journée », dit Aude. « Mes parents sont gentils, j'ai de la chance » : une sorte de désinvestissement. Le regard des enfants sur les adultes change. Papa-maman deviennent des éléments mineurs dans l'espace social. Relativisés par le monde qui pénètre chaque jour par la « télé ».

Des bataillons par rangs d'âge

Les enfants aiment ou n'aiment pas l'école, et pour des tas de raisons. Nelly, Minette, l'aiment parce qu'elles se font des amies ; Matthieu s'y ennuit pour des raisons de méthode ; Didier n'aime qu'il veut demeurer dans son village ; Sophie parce qu'elle explose. Les insomnies, les coliques la veille de la rentrée, la peur d'être en retard, d'avoir oublié son cartable, on a rencontré ces petites névroses un peu partout : la pression sélective qui s'exerce sur l'enfant bien avant l'examen et de manière sournoise est peut-être à l'origine de cette anxiété. Il ne peut pas très bien expliquer. Est-ce qu'il va s'entendre avec son professeur, qu'il va suivre ? On dirait qu'il sent, dans la confusion, que des choses très importantes se jouent très tôt pour lui, pour son avenir, mais ce ne sont pas les autres, vous êtes rejoints sur

la berge, vous échouez. Initiation cruelle, secousses dont les enfants ne parlent pas, mais les professeurs, les éducateurs, oui.

Il suffit d'entendre la façon dont les bataillons parlent de ceux des « transitions », de ceux qui sont en perfectionnement pour imaginer la vivacité du sentiment d'échec de ceux qui y sont.

Qui va en classe de perfectionnement ? Des enfants d'ouvriers pour la plupart. On a relevé dans une classe de perfectionnement en province la proportion suivante : sur douze élèves, neuf sont des enfants d'ouvriers, un d'employé, un de commerçant, un de cadre. On retrouve à peu près cette proportion dans les sections d'éducation spécialisée.

Si l'on regarde plus attentivement, c'est-à-dire à la fois l'histoire de l'enfant et le résultat de son quotient intellectuel (Q.I.), on distingue deux éléments : la persistance de situations difficiles, inégalement réparties selon les catégories sociales. Sans quand il s'agit de déviance profonde. Plus précisément, et toujours sur le dossier d'une école (il ne s'agit pas d'une moyenne nationale), si

le Q.I. est inférieur à 50, les enfants se répartissent également dans toutes les couches de la société (il peut s'agir d'un accident de naissance, d'accidents génétiques), si le Q.I. se situe entre 50 et 60, on commence à voir une certaine dissymétrie (avec un pourcentage plus élevé d'enfants venant de couches sociales défavorisées), enfin si le Q.I. est supérieur à 70 (déviance intellectuelle légère), on touche 80 % de la population non qualifiée.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Que le trouble scolaire est en général le symptôme d'une autre difficulté. Dans les classes de perfectionnement, on découvre de terribles perturbations dans l'histoire de l'enfant. Certains ont donc plus de chances d'en avoir que d'autres. Les enfants sans père ou à multiples pères, ceux dont les parents ont divorcé, qui ont des parents handicapés, les enfants trop laissés seuls, ceux qui ont eu des chocs affectifs, qui ont changé de nourrice, ceux à qui l'on ne parle pas, ceux-là arrivent chez le psychologue et le rééducateur. S'il y en a.

Deux mondes

Tel, il faut distinguer entre ville et campagne. Si parfois, dans les villes, on se plaint qu'il y ait trop d'institutions, c'est le contraire à la campagne. L'absence de psychologues, de rééducateurs, de groupes d'aide psychopédagogique (G.A.P.), fait qu'on attend parfois des années pour signaler un enfant perturbé ou en difficulté scolaire. Surtout si l'on craint la fermeture d'une école à la suite du départ d'un élève. Il sacrifier l'enfant ou la commune ? Il arrive qu'on sacrifie l'enfant, en Normandie comme dans les Pyrénées-Atlantiques.

La ville et la campagne, deux mondes : les problèmes de jeux, de structure familiale, d'institutions et d'école s'y posent en termes presque opposés. Si les parents ne sont pas « absents » à la campagne, si les questions de garde ne se posent pas (il y a encore la grand-mère), les écoles ferment et les institutions manquent. L'éloignement fait perdre du temps. Les parents de Laurent ont plus de six heures de trajet par semaine pour amener leur fils chez l'orthophoniste et à la piscine en ville. Enfin, même si le cadre de vie reste meilleur à la campagne, le milieu rural se transforme et se « déstructure », l'esprit de village se perd, les relations sociales se raréfient.

Elles n'existent plus, ces relations. A Paris, à Caen, au Havre, c'est pourquoi la « garde » de l'enfant devient un drame aigu en ville. Surtout si la femme travaille, situation de plus en plus fréquente. L'enfant seul dans la ville est un enfant en danger. A la campagne, il connaît les gens, et l'espace est accueillant. L'enfant ne connaît personne dans son immeuble, et la rue lui est interdite. Sophie ne doit pas traverser à cause des voitures. Maurice ne peut descendre « à cause des voyous ».

Où mettre les enfants ? Il est impossible d'énumérer les solu-

tions, individuelles ou collectives, utilisées par les parents, et entrées en un mois. L'enfant mené chez la nourrice une demi-heure trop tôt, ou chez la grand-mère toute la journée, la halte-garderie, l'école ouverte le soir, le centre aéré, la crèche dans l'entreprise, la paroisse d'antan, là où elle subsiste, sans compter les activités sportives ou éducatives, la M.J.C., la piscine, le piano, les maîtres, la danse. Harcelés par le rythme de vie, les trajets, le travail, les parents « coupables » de ne pas s'occuper de leurs enfants (les mères surtout), trop inquiets pour les laisser seuls dans la rue, ont de plus en plus tendance à leur donner des activités comme on leur donne des jouets ou des bonbons. Cela ressemble à de la consommation. On mange, on joue, on fait un dessin, on agit les mains, mais dans des temps limités, à des endroits différents, séparés avec quelqu'un. C'est dans la petite-bourgeoisie en particulier qu'on trouve des enfants littéralement remis par morceaux (mis en morceaux ?) à des institutions. Avec l'envahissement de la télévision, cette prolifération des institutions - avec leur spécialisation - est peut-être le phénomène nouveau le plus important pour l'avenir des enfants. Il est inquiet. Dans ce morcellement, il y a un processus de psychose. L'enfant est conçu comme un puzzle, cassé dans ses temps et ses rythmes, divisé, éclaté. Et aussi « normalisé ». On assiste à une discipline croissante, liée davantage à la façon dont l'enfant parcourt les institutions, sous le perpétuel regard des adultes. Il n'a plus le temps de rêver. Les plages qu'on lui a prévues pour sa « créativité », pour sa « spontanéité », parce qu'elles sont codées, risquent bien d'être des tiroirs fermés.

Que faire ? Instaurer des horaires souples pour les adultes, le travail à mi-temps ? Refaire la ville, les parcs, les squares ? Rétablir les relations sociales ? L'immeuble comme un village, la rue comme un chemin de campagne.

Prochain article :

LA FIN DES PETITS ROIS

par CATHERINE ARDITTI

Charlebois ne chante plus "Lindbergh."
Et il voyage en Boeing.
Cette semaine dans ELLE.

Opel City
EUROPE DIESEL S.A.
134, boulevard Maxime Gatti
VILLENAUVE, tél. 726.29.50.

du 3 au 13 novembre
EXPOSITION VENTE
d'armes de chasse de 15 000 à 50 000 F (neuf et occasions)
Gastinne Renette
39, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS - Tél. : 359.7774

Vous cherchez une boisson peu sucrée ?
(naturelle et plus légère)
Yin de Volvic a le goût nature que vous préférez, car c'est une boisson riche en fruit et très désaltérante, mais naturellement peu sucrée.
Renforcements : Volvic B.P. 41 - 93340 Bourg-la-Reine - Tél. : 360.45.34

Poppy Moreni : une styliste qui va lancer un style.
"Elle" lance la styliste.
Cette semaine dans ELLE.

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

La pluie et les subventions n'ont pas supprimé les difficultés des éleveurs

La sécheresse ? Le paysage a reverdi avec les pluies d'automne, les agriculteurs doivent se répartir quelque 5,5 milliards de francs de subventions. L'affaire paraît réglée. Pourtant, alors que le débat parlementaire sur les crédits du ministère de l'Agriculture pour 1977 s'engage ce jeudi 4 novembre, les préoccupations des milieux paysans restent vives. La Fédération française de l'Agriculture (F.F.A.), qui tiendra

son congrès les 22 et 23 novembre à Lorient, reproche au gouvernement et à l'opinion publique « leur indifférence à l'égard d'une catégorie de Français qui n'ont jamais démérité ». Quelle est la situation sur le terrain ? Notre correspondant de Rouen a interrogé les agriculteurs que nous avons rencontrés en juillet (« Le Monde » des 11-12 et 13 juillet). Ils restent pessimistes.

De notre correspondant

Rouen. — Dans ce coin de Normandie, la pluie revenue a paré l'automne des vertes d'un printemps hors saison. « On a cessé de taper dans les stocks », nous dit M. Emmanuel Leseq, éleveur à Douvrend. C'est un baume sur la pluie, dont l'effet ne dure pas. Après le 11 novembre, l'herbe ne repousse plus. Au 20 janvier, il n'y aura plus rien dans les greniers. Les situations sont diverses, mais le constat est le même : aujourd'hui, n'ont déjà pas de nourriture. On n'a pas tout vu, en février il y aura du bétail qui souffrira. »

Ce printemps d'octobre est aussi meurtrier : « Les éleveurs ont bien travaillé dans le coin : trois vaches par jour dans une zone pas très grande. On a eu un problème de tétanie, cette maladie qui frappe les bêtes lors de la mise à l'herbe, quand l'alimentation est déséquilibrée. »

Vision délibérément pessimiste ou seulement réaliste ? Plusieurs indices montrent que les éleveurs n'ont pas tellement réduit leur cheptel, mais ils ont réalisé des prodiges financiers pour acquiescer qu'il leur soit donné la paille. « Certains ont acheté jusqu'à 500 F la tonne de paille à prendre à terre, ou encore 500 F

l'hectare de maïs », poursuit M. Leseq. Pour conserver la potentielle laitier, des éleveurs ont acheté un peu d'importer quel. M. Leseq ouvre ses comptes : « Pour du matériel d'élevage et de la luzerne, j'ai dépensé 1000 F de plus par vache. Aujourd'hui, je n'ai plus de réserves financières. »

La pléthore de l'aide à trente gros bovins par exploitation le fait bondir : « Dites, à l'école primaire on apprend à compter jusqu'à plus que ça. » Toutefois, il remarque que des « gens astucieux » ont touché des primes pour du bétail qu'ils achetaient peu cher, avant le 1er septembre, pour s'en débarrasser aujourd'hui, les primes encaissées.

« On ne peut pas manifester. On s'est fait suffisamment mal voir et on a été mal vu. Les gens sont sur la brèche. A la réunion de la classe locale du Crédit agricole, il y avait plus de monde que d'habitants. Le sénateur présent, M. Caron, s'est presque fait agresser, verbalement bien sûr. Habituellement, personne ne dit rien, mais cette fois ils y sont allés. Surtout, dites bien une chose, insiste M. Leseq, seuls les éleveurs sont réellement sinistrés au niveau financier. »

« Rien n'a repoussé »

M. Catherine, conseiller agricole, a été sur le « front » de la paille et des ensilages de maïs tout l'été dans cette région de la vallée de Seine qui fut plus profondément et plus tôt touchée par la sécheresse. « J'ai peur que l'on ne sache jamais le taux d'endettement car les paysans ne sont pas allés au « Crédit agricole. Il y a des problèmes de trésorerie considérables. On n'arrive pas à faire rentrer l'argent des chantiers-mais. »

Son secteur, qui couvre un canton et demi environ, montre la vanité des critères d'indemnisation : sur les plateaux profonds, la repousse a touché le quart d'une récolte. Mais les rendements des cultures céréalières sont de 80 à 90 % de ceux d'une année normale. Par contre, sur les terrains de sable de la vallée, « tout a reverdi, rien n'a repoussé ».

Pour ce conseiller agricole aussi, « les vrais drames sont pour février. Il y a des gens qui vont être en culottes courtes ». Comptes de ges-

tion à l'appui, tous auront perdu 3 000 francs par hectare en 1976. Un exemple parmi d'autres : « Dans une ferme, on avait un schéma de développement pour un prêt spécial d'élevage. La gare a eu un pépin sanitaire dans son étable en 1975. Son objectif 1976, raisonnable, était quarante-cinq vaches. Il en a eu quinze car il ne peut pas les nourrir. En avril 1976, il avait déjà 80 % de dettes. En 1977, ce sera du 110 %. »

Rive gauche, poursuit M. Catherine, quelques éleveurs ont quitté leur exploitation sans toutefois s'en séparer. Prudence... Ils sont allés travailler à l'extérieur dans des carrières. Ils sont revenus, ils n'ont pas pu tenir... »

Les gens des plateaux vont encaisser le choc et regarder ceux de la vallée, qui « rient à cause des maïs quand il pleut et qui rient à cause des sables quand il fait sec ». Le port autonome de Rouen voudrait bien industrialiser « tout cela ». Et certains se demandent s'il ne vaut

JACQUES GRALL

FISCALITÉ

M. LAUBARD DEMANDE UNE MODIFICATION DE LA LOI SUR LA TAXE PROFESSIONNELLE

La taxe professionnelle, qui remplace la patente, suscite de vives réactions des chefs d'entreprise. M. Laubard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, s'élève, dans un communiqué, contre « les majorations abusives, dans plusieurs cas, à doubler, voire tripler le montant de l'ancienne imposition ». « Des variations d'une aussi grande ampleur sont anormales et injustifiables ». « Il est regrettable que le gouvernement et le Parlement, malgré les mises en garde, n'aient pas pris les dispositions nécessaires pour en atténuer les effets. Il est donc urgent qu'un débat s'engage rapidement afin de modifier la loi », indique encore M. Laubard.

De son côté, la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Garonne s'élève contre « les inégalités et les distorsions de cette taxe professionnelle qui, dans certains cas, se traduit selon lui par une augmentation des contributions fiscales de l'ordre de 100 à 400 % ». Une vingtaine d'industries de la Haute-Garonne, dont la plus petite occupe dix ouvriers, sont en danger et devront certainement fermer leurs portes, ce qui entraînerait le chômage d'un millier de personnes.

La chambre a demandé au ministère de l'Économie et des Finances la possibilité pour les chefs d'entreprise d'étaler le paiement de cette taxe sur douze mois.

M. PIERRE BROUSSE, ministre du commerce et de l'artisanat, a indiqué, mercredi 3 novembre, devant la commission sénatoriale des affaires économiques et du Plan, au sujet des régimes fiscaux des non-salariés, que l'échecance fixée par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ne pourrait être respectée « étant données les difficultés que l'on rencontre dans la connaissance du revenu ». « Il est nécessaire, a-t-il dit, que chaque des deux parties fasse un bout de chemin, et c'est ainsi que l'on aboutira à l'harmonisation. »

Le vrai problème est, selon M. Pierre Brousse, celui des petits artisans et commerçants, pour lesquels il faut trouver des solutions adéquates.

LOGEMENT

La réserve croissante des dirigeants d'H.L.M. devant la réforme du financement de la construction a rendu nécessaire un congrès extraordinaire

Le congrès extraordinaire de l'Union nationale des organismes d'H.L.M. qui s'est tenu ce jeudi 4 novembre à la Maison de la chimie, à Paris, devait rendre publique dans la soirée sa position sur la réforme du financement de la construction. Sa convocation — procédure tout à fait inhabituelle — s'explique à la fois par la gravité de la situation actuelle de l'industrie du bâtiment — nombre de programmes d'H.L.M. ne pouvant être lancés en raison de l'insuffisance des prix-plafonds officiels — et par l'inquiétude croissante des dirigeants d'H.L.M. devant le projet gouvernemental de réforme.

Ils avaient accueilli « avec faveur » ce projet, à l'origine, estimant y retrouver nombre des orientations du livre blanc de l'Union des H.L.M. et du « rapport Barre », dont ils avaient approuvé l'esprit. Mais, au fil des mois, les difficultés d'application sont apparues. La plupart des animateurs de la construction sociale, pensent à présent — sans pour autant mettre en question l'idée d'un remplissage progressif de l'aide « à la pierre » par l'aide « à la personne » — que les chiffres inscrits dans le projet de loi ou les tableaux de M. Fourcade et Barrot vont pénaliser les familles de locataires ayant un revenu moyen, gêner l'accession à la propriété des familles à revenu modeste et verser, considérablement, les loyers, alors que les privilèges fiscaux dont bénéficient principalement les familles plus aisées, acquérant leur logement ne seront pas réduits.

Il constatent, en outre, l'absence de garantie sur le montant futur de la nouvelle aide personnelle au logement (pas d'indexation de cette A.P.L. sur les prix ou sur les revenus), alors que l'avenir doit être très fermement assuré si l'on veut faire échapper l'industrie du bâtiment à son marasme actuel. Enfin, la façon très timide dont est prévue l'expérimentation du nouveau système fait redouter à beaucoup que la généralisation de la réforme tarde trop.

En bref, les dirigeants d'H.L.M. pensent qu'il faudrait modifier substantiellement le dispositif gouvernemental et l'assortir de « verrous » financiers. Sera-ce possible en quelques jours seulement de débats au Sénat puis à l'Assemblée nationale ? Beaucoup n'y croient pas, qui craignent aujourd'hui de cautionner une réforme insuffisante et qui, de plus, craignent que le statu quo. Le congrès extraordinaire doit fixer la fonction exacte de l'Union des H.L.M. Le futur, le même jour, au comité de liaison pour une politique sociale de l'habitat, qui groupe, autour de l'Union des H.L.M.,

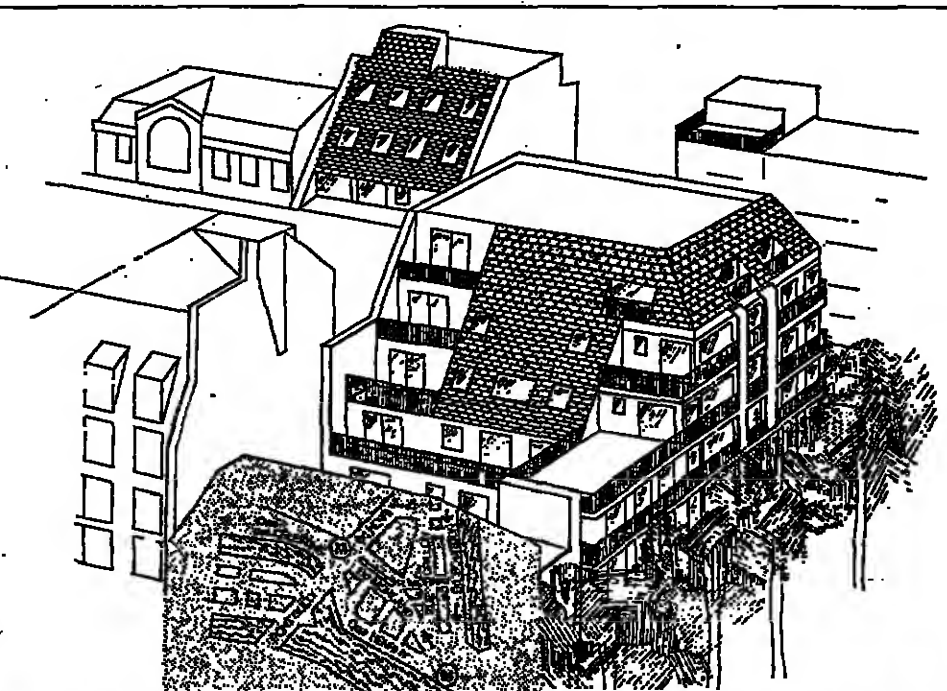
FAITS ET CHIFFRES

● LE BUREAU DE L'ASSOCIATION F.O. DES CONSOMMATEURS (AFOC) proteste, dans une communication, contre « des pratiques utilisées dans un grand magasin de la région parisienne, à la suite de la décision du gouvernement de bloquer les prix ». « A l'annonce d'un contrôle par les agents du service des prix, dès la première heure, déclare l'AFOC, il a été demandé au personnel des ventes de retirer rapidement certaines étiquettes et d'entreposer la marchandise dans les réserves pendant la durée de la vérification, et d'en modifier les prix. »

● LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS a estimé, mercredi 3 novembre, que « le blocage gouvernemental des prix n'est qu'un bluff destiné à justifier la pression sur les salaires, la tentative de réduction du pouvoir d'achat et de la consommation populaire au profit des trusts et des privilégiés de la fortune ». Il a ajouté : « Plan de vie chère et d'austérité pour les pauvres, le plan Giscard-Barre est aussi un plan d'accroissement du chômage. »

● EN ITALIE, les prix de gros ont augmenté de 1,8 % en septembre, soit la plus forte hausse depuis mai (+ 2,3 %). En un an, l'indice qui s'est inscrit à 247,2 (base 100 en 1970), s'est accru de 27,5 %.

Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter à une habitation de qualité. Les matériaux employés, les finitions, l'isolation phonique, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Bureau de vente : 15, Bd Boudon - 75004 PARIS ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h. Tél. : 277.45.55

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

CORI

254, Bd St Germain, 75007 Paris

Tél. : 260.38.22

Mardi 4-11

Organisé par BUREAUX-PROVINCES et LES ÉCHOS
Sous la présidence de Monsieur Jean LECANUET, Ministre d'Etat chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire

Forum L'Entreprise, l'Etat et la Décentralisation Tertiaire

La décentralisation des activités de bureau est vécue différemment par l'entreprise et par l'Etat. L'entreprise y voit souvent une contrainte mais aussi une manière d'accroître son potentiel économique et d'améliorer sa gestion. L'Etat, pour sa part, l'envisage comme un moyen d'équilibrer les activités sur l'ensemble du territoire.

Confronter les points de vue de chacun et examiner les solutions possibles, tel est le but de la journée organisée à l'intention des chefs d'entreprise le jeudi 18 Novembre de 9 h 00 à 18 h 00 au Palais des Congrès, à Paris.

En matinée, deux tables rondes : la décentralisation bancaire et financière, les télécommunications et la décentralisation tertiaire.

Un déjeuner-débat : la décentralisation tertiaire, choix imposé ou choix stratégique pour l'entreprise ? avec Messieurs Amighé de Casanova (CCI Paris), Chatelet (BUREAUX-PROVINCES), Essig (DATARI) et Hannart (CNPF).

Après-midi, trois ateliers techniques : les procédures administratives et les aides de l'Etat, le marché national des bureaux, les rémunérations du personnel de bureau et le coût de la vie en province.

Pour recevoir le programme détaillé du Forum, prenez contact avec l'Association Bureaux-Provinces, 39, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris - Tél. 522.86.20 (poste 299).

La participation aux frais est de 200 F.

ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES

COSTUMES
Mesure industrielle

690^F

offre spéciale
du 6 au 27 novembre

MESURE INDUSTRIE
23 rue des Mathurins Paris 8
(métro Havre-Caumartin)
parkings: place de la Madeleine et boulevard Malesherbes

**du Liberté à l'Opéra,
il faut 12 minutes.**
(12 mn de RER. Le temps que vous prenez
habituellement pour garer votre voiture.)

du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

(PUBLICITE)

TENDER NOTICE
LAGOS STATE GOVERNMENT
MINISTRY OF WORKS AND PLANNING

**TENDER FOR THE SUPPLY
AND INSTALLATION OF ELECTRO-MECHANICAL
EQUIPMENT FOR ISASI WATERWORKS**

1. Tenders are invited from reputable and suitably experienced companies for the supply and installation of the following equipment in connection with Lagos water supply expansion programme phase 2 - Stage 2 - Isasi waterworks.
2. Contract n° 4:
Supply and installation of electro/mechanical equipment for the raw water, clear water and sludge pumping stations.
3. Contract n° 5:
Supply and installation of power generation equipment and electrical equipment within the treatment plant area.
4. The construction site will be near Isasi Village in the West of Lagos along Badagry expressway. The waterworks will be capable of producing 100,000 M3/D (approx. 35 MGD) drinking water for Lagos metropolitan area.
5. Tenderers may tender for one or both of the contracts described above.
6. Official tender documents for each contract are obtainable from the chief water engineer (projects), room B5/296B, Ministry of works and planning, Oba Akinjobi Street, Ikeja, Nigeria, between the hours of 8 A.M. and 1 P.M. from Monday to Friday with effect from 1.11.76 to 31.12.76.
7. Each tenderer is required to pay naira 200 (two hundred naira) non-refundable deposit for each contract into any Lagos State sub-treasury with the remark:

DEPOSIT ON TENDERS

Tender documents will be issued only on production of the original and a photostat copy of the Treasury receipts for the deposit to the chief water engineer mentioned above. Original of the receipt should also be attached to the tenders as evidence of payment.

Alternatively documents may be obtained from the consulting engineers, Messrs. GKW 6800 Mannheim 1, Gottlieb-Daimler-Str. 12 A, Postfach 950, West Germany, upon production of evidence of payment of the tender deposit.

8. A tender bond equal to 1 percent of the tender sum (up to a maximum of naira 100,000) is required to accompany each of the completed tenders.
9. Tenderers are required to produce adequate evidence of their experience of manufacture and installation of similar equipment in tropical climates.
10. Tenders must be submitted on the official forms of tender (in sealed envelope marked confidential-tenders for supply and installation of electro/mechanical equipment for Isasi waterworks-contract NO. 4/05 and addressed to:

**THE SECRETARY,
LAGOS STATE TENDERS BOARD,
OFFICE OF THE COMMISSIONER FOR SPECIAL DUTIES,
OBA AKINJOBİ STREET,
IKEJA, - NIGERIA**

So as to reach him not later than 10.00 am on 14th & 15th January 77.

11. No tenders will be considered unless they are submitted in full compliance with the provisions of this notice.
12. The board is not bound to accept the lowest or any tender Tender.

**THE SECRETARY
LAGOS STATE TENDERS BOARD.**

**du Liberté à votre bureau:
2 ou 3 stations de RER.**

Autrefois Paris St Germain à 14.
Préfecture
Nanterre
Le Liberté
vers Nanterre
RER
Opéra
7 mn
Le Liberté
12 mn
vers Opéra

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

Selon une enquête publiée par la C. G. T.

Les ouvrières et les employées n'ont, pour 60 %, aucun diplôme professionnel

Une forte sous-qualification de la main-d'œuvre féminine, un chômage important, des salaires faibles, une espérance de promotion assez mince et de lourdes charges supplémentaires, notamment pour les veuves et les divorcées, qui cumulent les difficultés : tels sont les principaux constats d'un sondage intitulé « Femmes à l'usine et au bureau », dont les résultats viennent d'être publiés par la C.G.T.

M. Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la C.G.T., ainsi que Mme Christiane Gilles, qui a préfacé l'ouvrage publié à cette occasion (1), ont précisé, au cours d'une conférence de presse, que cette enquête sociologique effectuée en novembre 1975 avec le concours de l'Institut français d'opinion publique (I.F.O.P.) avait rassemblé les réponses à soixante-neuf questions posées sur le terrain à 1 931 ouvrières et employées.

Pour éviter une grande dispersion, cinq branches d'industries ont été retenues : métallurgie et mécanique automobile, textile, cuir et habillement, chimie et pharmaceutique, industries agricoles et alimentaires, — ont été prises en compte pour l'enquête sur les ouvrières. Pour les employées, l'échantillonnage a porté sur l'ensemble de l'industrie, le commerce, la banque, l'assurance et la sécurité sociale, excluant ainsi les fonctionnaires et les agents des collectivités locales.

Cette sélection interdit sans doute la généralisation des résultats de l'enquête à l'ensemble de la population des femmes salariées : les salariés agricoles, la main-d'œuvre immigrée, les personnels de service et les membres féminins de l'armée et de la police s'en trouvent également exclus, — mais un certain

(1) Femmes à l'usine et au bureau, sous la direction de la C.G.T., d'études économiques et sociales, 213, rue La Fayette, 75480 Paris. Coder 10.

Enfin, 47,4 % des femmes interrogées se prononcent pour « des changements fondamentaux » du système politique, économique et social : 84,5 % considèrent que l'égalité des hommes et des femmes dans le travail, la vie sociale et familiale est « d'une grande importance ». Dans le même temps, 66,9 % se prononcent en faveur de la retraite à cinquante ans. Cela, selon Mme Christiane Gilles, apporte « un démenti cinglant à ceux qui excluent, au nom de l'égalité, toute mesure sociale spécifique ».

BIBLIOGRAPHIE

« Physiologie de la France » D'YVES LAULAN

Pendant un certain nombre d'années, Yves Laulan a écrit pour le lecteur de son pays de l'extérieur : inspecteur des finances, il dirigeait le département économique de l'OTAN. C'est peut-être ce qui lui donne, en nous proposant sa *Physiologie de la France*, cette grande liberté de regard.

La droite et la gauche trouveront dans ce livre en picorant les trois cents pages de ce livre où l'on cherche, avec une certaine frénésie, comme c'est la tentation aujourd'hui, à décrypter le « message » de la France. On trouvera des « réflexions personnelles » sur trois thèmes : « croissances », « réformes », « politiques étrangères ». Ces pluriels sont singuliers. Ils semblent vouloir indiquer que l'éventail est ouvert, qu'on tournera le dos au dogmatisme.

Première constatation : au sortir de la crise, l'appétit de consommation ne semble guère avoir été affecté, mais de là à croire que tout va se passer comme auparavant, il y a une marge. « Nous abordons vraisemblablement la décennie de la croissance », écrit Yves Laulan, qui contraste avec la croissance à 5 % et le chômage à 3 % des dix dernières années. « Ceux qui croyaient à la fin de l'ère des cycles économiques en seront pour leurs frais ».

Le chômage, et surtout celui des jeunes, qui affecte à peu près dans les mêmes proportions tous les pays occidentaux « porte condamnation implicite de la société ». Mais il faut bien voir, poursuit Yves Laulan, que « c'est le problème le moins aisément soluble ». Pourquoi ? « Parce que la notion de droit au travail est antinomique de celle de liberté du travail », le système d'éducation entraînant, en effet, le refus de certaines formes d'occupations. « La démocratisation culturelle entre désormais en conflit ouvert avec (la) démocratisation économique et politique ».

À côté du chômage, au musée des horreurs économiques siège inamoviblement l'inflation. Yves Laulan s'interroge avec bonheur sur les aspects spécifiques de l'inflation française et insiste sur trois points : le comportement des titulaires de revenus non salariaux, la connivence profonde qui existe dans notre pays en faveur de l'inflation, et la coalition d'intérêts particuliers dont le dénominateur commun est la défense des avantages propres à une corporation.

Itinéraire d'un chômeur

« Toi et moi, sommes dans le même pétrin... Viens en discuter avec nous... » Le tract distribué devant l'Agence de l'emploi par deux garçons d'une vingtaine d'années, militants d'un mouvement de jeunesse chrétienne, attire peu l'attention de ceux qui franchissent le seuil. Pour la plupart, des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Au passage, indifférents, ils prennent la feuille ronéotypée ou font comprendre qu'ils ne se laisseront pas « récupérer » : leur situation de chômeurs ne regarde qu'eux-mêmes.

Le bureau d'accueil — un comptoir « design » en demi-cercle derrière lequel s'affairent trois employées — est débordé. Une foule s'agglutine, des bras se tendent, se disputent le premier rang. Le jeune « demandeur d'emploi » entré là pour la première fois reçoit un premier choc : c'est vrai, le chômage, ça se compte par centaines de milliers. L'instant d'après, il comprend qu'il pénètre dans un engrenage administratif. Veut-il un renseignement ? Puisqu'il cherche un emploi, il lui faut d'abord s'inscrire : ensuite son cas sera examiné. Bousculade, attente. Enfin, une secrétaire tend l'oreille : « Vous habitez le treizième ? Alors, vendredi, à 8 h. 30 précises. Prenez ce billet, rapportez les pièces administratives indiquées là... »

Vendredi matin. Avant 9 heures, l'affluence dans le hall est telle qu'il faut procéder à un appel en règle : relevé des numéros, nouveau pointage. L'attente est cette fois plus longue, plus pesante. Pas un mot. Des regards graves se croisent, s'évitent, quelquefois marqués par l'exaspération. Tant de lettres de candidature restées sans réponses, tant de coups de téléphone inutiles, tant d'après-midi perdus à des démarches administratives ou à des rendez-vous peu convaincants...

Rien à voir avec votre qualification mais enfin...

Onze heures, la voix du conseiller-orienteur apporte un peu de réconfort. Sa contribution pourtant ne dépasse guère le stade du procès-verbal : formation professionnelle achevée, inexistence d'offres d'emploi. « Vous parlez deux langues étrangères ? Essayez le bureau de l'A.N.P.E. spécialisée dans l'hôtellerie et le tourisme. Rien à voir avec votre qualification, mais, enfin, pour un emploi temporaire, vous pourriez trouver... » Suit un nombre impressionnant d'écritures : attestation de licenciement, fiche Sécurité sociale, demande d'allocation, etc. L'entretien terminé, on souffle un peu : « Situation régularisée... »

Mais l'inquiétude persiste : la crainte de l'ennui. Parfois même le sentiment pesant d'un échec personnel. Et si l'ardeur n'était plus la même pour trapper à la porte des employeurs ? Et que répondre à la question : Vous profession ? Chômeur ou demandeur d'emploi ?

Dehors, impossibles, deux types tendent toujours du bout des mains, le tract vert... Oui, le même « pétrin ».

P.-E. M.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ETUDES FONCIERES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

CHEMIN DÉPARTEMENTAL 128 ÉLARGISSEMENT ENTRE LE CARREFOUR DU C.D. 60 A SCEAUX

ET L'AVENUE ROGER-SALENGRO
A CHATENAY-MALABRY

ENQUÊTE PARCELLAIRE AVIS

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 4 octobre 1976 une enquête parcellaire est prescrite sur le territoire des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX concernant l'élargissement du C.D. 128 entre le carrefour du C.D. 60 à SCEAUX et l'avenue Roger-Salengro à CHATENAY-MALABRY.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 25 jours du 15 novembre au 10 décembre 1976 inclus à la mairie des communes de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX afin que les personnes qui le désireraient puissent en prendre connaissance et faire valoir leurs observations et leurs réclamations avant le 10 décembre 1976 (samedis, dimanches et jours fériés exclus) et consigner éventuellement leurs observations sur le registre, ou les adresser par écrit aux maires des communes intéressées ou à M. MELIN Pierre, 1, rue Pissarro à 75017 PARIS, nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public dans les mairies de CHATENAY-MALABRY et SCEAUX, les sous-préfectures et préfecture du département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975.

du Liberté à l'Etoile, il faut 7 minutes.

(7 mn de RER, c'est beaucoup moins
que votre périple quotidien)
du studio au 6 pièces
Le Liberté: 774.59.75
sur le parc public de 24 hectares.

Bureau de ventes sur place: 20-22 av. Salvador Allende à Nanterre.
Ouvert tous les jours de 11 h à 19 h. Fermé mardi.

صوتك من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

La société SUPAMEC est mise en règlement judiciaire

La société SUPAMEC, qui fabrique des machines-outils dans trois usines situées à Juvisy (Eure-et-Loir), Orléans (Loiret) et Châteaufort-en-Thymerais (Eure-et-Loir), a été mise en règlement judiciaire, le 28 octobre, par le tribunal de commerce de Paris. Un syndic a été nommé. La direction prévoit 53 licenciements à Juvisy (sur un effectif de 169 personnes) et 30 à Orléans, où 113 personnes sont employées.

La société SUPAMEC est une filiale de la Société nouvelle du Saut-du-Farn, dont l'industriel est M. Henry Girard, qui avait joué un moment le rôle de médiateur dans l'affaire Lip, en 1973, à la demande de M. Charbonnel, alors ministre de l'Industrie. Fin 1973, la SUPAMEC avait racheté le département machine-outil de la société Lip, l'usine d'Orléans.

Elle avait bénéficié pour cette opération d'une aide publique de 5 millions de francs. En 1975, la SUPAMEC a acheté l'usine de Châteaufort-en-Thymerais. La mise en règlement judiciaire de SUPAMEC illustre les difficultés que connaît actuellement l'industrie de la machine-outil, difficultés liées au ralentissement des investissements. Dans ce cas particulier, il semble que des problèmes financiers se soient ajoutés aux difficultés conjoncturelles. SUPAMEC a vu ses ventes à l'exportation fléchir, ce qui a eu pour conséquence de réduire les préfinancements consentis par les banques, d'où une détérioration de la trésorerie.

DEUX CENTS LICENCIEMENTS DANS DES PAPETERIES DU FINISTÈRE

(De notre correspondant.)

Quimper. — La mise en œuvre d'un plan de redressement au sein du groupe Bolloré se traduira par deux cents licenciements environ dans les deux papeteries qui composent cette entreprise à Tréguier-Gabriel et Scaër, dans le Finistère. Le groupe Bolloré est l'un des six fabricants de l'Europe de l'Ouest de papier pour condensateurs utilisés dans l'appareillage électrique. Sa production (quatre fois les besoins de la France) est principalement destinée à l'exportation. Mais le papier pour condensateurs se trouve actuellement sur le marché par un nouveau produit, le polypropylène, dont le coût est considérablement inférieur. Pour être compétitif, le prix du kilo de papier pour condensateurs devrait être de 11 F à 12 F, il est en fait de 20 F et il est vendu à perte, 16 F.

Le groupe Bolloré qui produit également du polypropylène a décidé d'acheter désormais la production de papier à la demande, ce qui se traduit par le licenciement de cinquante environ des effectifs des deux usines installées près de Quimper (le groupe possède également une unité de production à Troyes).

Le comité d'entreprise a été informé mardi 2 novembre de ces deux décisions. Ces licenciements provoqueront une émotion importante dans le Sud-Finistère où les difficultés de l'emploi sont déjà nombreuses.

● M. JACQUES DONDOUX vient d'être nommé par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, président du comité consultatif de l'industrie et de la recherche, président du consultatif de la recherche en informatique et en automatique. Il succède à M. André Lichnerowicz, qui occupait ce poste depuis 1973, date de la création du comité.

[M. Dondoux fut directeur du Centre national d'études des télécommunications (CNET) de décembre 1971 à octobre 1974, puis directeur de la direction générale des télécommunications, aux P.T.T., jusqu'en mai 1975. Il a ensuite été un rapporteur de M. d'Ornano sur la détermination d'une politique de l'Etat dans le domaine de la technologie, rapport qui n'a pas été rendu public.]

● RECTIFICATIF. — Dans l'interview de M. Chevalier, ministre des finances suisses, publiée dans le Monde du 2 novembre, prière de bien lire : « les placements en Suisse ont atteint 167 milliards de francs et les investissements à l'étranger 280 », les chiffres ayant été inversés dans nos éditions.

ÉNERGIE

LE PRIX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Le prix de la Société générale pour l'énergie a été décerné, mercredi 3 novembre, par un jury présidé par M. Louis Néel, prix Nobel de physique, pour « deux initiatives ayant abouti à des économies importantes d'énergie et de caractère exemplaire ».

Les lauréats, qui se partagent le prix de 250 000 F, sont, d'une part, une équipe de six personnes appartenant à E.D.F.-Delle Alsthom, Merlin-Gérin et Coq-France « ayant réalisé une nouvelle technique française des matériels blindés à très haute tension » ; d'autre part, à « une équipe de quatre personnes appartenant à Ciments Lafarge-France ayant développé des actions qui ont conduit à des économies appréciables d'énergie dans la fabrication du ciment ».

● L'INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES SOCIALES, filiale de l'Office international du travail de Genève, qui a organisé cette année un colloque mondial sur les implications sociales d'un nouvel ordre économique international, vient de se voir confier divers projets de recherche et de formation à exécuter d'octobre 1976 et dont le coût s'élève à 850 000 dollars des États-Unis, soit 2 millions de francs suisses environ. Ces projets se réfèrent à tous les domaines actuels sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

● AU CANADA, l'immigration a baissé de 22,3 % au cours du premier semestre de 1976 par rapport à la même période de 1975. Le statut d'immigrant a été donné à 77 735 personnes, dont 11 017 en provenance de Grande-Bretagne (— 42,3 %) et 8 770 des États-Unis (— 4,4 %). — (A.F.P.)

AUTOMOBILE

LA C.G.T. PROPOSE UN PLAN DE MODERNISATION DE L'USINE RENAULT DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Renault Billancourt doit rester un grand centre de production et même se développer ; son effectif (32 000 ouvriers) ne doit pas diminuer ; pas un mètre carré de sa surface ne doit être livré à la spéculation immobilière : tels sont les objectifs du syndicat C.G.T. de l'usine, qui a présenté le 3 novembre à la presse un plan de modernisation.

Le C.G.T. demandera à la direction qu'un tiers des investissements de la Régie (soit 500 millions de francs environ) soit consacré à Billancourt au cours des cinq prochaines années (modernisation de l'usine, relance du secteur machine-outil, fabrication d'un moteur de bas de gamme).

Le potentiel technique et humain que constitue Billancourt est, pour la C.G.T., menacé : les effectifs ont diminué de 6 000 personnes en dix ans, un tiers des surfaces ont été vendues au secteur privé pour la construction d'immeubles. Sur ce dernier point, M. Roger Sylva, délégué syndical C.G.T., lance un avertissement : « De nouveaux terrains sont menacés, mais nous couchons la nuit et les dimanches si le fait pour l'empêcher. »

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	2 1/2
1 mois	4 3/4	5 3/4	2 3/4
3 mois	5	5 1/2	2 1/2
6 mois	5 3/8	5 7/8	2

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DMC

Dans une lettre qu'il adresse aux actionnaires, M. Jacques Blass-Duval, président-directeur général de la société Dollfus-Mieg et Compagnie, commente l'activité et les résultats de l'exercice 1976. Au cours de cette période, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 1 140 millions de francs contre 1 050 millions (+8,6 %) au premier semestre 1975. Après une dotation de 1,4 million de francs à la provision pour fluctuation des cours et une dotation aux amortissements de 45,1 millions, le résultat net d'exercice consolidé s'est élevé à une perte de 8 millions de francs contre un bénéfice de 9 millions de francs au premier semestre 1975, résultant qui avait été acquis après 38,5 millions d'amortissements et une provision de provision pour fluctuation des cours de 6,5 millions de francs. Quant à la société holding, Dollfus-Mieg et Compagnie, elle a réalisé au 30 juin un bénéfice de 2,3 millions de francs (établi avant toute provision pour dépréciation des titres), soit 5 millions de francs de plus que dans la mesure où les dividendes reçus des filiales sont comptabilisés à des dates variables d'une année à l'autre.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 1 634 millions de francs (+13,5 %).

	1975	1976	Variation en %
Fileterie	498,5	602,1	+20,8
Tissage	751,9	856,8	+13,9
Parafileries et arts graphiques	146	173,5	+18,8
Total	1 396,4	1 632,4	+16,9

Ce résultat, toutefois, ne doit pas faire illusion, et les effets du plan d'investissement dont la nécessité n'apparaît pas douteuse — peuvent modifier les prévisions établies pour l'exercice 1976. Mais les efforts, en effet, sur une poursuite de l'expansion qui, dans certains secteurs, est stabilisée. Mais les efforts du

groupe D.M.C., notamment la qualité et la diversité de ses produits, comme son implantation internationale, restent des facteurs déterminants qui doivent permettre de restaurer au plus tôt l'équilibre financier et donc de nouvelles possibilités d'investissement.



Le conseil de surveillance a examiné les comptes de l'exercice clos au 30 juin 1976 et pris connaissance du rapport que le directeur se propose de présenter à l'assemblée générale des actionnaires. Avec une progression de 7,89 %, le volume des ventes Martell est conforme aux prévisions. Il est à

L'ORÉAL

1) Résultats du premier semestre 1976. — Le bénéfice du premier semestre avant impôts et participation, hors plus-values, s'élève à 197,6 millions de francs contre 183,3 millions de francs au 30 juin 1975, soit une progression de 7,89 %. Les résultats consolidés du premier semestre, après déduction des plus-values et élimination de l'incidence des provisions pour investissements, s'élève à 86,6 millions de francs, contre 89,3 millions de francs au 30 juin 1975, soit une progression de 2,9 %. Les résultats consolidés au 30 juin 1976 comprennent les bénéfices de la société Roja, qui n'était pas encore entrée dans le groupe au 30 juin 1975. Si l'on fait abstraction des résultats provenant de Roja, la progression du bénéfice consolidé de L'Oréal pour le premier semestre 1976 est encore sensiblement supérieure à celle du chiffre d'affaires, grâce notamment à la bonne évolution des filiales étrangères.

2) Chiffre d'affaires des neuf premiers mois 1976. Le chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois de l'exercice et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 2 125,2 millions de francs contre 2 019,8 millions de francs pour la période correspondante de 1975, en progression de 5,2 %. Données comparables, c'est-à-dire à taux de change identiques et sans les sociétés nouvellement entrées en consolidation, la croissance est de 14,9 %.

ACCORD DE CAUTION

En application de la loi du 2 janvier 1970, OCIF, S.A.R.L., au capital de 100 000 F, dont le siège social est à Paris 75017, 85 bis, avenue de Wagram, informe qu'une caution de 50 000 F lui est accordée par Banco Pastor, 22, boulevard Haussmann, Paris 75009. Cette caution remplace celle émise précédemment par C.N.U.P. Anjou.

IL Y A CENT CINQUANTE ANS LA BOURSE

C'est le 4 novembre 1826, au milieu d'une foule innombrable, que le comte de Chabrol, préfet de la Seine, inaugura l'ancien palais de la Bourse de Paris. Plus de 8 millions furent nécessaires pour édifier ce monument dû à l'architecte Théodore Brongniart. Sur ce total, 7 millions furent dépensés par le gouvernement de Charles X. Le comte de Chabrol, dans son discours d'inauguration, rendit hommage à la politique de Charles X : « En déployant le luxe des beaux-arts dans un monument consacré au commerce, source abondante de la richesse des États, l'administration n'a pas cru s'écarter des principes d'une sage économie ».

Initiateur du projet, Napoléon avait choisi, parmi de nombreuses esquisses, l'étude de Brongniart, et le 24 mars 1808 la première pierre fut posée. La Bourse actuelle, située ainsi, avec la Madeleine et la façade de la Chambre des députés, la physionomie gréco-romaine que l'empereur souhaitait pour Paris. L'architecte Labarre esquisse les plans de Brongniart, mort en 1813. Et, après l'inauguration officielle, la Bourse fut ouverte au public le 28 novembre 1826. Enfin, Louis-Philippe transféra le palais de la Bourse de quatre statues qui furent baptisées des noms éponymes de Fortune et d'Abondance, Prudence et Justice. Pour la petite histoire, Napoléon III fit installer à l'entrée un journal, pour permettre dans l'attente, les boursiers de voir passer l'heure.

Ainsi naquit, il y a cent cinquante ans, la Bourse de Paris.

J.-P. LAFABRIE, universitaire.

IMMIGRÉS

SANS MOYENS FINANCIERS IMPORTANTS M. DIJOND CRAINT DES TENSIONS SOCIALES « DIFFICILEMENT SURMONTABLES »

M. Paul Dijond, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, a précisé, mercredi 3 novembre, devant la commission sénatoriale des affaires sociales, les trois aspects de la politique gouvernementale de maîtrise des flux migratoires :

— Suspension totale des entrées de travailleurs étrangers, sauf pour quelques régularisations ou dérogations justifiées ;

— Mise en place d'un dispositif d'accueil des familles de travailleurs déjà installés en France ;

— Encouragements aux retours volontaires dans le pays d'origine de travailleurs étrangers, qui doivent avoir atteint ce possible bénéfice en France d'une promotion et d'une formation professionnelle.

M. Dijond a souligné, en conclusion, qu'une politique cécive, mêlant en jeu des moyens financiers importants, était indispensable et l'on souhaitait éviter, dans un proche avenir, des tensions sociales difficilement surmontables.

PROBLÈME : ESSENCE CHÈRE



SOLUTION :

Remplacer votre CICLEUR DE RALENTI par un RÉGULATEUR ECOTO, à installer en 5 minutes, équipé d'un ressort aussi précis qu'un ressort de montre.

Pour obtenir le nom du concessionnaire de votre région, ou les possibilités d'une concession, consultez :

John Fisk, I.D.O. s.a., Agent Général
30, rue d'Astorg, Paris 75008 - Tél. : 266-14-07

Les Amériques Nord et Sud. Avec ou sans Concorde.

Air France vole vers les 2 Amériques 40 fois par semaine, dont 6 fois en Concorde. Et offre ainsi aux hommes d'affaires le réseau le plus important qui soit au départ de Paris. Un réseau digne de Concorde.

● Washington, Caracas et Rio : Concorde.

Air France gagne Washington les mercredis, vendredis et dimanches, Caracas les vendredis et Rio les mercredis et dimanches. Depuis sa mise en service le 21 janvier 1976, Concorde a déjà accueilli 20.000 passagers sur ces trois lignes.

● Amérique du Nord : des exclusivités.

Sur son réseau nord-américain, Air France offre 4 exclusivités : Houston et Toronto sans escale en 747, Mexico

en 747 avec une seule escale à Houston, et New York avec le premier départ de la journée à 10 h.

De plus, Air France dessert Montréal 4 fois par semaine, Chicago 4 fois, et Los Angeles 3 fois. Toujours en 747.

● Amérique du Sud : 11 villes desservies.

Air France propose au départ de Paris le plus grand nombre de vols vers les grandes places économiques sud-américaines : Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo, soit 32 liaisons hebdomadaires.

Pour gagner les Amériques, du nord au sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

